DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — Nº 12776 - 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 25 FÉVRIER 1986



Euromissiles : le « oui, mais » de M. Reagan

Dans la grande partie de ping-pong sur le désarmement relancée par le sommet Reagan-Gorbatchev de novembre et le plan soviétique du 15 janvier, les considérations de propagande et d'opportunités médiatiques ne sont jamais oubliées. Ce n'est sans doute pas un hasard si le président américain a choisi de répondre aux propositions de *son homologue de Moscou* à la veille même de l'ouverture du vingt-septième congrès du PC de l'URSS, « grand-messe » du régime et occasion de discours présentés comme spectaculaires.

Car, en attendant la publication de la lettre de M. Reagan, que l'on dit longue et circonstanciée, on hésite à considérer comme définitive la première — et jusqu'à présent la seule — réaction enregistrée à Moscou, celle *d'un commentateur de la télévision* soviétique pour qui la position américaine « ne contient pratiquement rien de constructif ». Il paraît plus probable, compte tenu de l'importance de l'enjeu attachée par la nouvelle équipe au pouvoir à Moscou à la relance des négociations, que M. Gorbatchev se montrera intéressé par certains éléments des propositions américaines et disposé à continuer le dialogue.

L'essentiel de la réponse de M. Reagan — l'élimination des missiles intermédiaires en *Europe et en Asie*, que le président américain propose d'effectuer en trois ans — n'est pas pour surprendre. Comme son conseiller, M. Nitze, l'avait expliqué aux alliés européens des Etats-Unis au début de ce mois, Washington considère comme le plus prometteuse la partie du plan soviétique consacrée aux forces nucléaires intermédiaires, c'est-à-dire aux euromissiles : non seulement en raison des concessions de fond beaucoup plus amples faites par Moscou dans ce domaine, mais aussi parce que M. Gorbatchev n'insiste *plus* pour lier ce dossier à celui de la défense spatiale. C'est donc sur les armements européens que M. Reagan a le plus de chances de trouver un terrain d'entente avec le Kremlin et, par conséquent, de tenir le second sommet qu'il souhaite cette année.

Sa réponse est donc positive sur le fond, mais elle reste assortie de deux objections ou compléments qui, eux aussi, ne sont *pas inattendus. En premier lieu*, Washington exclut que les forces françaises et britanniques fassent l'objet d'un marchandage à quelque niveau que ce soit, y compris en ce qui concerne leurs plans de modernisation en cours. Paris et Londres avaient été très nets sur ce point, et les négociateurs américains, si tant est qu'ils avaient eu d'autres idées en tête, ont dû s'incliner.

***L'autre objection a porté sur* la situation en Asie, et c'est là, peut-être, que la position des Etats-Unis a dû le plus évoluer sous la pression de leurs alliés ou amis. Non seulement le Japon mais aussi, rapporte-t-on, l'Australie et même la Chine auraient insisté pour que les SS-20 soviétiques visant *l'Extrême-Orient* soient très sévèrement limités. M. Reagan proposerait maintenant à M. Gorbatchev un choix entre diverses solutions, notamment la liquidation complète de cet arsenal, ou encore la possibilité pour les Etats-Unis d'y répondre par la constitution d'un arsenal équivalent en Asie.**

Une fois n'est pas coutume, mais il semble qu'en l'occurrence les alliés des Etats-Unis *ont* imposé à M. Reagan une ligne plus ferme que celle qu'il entendait adopter à l'origine. Il est vrai qu'entre les intérêts de la cohésion dans son camp et ceux d'une détente avec Moscou, Washington n'avait guère le choix.

EXTENSION DE L'INSURRECTION, APPROUVÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

Le régime Marcos au bord du naufrage

La situation est devenue très critique, le lundi 24 février à Manille. M. Marcos a décrété l'état d'urgence et affirmé qu'« il combattrait jusqu'au bout ». Mais le président philippin, retranché dans son palais de Malacanang, transformé en forteresse, semblait, en fin de journée, jouer ses dernières cartes. Alors que l'insurrection se renforçait, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré : « Les tentatives pour prolonger l'existence du présent régime par la violence sont futiles. Une solution à la crise ne peut être trouvée que dans une transition pacifique vers un nouveau gouvernement. » M. Philip Habib, émissaire de la Maison Blanche, doit retourner à Manille. Les Etats-Unis auraient, d'autre part, proposé à M. Marcos de mettre à sa disposition un avion militaire pour quitter le pays.

Dans la soirée de lundi, alors que MM. Enrile et Ramos, ancien ministre de la défense et ancien « numéro deux » de l'armée, en rébellion ouverte depuis samedi, étaient installés au camp Crame, sous la « protection » d'une foule de partisans de Mme Aquino, cette dernière a annoncé la formation d'un gouvernement provisoire. On n'excluait pas, non plus, en début de soirée, une réunion extraordinaire du Parlement pour proclamer Mme Aquino vainqueur de l'élection présidentielle du 7 février.

Simultanément, alors que les insurgés s'emparaient de la station de télévision officielle Canal IV, on apprenait la fermeture de l'aéroport de Manille, à proximité duquel des affrontements armés ont éclaté en fin de journée. Un peu plus tard, des unités fidèles à M. Marcos ont occupé GMA-Canal VII, une chaîne de télévision privée.

En milieu de journée, alors que la rumeur d'un départ imminent de la famille Marcos s'amplifiait, des gardes du palais Malacanang ont tiré en l'air pour repousser des manifestants qui tentaient de franchir le périmètre de protection. Peu avant, un blindé affecté à la protection de Malacanang avait tiré sur un hélicoptère qui avait lâché une grenade sur l'édifice. Les insurgés se sont en effet assuré le soutien d'une partie au moins de l'armée de l'air.

Aux alentours du camp Crame, de nombreuses scènes de fraternisation entre les forces encerclant le quartier général des rebelles et la foule hostile au président Marcos ont été rapportées, lundi comme au cours des deux jours précédents.

La rébellion, samedi, de M. Ponce Enrile et du général Ramos, semble avoir sonné le glas du régime, en créant une scission au sein des forces armées et en précipitant le revirement de Washington contre le président en place. Le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, a jeté tout le poids de l'église dans la bataille, en demandant, sans attendre, à la population de descendre dans la rue pour manifester son appui aux insurgés, qui avaient annoncé leur ralliement à Mme Aquino. MM. Enrile et Ramos, dont la révolte s'est apparemment faite dans l'improvisation, se sont réclamés des militaires *« réformistes »*, lesquels sont favorables à Mme Aquino.



Même si M. Marcos, renonçant à l'épreuve de force engagée à Manille, choisissait l'asile que lui offriraient les Etats-Unis, les communistes comptent déjà parmi les gagnants de la crise actuelle. M. Marcos avait en effet, dès samedi, ordonné le repli sur la capitale de plusieurs unités chargées de la lutte contre une guérilla présente dans les principales îles de l'archipel.

J.-C. P.

Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial PHILIPPE PONS : **« Le dernier acte ? »**

LA PRÉPARATION DE L'APRÈS-MARS

Un saut dans l'inconnu

La campagne officielle pour les élections législatives s'est ouverte ce lundi 24 février. MM. Chirac et Giscard d'Estaing, qui se sont exprimés dimanche, évitent tout débat sur la « cohabitation ». En revanche, M. Fabius continue d'affirmer qu'elle risque de provoquer « le désordre ».

par J.-M. COLOMBANI

Les socialistes continuent d'être donnés perdants, mais la dynamique est de leur côté. Elle leur a déjà permis de sortir du « rouge », si l'on ose dire. Car il ne faut pas oublier que la gauche a vécu pendant *deux ans inconfortablement* installée dans un rapport de forces inédit autant que désastreux : 60 % contre 40 %. Vingt points d'écart au bénéfice de la droite. Bref, un rejet franc et massif, comme dirait M. Barre.

Aux élections européennes de 1984, le PS avait péniblement recueilli 20,8 % des suffrages, mais M. Mitterrand lui-même, au premier tour de l'élection présidentielle, n'était jamais qu'à 26,1 %. Ce rappel permet de mesurer la réalité d'une remontée et d'une progression qui permettent à la gauche de revenir à un écart qui varie de dix à douze points, selon les sondages, tandis que ce rééquilibrage bénéficie à un PS qui peut raisonnablement espérer atteindre le seuil symbolique des 30 %. Il y a, à cette dynamique, au moins trois raisons.

La première tient au caractère anormal, dans le paysage politique français, de l'écart qui a

> *Le débat sur la cohabitation a fait entrer une idée simple dans les têtes : on peut voter contre le président sans le chasser.*

séparé droite et gauche ; celui-ci était dû, en partie, à un jugement excessivement sévère sur l'action de la gauche au pouvoir. La campagne a permis une *réévaluation*, par l'opinion, de son bilan. On juge moins, comme en *1981-1984*, par rapport à ses propres espoirs, à une formidable et unique attente : sortir de la crise ; avec le temps, avec certains indices enfin « au vert », on se donne du recul dans l'appréciation d'une politique ; en même temps le programme de la droite suscite quelques interrogations. Négligeant les mises en garde de M. Barre, l'opposition s'est engagée sur la redoutable, mais réputée efficace (pour combien de temps encore ?), voie des promesses : moins d'impôts pour quelques-uns, moins de chômage pour tous, moins d'immigrés, plus de sécurité.

Sous la pression de l'extrême droite, elle a cru bon de se droitiser, libérant ainsi un espace, au centre, pour un PS devenu, à gauche, hégémonique et... libre. Car — c'est la deuxième raison — le PS s'est dégagé pour la première fois depuis vingt ans, de la contrainte communiste. Pas de second tour, donc pas de négociation *nécessaire*, sous l'œil goguenard de l'opinion, pour obtenir un hypothétique désistement du PC.

Qui plus est, ce même PC s'est de lui-même placé de nouveau dans une situation difficile : celle de l'allié qui a *« lâché la rampe »* — comme dit M. Mauroy — au mauvais moment, c'est-à-dire, à ce point *de l'évolution économique* où s'ouvrent de nouvelles perspectives (1). Bref, le PS a devant lui, sans l'occuper encore, un très vaste espace politique qui va de la gauche au centre ; et qui dessine sa stratégie (social-démocrate) et son objectif (40 %) pour les dix ans qui viennent.

La troisième explication de cette dynamique de campagne est que M. Mitterrand a mis la main à la pâte. Il s'est montré plus actif, plus engagé que prévu (et qu'il ne le prévoyait lui-même). Apparemment, le chef de l'Etat joue sur du velours : il bénéficie, en quelque sorte, de l'effacement imposé de M. Fabius (qui ne parvient plus vraiment à se faire entendre depuis son fameux face-à-face télévisé avec M. Chirac) et de celui, volontaire, de M. Rocard. Tout paraît suspendu au verbe présidentiel, à sa capacité d'obtenir un sursaut sur son nom.

(Lire la suite page 8.)

(1) M. Giscard d'Estaing chiffre à 60 milliards de francs le surplus, pour l'économie française, produit par la baisse des prix du pétrole en 1986. M. Fabius à 40 milliards. Le premier veut les affecter à la *« transformation libérale de l'économie sans surcharges et sans douleur »*. Le second à la lutte pour l'emploi. Le PS parle, lui, de *« distribuer un peu plus »*.

XXVIIe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE SOVIÉTIQUE

La mise en place de la « maison Gorbatchev »

Le vingt-septième congrès du Parti communiste d'URSS s'ouvre le mardi 25 février à Moscou avec le rapport du secrétaire général, M. Gorbatchev.

De notre correspondant

Moscou. — Les congrès du parti ont lieu tous les cinq ans. Leonid Brejnev, à bout de souffle, présentait le 23 février 1981 son *dernier rapport d'activité lors du* vingt-sixième congrès. Des titulaires du bureau politique de cette année-là, il ne reste en exercice que MM. Gorbatchev, Gromyko, *Chtcherbitsky et Kounaev*. Les dix autres membres à part entière de cette institution sont morts, limogés ou à la retraite.

M. Gromyko n'est plus que le chef nominal de l'Etat et accomplit cette tâche essentiellement honorifique avec le sourire crispé qu'on lui connaît depuis toujours. MM. Chtcherbitsky et Kounaev, inconnus à juste titre du grand public, jouent les prolongations en attendant la retraite, la disgrâce ou les deux.

Lorsqu'il fêtera le 2 mars ses cinquante-cinq ans, M. Gorbatchev éprouvera sans doute quelques satisfactions : le « jeune homme de Stavropol » était, il y a cinq ans, le benjamin du bureau politique. Il en est aujourd'hui le chef incontesté. Le premier rapport d'activité qu'il devrait prononcer mardi 25 février, à l'ouverture du vingt-septième congrès, devrait faire la synthèse des changements qu'il a décidés ou poursuivis en politique intérieure et extérieure depuis un an : prudente réforme économique qui donne un peu plus d'autonomie comptable *aux entreprises dans le cadre de la* planification centralisée ; ouverture prudente en direction des Etats-Unis et de l'Europe occidentale ; grandioses projets de désarmement nucléaire universel.

Rien n'a été bouleversé dans le système de production, ni dans la conduite de la diplomatie, ni même dans les grands concepts stratégiques mis en avant lors des différents forums internationaux sur le contrôle des armements. Les militaires et les gens du KGB restent à leur place ou y ont été remis. Le maréchal Sokolov, ministre de la défense, ou M. Tchebrikov, président du KGB, ne font pas figure de féodaux relativement indépendants comme certains de leurs prédécesseurs ; ils n'ont pas pour cela l'autorité nécessaire. Les idées n'ont guère évolué, mais un style nouveau de *leadership* est apparu, et surtout une équipe presque totalement nouvelle est née.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 5.)

témoignages

LES OTAGES FRANÇAIS DU LIBAN

Quatre Français sont toujours détenus en otage au Liban. Deux diplomates, Marcel Fontaine et Marcel Carton, depuis onze mois. Un ethnologue, Michel Seurat, et un journaliste, Jean-Paul Kauffmann, depuis neuf mois. Jusqu'à ce jour, toutes les négociations pour les faire libérer ont échoué.

L'ami Jean-Paul

par BERNARD FRANK

POUR me redonner du cœur à l'ouvrage, je viens de *m'envoyer deux grandes* pages de Jean-Paul Kauffmann. Elles sont datées du 2 janvier 1981 et ouvrent le supplément du *Matin* consacré aux lettres, aux arts et aux voyages. Tandis que je fais les cent pas, de long en large, en attendant le retour de notre ami, je ne pouvais pas tomber sur un élixir plus revigorant.

Avec ces pages-là, je ne risque pas de m'endormir, et je ferai en sorte qu'il en soit de même pour vous. Vous le verrez, il y va de ma réputation. Passé les premiers mois, les innocents lassent, et ceux qui en parlent n'échappent pas à cette dure loi. Dans les années 50, Sartre m'en avait persuadé qui avait conçu cet étrange projet collectif : un ouvrage consacré à Henri Martin – un nom comme ça – qui était marin sur un bâtiment de notre flotte de guerre et que le gouvernement d'alors avait emprisonné pour ses opinions subversives. Henri Martin n'était pas un partisan farouche de l'Indochine française. Sartre, toujours bonne sœur, avait fait appel au ban et à l'arrière-ban de notre littérature pour qu'elle chante avec lui les vertus du prisonnier : « Ah !, me disait-il, plutôt découragé devant les premiers résultats, la vie des saints n'inspire guère nos écrivains ! ça ne vous tente pas ? » Je me récusai aussi poliment que possible, arguant que je n'avais pas encore accompli mon service militaire.

Les pages de Jean-Paul Kauffmann, elles, ne risquent pas de me *faire* bâiller. Jugez-en par le titre en gros caractères : *« l'insupportable Bernard Frank. »* Eh oui, notre amitié que je peux précisément dater désormais – plus de cinq ans – a commencé le plus simplement du monde : un journaliste du *Matin* est venu m'interviewer rue d'Alésia à l'occasion de la banale sortie d'un livre.

Les propos échangés ne feraient pas votre affaire. Mais je n'en revenais pas, moi qui revenais d'un long Midi, de voir que Jean-Paul Kauffmann avait lu, connaissait par cœur, ces écrivains qu'on ne rencontrait pas souvent à la devanture des librairies, que, malgré notre différence d'âge, les films américains de ma jeunesse étaient les siens et qu'en matière de vins de Bordeaux il allait me falloir trouver mieux que le classement de 1855 pour l'épater. Comme c'était l'heure de déjeuner et que de bavarder avec un plaisir réciproque donne soif et faim, nous allâmes dans un de mes restaurants de l'époque, le Moniage Guillaume des frères Lecerf, qui depuis a changé de direction. C'est là que Sagan amenait Sartre quelques mois avant sa mort. Ce déjeuner avec Kauffmann allait être le premier d'une suite qui nous permettra sans doute de faire un Guide de Paris si ses geôliers ne sont pas de mèche, n'ont pas signé un pacte avec nos concurrents du Michelin et d'ailleurs ! Je vous donne la dernière adresse où nous nous sommes rencontrés, juste avant son départ, car c'était une bonne adresse et parce que Jean-Paul n'aimerait pas que je vous laisse sur une note triste : La Cagouille, 89, rue Daguerre, lui aussi dans le quatorzième arrondissement. Du quatorzième au quatorzième notre amitié n'a pas beaucoup bougé. Messieurs du Liban, laissez-nous reprendre pacifiquement notre surplace.

ERRATUM. – *Une erreur de composition a déformé dans* le Monde *du 20 février, le sens d'une phrase de l'article de Christian Pierret « Faux remèdes et vrais choix dans la crise ». Il fallait lire, au onzième paragraphe : « Les conséquences seraient d'autant plus graves qu'il est clair que l'opposition manie la réduction des prélèvements obligatoires comme un instrument idéologique et non pas comme le véritable instrument d'une politique cohérente. »*

Agir d'Etat à Etat

par ALAIN TOURAINE

CEUX qui se sont saisis de Michel Seurat le 22 mai dernier à Beyrouth ne savaient probablement pas à quel point leur geste, en plus d'être odieux, était absurde. Ils traitaient comme un ennemi un de ceux qui s'étaient le plus approchés d'eux. Depuis quinze ans, Michel Seurat, sociologue au CNRS, avait consacré sa vie à la connaissance, à la compréhension du monde arabe, et en particulier du Liban. Quelques Occidentaux sont des « agents » de leur pays ; beaucoup d'autres voyagent dans une bulle de préjugés, de principes et de malentendus ; Michel Seurat ne cessait de se défaire de son extériorité, au point d'être incertain de lui-même, tout occupé qu'il était à comprendre les acteurs de l'histoire qu'il observait, en usant de leurs propres catégories. Nul n'ignorait à Beyrouth son profond attachement au Proche-Orient arabe.

Nous interroger

La personnalité de Michel Seurat, le caractère particulièrement choquant de sa détention, nous aident aussi à nous interroger sur la position qu'un pays comme la France peut prendre face à la violence que subissent, dans un pays qu'ils aiment, des Français de bonne foi. Si la prise d'otages indiquait la confusion et les contradictions de la politique libanaise, pouvait être attribuée à des groupes marginaux ou hors contrôle, ne doutons pas que Michel Seurat aurait déjà été délivré, car, au cours de ces neuf mois, ceux qui l'estiment et ceux qui veulent éviter une crise politique inutile auraient trouvé une solution. De son côté, le gouvernement français, après une longue période d'hésitation, s'est engagé loin, très loin dans la recherche d'une solution. Le président syrien, Hafez el Assad, vient d'en porter témoignage.

Si ces efforts, après avoir été tout près de réussir au début de janvier, ont finalement échoué, n'est-ce pas en partie parce qu'on hésite encore de tous côtés à nommer les responsables et à chercher les moyens d'une solution qui tienne compte de leurs préoccupations et qui soit conforme à la dignité et aux intérêts de la France ?

Ceux qui se sont emparés de Seurat, de Kauffmann et des autres otages français sont solidaires de la révolution iranienne et luttent, au Liban mais aussi sur une scène plus vaste, pour la défense et la victoire d'une cause qui est à la fois politique, religieuse et territoriale. La France ne peut certainement pas céder à un chantage local, car sa faiblesse accroîtrait les chances de nouveaux actes de violence contre *elle, mais elle doit réfléchir,* en tant qu'Etat, à sa *politique* à l'égard de l'Iran.

La guerre fait rage entre l'Iran et l'Irak ; qui en France se sent solidaire d'un des camps contre l'autre ? Qui pense que l'un défend la liberté tandis que l'autre impose la servitude ? L'immense majorité de l'opinion française condamne le régime iranien ; si elle était plus informée, pense-t-on qu'elle porterait un jugement plus favorable sur d'autres pays de la région ? Il est normal que l'opinion française critique et dénonce ce qu'elle estime inacceptable dans le régime iranien ; il est tout aussi normal qu'elle n'accepte pas qu'un gouvernement français s'abaisse devant des ravisseurs ; mais il est *indispensable* que l'Etat français *ne laisse pas identifier* notre pays avec une politique internationale qui aboutit à nous engager plus qu'il ne convient auprès de certains pays.

Nous avons d'abord mis notre espoir dans des conversations avec certains secteurs de l'opinion libanaise ; l'échec fut vite patent. Nous avons alors mené des négociations sérieuses avec la Syrie. Elles n'ont pas pu obtenir la libération des otages. Même si la voie syrienne garde son importance, le moment n'est-il pas venu d'agir plus résolument en direction de l'Iran, en se plaçant au niveau des Etats et de leurs intérêts fondamentaux, non pas en position de faiblesse mais en adaptant notre politique à une situation interna*tionale qui n'est plus celle d'il y a* cinq ans et où la France peut agir, dans l'intérêt de tous, comme un facteur de détente ?

COURRIER DES LECTEURS

Arabes et juifs

Dans son article « Désespoir et crime d'Etat » *(le Monde* du 21 janvier), le professeur M.-A. Oucharef, de l'Institut des sciences médicales d'Alger, déclare : *« Faut-il rappeler que les juifs n'ont jamais été persécutés dans les pays arabes ? »*

Que les juifs aient vécu dans la « dhimmitude » (1) sous l'islam est facilement prouvé par des milliers de sources arabes, juives et étrangères. Le sultan Moulay Abderrahmane écrivait au consul de France à Tanger en 1841 : *« Notre religion glorieuse ne leur attribue que les marques de l'avilissement et de l'abaissement. Aussi le seul fait pour un juif d'élever la voix contre un musulman constitue une violation des conditions de la protection dhimma. »*

Le consul des Etats-Unis d'Amérique décrit ainsi les juifs d'Alger en 1825 : *« Ils sont le peuple le plus opprimé. Chaque fois qu'une corvée inattendue doit être exécutée, les juifs sont amenés pour la faire. »* En ce qui concerne les pogroms dans les pays arabes au vingtième siècle, rappelons : Taza (1902), Settat (1903/1907), Casablanca (1907), Fez (1912), Constantine (1934), Bagdad (1941/46/48), Tripoli (1945/48/67), Aden (1947), Alep (1945/47/48), Damas (1939/45/49), etc. Ils ont coûté la vie à plus d'un millier de personnes. Ces persécutions expliquent la fuite d'un million de juifs du monde arabe, dont les deux tiers se rendirent en Israël. Aujourd'hui, leurs descendants constituent plus de la moitié de la population juive d'Israël.

DAVID LITTMAN,
historien
(Lausanne).

(1) De *dhimma*, protection-assujettissement, en arabe.

Un délit d'incitation à la torture ?

Parmi les premiers gouvernements à le faire, les autorités françaises viennent d'effectuer les dernières démarches qui, après le vote du Parlement, engagent la France à respecter la Convention internationale contre la torture adoptée par les Nations unies le 10 décembre 1984.

La convention prend, dès aujourd'hui, sa place dans l'arsenal juridique français, et cela entraîne de multiples conséquences. Tout d'abord, la torture doit être désignée par la loi comme une infraction et non pas seulement comme une circonstance aggravante d'un autre délit ou crime. La justice aura à juger les tortionnaires, français ou étrangers qui, se réfugiant chez nous, croient pouvoir rester impunis. (...)

Notre société et tout spécialement les responsables de l'éducation devront prendre les moyens de faire pénétrer en nos consciences la règle selon laquelle la pratique tortionnaire est toujours interdite. Aucune exception, aucun intérêt supérieur ne permet de déroger à cette affirmation. Mais les principes ne suffisent pas. Ils doivent entrer dans les mœurs. Nous ne pouvons plus nous taire devant les justifications publiques de ces traitements inhumains. N'y aurait-il pas dans ce cas « délit d'incitation à la torture ? » (...)

GUY AURENCHE,
avocat à la cour
membre du comité directeur de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

Pour un jour « sans »...

Au temps de la pénurie, pendant la guerre, on avait inventé les jours « sans ». Pourquoi ne pas rétablir aujourd'hui, au motif inverse de pléthore, un ou plusieurs jours « sans » petites phrases et polémiques ? Dans les médias et même dans *le Monde* ? Comme chacun le sait, toute cette agitation changera beaucoup moins notre quotidien que les cours du pétrole, du dollar, et la conjoncture mondiale. Et ce serait si reposant !

MARCEL FAURE
(La Celle-Saint-Cloud).

« OSER LE DIRE », de Galilée

Six questions et six masques

CE Galilée, malgré son franc-parler, ne risque pas l'Inquisition. Les mœurs politiques en période de campagne électorale ne sont pas spécialement douces, mais si l'on peste contre l'adversaire, on n'a pas les moyens de le faire abjurer. Six personnalités masquées (pourquoi ?) ont entrepris de présenter de percutants points de vue sur six questions importantes, qui passent trop aisément, hélas ! à travers la grille politicienne.

Le résultat est excellent. Les sujets sont dépouillés de leurs échafaudages savants, de leurs artifices politiciens et directement, clairement, présentés aux lecteurs. *« Ça va faire mal »*, dit le premier auteur avec cette... *assurance puisée dans la profession* qu'il exerce aujourd'hui. Eh oui ! Nous ne sommes pas sortis de l'auberge, comme dirait Claude Sarraute dans ses jours un peu guindés. Nous n'avons pas fini de payer les temps où nous jouions les cigales, après le premier choc pétrolier, alors que nos voisins se serraient la ceinture. Le drame, c'est que nous devenons un pays de vieux, et, dans la population française, il n'y a guère que trois catégories qui augmentent : les chômeurs, les divorcés et les retraités. *« Les faveurs dont ils sont l'objet vont dans cet ordre croissant. »*

Veut-on quatre millions de chômeurs ? se demande un autre membre du groupe. Non ! Alors ne tergiversons pas : il faut réduire le coût du travail. Comment ? 1) Changer l'assiette des charges sociales et probablement choisir celle de la TVA ; 2) Diminuer le rôle du SMIC et mettre en place progressivement un revenu familial garanti ; 3) Diminuer les rigidités du marché du travail.

L'avenir de la protection sociale ? Il dépend de la compétitivité de notre économie. En attendant il faut regarder surtout des deux côtés où le bât blesse : la surprotection des retraités, la sous-garantie des femmes et des familles. C'est au reste une des façons de redonner des chances à un renouveau démographique, faute de quoi les immigrés seront de plus en plus mal supportés.

Et l'Europe ? Totalement évacuée des débats électoraux. Le groupe Galilée la remet sur un piédestal, et quel piédestal ! Il souhaite la création d'une fédération multinationale, lui paraissant raisonnable de programmer pour la fin du siècle la fondation des Etats-Unis d'Europe. « Souhaitable » eût été un mot plus approprié, car l'objectif n'apparaît vraiment pas à portée de la main. Et pourtant, comment la défense de la France ne passerait-elle pas par celle de l'Europe ? La démonstration brillante occupe le dernier chapitre qui ne peut évidemment – les choses allant si vite – tenir compte de la dernière proposition Gorbatchev de désarmement nucléaire.

Deux cent vingt pages à lire par tous ceux qui se sentent à la fois étourdis et déçus – comment ne le serait-on pas ? – par la triste kermesse électorale.

PIERRE DROUIN.

★ Ed. du Seuil. Collection « L'histoire immédiate ». 224 p., 75 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE S A
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]
OJD 1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

L'AGGRAVATION DE LA CRISE AUX PHILIPPINES

Le dernier acte ?

Manille, au fil des heures, est devenue une poudrière. Un incident, une provocation, et c'est l'explosion

De notre envoyé spécial

Manille. – M. Marcos régnait, lundi 24 février, sur un pays qui s'était dérobé à son emprise et qu'il entendait reconquérir par la force. Il avait donné l'ordre, dans la matinée, de briser l'insurrection mais de n'employer, dans un premier temps, que des armes légères. La majorité de la population, l'Eglise et, aujourd'hui, une partie de l'armée se sont prononcées contre son régime : du palais de Malacanang, où l'on construisait dans le jardin une estrade pour la cérémonie d'inauguration de son nouveau mandat, prévue pour mardi, M. Marcos, isolé, s'apprêtait à défendre un pouvoir qui s'effrite irrémédiablement, en s'appuyant sur un homme, le général Ver, le fidèle d'entre les fidèles, démissionnaire de ses fonctions de chef d'état-major. Mais *« toujours là »*, affirmait-il, lorsque nous lui demandions quand sa démission serait effective. Nerveux, déférant comme un vieux serviteur, chuchotant, dimanche, des conseils à M. Marcos au cours de sa conférence de presse, le général Ver était partisan, lundi matin, d'employer l'artillerie et l'aviation pour venir à bout des *« rebelles »*.

Briser la rébellion des militaires s'avère d'heure en heure une opération qui ne peut conduire qu'à des affrontements sanglants. Non seulement les insurgés se sont renforcés,mais encore le camp Crame, où ils se sont retranchés, était protégé, lundi après-midi, par des dizaines de milliers de personnes répondant à l'appel lancé en milieu de journée par Mme Aquino. Elle-même devait se rendre sur place en fin d'après-midi. Les rues adjacentes sont hérissées de barricades. Sur certaines sont assises des religieuses.

En début d'après-midi, le camp Crame était constamment survolé par deux chasseurs F-5 dont les pilotes ont rallié les rangs de la rébellion. Seize appareils T-28 sont arrivés dans la nuit à la base américaine de Clark et neuf hélicoptères ont atterri lundi matin au camp Crame. En début de matinée, ils ont détruit au sol cinq hélicoptères à la base de Villanuova et ont tiré quatre roquettes d'intimidation sur le palais présidentiel de Malacanang, quelques instants après que M. Marcos eut inopinément convoqué une conférence de presse pour démontrer que, contrairement aux rumeurs, sa famille et lui-même n'avaient pas quitté Manille. M. Marcos a réaffirmé qu'il n'entendait pas démissionner et a proclamé l'état d'urgence.

Toutes les rues qui mènent au palais présidentiel sont barrées et gardées par la troupe. A 200 mètres, derrière les soldats, des automitrailleuses sont en faction. En début d'après-midi, la station de télévision progouvernementale, la chaîne IV, qui avait été prise d'assaut par un commando d'une centaine de soldats rebelles en fin de matinée, recommençait à émettre en qualifiant M. Marcos d'*« ex-président »*. « Restez calmes », titre le journal d'opposition *Malaya* dans son édition de l'après-midi. Dans l'état de tension armée qui règne à Manille, le moindre incident, la moindre provocation peuvent en effet mettre le feu à la poudrière philippine.

L'échec des médiations

La rébellion, samedi dans la soirée, du ministre de la défense, M. Ponce Enrile, et du chef d'état-major adjoint, le général Ramos, qui s'étaient retranchés à Manille, le premier dans son ministère et le second au Crame, et étaient gardés par cinq cents hommes, paraît sonner le glas du régime. *« Il ne s'agit pas d'un coup d'Etat mais d'une révolution populaire à laquelle l'armée apporte son soutien »*, avait déclaré le général Ramos. Au cours d'une conférence de presse, les deux hommes avaient affirmé que M. Marcos avait perdu les élections et qu'il devait se soumettre à la volonté populaire.

Dimanche, dans les rues de Manille, on sentait que le dernier acte était en train de se jouer. Tandis que des blindés faisaient mouvement en direction de camp Crame, la radio annonçait la fermeture des écoles et des banques et la télévision appelait la population à rester chez elle. Ces directives n'étaient guère suivies, mais les craintes d'affrontements provoquaient des ruées sur les produits de première nécessité. En fin de soirée, ce même jour, il était clair que les tentatives de médiation entre un pouvoir désormais vacillant et les insurgés avaient échoué et qu'il ne restait plus, comme alternative, que l'épreuve de force. Mais il s'agit d'une emprise risquée pour le régime si, comme l'affirme le général Ramos, la plupart des commandants des douze régions militaires sont favorables à réellion.

Calme, fumant un gros cigare, le général Ramos s'était découvert au cours de ces vingt-quatre heures une nouvelle personnalité : le froid et sec général, avec son air un peu triste, était devenu un véritable tribun s'enflammant pour la cause du « pouvoir populaire ». M. Ponce Enrile qui, dans l'après-midi, avait rejoint le général Ramos au camp Crame, plus facile à défendre que son ministère, affirmait lui aussi sa détermination. L'ancien ministre de la défense, vêtu d'un blouson pare-balles et armé d'une mitraillette, qui avait été, pendant plus de vingt ans, le fidèle de Marcos, se déchaînait depuis la veille contre le régime, accusant notamment le président et le général Ver d'être responsables de l'assassinat de Ninoy Aquino.

L'avance des chars

En fin d'après-midi dimanche, alors que Cory Aquino avait interrompu une visite à Mindanao et était *« quelque part »*, mais introuvable dans Manille, M. Salvador Laurel, ancien candidat de l'opposition à la vice-présidence, s'était rendu au camp Crame pour féliciter les *« vaillants hommes des forces armées qui avaient finalement décidé de joindre le peuple dans la défense des libertés »*, et il avait annoncé la formation dans les jours prochains d'un gouvernement provisoire. Depuis que la rébellion avait commencé, l'armée, la mal aimée, avait en quelques heures retrouvé la confiance populaire.

A l'appel du cardinal Sin, dès samedi soir, une foule évaluée à dix mille personnes s'était assemblée aux portes du camp Crame et du camp Aguinaldo (siège du ministère de la défense). Quinze à vingt mille personnes *« protégeaient »* encore dimanche le camp Crame, formant une muraille humaine entre les soldats insurgés et les blindés du général Ver, stationnés à quelques kilomètres : *« C'est le monde à l'envers : ce n'est plus l'armée qui protège le peuple mais le peuple qui protège l'armée »*, plaisantait un colonel du haut du mur du camp, contemplant la foule avec ses bannières jaunes (couleur de Mme Aquino sur lesquelles par-çi par-là, tranchaient les drapeaux rouges de Bayan (mouvement de gauche). A quelques kilomètres, au coin des avenues Ortigas et Los Santos, la foule bloquait effectivement l'avance de chars des fusiliers marins.

Des nuées de religieuses, voile au vent, sillonnaient le camp Crame. Certaines alternaient chansons et prières, tandis que d'autres préparaient un autel pour célébrer une messe. L'une d'entre elles serrait sur sa poitrine un gros bocal contenant les osties tandis qu'un soldat arrivait en courant, portant son fusil d'une main et une statue de la Madone de l'autre. Partout, des volontaires distribuaient aux soldats, dont certains portaient un ruban jaune au canon de leur arme, nourriture et boisson. A la porte du camp Crame, la rébellion de l'armée de M. Marcos avait un air de fête populaire avec enfants marchands de glaces et chants : Mmanille a vécu dimanche, un mélange de révolution des œillets au Portugal et de mai 68 à la Sorbonne, par le côté totalement improvisé des événements.

Au cours de sa conférence de presse, en fin de matinée dimanche, au palais de Malacanang, M. Marcos, avec derrière lui une brochette de généraux, avait annoncé qu'il essaierait d'éviter de recourir à la force pour briser l'insurrection mais que, s'il le fallait, il était en mesure de la *« liquider »* en quelques heures. Il avait présenté trois officiers supposés avoir participé à un complot visant à assassiner lui, et son épouse. Dans sa confession, l'un d'entre eux, un colonel, visiblement ému, fit inopinément une déclaration sur la *« dignité perdue »* de l'armée philippine qui sonna comme un réquisitoire contre le régime. Depuis la veille, M. Marcos tentait d'accréditer la thèse du complot tout en affirmant que celui-ci n'avait pas de rapport avec la rébellion de M. Enrile et du général Ramos. M. Marcos avait « révélé » l'existence de ce complot, découvert la veille par les services de renseignements de l'armée, au cours d'une conférence de presse à minuit samedi, quelques heures après qu'eut été déclenché la rébellion du camp Crame.

« A Cagayan, nous avons truqué les élections »

En fin d'après-midi samedi, M. Enrile avait quitté précipitamment sa résidence en hélicoptère pour se rendre au ministère de la défense où il était attendu par une escorte de soldats en armes. Rejoint par le général Ramos, (le camp Crame est situé en face de camp Aguimaldo,où se trouve le ministère de la défense), M. Enrile convoquait une conférence de presse à 18 h 30, pendant plus d'une heure, les deux hommes expliquèrent leur décision de rompre avec le régime de manière quelque peu décousue et visiblement improvisée. Le ministre de la défense précisa qu'on l'avait averti qu'il allait être arrêté à la suite de la lettre de démission qu'il avait adressée à M. Marcos et que l'armée avait également reçu l'ordre d'arrêter les principaux chefs de l'opposition.

« Je sais que nous avons triché dans ces élections » affirma M. Enrile. *« A Cagayan* (sa ville natale) *nous avons truqué les résultats pour donner 300 000 voix à M. Marcos »*. Tant l'ancien ministre de la défense que le général Ramos affirmèrent qu'ils avaient décidé de rompre avec le régime parce que celui-ci n'avait plus le soutien populaire. *« En conscience, je crois que Mme Aquino a gagné »*, déclara M. Enrile. *« M. Marcos n'est plus l'homme que nous soutenions autrefois. Il ne pense plus qu'à ses intérêts personnels »*, renchérit le général Ramos. *« Il est temps d'en finir avec un régime qui repose sur la corruption et les privilèges (...) J'appelle l'armée et les honnêtes gens à se joindre à nous »*.

Le malaise diffus existant dans l'armée depuis plus de deux ans avait été largement renforcé par la manière dont se sont déroulées les élections du 7 février. Certains jeunes officiers du Mouvement de réforme des forces armées (We Belong), « Nous appartenons », ne cachaient plus, ces derniers jours leur rancœur et estimaient que les militaires ne pouvaient plus se taire. Le 16 février, dans un communiqué, le Mouvement de réforme annonçait qu'il approuvait la déclaration de la conférence épiscopale et qu'il était favorable à l'action non violente pour faire prévaloir la volonté populaire. Mais les généraux sympatisants semblaient encore hésiter à agir craignant une fracture dans l'armée.

Les manœuvres auxquelles se sont livrés, la semaine dernière, M. Marcos et le général Ver (qui, bien que démissionnaire depuis le 15 février avait conservé ses fonctions de chef d'état-major et la haute main sur les services secrets de l'armée), pour placer leurs hommes à des postes clés dans la hiérarchie de l'armée, ont, semble-t-il, incité une partie des généraux à sortir de leur réserve. Vendredi, le général Ramos avait demandé expressément à M. Marcos de surseoir à cette cascade de nominations tant que lui-même ne serait pas formellement en fonctions. Le lendemain, avec la décision de M. Enrile de rompre avec le régime, il ne lui restait plus qu'à se dissocier lui aussi.

PHILIPPE PONS.

Juan Ponce Enrile : favori, disgrâcié, repenti

M. Juan Ponce Enrile, ancien ministre de la défense, a été l'un des hommes forts du régime jusqu'à l'apparition d'un rival en la personne du général Fabian Ver, cousin éloigné de M. Marcos, considéré comme un *« fidèle entre les fidèles »*. M. Enrile avait eu la haute main sur les quelque deux cent mille militaires chargés de faire respecter la loi martiale de 1972 à 1981. Son étoile avait cependant pâli à la suite du remplacement du général Rolando Espino à la tête des forces armées par le général Fabian Ver, qui dirigeait déjà la NISA, le contre-espionnage philippin. Le général Ver parvenait ainsi à contrôler étroitement l'ensemble de la hiérarchie militaire.

M. Enrile était resté loyal au régime malgré cette disgrâce, illustrée en 1981 par la remise au seul général Ver d'instructions secrètes destinées à le faire accéder à la tête de l'Etat en cas de décès où d'empêchement du président, à l'occasion d'un voyage du couple présidentiel à l'étranger. La disgrâce s'était accentuée lorsque M. Marcos avait afficiellement annoncé qu'il retirait à son ancien ministre favori tout contrôle sur la hiérarchie militaire.

M. Enrile, âgé aujourd'hui de soixante-deux ans, qui avait été autrefois ministre de la justice, puis des finances, passe pour l'un des hommes les plus riches des Philippines, une fortune amassée à l'époque de la loi martiale.

A la suite de l'assassinat de Benigno Aquino, en 1983, à son retour d'exil, et encouragé par des rumeurs selon lesquelles M. Marcos n'entendait pas solliciter un nouveau mandat – réservant ce rôle à son épouse Imelda, – M. Enrile avait commencé à caresser des ambitions présidentielles. Ses espoirs avaient été brutalement réduits à néant lorsque M. Marcos avait annoncé qu'il entendait bien, contrairement aux rumeurs, se représenter à une élection présidentielle, prévue à l'origine pour 1987. La position de M. Enrile et de ses partisans, combattus au sein du cabinet par le clan de Mme Marcos, beaucoup plus influente, était devenue de plus en plus difficile. Régulièrement, des informations faisaient état de la démission du ministre de la défense.

M. Enrile a été le seul membre du cabinet de Ferdinand Marcos à rendre un dernier hommage à Benigno Aquino, et selon des membres de la famille de ce dernier, qui l'avaient à regret autorisé à voir la dépuille, il avait eu un mouvement de recul horrifié devant le corps sanglant de l'opposant assassiné, avant de présenter ses condoléances. Samedi, il a présenté sa rébellion contre M. Marcos comme un *« acte de contrition »*.

Fidel Ramos : le profil d'un professionnel

Le général Fidel Ramos passe depuis longtemps pour un partisan de réformes au sein de l'armée. Ce diplômé de l'académie militaire américaine de West-Point âgé de cinquante-sept ans, cousin éloigné de M. Marcos, devait succéder, le 1er mars, au général Fabian Ver, chef d'état-major. Il avait déjà assuré ces fonctions l'an dernier, alors que le général Ver, mis en cause dans l'assassinat du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino, avait été mis à l'écart. A la suite de l'acquittement du général Ver, en décembre, le général Ramos a repris ses fonctions de numéro deux de l'armée, non sans avoir tenté entre-temps des réformes au sein de forces militaires accusées de corruption et d'inefficacité dans leur combat contre la guérilla communiste.

La revue américaine *Executive Intelligence Review* avait rapporté en septembre, qu'il arrivait à l'ambassadeur américain à Manille, M. Stephen Bosworth, de recevoir pendant deux heures d'affilée le général Ramos, *« que les Etats-Unis tentent de former comme chef d'une nouvelle junte composée de civils et de militaires »*.

Elle avait ajouté que le département d'Etat américain avait prévu sa prise de pouvoir avec l'appui des jeunes officiers réformistes du groupe We Belong (Nous appartenons), formé en 1985.

Ramos avait démenti ces informations. A la veille du scrutin du 7 février, il avait laissé entendre que la candidate de l'opposition, Mme Corazon Aquino, était liée à la subversion et assuré que l'armée *« ne permettait pas aux communistes de prendre le pouvoir »*.

M. Marcos avait annoncé la semaine dernière que le général Ver allait quitter ses fonctions de chef d'état-major et que le général Ramos, qui dirigeait la police et la gendarmerie lui succéderait le 1er mars. Entre-temps, les deux généraux semblaient avoir multiplié les ordres contradictoires, le général Ver cherchant à placer des fidèles aux postes-clés avant son départ.

Le général Ramos est un homme austère dont la popularité a souffert du massacre par la gendarmerie, en septembre, d'une vingtaine de grévistes d'Escalante, dans la province du Negros occidental. Militaire de carrière, il a toujours affirmé, avant la mutinerie de samedi, que ses contacts avec le groupe We Belong se limitaient au cadre de ses fonctions officielles.

A l'étranger

NOMBREUX APPELS EN FAVEUR D'UNE SOLUTION PACIFIQUE

Les appels se sont multipliés à l'étranger, pendant le week-end, en faveur d'une solution pacifique à la crise. Dimanche, rapporte notre correspondant à Rome, Jean-Pierre Clerc, Jean-Paul II, s'adressant à un millier de Philippins réunis place Saint-Pierre pour la bénédiction papale, a *« prié le Seigneur de vouloir donner à tous son inspiration en vue d'aboutir à une solution pacifique et juste, sans violence et sans effusion de sang »*.

Le gouvernement japonais a, de son côté, demandé à M. Marcos d'éviter à tout prix un bain de sang. Les cinq partenaires régionaux des Philippines, au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ont également lancé, dimanche, un appel au compromis. Quant au gouvernement australien, il a rappelé, samedi, son ambassadeur à Manille pour des entretiens *« urgents »*. En France, M. Laurent Fabius a déclaré, dimanche, à l'émission « 7 sur 7 » de TF 1 : *« Nous sommes aux côtés de Mme Aquino. »*

Aux Etats-Unis, les consuls philippins à San-Francisco, Los Angeles et Honolulu ont réclamé la démission de M. Marcos.

POINT DE VUE

Le défi de l'Eglise

OU donc l'Eglise des Philippines a-t-elle trouvé l'audace de défier le nouvel « élu » de Manille ? Ces évêques que l'on croyait hésitants, ceux-là mêmes qui avaient accepté avec soulagement la loi martiale, en 1972, sont devenus des adversaires résolus du pouvoir. Volte-face opportuniste ou mouvement d'humeur passager ?

L'histoire récente inviterait à penser qu'il s'agit plutôt d'un mouvement de fond désormais irréversible. C'est ce que j'appellerais « l'effet Gomburza » (1), un mélange explosif d'indépendance nationale, de reconnaissance culturelle et de foi religieuse. Ce mot, évocateur pour tous les Philippins, reprend la première syllabe des noms de trois prêtres, les Pères Gomez, Burgos et Zamora. Accusés d'avoir organisé la mutinerie du fort Cavite le 20 janvier 1872, ils furent exécutés le 17 février de la même année. Dix autres prêtres furent à la même date condamnés à l'exil. Cette vague de répression frappa le clergé philippin, « indigène » comme on disait alors, qui voulait aussi bien l'indépendance pour son pays qu'une inculturation de l'Eglise : une dynamique étonamment efficace un siècle plus tard.

L'indépendance des Philippines a beau dater de 1946, l'Eglise n'est parvenue que très récemment à s'exprimer : deux obstacles l'en empêchaient, l'un politique, l'autre culturel.

Politiquement, l'Eglise était bloquée. A la fin de la guerre, le pouvoir dut affronter la révolte paysanne des Huks et mena une répression sévère pendant dix ans. Plus tard, M. Marcos prit prétexte de la guérilla communiste, entre 1968 et 1971, pour décréter la loi martiale. Les deux fois, l'Eglise prit parti pour le « moindre mal » – un régime « fort » face à une menace révolutionnaire, – le pouvoir s'assurant ainsi son silence et parfois même sa collaboration.

La hiérarchie n'a pu prendre ses distances vis-à-vis de M. Marcos que lorsqu'elle a clarifié sa propre position à l'égard des mouvements marxistes. De nombreux laïcs, prêtres ou évêques, au milieu des sarcasmes de la droite comme de la gauche, ont cherché à maintenir un cap difficile entre les violences de la guérilla et celles du pouvoir. La clarification publique s'est faite dans la douleur : il ne fut pas facile aux évêques de la conférence Mindanoa-Zulu de se séparer de leur propre secrétariat social qu'ils estimaient noyauté par des groupes marxisants. Une fois la rupture consommée avec l'extrême gauche, les évêques ont pu commencer à s'exprimer plus librement à l'égard du régime. Ils y ont été d'autant plus incités que plusieurs prêtres et religieuses ont été victimes des violences de l'armée.

Mais comment sortir le pays de l'impasse politique où il s'enfonçait ? Il n'appartenait pas à l'Eglise de faire des propositions concrètes et partisanes. L'assassinat du sénateur Aquino fut le catalyseur d'un déchaînement populaire contre M. Marcos. En prenant la tête de ce mouvement, Mme Aquino a constitué une force politique indépendante et démocratique, donnant à l'Eglise l'occasion d'agir et de s'exprimer.

L'effet Gomburza pouvait jouer, mais il fallait d'abord franchir un autre obstacle, culturel celui-là. Longtemps la hiérarchie catholique a pris ses ordres à Madrid ou à Washington, le clergé étranger maintenant ainsi sa tutelle sur la colonie. En 1903, un rapport officiel émanent des milieux catholiques américains de Manille décrivait ainsi le clergé philippin au président Roosevelt : *« Soixante pour cent des prêtres indigènes sont déloyaux aux Etats-Unis et à Rome. Ils sont ignorants et superstitieux et, complètement sans morale ni discipline. »* La philippinisation de l'Eglise s'est realisée depuis cette époque, même s'il reste des traces de cette division entre le clergé diocésain local, parlant tagalog et vivant au contact du peuple, les évêques ou religieux soucieux de leurs relations avec l'extérieur et parlant anglais.

La déclaration que les évêques ont publiée après le scrutin du 7 février efface les derniers doutes sur les solidarités de la hiérarchie : *« D'une manière inventive et imaginative, sous la conduite de l'Esprit du Christ, prions ensemble, réfléchissons ensemble, décidons ensemble, agissons ensemble, toujours dans ce but que la vérité prévale et que la volonté du peuple soit totalement respectée. »* La réalisation de l'unité culturelle de l'Eglise avec les Philippins, ainsi accomplie, est peut-être l'effet le plus spectaculaire de la proclamation de sa « victoire » par M. Marcos.

Dès lors, la dynamique religieuse donne à l'effet Gomburza toute sa force. La foi vivante des Philippins s'applique à une recherche pratique de justice et de liberté. Jean-Paul II soutient le cardinal Sin malgré les interventions de Mme Marcos auprès de Rome pour obtenir sa mutation. Il appuie la position des évêques qui prônent la résistance active non-violente. Il sera difficile à M. Marcos et aux Américains d'ignorer ce mouvement, qui est tout à la fois politique, culturel et religieux.

PIERRE de CHARENTENAY.
Jésuite, rédacteur en chef des « Cahiers de l'actualité religieuse et sociale ».

(1) Mot de passe de la Katipunan, société secrète luttant pour l'indépendance des Philippines contre les Espagnols à la fin du XIXe siècle.

ASIE

L'AGGRAVATION DE LA CRISE AUX PHILIPPINES

Washington apporte son soutien aux militaires insurgés

Les Etats-Unis suivent avec attention et inquiétude la crise aux Philippines. Après que Washington eut clairement menacé, samedi 22 février, le président Marcos d'interrompre l'aide militaire américaine s'il recourait à la force contre les insurgés, la Maison Blanche a pris, durant le week-end, de plus en plus ses distances avec le régime de Manille. *Le gouvernement américain aurait même proposé au dictateur de lui faire quitter le pays à bord d'un avion mis à sa disposition.* M. Weinberger, secrétaire à la défense, a estimé qu'il ne fallait « pas lâcher » M. Marcos imprudemment et à la hâte. Selon une source proche du Congrès, M. Habib, envoyé spécial de M. Reagan, qui était rentré samedi à Washington après une mission à Manille, pourrait y retourner dès ce lundi *« pour contribuer à organiser un transfert du pouvoir »*.

De notre correspondant

Washington. – L'ambassadeur Habib, envoyé spécial de M. Reagan à Manille, était juste reparti pour les Etats-Unis, samedi 22 février, lorsque le ministre de la défense de M. Marcos et son chef d'état-major adjoint des armées ont annoncé qu'ils passaient à l'opposition. Les deux hommes comptent parmi le petit nombre de personnalités rencontrées par l'ambassadeur au cours d'une mission dont la nature n'a jamais été clairement précisée. Quelques heures seulement après l'annonce de leur mutinerie, la Maison Blanche leur donnait son aval en diffusant un communiqué de soutien, implicite, mais sans ambiguïté.

Le lendemain, dimanche, alors que des troupes restées fidèles au vieux dictateur font mine d'investir la caserne où sont installés MM. Enrile et Ramos, le porte-parole de la Maison Blanche avertit publiquement M. Marcos que l'aide militaire américaine aux Philippines pourrait être *« immédiatement »* *suspendue s'il était fait usage de la force contre « des éléments de l'armée qui jouissent d'un substantiel appui au sein de la population »*.

Peut-être des révélations viendront-elles prouver un jour que ce ministre et ce général n'ont agi qu'à la demande des Etats-Unis. L'hypoyhèse est valide, mais peu vraisemblable pourtant car elle supposerait que des choix clairs et unanimes aient été préalablement faits à Washington, alors que divergences de vue et luttes d'influence entre cinq acteurs de poids ont présidé depuis un mois à la conduite du dossier philippin.

Premier personnage de ce jeu complexe : le président. Ce n'est pas qu'il soit homme à tout savoir et à s'occuper de tout dans le détail, mais il a quelques grandes idées auxquelles il tient, suffisamment d'autorité pour que ses collaborateurs ne puissent pas n'en faire qu'à leur tête et nul plus que lui, surtout, ne peut exprimer avec plus d'autorité la politique américaine.

Or, l'une des idées de base de M. Reagan est qu'il vaut mieux pour les Etats-Unis s'accommoder d'une dictature fidèle à leurs intérêts stratégiques que risquer, pour soutenir un mouvement de démocratisation, de déstabiliser un pays et d'en ouvrir ainsi les portes à l'influence soviétique. Ce raisonnement pouvait d'autant mieux s'appliquer aux Philippines qu'elles abritent deux importantes bases américaines et qu'une guérilla communiste y a pris, ces dernières années, un important essor.

La Maison Blanche aura de cette manière été l'obstacle majeur sur la voie d'un soutien à Mme Aquino et quand, le 11 février, M. Reagan commente pour la première fois, oralement et en direct à la télévision, le résultat de l'élection présidentielle philippine, c'est pour parler de fraudes commises *« des deux côtés »* et annoncer que Washington travaillera avec le vainqueur quel qu'il soit. Cela revenait à avaliser la fraude et le samedi suivant, M. Marcos se fera proclamer élu.

Second acteur, au moins aussi important que M. Reagan : la presse. Parce que les Philippines sont une ancienne colonie américaine, que le sénateur Aquino, en août 1983, s'était fait assassiner sous les yeux de nombreux journalistes qui avaient couvert son retour à Manille après un long exil volontaire aux Etats-Unis, parce qu'il est vrai aussi que la presse américaine, dans son ensemble, a plus de sympathie pour la démocratie que pour la dictature, l'élection philippine et ses suites tiennent, depuis un mois, autant de place à la « une » des quotidiens et dans les jounaux télévisés que l'explosion de la navette spatiale. Aucun homme politique américain ne peut ignorer le phénomène, tous se doivent de prendre position et il est si évidemment difficile de le faire en faveur de M. Marcos que même les partisans ouverts de son maintien au pouvoir prennent soin de souligner à quel point ils le jugent peu recommandable.

Troisième acteur : le Congrès. Dans les rangs démocrates et donc à la Chambre qu'ils contrôlent, M. Marcos y a des adversaires connus et de longue date, mais le phénomène capital est que le dossier philippin a effacé depuis plusieurs semaines les frontières entre partis. Ami personnel de la famille Aquino, le sénateur Kennedy est en première ligne dans la bataille, comme l'est M. Solarz, président de la sous-commission de la Chambre pour les affaires d'Asie du Sud-Est et du Pacifique. Mais M. Lugar, président républicain de la commission des affaires étrangères du Sénat, est loin d'être en reste et le durcissement régulier de son ton a certainement pesé lourd à la Maison Blanche.

La stratégie du département d'Etat

Quatrième acteur : le département d'Etat, et plus précisément sa direction des affaires politiques dont le patron, M. Armacost, se trouve être un spécialiste des problèmes asiatiques et philippins. A ce titre, ou parce qu'il serait un libéral infiltré, comme on le dit avec indignation dans les milieux républicains les plus conservateurs, le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques a joué un rôle fondamental tout au long de cette affaire car, soutenu avec prudence mais constance, par M. Shultz, il a pu en fait définir la position de la diplomatie américaine.

C'est de son empreinte qu'est marqué le premier communiqué – écrit – par lequel M. Reagan avait réagi au déroulement de l'élection en condamnant clairement la fraude officielle quelques heures seulement avant de se dédire – oralement – et de renvoyer dos à dos M. Marcos et Mme Aquino. C'est M. Armacost qui, samedi 15 février, marquait un nouveau point – grâce, il est vrai, au climat créé par la presse et le Congrès – lorsque M. Reagan estimait, dans un second communiqué écrit, que *« les élections ont été altérées par une fraude et une violence de grande échelle principalement perpétrées par le parti au pouvoir »*. Et c'est encore la direction des affaires politiques qui, samedi dernier, après l'annonce de la rébellion de MM. Enrile et Ramos, fournissait le projet de déclaration dont allait s'inspirer le troisième communiqué écrit de M. Reagan qui déclare que les prises de position des insurgés renforce le sentiment que *« les élections présidentielles ont été viciées par une fraude avant tout perpétrée par le parti au pouvoir et si large qu'elle met en question la légitimité du scrutin »*.

Les craintes du Pentagone

Cinquième acteur : le Pentagone et, plus exactement, le secrétaire à la défense, M. Weinberger, qui aura constamment tenté de faire prévaloir l'idée – développée, durant le week-end dernier encore dans les colonnes des grands journaux, par des éditorialistes conservateurs – que la coalition réunie derrière Mme Aquino ne tiendrait pas plus longtemps que M. Marcos lui-même et qu'il ne fallait donc pas se hâter de faire partir le dictateur sous peine de plonger le pays dans une anarchie dont seule profiterait la guérilla communiste.

Malgré l'inclination naturelle de M. Reagan à partager cette analyse de la situation, M. Weinberger, seul, n'a pourtant pas fait le poids face à la presse, au courant d'opinion qu'elle a suscité, face au Congrès et au département d'Etat. Comme sur la question de l'Afrique du Sud en septembre dernier, M. Reagan a cédé devant un clair rapport de forces et opté, avec un réalisme de politicien averti, pour une politique qui n'était pas la sienne.

C'est de cette manière qu'on en est arrivé, dimanche soir, aux déclarations du porte-parole de la Maison Blanche enjoignant en fait à M. Marcos de se retirer en le menaçant, premièrement, d'une suspension de l'aide américaine s'il avait recours à la force et en lui proposant implicitement, en secon lieu, l'asile aux Etats-Unis pour peu qu'il le demande. Les Etats-Unis, est-il dit, *« font tout ce qu'ils peuvent et cherchent dans toutes les directions »* pour éviter un bain de sang.

La veille, samedi, les fonctionnaires du département d'Etat ne faisaient déjà pas mystère de leur volonté de convaincre M. Marcos de se retirer en territoire américain et le *Washington Post* croyait savoir, ce lundi matin, que la diplomatie américaine négociait indirectement avec le président philippin pour l'amener à accepter de monter à bord d'un avion américain.

Toute la question était de savoir si ce bon sens l'emporterait avant que le sang ne coule ou si la guerre civile serait *inévitable entre un dictateur* déclinant, qui a pu se croire fondé à espérer le soutien de M. Reagan, et deux dignitaires de son régime assez fins pour voir où soufflait réellement le vent américain.

BERNARD GUETTA.

LE COMMUNIQUE DE LA MAISON BLANCHE

Washington. – La Maison Blanche a diffusé, samedi 22 février, le communiqué suivant après l'annonce de la rébellion contre le président Marcos d'une partie des forces armées : *« Le ministre de la défense du président Marcos, M. Juan Ponce Enrile, et le chef d'état-major des armées par intérim, le général Fidel Ramos, ont annoncé aujourd'hui leurs démissions du gouvernement du président Marcos, en raison de la fraude commise durant les dernières élections. Ils lui ont demandé de démissionner, car son gouvernement n'a plus de mandat populaire.*

» Le ministre Enrile a déclaré : « Nous voulons que la volonté du peuple soit respectée. Je considère que ce régime n'a plus de mandat populaire. » Le général Ramos a déclaré : « Il est de mon devoir de veiller à ce que la volonté populaire soit respectée (...). »

» Ces déclarations donnent une nouvelle force à la préoccupation que nous ressentons devant le fait que la récente élection présidentielle a été viciée par une fraude avant tout perpétrée par le parti au pouvoir et de façon si large qu'elle met en question la légitimité du scrutin et réduit la capacité du gouvernement des Philippines à faire face à la montée de l'insurrection et aux difficultés économiques.

» De nombreuses voix représentatives se sont élevées aux Philippines en faveur de la non-violence. Nous soutenons ces appels et attendons qu'ils soient respectés. Nous sommes également en faveur du règlement des problèmes en cours par l'ensemble des Philippins et aussi rapidement que possible. »

La famille du président Marcos essaierait de vendre des propriétés à New-York

New-York *(AP, UPI)*. – Le président Marcos aurait tenté en vain, ces derniers mois, de vendre quatre propriétés immobilières, situées à New-York et où il aurait, avec sa femme, Imelda, des intérêts. La valeur de ces biens était estimées récemment à environ 200 millions de dollars. Les intermédiaires agissant pour le compte de la famille Marcos en demanderaient moitié plus.

Cette information a été révélée, samedi 22 février, par le *New-York Times*. Le journal affirme que les quatre propriétés mises en vente appartiennent à des sociétés, basées pour la plupart à l'étranger dans des pays dont les lois préservent l'identité des véritables commanditaires. Elles sont citées comme appartenant aux Marcos dans des documents recueillis l'an dernier par le Congrès américain.

En particulier, le *New York Times* indique avoir obtenu une copie d'une lettre datée du 7 juin 1985 dans laquelle un important agent immobilier new-yorkais, M. Arthur Sonnenblick, mentionne le projet de vente de ces propriétés à un banquier de Manille, M. Rolando Gapud, identifié par certains témoignages comme un conseiller financier de M. Marcos. Cette lettre avance le chiffre de *« trois cents millions de dollars en liquide »* comme produit de la vente éventuelle des quatre résidences new-yorkaises.

Selon le *New–York Times*, les sociétés propriétaires de ces propriétés auraient souhaité les vendre en raison de difficultés financières, de problèmes de gestion, mais aussi et surtout des critiques adressées par l'opposition philippine à la famille Marcos accusée de posséder des biens importants à l'étranger, alors que l'économie du pays doit recourir à une assistance budgétaire de la part des Etats-Unis.

Chine

● *Exclusion de l'Assemblée nationale pour corruption.* – Un ancien responsable du Parti communiste a été exclu de l'Assemblée nationale populaire (le Parlement chinois) dans le cadre de la lutte contre la corruption, a annoncé, dimanche 23 février, l'agence Chine nouvelle. M. Lei Yu a commis de *« graves erreurs en revendant des véhicules et autres marchandises qui avaient été importées »*, a notamment indiqué l'agence sans apporter d'autres précisions. Il avait déjà été démis de ses fonctions de vice-secrétaire du Parti communiste de l'île de Haïnan (sud de la Chine) peu après la découverte en juillet dernier d'un trafic portant sur l'importation et la vente *frauduleuses* de 89 000 voitures, 3 millions de téléviseurs et de centaines de motos, réfrigérateurs et magnétoscopes. – *(AFP.)*

● *Pékin et la BAD.* – La Banque asiatique de développement (BAD) a décidé d'accepter la Chine sous le nom de République populaire de Chine comme nouveau membre de cette institution financière internationale, a indiqué, samedi 22 février, la Banque populaire de Chine (BPC), banque centrale chinoise. Les autorités de Taiwan, membre fondateur de la BAD, avaient affirmé qu'elles refuseraient tout changement qui porterait atteinte à son statut, son nom, ainsi que ses droits au sein de la BAD. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

POLOGNE

Bogdan Lis commence une grève de la faim

Varsovie. – M. Bogdan Lis, trente-quatre ans, un des trois responsables nationaux de Solidarnosc maintenus en prison après le verdict en appel prononcé le vendredi 21 février par la Cour suprême de Pologne (*le Monde* des 23 et 24 février), devrait commencer lundi une grève de la faim illimitée, a-t-on appris dans son entourage.

Le détenu, que sa mère a pu voir samedi dans la prison de Barczewo (Nord-Est), a affirmé que cette grève de la faim n'avait rien à voir avec le verdict de la Cour suprême. Bogdan Lis, qui a perdu huit kilos depuis son arrestation le 13 février 1985 à Gdansk, entend protester contre ses conditions de détention, « particulièrement mauvaises ».

Selon Lis, la direction de la prison le prive de tous ses droits de prisonnier : promenades, colis, lettres, vêtements chauds, etc.

Le responsable de Solidarnosc rejoint ainsi le mouvement des huit grévistes de la faim recensés par l'opposition démocratique dans les prisons. – *(AFP.)*

PÉROU

Le Sentier lumineux multiplie les attentats

Lima. – Les rebelles d'extrême gauche du Sentier lumineux ont multiplié les attentats au cours des trois derniers jours. Dans la jungle et les montagnes péruviennes, onze personnes ont ainsi été tuées, le vendredi 21 février, a indiqué la police. Dans la capitale, les rebelles, à bord de voitures, ont jeté des bâtons de dynamite sur cinq ambassades et des bureaux gouvernementaux de la capitale, sans toutefois faire de victimes. Samedi soir, quatre charges ont explosé à proximité du lieu où le président Alan Garcia s'adressait aux membres de son parti, l'Alliance populaire révolutionnaire (l'APRA). Il n'y a pas eu de blessés graves.

Ces récents attentats sont les plus importants depuis la proclamation de l'état d'urgence le 7 février. Le président a annoncé samedi que son gouvernement déclarait la *« guerre à mort »* au *« terrorisme fratricide »* du Sentier lumineux. Dans un discours prononcé à Trujillo (à 570 kilomètres au nord de Lima), il a ajouté que son gouvernement *« ne répondrait pas à la barbarie par la barbarie ni au sang par le sang »*, mais par *« l'efficacité, la sévérité et la force d'un gouvernement qui se sait soutenu »* par le peuple.

En outre, le ministre des affaires étrangères péruvien, M. Alan Wagner, a indiqué samedi que le gouvernement français avait répondu positivement à la proposition du Pérou de réduire sa commande d'avions Mirage *de vingt-six à quatorze exemplaires*, afin que la somme dégagée soit consacrée au développement du pays.

DIPLOMATIE

NOMINATIONS AU QUAI D'ORSAY

● M. Combal, secrétaire général adjoint
● M. Drumetz, directeur du personnel

A l'issue du conseil des ministres du mercredi 19 février a été annoncée la nomination de M. Michel Combal, directeur d'Asie et d'Océanie au ministère des relations extérieures, comme secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay, en remplacement de M. Serge Boidevaix, et celle de M. Michel Drumetz, ambassadeur à Lagos, comme directeur du personnel et de l'administration générale, poste où il succède à *M. Loïc Hennekine*.

M. MICHEL COMBAL

[Né le 1er septembre 1927, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Combal a d'abord servi au Maroc, de 1953 à 1956, puis à l'administration centrale (affaires marocaines et tunisiennes), avant d'être affecté à Beyrouth en 1958, à Yaoundé en 1960, à New-York (Nations unies) en 1961, à Budapest en 1966 et à Lisbonne en 1969. Revenu à l'administration centrale (affaires africaines et malgaches) en 1972, comme sous-directeur, M. Combal a ensuite été directeur adjoint du personnel et de l'administration générale, de 1975 à 1978, avant d'être nommé ambassadeur à Hanoï, puis, en octobre 1982, directeur d'Asie et d'Océanie.]

M. MICHEL DRUMETZ

[Né le 8 février 1928, agrégé d'anglais, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Drumetz a d'abord enseigné, avant d'être mis à la disposition du premier ministre, en 1959, puis affecté à Varsovie, en 1960, à Londres, en 1962, à l'administration centrale (Europe), en 1967, puis à Bonn en 1969. Après un retour à la direction d'Europe en 1972, et un passage par un cabinet ministériel l'année suivante, M. Drumetz a été nommé à Saigon en 1973, à Alger en 1975, et à Djeddah, comme ambassadeur, en 1979. Il était devenu ambassadeur à Lagos en mai 1982.]

XXVIIe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE SOVIÉTIQUE

La mise en place de la « maison Gorbatchev »

(Suite de la première page.)

M. Gorbatchev a su s'entourer. Son second, M. Igor Ligatchev, est un idéologue passionné, de onze ans son aîné, qui veut faire régner la morale et le dogme communistes. M. Ligatchev est plus « dur » dans sa défense de l'orthodoxie marxiste-léniniste que ses pairs du bureau politique. C'est son rôle. Il a aussi la haute main sur la propagande, la télévision, la *Pravda*, etc. L'idéologie n'est pas en voie de disparition au pays des Soviets ; son poids augmenterait plutôt grâce au recours à des techniques plus modernes : clips télévisés contre l'alcoolisme, conversations à bâtons rompus – devant les caméras – entre de simples citoyens et le secrétaire général... M. Ligatchev est le seul avec M. Gorbatchev à être membre à la fois du bureau politique et du secrétariat. Il est proche du numéro un, qui semble lui vouer une sorte d'admiration filiale, mais il est surtout l'éminence grise du parti.

Le président du conseil, M. Rijkov, est un ingénieur qui a fait ses classes dans le complexe industriel de l'Oural et joue le rôle jadis dévolu à Kossyguine, et plus récemment à M. Tikhonov.

En URSS, le président du conseil n'a que des prérogatives économiques : on lui demande de faire tourner la machine pendant que d'autres s'occupent des « grandes affaires ». Il n'est pas là pour donner son avis, mais pour obéir. Le discours qu'il prononce au congrès n'a pas à être brillant ou pathétique comme celui du secrétaire général ; ce serait d'ailleurs de sa part une erreur que de trop se mettre en avant.

M. Gorbatchev a lui-même désigné M. Rijkov, mais, après l'avoir fait accéder au noyau dirigeant, il lui a retiré un de ses titres, celui de secrétaire du comité central. M. Rijkov est chef du gouvernement et membre du bureau politique. Il a perdu l'essentiel, une véritable base dans le parti. Il vient donc après M. Ligatchev dans la ligne de succession au poste de secrétaire général.

M. Grichine, le vieux lion humilié, a été remplacé à la tête de l'organisation moscovite du parti par M. Boris Eltsine. Ce dernier appartient au petit groupe des ingénieurs de l'Oural, comme le premier ministre. Il occupe une position-clé. On n'a sans doute pas fini d'entendre parler de lui.

Avec des hommes tels que MM. Ligatchev, Rijkov et Eltsine, le secrétaire général ne risque pas de surprises dans l'immédiat : ceux-ci lui sont fidèles. La même remarque vaut pour des dizaines de promus tels que MM. Talysine, le responsable de la planification, Nikonov, celui de l'agriculture. Partout des quinquagénaires (M. Ligatchev est l'exception qui confirme la règle), qui doivent leur élévation à l'actuel secrétaire général, ont pris les commandes. Ils contrôlent les points stratégiques du parti et de l'Etat, et le congrès lui-même est « verrouillé ». Il est peu probable que s'y exprime ne serait-ce que le commencement d'une opposition voilée à M. Gorbatchev.

Le respect humain

L'événement est moins banal qu'il n'y paraît. Leonid Brejnev dut attendre plusieurs congrès, donc plusieurs lustres, avant de devenir le chef omnipotent et omniscient, dont la nouvelle classe dirigeante se moque rétrospectivement aujourd'hui par pièces de théâtre ou allusions politiques transparentes interposées. Même Staline eut à compter, de 1924 à 1934, avec des adversaires. Il est vrai que ceux-ci, Trotski, Boukharine ou Zinoviev, étaient peut-être plus coriaces que MM. Romanov ou Grichine, éliminés du bureau politique par M. Gorbatchev dès sa première année d'exercice du pouvoir.

La classe politique soviétique ne s'est pas convertie en un an au *fair-play* britannique. Pourtant, quelque chose s'est détendu depuis la mort de Tchernenko. Des solutions élégantes, même si elles sont parfois amères pour les intéressés, ont été trouvées pour MM. Gromyko, Tikhonov ou Alexandrov-Agentov, trois personnages qui faisaient « tourner la boutique » ces dernières années lorsque la « tête » se réduisait à un vieillard. On a déjà *évoqué le rôle protocolaire désormais joué par le premier.* Le deuxième a pris une retraite paisible « *pour raison de santé* ». Le cas du troisième est particulier : inconnu des Soviétiques, il a été le conseiller diplomatique de tous les secrétaires généraux depuis plus de vingt ans. (M. Alexandrov-Agentov avait été « découvert » par M. Gromyko et « *prêté* » par ce dernier à Brejnev, qui ne le lui a jamais rendu.) Cet étrange et frêle personnage, qui parle une dizaine de langues, a assisté à toutes les rencontres au sommet, au moins à Moscou, sous Brejnev, Andropov et Tchernenko. Après avoir utilisé ses talents multiformes, M. Gorbatchev l'a remercié purement et simplement au début de ce mois, mais M. Alexandrov-Agentov est resté membre du comité central.

Le remue-ménage a été immense. Partout ou presque on a sauté une génération. Quelques-uns sont partis dans la honte, d'autres ont eu un hochet pour se distraire ou des remerciements pour les services rendus. L'organisation de fer voulue par Lénine découvre les charmes du respect humain et des « formes » lors de la mise à l'écart de vieux serviteurs.

M. Gorbatchev veut accélérer le développement économique et social de l'URSS, extrêmement lent ces dernières années, afin d'aborder dans de bonnes conditions l'an 2000, auquel il ne cesse de faire référence. Il se lance dans des initiatives de paix très ambitieuses. En attendant de faire le bilan de cette action tous azimuts, force est de constater que, en tout cas, la « maison Gorbatchev » est désormais bien en place.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LE RENOUVELLEMENT DU COMITÉ CENTRAL

Sortez les sortants !

En dehors des grands discours et des éventuelles révélations tenues en réserve pour la circonstance, un congrès du parti en pays communiste est l'occasion d'un renouvellement des instances dirigeantes, et d'abord de cette vaste institution qui tient le rôle de « Parlement » du parti : le comité central. Autant en effet des remaniements au sommet *(bureau politique et secrétariat)* peuvent intervenir à tout moment – il suffit pour cela de réunir en plénum le même comité central, et une telle session a lieu au moins une fois tous les six mois, – autant la composition du Parlement du parti ne peut être modifiée en profondeur qu'au moment du congrès, c'est-à-dire tous les cinq ans. Dans l'intervalle, le comité central peut tout au plus exclure de ses rangs un de ses membres, ou encore promouvoir un de ses membres suppléants au rang de titulaire, une procédure dont il use rarement.

Bien entendu, l'élection des trois cents ou trois cent cinquante membres du comité central et de ses cent cinquante suppléants (auxquels s'ajoutent une centaine de membres de la commission centrale de révision, un organisme supposé contrôler la vie du parti et ses finances) est totalement prédéterminée – même si le vote des cinq mille délégués au congrès est en principe secret.

Il s'agit de l'aboutissement d'un long processus, commencé plusieurs mois avant dans les coulisses de l'appareil et poursuivi dans les dernières semaines à l'occasion des conférences de région et des mini-congrès tenus dans les républiques. L'immense majorité des sièges est en effet attribuée d'office à tous les détenteurs d'une série de postes de la haute « nomenklatura » : principaux ministres, premiers secrétaires des républiques et des grandes régions, chefs des départements du comité central, etc. L'élection prévue pour la fin du congrès ne fera que tirer le bilan des remaniements opérés toutes ces dernières années à ces différentes fonctions ; son résultat est donc très largement prévisible.

Plus d'octogénaires que de quinquagénaires

Ainsi, il est d'ores et déjà acquis qu'au moins un tiers des membres du comité central actuel ne retrouveront pas leur siège. Autrement dit que le coup de balai sera d'une ampleur inégalée depuis des dizaines d'années (un précédent pourrait être non pas le vingtième congrès, il y a trente ans, mais le dix-huitième, en 1939, tenu au lendemain des grandes purges). *Mais ce renouvellement est cette fois normal et inévitable,* car les « nomenklaturistes » de l'ère Brejnev, en s'accrochant au-delà du raisonnable à leur poste, ont fait du comité central actuel une sorte d'asile de vieillards. Sur les trois cent vingt membres titulaires élus au dernier congrès de mars 1981, trente-trois, soit plus de 10 %, sont morts depuis lors ; parmi les survivants, pas moins de quatre-vingt-quatorze, soit un tiers, sont âgés de plus de soixante-dix ans, et le nombre des moins de cinquante ans (7) est inférieur à celui des octogénaires (8) !

Autre indice caractéristique : la tranche d'âge des quarante-cinquante ans, dans laquelle se recrute dans tous les pays la classe politique montante et qui comprenait encore 52 % des membres du comité central en 1956, n'y est plus représentée aujourd'hui que par cinq personnes en tout et pour tout, soit 1,6 %... La situation est à peine meilleure dans la catégorie pourtant « junior » des suppléants, puisque là aussi les septuagénaires sont plus nombreux (21) que les moins de cinquante ans (14).

En fait, le coup de balai a déjà été largement amorcé, puisque soixante-sept membres du comité central et quatorze suppléants ont déjà été officiellement mis à la retraite de leur fonction principale à la faveur des remaniements des trois ou quatre dernières années. Ils perdront donc leur siège, de même qu'une série de responsables mutés à des fonctions moins importantes. C'est notamment le cas de tous les militaires, que leur statut dispense d'une mise à la retraite en bonne et due forme (en vertu d'un règlement de l'ère brejnevienne, tous les gradés au-dessus du grade de général-colonel sont assurés de rester en activité jusqu'à la fin de leur vie).

Du même coup, les mutations ont accentué les anomalies dans l'effectif du comité central sortant, qui fait plus que jamais figure de Parlement croupion. Ainsi la présence en son sein des chefs du parti dans chaque république est-elle une obligation quasi statutaire. Or, aujourd'hui, la moitié de ces responsables (7 sur 14) ne siègent pas au comité central, notamment le premier secrétaire de Biélorussie, lequel, généralement, avait droit à un siège non seulement au comité central, mais même au bureau politique comme suppléant. De même, en 1981, plus des deux tiers des premiers secrétaires de région (111 sur quelque 150) siégeaient au comité central à un titre ou à un autre.

Un rajeunissement relatif

Aujourd'hui, 35 seulement de ces premiers secrétaires sont membres du comité central et 17 sont suppléants, ce qui en laisse une bonne centaine en dehors du Parlement du parti. La situation au gouvernement n'est pas différente, puisque 40 % des ministres actuels et même deux vice-présidents du conseil ne siègent pas au comité central, alors que la quasi-totalité y figuraient il y a cinq ans.

Qui sont les nouveaux promus de l'« ère Gorbatchev » et que signifiera leur arrivée au nouveau comité central ? Compte tenu de ce qu'était le point de départ et du fait qu'il reste tout de même encore beaucoup d'anciens à mettre à la retraite, le rajeunissement ne sera que relatif. Ainsi, parmi les trente-cinq nouveaux promus au gouvernement de l'URSS depuis l'arrivée de M. Gorbatchev à la tête du parti en mars dernier, deux seulement ont moins de cinquante ans.

La majeure partie des nouveaux ministres (22 sur 29) se rattachent à la tranche d'âge des cinquante-soixante ans (celle de M. Gorbatchev), les autres se situant entre soixante et soixante-cinq ans. Les remaniements des dernières années n'ont pas été non plus révolutionnaires quant aux profils de carrière : parmi les nouveaux ministres, 16 étaient déjà vice-ministres ou premiers vice-ministres en 1983, dont 12 dans le même ministère.

L'ampleur des remaniements récents ne doit pas masquer les disparités locales : certaines régions résistent plus que d'autres au vent du changement. Ainsi, un décompte des remaniements effectués dans trois principaux types de postes (secrétaires de républiques, premiers secrétaires régionaux, membres des gouvernements locaux) dans les plus grandes républiques du pays fait aprraraître un important retard de l'Ukraine, avec treize changements seulement contre vingt-six en Biélorussie et au Kazakhstan, par exemple. Sans doute faut-il y voir un signe de la permanence de M. Chtcherbitski, qui vient d'être confirmé contre toute attente dans ses fonctions de chef du parti en Ukraine et continue apparemment de protéger avec succès son appareil. Ce n'est pas le cas de M. Kounaev, lui aussi ancien brejnevien et confirmé à la tête du parti au Kazakhstan, mais qui doit faire beaucoup plus de concessions au vent du changement.

Les hommes de Stavropol

D'une manière générale, la vague touche plus profondément l'Asie centrale soviétique, très vulnérable aux accusations de corruption, que les régions occidentales. Ainsi, les élections aux comités centraux de républiques font apparaître un bien plus fort pourcentage d'ancien membres reconduits dans leurs fonctions en Moldavie (55 % des titulaires et 24 % des suppléants) qu'en Kirghizie (37 % et 13 % respectivement) ou encore qu'en Géorgie (50 % et 21 %). Ces chiffres donnent une idée – en plus accentué – du renouvellement qui devrait se produire au niveau du comité central fédéral à l'issue du prochain congrès.

On aurait tort cependant d'en déduire que tous les nouveaux promus sont obligatoirement des « hommes de Gorbatchev » et que le secrétaire général est devenu, moins d'un an après sa prise de fonctions, le maître absolu. Certes, un consensus existe au sein de la nouvelle direction collégiale pour mettre à l'écart progressivement les vieillards de l'ancienne équipe Brejnev, qui ne sont plus qu'une petite minorité dans cette enceinte. Mais cela ne veut pas dire que le secrétaire général nomme qui il veut.

Ainsi, si l'on retient le critère des affinités régionales, on relève que le « groupe de Stavropol » (le fief politique de M. Gorbatchev) n'a compté que deux hommes parmi les nouveaux promus de l'année écoulée : M. Mourakhovski, ancien premier secrétaire du parti dans ce territoire, nommé premier vice-président du gouvernement et chef du nouveau comité d'Etat agro-industriel, et M. Kaznatcheev, ancien adjoint du premier à Stavropol, nommé au poste mineur de responsable de l'enseignement technique dans le gouvernement de la fédération de Russie. En revanche, le « groupe de Sverdlovsk » a fourni des personnalités de premier plan telles que le premier ministre, M. Ryjkov, et le nouveau chef du parti à Moscou, M. Eltsine. Ces personnalités pourraient être plus proches de M. Ligatchev, le numéro deux du parti et plus que jamais l'homme fort du régime, qui vient de faire nommer un homme très proche de lui, M. Alexandre Melnikov (qui lui avait succédé à la tête de la région de Tomsk en 1983), à la tête du service de la construction du comité central du parti.

C'est bien pourquoi le principal intérêt du congrès en ce domaine devrait résider moins dans l'ampleur des changements, largement prédéterminés, au Parlement du parti que dans les ajustements moins spectaculaires qui pourraient être décidés au sein de l'équipe dirigeante elle-même. Désignera-t-on un troisième « super-secrétaire » (membre à la fois du secrétariat et du bureau politique), qui assumerait une partie des tâches de direction de l'appareil et réduirait d'autant les prérogatives de M. Ligatchev ? Comme le montre toute l'expérience passée, on n'est véritablement le numéro un dans le système que lorsque l'on est en mesure de choisir son numéro deux. M. Gorbatchev est encore loin du compte. Mais le congrès pourrait lui permettre de faire quelques pas dans cette direction.

MICHEL TATU.

Les statistiques et autres informations biographiques contenues dans cet article sont tirées des banques de données SOVT sur l'élite et les institutions soviétiques, mises en service par *le Monde* en 1985 et accessibles en ligne par Minitel, terminal ou ordinateur. A l'issue du prochain congrès du Parti communiste soviétique, le système SOVT permettra notamment toutes les interrogations sur la composition du nouveau comité central *trente-six heures après sa publication* à Moscou.

EUROPE

RFA

LA VISITE DU PRÉSIDENT DU PARLEMENT EST-ALLEMAND

M. Sindermann est « convaincu » que M. Honecker viendra cette année en Allemagne de l'Ouest

De notre correspondant

Bonn. – La visite en RFA du président de la Chambre du peuple de RDA, M. Horst Sindermann, s'est achevée samedi 22 février. Elle a bien été ce que l'on attendait : une répétition générale de celle du chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker.

M. Sindermann, protocolairement numéro trois dans la hiérarchie des dirigeants de la RDA (mais généralement considéré comme le second d'Erich Honecker), ne l'a d'ailleurs pas caché. Avant de regagner Berlin-Est, samedi, au terme de quatre jours en RFA, il a affirmé que M. Honecker, après deux rendez-vous manqués en 1983 et 1984, viendrait cette année en Allemagne de l'Ouest. *« J'en suis convaincu »*, a-t-il dit lors d'une réception à Sarrebruck.

Ce n'est certainement pas un hasard si M. Sindermann a lâché cette confirmation officielle en Sarre, la région natale de M. Honecker, une étape qui figurera aussi au programme du numéro un est-allemand.

La Sarre, dirigée par un social-démocrate, M. Oskar Lafontaine, s'efforce de jouer un rôle moteur dans le domaine des délicates relations entre les deux Etats allemands. Le premier jumelage liant deux villes de part et d'autre de la frontière interallemande est en préparation entre Sarrelouis et Eisenhüttenstadt (en RDA).

Même s'il semble d'ores et déjà acquis que les habitants d'Eisenhüttenstadt qui bénéficieront d'un visa pour se rendre en Sarre seront des « ouvriers méritants » triés sur le volet, ce jumelage est considéré comme un petit pas supplémentaire sur le chemin difficile de la normalisation entre les deux Allemagnes. M. Sindermann a annoncé qu'il y aura d'autres jumelages : Wuppertal (la ville d'Engels) et Trèves (la ville de Marx), que le président du Parlement est-allemand a visitées, lui ont fait part de leur souhait de suivre l'exemple de Sarrelouis.

Pourtant, si cette politique des petits pas trouve une approbation dans toute la classe politique ouest-allemande, il en va autrement des questions fondamentales. Pour bien faire sentir à la RDA que les chrétiens-démocrates au pouvoir à Bonn ne reconnaissent pas la légitimité de la Chambre du peuple qui n'est, selon eux, pas élue démocratiquement, le président du Bundestag, M. Philipp Jenninger, a refusé de recevoir son homologue, invité du SDP, dans son bureau de fonctions. Il ne lui a offert l'hospitalité que de sa villa. On a d'autre part fait visiter à M. Sindermann la salle plénière du Bundestag vide.

« Défauts protocolaires »

M. Sindermann a pris avec bonhomie ce qu'il a qualifié de *« défauts protocolaires »*. Sa visite a eu malgré tout un caractère quasi officiel puisqu'il a été reçu à la chancellerie par M. Helmut Kohl, et la RDA a tout lieu d'être satisfaite, car elle aura rarement vu un de ses dirigeants montrer tant d'assurance lors d'une visite en RFA.

M. Sindemann a ainsi rappelé que la RDA avait des « souhaits » envers l'Allemgne de l'Ouest, refusant de parler de « revendications ».

« L'Allemagne de l'Est souhaite, a-t-il dit, *que Bonn reconnaisse la citoyenneté est-allemande et ne se sente plus un droit de représenter tous les Allemands, y compris ceux de l'Est, dans le monde. »*

Les propos de M. Sindermann ont bien montré combien les points de vue divergent entre les gouvernements des deux pays sur les objectifs de la visite de M. Honecker en RFA. Bonn en espère une amélioration dans le domaine humanitaire, c'est-à-dire des contacts accrus entre Allemands de l'Ouest et de l'Est, alors que la RDA en escompte un gain de prestige sur la scène internationale.

(Intérim.)

Espagne

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté à Madrid contre l'OTAN

De notre correspondant

Madrid. – Moins de trois semaines avant le référendum par lequel les Espagnols décideront de leur éventuel maintien dans l'alliance atlantique, les « anti-otanistes » ont fait, le dimanche 23 février, une nouvelle démonstration de force, la plus imposante depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir (1). Ils ont été plusieurs centaines de milliers (sept cent mille d'après les organisateurs, cent vingt mille selon les autorités), venus de toutes les régions d'Espagne, à défiler durant trois heures en rangs serrés dans le centre de Madrid pour demander la sortie de l'Espagne de l'OTAN et le démantèlement des quatre bases américaines installées sur son territoire. La manifestation était organisée par le comité national de coodination des organisations pacifistes, qui regroupe plusieurs dizaines d'entités différentes.

Comme il est de coutume avec le mouvement pacifiste, la marche s'est déroulée dans une atmosphère de fête : trompettes, grosses caisses et tambourins, pétards et fusées de feu d'artifice, manifestants déguisés, *le visage peint, ou encore montés sur* des échasses, danses et chants, missiles en carton, poupées géantes caricaturant le président Reagan et le chef du gouvernement socialiste, M. Felipe Gonzalez, qui défend aujourd'hui le maintien dans l'alliance. Dans la foule, les jeunes sont en majorité, mais on remarque aussi de nombreuses familles venues avec les enfants, apparemment issues des milieux sociaux les plus divers.

Les drapeaux rouges se mêlent aux bannières des différentes régions et même aux drapeaux républicains. On arbore un badge qui dit simplement *« non »*, en criant *« OTAN no, bases fuera »* (dehors), *« on va gagner ce référendum »* ou *« Felipe, tu nous a trompés »*. On entend même des slogans contre l'armée, une nouveauté en Espagne : *« Militaires, parasites sociaux. »* A l'issue du défilé, un représentant du comité organisateur lit un communiqué en faveur d'une *« politique de neutralité »*.

Jamais depuis 1982 – époque où les socialistes, alors dans l'opposition, appelaient eux aussi leurs militants à défiler contre l'alliance – les pacifistes n'avaient réuni autant de manifestants dans les rues de Madrid. Avec ce nouveau succès, ils apparaissent désormais comme une force politique montante avec laquelle le gouvernement devra compter. La campagne contre l'OTAN a eu pour effet de rassembler un conglomérat de forces jusque-là hétéroclites, situées à gauche des socialistes, où se mêlent notamment les différents partis communistes, l'extrême gauche, les écologistes, les pacifistes, les féministes et certains mouvements nationalistes.

Il s'agit d'un mouvement tout à fait nouveau dans l'Espagne post-franquiste. D'une part, parce qu'il se développe en marge des partis politiques « traditionnels » (les communistes, qui l'appuient ne semblent pas à même, en raison de leurs divisions et de leurs débâcles électorales, de le contrôler). D'autre part, parce qu'il rencontre un écho croissant dans un large secteur de la population qui dépasse largement la « clientèle » traditionnelle de l'extrême gauche. Paradoxalement, en convoquant un référendum sur un thème aussi conflictuel en Espagne que celui de l'alliance, les socialistes ne pouvaient que favoriser le rassemblement et la mobilisation de ceux qui, à travers le problème de l'OTAN, commencent aussi à remettre en cause toute la politique de « réalisme » suivie depuis l'arrivée de M. Gonzalez au gouvernement.

THIERRY MALINIAK.

(1) Deux nouveaux sondages rendus publics dimanche, l'un par le journal *El Pais* et l'autre par un centre d'études dépendant du gouvernement, reflètent à nouveau un avantage des adversaires de l'alliance par rapport à ses partisans, de 9 et 4 % respectivement.

Turquie

● *Rassemblement syndical à Smyrne.* – Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées, samedi 22 février, à Smyrne, troisième ville du pays, à l'appel de l'unique syndicat légal, Turk-is, pour protester contre la situation économique et les restrictions aux libertés syndicales en Turquie. Quelque trente mille personnes (cent mille selon les organisateurs) ont participé à ce rassemblement – le premier depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, – au cours duquel *« la démission du gouvernement »*, du premier ministre, M. Ozal, *« l'amnistie générale »* et *« le droit au travail pour tous »* ont été réclamés. – *(AFP.)*

Grèce

Un conflit oppose le gouvernement à la présidence de la République

Correspondance

Athènes. – Les rapports entre le gouvernement et la présidence de la République sont en train de se dégrader. L'affaire a commencé il y a huit jours, lorsque certains journaux ont accusé, preuves à l'appui, le secrétaire général de la présidence (équivalent du directeur de cabinet du président de la République en France) d'avoir été, pendant la dictature militaire, membre d'une commission de déportation. Ces commissions, instituées par département et comprenant le préfet, le procureur et le chef de la gendarmerie du département, étaient chargées de la déportation des opposants à la junte dans certaines îles de triste réputation, telles que Yaros ou Léros, en mer Egée.

Les « suspects » déjà arrêtés par la police n'étaient pas même entendus par la commission et n'avaient aucun recours juridique. La décision était prise sur proposition des services de sécurité, et le procureur pouvait, théoriquement, avoir un avis opposé. On ne connaît actuellement qu'un seul procureur dans tout le pays qui ait osé se mettre systématiquement en minorité dans ces commissions ; ce n'était malheureusement pas M. Papakaryas, actuellement secrétaire de la présidence.

Ce dernier a pris en revanche une part active dans des procès célèbres, notamment celui de l'organisation de jeunesse communiste Rigas Feraios. Il avait fondé son acte d'accusation sur la conviction que *« l'idéologie communiste »* ne peut que mener à des *« actes de violence contre le régime politique établi »*.

Le gouvernement grec a semblé hésiter sur la position à prendre sur cette question, mais, finalement, le ministre de la justice a exprimé récemment son *« horreur »* devant des comportements de ce genre. C'était suffisamment clair pour que l'on en déduise que le gouvernement souhaitait le départ du secrétaire général de la présidence. Or le titulaire de ce poste est nommé par le président lui-même. Et ce dernier ne semble pas désireux de s'en séparer. Tout au contraire, M. Papakaryas est apparu à ses côtés lors des fêtes qui commémoraient récemment la libération de la ville de Jannina. M. Papakaryas lui-même laisse entendre qu'il restera à son poste.

Nombreux sont les observateurs qui considèrent que cette campagne, très violente, contre le secrétaire général ne peut que viser indirectement le président lui-même. Cela paraît normal lorsqu'il s'agit de la presse d'opposition, mais, lorsque la presse pro-gouvernementale prend la relève, on s'interroge sur les raisons qu'aurait le gouvernement de saper la position du président, élu sous son impulsion il y a tout juste un an. Est-ce parce que M. Sartzetakis semble avoir des vues très personnelles sur l'exercice de sa charge ou est-ce, comme on l'avance dans les rédactions, parce que M. Papendréou aurait décidé de préparer son passage de la présidence du conseil à celle de la République ?

(Intérim.)

Grande-Bretagne

Les dirigeants trotskistes de Liverpool sont menacés d'exclusion par le Labour

De notre correspondant

Londres. – En tête de tous les sondages depuis deux mois, le Parti travailliste bénéficie des ennuis que connaissent Mme Thatcher et la majorité conservatrice, mais ne peut cependant faire oublier ses propres problèmes. Le 26 février, le comité exécutif national du parti doit examiner le rapport d'une commission d'enquête interne qui, selon diverses indiscrétions, recommanderait l'exclusion d'une dizaine de responsables travaillistes à Liverpool, parmi lesquels M. Derek Hatton, homme fort de la municipalité. Ceux-ci sont connus pour appartenir au mouvement trotskiste Militant. Ils sont accusés d'avoir gravement enfreint les règles du parti et d'avoir commis des « abus » dans leurs fonctions.

L'une des principales difficultés auxquelles ne cesse de se heurter la direction actuelle du Labour est l'existence au sein du parti d'une minorité agissante d'extrême gauche dont l'influence a été très importante, sinon déterminante, sur l'ensemble de l'appareil depuis la fin des années 70, un phénomène considéré comme la cause essentielle de la défaite écrasante subie par les travaillistes lors des élections législatives de 1983.

Confirmant sa volonté de donner au parti une orientation nettement plus modérée, M. Neil Kinnock, lors du dernier congrès travailliste en octobre 1985, avait frappé l'opinion en lançant une virulente attaque contre les dirigeants de la municipalité de Liverpool. A ce moment, ces derniers venaient d'adopter un budget amplement déficitaire et illégal pour protester contre les restrictions financières imposées par le gouvernement Thatcher aux collectivités locales. Ils n'avaient pas hésité, en outre, à adresser des lettres de licenciement à près de trente mille employés municipaux (*le Monde* du 23 octobre 1985).

Le leader travailliste avait saisi l'occasion de ce geste « irresponsable » pour entamer une campagne destinée à bannir la tendance Militant et à affaiblir ainsi la gauche dite « dure » du parti, qui s'oppose à sa tactique de recentrage. Cette initiative a, dans un premier temps, contribué à rehausser considérablement l'image du leader travailliste et celle du parti. Mais maintenant que la commission d'enquête a terminé ses travaux, certains membres de l'entourage de M. Kinnock redoutent les conséquences d'une éviction.

La procédure d'exclusion risque, en effet, de déclencher de nouveau le genre de querelles intestines qui, dans le passé, ont été si souvent dommageables pour le parti. D'autre part, beaucoup de travaillistes favorables à la sanction, comme la majorité du comité exécutif, conviennent qu'en faisant quelques exemples le parti ne sera pas débarrassé pour autant de Militant, présent dans de nombreuses sections à travers le pays.

D'ores et déjà, M. Hatton et les autres personnes visées par le rapport d'enquête ont indiqué, en dénonçant la « chasse aux sorcières », qu'ils ne se rendraient pas sans combattre. Leur menace est prise très au sérieux, car ils ont prouvé ces dernières années leur extraordinaire capacité de mobilisation et leur aptitude à donner le plus large écho à la moindre de leurs démarches.

FRANCIS CORNU.

AFRIQUE

République sud-africaine

Mesures partielles contre l'apartheid

Différentes mesures pour limiter l'apartheid sont entrées en vigueur, le 21 février à Johannesburg et à Durban. Les hommes d'affaires et les commerçants *« non blancs »* sont désormais autorisés à travailler dans les quartiers autrefois interdits aux Noirs et aux métis. D'autre part, la réglementation interdisant l'accès des cinémas, des bars et des restaurants aux gens de couleur est levée ; la décision de les laisser entrer dans ces établissements appartient maintenant aux propriétaires et aux gérants.

Le gouvernement a annoncé vendredi le taux d'inflation le plus élevé depuis 1928 : 28,7 %. Toutefois, l'accord de principe pour le rééchelonnement de la dette sud-africaine intervenu jeudi à Londres (*le Monde* du 22 février) a rassuré les milieux d'affaires nationaux.

A Lusaka, le Congrès national africain (ANC) a fermement condamné l'attitude des créanciers occidentaux de Pretoria. Un porte-parole du mouvement a rejeté les arguments des banques selon lesquels l'Afrique du Sud se serait engagée à promouvoir des réformes. *« L'apartheid ne peut être réformé. Il doit être aboli »*, a-t-il dit.

D'autre part, une controverse oppose les autorités et l'Association civique d'Alexandra au sujet du bilan exact des émeutes qui ont ensanglanté il y a une semaine cette cité noire de la banlieue de Johannesburg. Selon l'Association civique, présidée par un religieux, quarante-trois personnes ont trouvé la mort lors de ces émeutes, qui seraient les plus meurtrières depuis le début des troubles en septembre 1984. Les autorités, pour leur part, donnent un bilan de vingt-trois morts.

De nouveaux incidents ont eu lieu samedi dans une autre cité noire de la banlieue noire de Johannesburg, celle de Tembisa. Au moins sept Noirs ont été blessés par la police. Un autre a été tué près du Cap. Une explosion a détruit dimanche matin une cabine téléphonique située dans la banlieue blanche de Meyerspark, près de Prétoria. Selon la police, un bureau de poste adjacent et des magasins ont été endommagés, mais on ne déplore pas de victimes. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Tunisie

Cinq formations d'opposition se solidarisent avec l'UGTT

De notre correspondant

Tunis. – La création d'un Comité de solidarité avec l'UGTT et de défense des libertés démocratiques a été annoncée samedi 22 février à Tunis par cinq formations d'opposition : le Parti communiste, le Mouvement démocrate socialiste, le Parti de l'unité populaire, le Rassemblement socialiste progressiste et le Mouvement de la tendance islamique.

N'ayant pu disposer, ainsi qu'ils en avaient fait la demande, de la Bourse du travail pour y tenir un meeting, les dirigeants de l'opposition se sont vus contraints de commenter leur initiative au cours d'une conférence de presse tenue dans les locaux du Parti communiste. Ils ont expliqué que le comité qu'ils viennent de constituer est composé des secrétaires généraux de leur mouvement, et ils se proposent principalement de sensibiliser l'opinion tunisienne et internationale sur les atteintes aux libertés syndicales et démocratiques auxquelles, selon eux, se livre de plus en plus fréquemment le pouvoir.

Dans un communiqué commun, l'opposition a notamment souligné *« la désagrégation de la situation politique, économique et sociale »* du pays qu'elle impute essentiellement à la détermination des autorités à *« inféoder »* les organisations populaires représentatives ou à les *« marginaliser »*. – M. D.

In Deutschland* baut ein sehr erfolgreiches Unternehmen auf Kugeln und auf unseren Baum

* En Allemagne un arbre rentre bille en tête dans l'industrie.

L'industrie allemande a ses "stars". Symbole d'innovation technique, de santé économique et de réussite financière Kugelfischer est l'une d'entre elles. Connue dans le monde entier pour la perfection de ses billes et roulements à billes, Kugelfischer a choisi une solution informatique faite pour gagner, à la fois innovatrice et performante : la solution BULL. En juillet 86, un nouveau grand système BULL DPS 90 sera installé dans l'usine de Schweinfurt. Pour BULL Allemagne, c'est le symbole d'une coopération réussie depuis plus de 20 ans.

Sur le marché sans doute le plus compétitif d'Europe, c'est aussi la marque de l'avance technologique.

C'est pourquoi le Groupe BULL a choisi de s'appuyer sur sa filiale allemande pour développer sa compétence dans le domaine des applications industrielles en créant à Berlin, en janvier 1986, un centre de développement de progiciels de gestion industrielle intégrée. Ce centre disposera des moyens les plus modernes en outils de génie logiciel et en matériels informatiques : BULL DPS 7, BULL SPS 9 et BULL SPS 7. Avec plus de 25 implantations commerciales et techniques couvrant l'ensemble du territoire, les 1500 Allemands de BULL s'imposent sur le marché en offrant une informatique ouverte; une informatique donnant davantage de liberté d'évolution et de communication aux entreprises pour leur permettre d'être plus compétitives.

Dr Franz Scherer
Directeur Général
de BULL Allemagne



politique

AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

M. Giscard d'Estaing propose à l'opposition la création d'un intergroupe de l'union dans la future Assemblée

Invité dimanche 23 février du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est refusé à entrer de nouveau dans le débat sur la cohabitation, jugeant que ce n'était pas là un sujet qui *« intéresse les Français »*. Il a préféré évoquer *« ce qui va changer le 16 mars »*, en s'attachant plus *« au quoi faire »* qu'au *« comment faire »*. Comme d'autres responsables de l'opposition, depuis quelques semaines, il a insisté sur les conditions plus favorables de l'environnement économique international, qui peuvent aider le futur gouvernement dans son action.

« Le 16 mars tout va changer », a notamment expliqué l'ancien président de la République en évoquant d'une part, cet *« événement considérable »* qu'est le *« contre-choc pétrolier »* qui *« donne un nouveau sens à la situation de la France »* et d'autre part le fait que trois des quatres *« grandes institutions françaises »* seront *« libérales »* (le gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat).

Il a déploré que *« personne ne parle de la baisse du prix du pétrole qui efface la totalité du deuxième choc pétrolier »* et permet *« au cours actuel, une économie de 70 milliards pour la France »*. *« On ne dit pas aux Français*, a-t-il ajouté, *que ce qui les a ruinés (...) est en train de diminuer. »* Or, selon M. Giscard d'Estaing, cette baisse du prix du pétrole laisse espérer *« une croissance économique supérieure de 1 % à ce qu'elle aurait pu être »* et *« un freinage additionnel des prix »*. *« Il faut s'en servir*, a-t-il estimé, *pour amorcer le virage vers l'économie moderne sans douleur et sans surcharge »*.

Première mesure à prendre pour marquer ce virage : *« la suppression totale et définitive, le 1er mai prochain, du contrôle des prix ». Sans poussée inflationniste »*, a précisé M. Giscard d'Estaing, car *« la concurrence sera très forte »*. L'ancien président de la République a pronostiqué des *« créations d'emplois dès avril 1986 »*, grâce à cette reprise de la croissance.

M. Giscard d'Estaing s'est montré optimiste : grâce aux effets de ce contre-choc pétrolier, il *« croit possible aujourd'hui ce qu'il rêvait de faire hier »*.

Au passage, il a ironisé sur la plate-forme du PS, son caractère *« confidentiel »* et le peu *« d'espoir »* qu'elle donne aux jeunes dans la lutte contre le chômage. Evoquant la relation des Français avec les socialistes, il a lancé : *« Se tromper une fois, on le comprend ; deux fois, ce serait du vice ! »*

Il a proposé la transformation des TUC en *« TUC productifs »*. Les jeunes se verraient proposer avec cette nouvelle formule des travaux dans les secteurs productifs, pour une durée plus longue (deux ans), avec une rémunération plus *« importante »* et une *« prime donnée à l'embauche dans l'entreprise »*.

Interrogé sur les récentes déclarations de M. Jacques Chirac estimant qu'il faudrait attendre avant de privatiser deux des trois chaînes publiques, il a appuyé la décision prise, dans leur plate-forme commune, par l'UDF et le RPR de privatiser l'ensemble des chaînes à l'exception d'une (TF 1), mais il est convenu que l'on pouvait *« discuter du rythme »* de cette privatisation.

M. Giscard d'Estaing a *« approuvé »* l'intervention française au Tchad mais regretté que la France n'ait *« pas de politique au Tchad »* pour *« rétablir l'unité »* du pays.

A propos de la nomination de M. Badinter à la présidence du Conseil constitutionnel, il a remarqué que *« le président de la République nomme qui il veut »*, mais il a critiqué la nomination d'un nouveau président *« avant l'expiration naturelle du mandat »* de son prédécesseur ; la démission de M. Daniel Mayer lui paraissant en outre *« curieuse »*.

L'ancien président de la République a expliqué que si on ne le voyait pas animer de meetings, pendant cette campagne, aux quatre coins de la France, c'est qu'il n'y avait pas de *« manifestations d'union ». « S'il y en avait j'y participerais »*. Faute de quoi, M. Giscard d'Estaing se contente du Puy-de-Dôme, jugeant qu'il se rend *« utile »* en *« vivant sur le terrain la campagne de député »*.

Il a souligné que le président de la République n'est *« pas obligé de désigner le premier ministre parmi le groupe le plus nombreux de l'Assemblée nationale »*, mais que *« l'analyse politique conduit à cela ». « Le groupe le plus nombreux*, a-t-il déclaré, *sera le parti de l'union »*. M. Giscard d'Estaing a proposé que, *« pour montrer qu'existe cette nouvelle majorité »* dans la future Assemblée se crée un *« intergroupe de l'union »*, réunissant RPR et UDF.

AU MEETING RPR DE LA DÉFENSE

M. Chirac : le nouveau gouvernement reflétera le choix du peuple

A l'occasion d'un grand rassemblement au palais du CNIT, à la Défense, dans les Hauts-de-Seine, le dimanche 23 février, M. Chirac a précisé les objectifs électoraux et politiques du RPR pour le scrutin législatif du 16 mars et pour la suite.

M. Jacques Chirac, dans son discours de clôture, a notamment déclaré :

« Nous avons la volonté de réussir. Si nous en avons les moyens, rien ni personne ne nous en empêchera. Nous pourrons gouverner parce que nos institutions nous en donnent la capacité, et que, dès lors que la Constitution en décide ainsi, les moyens d'agir ne pourront nous être déniés par quiconque. Le nouveau gouvernement devra naturellement refléter, par sa composition et son programme, le choix que le peuple aura fait au moment des élections législatives.

» Dès sa constitution, ce nouveau gouvernement devra afficher clairement la couleur, indiquer immédiatement et sans ambiguïté à l'Assemblée nationale les mesures qu'il compte appliquer au cours de ses premiers mois d'existence, et prendre le pays solennellement à témoin de ses intentions et de ses projets. A chacun alors d'assumer ses responsabilités dans le respect de la volonté populaire démocratiquement exprimée. Pour notre part, nous ne renoncerons à rien de ce que pour quoi le peuple nous aura fait confiance. »

Selon M. Chirac, le nouveau gouvernement « devra se fixer trois objectifs prioritaires : le redressement économique et social, le renforcement de l'identité et de la cohésion nationales et l'affirmation des valeurs communes qui font le génie de la France. Il devra également engager immédiatement une triple action en définissant de nouvelles politiques de la sécurité, de l'immigration et de la famille. »

M. Chirac a cité « les grands progrès qui restent à accomplir pour rénover les relations sociales et l'impulsion décisive qu'il faudra donner à la participation ». *Il a fait une place à part à l'emploi des jeunes et annoncé* « un plan d'urgence » *en leur faveur.*

Le président du RPR a également fait remarquer : « Rien ne se fera sans effort ni courage. Il va même falloir nous serrer la ceinture pour payer nos dettes. »

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, avait déclaré auparavant : « Le président de la République n'a d'autre devoir dans le cadre de ses pouvoirs constitutionnels que l'application de la politique que la volonté du peuple aura dictée aux gouvernants. Nous proposons de changer, de rompre avec la paralysie de l'économie, l'ankylose de nos entreprises, l'embrigadement de nos travailleurs et le conservatisme de la société. »

M. Philippe Séguin, vice-président de l'Assemblée nationale, député des Vosges, a affirmé : « Le premier ministre, conformément à l'usage et parce que telle a toujours été la réalité politique, sera le chef de la majorité. Alors, que la nouvelle majorité se laisse choisir son chef par M. Mitterrand serait inadmissible. » « On ne peut pas accepter. Ce serait incongru, unique au monde, que le chef de la majorité soit désigné par le chef de l'opposition. Qu'on ne vienne pas nous dire que la Constitution s'y oppose : à partir du 17 mars, tout sera question de rapports de forces, et cela n'a rien de scandaleux. Alors, il faut dire que l'opposition, devenue majorité, fera savoir sans attendre, après en avoir délibéré, quel est l'homme qu'elle veut à Matignon. Et que, en dehors de cet homme-là, tout autre premier ministre serait immédiatement censuré. »

L'acte de foi dans la victoire

La neige et le froid n'ont pas empêché des milliers de militants et de sympathisants RPR (quatre vingt mille selon les organisateurs, cinquante mille selon les observateurs) de se réunir, le dimanche 23 février, sous l'immense dôme de béton glacé du palais du CNIT à la Défense. Le mouvement de M. Chirac avait fait grandement les choses pour cet unique meeting national de la campagne.

Plusieurs centaines de cars, une dizaine de trains, des milliers de voitures, avaient drainé vers la capitale des militants de toutes les régions. Avant chaque élection nationale le parti chiraquien a toujours célébré ces grands messes du compagnonnage, acte de foi dans la victoire escomptée et démonstration de la force militante.

La réunion du 23 février n'a pas failli à cette règle. Les stands pour la vente des livres et des gadgets, les vedettes du show-biz (Herbert Leonard et Mort Schumann), les films (Edouard Molinaro sur Chirac et « Bilan contre projet ») ont précédé le lâcher d'une énorme montgolfière tricolore barrée du slogan : *« Avec Jacques Chirac, la France en marche ! »*.

Plus de vingt candidats ont pris la parole, dont de nombreux néophytes, comme M. Jean de Gaulle, sous les regards attendris de son père, l'amiral, fils du général. Les valeurs sûres qui savent faire vibrer une salle sont également intervenues, comme M. Charles Pasqua ou M. Michel Debré, parlant au nom des quatre anciens premiers ministres présents (MM. Chirac, Messmer, Couve de Murville et Chaban-Delmas). Après que M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, symbole de la nouvelle génération « chiraquienne », ont « chauffé » la salle, M. Chirac, champion toutes catégories à l'applaudimètre, a prononcé un vibrant discours-programme de gouvernement. Personne dans la salle ne doutait, dès lors, que le RPR et son chef étaient prêts à la cohabitation.

A. P.

● *M. Jacques Chirac*, interrogé le dimanche 23 février au « Forum de RMC » sur la modération de sa réaction après la nomination de M. Badinter au Conseil constitutionnel, a répondu : *« Lorsqu'il y a une situation de difficultés sérieuses, sur le plan politique autant qu'économique, il faut se garder de jeter de l'huile sur le feu. Il faut se garder de polémiquer sur les institutions sur lesquelles reposent notre démocratie. »*

Un saut dans l'inconnu

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand profite, également, de l'obligation dans laquelle se trouve la droite « cohabitationniste » de le ménager, puisque, officiellement, elle veut le garder.

L'opposition donne l'impression de marcher à cloche-pied. Aucun de ses chefs de file ne veut, ou ne peut, aller au bout de sa propre logique. M. Chirac n'a pas exploité tous les avantages que lui offrait le scrutin proportionnel : il n'aura qu'un maigre avantage sur l'UDF, groupe au sein duquel se recrute le gros des troupes barristes.

M. Barre a récemment troqué les bâtons de dynamite (verbale), qu'il avait placés çà et là sur la route de ses partenaires-adversaires, pour un armement plus conventionnel. Mais sa démarche n'aurait-elle pas dû le conduire à présenter des listes partout, à constituer son propre groupe, et à disputer ainsi, dès maintenant, la direction de la droite à M. Chirac ? M. Giscard d'Estaing, lui, est dans une situation particulière : il croit enfin possible de *« faire aujourd'hui ce qu'il rêvait de faire hier » ;* mais il n'intéresse pas, ou pas encore.

Toutes tendances confondues, cette opposition vit sur une certitude : celle d'avoir déjà gagné. *« Les Français ont choisi depuis longtemps »*, dit M. Giscard d'Estaing. Sans prendre garde qu'elle stagne à 45 % des intentions de vote et qu'il lui suffit de perdre deux points pour n'être plus assurée d'une majorité absolue à l'Assemblée. Ainsi, les suffrages qu'elle semble perdre sur la gauche ne sont pas compensés par ceux qui, de plus en plus nombreux selon les sondages, se détournent de l'extrême droite. Sans oublier ceux qui s'apprêtent à voter à droite et qui regrettent déjà, sinon le gouvernement socialiste, du moins certains de ses ministres : la déclaration d'intention de vote pour la droite est beaucoup plus élevée que l'aspiration à un gouvernement de droite (celle-ci n'est que de 25 %).

Voilà bien de quoi faire réfléchir l'opposition elle-même. Dans l'immédiat, cependant, elle reste forte de son avance, et de ses appels au « vote utile ». D'où sa toute nouvelle prudence : MM. Chirac et Giscard d'Estaing *se sont passé le mot :* il n'est plus question de parler de la cohabitation. Pour éviter, précisément, que ce saut dans l'inconnu ne fasse réfléchir l'opinion. Depuis 1958, les Français donnaient une majorité parlementaire au président de la République. Or, la logique de la cohabitation revient à inverser le théorème de la V[e] République. Tout laisse prévoir en effet que la cohabitation, si elle s'engage, se transformera vite en épreuve de force, avec, à la clé, le sort du président.

Au silence de MM. Chirac et Giscard d'Estaing répond le tapage des autres. Les socialistes, M. Fabius en tête, découvrent bruyamment aujourd'hui que, tout compte fait, la cohabitation risque d'être impraticable. Or le débat sur la cohabitation, qui devait aiguiser les divisions à droite, a surtout fait entrer une idée simple dans les têtes : on peut voter contre le président sans le chasser. Il est bien tard pour crier casse-cou !

JEAN-MARIE COLOMBANI.

● *SOS-Racisme ne se présente pas aux élections.* — Réunie ce week-end, la conférence nationale de SOS-Racisme a décidé de ne présenter aucun candidat aux élections. L'association antiraciste, animée notamment par M. Harlem Désir, attribuera des cartons jaunes et rouges, comme au football, aux candidats selon la teneur de leurs propos pendant cette campagne électorale.

ERRATUM. — Une erreur de transcription nous a fait écrire, dans nos éditions datées du 14 février, que M[me] Marie Coste-Floret Furet, représentante de la Démocratie chrétienne française au sein d'une liste dissidente d'opposition dans l'Hérault, est la fille de Paul Coste-Floret, décédé il y a sept ans. M[me] Furet est en fait la sœur cadette de M. Alfred Coste-Floret et de Paul Coste-Floret.

Propos et débats

M. Lang : sexy

M. Jack Lang, qui était le dimanche 23 février l'invité du «grand jury RTL-Le Monde», a estimé que si l'opposition l'emporte, «la politique culturelle s'arrêtera». *Imaginant son remplacement au ministère de la culture par MM. Lecanuet ou Pasqua, celui de M. Bérégovoy par M. Labbé, ou encore celui de M. Chevènement par M. Poniatowski, M. Lang a jugé que cet éventuel gouvernement* «ne serait pas très sexy» *et qu'une telle équipe* «de dinosaures est par avance dévorée par les mites».

M. Toubon : paillettes

Dans le Loir-et-Cher, où se présente M. Jack Lang, M. Jacques Toubon a critiqué, le samedi 22 février, la politique culturelle du gouvernement. Pour le secrétaire général du RPR, il s'agit d'un projet «fait de paillettes». *Il a ajouté :* «Ça brille mais ça ne vaut pas très cher. Malraux ne voulait pas vendre la culture avec le gaullisme. En revanche, la politique culturelle de Jack Lang veut faire vendre le mitterrandisme.»

M. Le Pen : Zorro

«Dans le rôle de Zorro, je veux faire une assez bonne surprise à MM. Mitterrand, Chirac et Giscard d'Estaing» a expliqué M. Jean-Marie Le Pen à Dijon, le samedi 22 février. «Le Front national s'apparente au syndrome de Zorro. Zorro, il n'y a pas besoin de le voir partout. Il suffit de l'avoir vu une fois. Son ombre elle-même vous console. On se dit qu'un jour ou l'autre il va venir remettre de l'ordre dans la maison.» *Le président du Front national a affirmé que son parti dépassera les 15 % de voix et aura entre* «50 et 100 députés».

M. Mermaz : absurdité

Devant le «Club de la presse» de Radio fréquence Nord, M. Louis Mermaz a estimé que le PCF «nage en pleine absurdité en poursuivant ses attaques contre le PS». *Après avoir souligné que* «l'attitude très critique du PC sème un trouble fou parmi les communistes», *le président de l'Assemblée nationale a affirmé que ces derniers* «envisagent de plus en plus de voter pour le PS».

M. Schwartzenberg : les césars

M. Roger-Gérard Schwartzenberg a décerné, le samedi 22 février à «Soir 3», les «césars de l'Etat-spectacle» : «M. Barre aurait le césar de l'inflation, M. Giscard d'Estaing le césar du chômage et M. Chirac le César des inégalités sociales.» *Pour l'ancien président du MRG, les Français* «ont bonne mémoire, ils ne voudront pas le retour au pouvoir de ces champions de la contre-performance».

M. Chevènement : régression

Invité de l'émission d'Europe 1 «Parlons vrai», *ce lundi 24 février, M. Jean-Pierre Chevènement a observé que le débat n'est pas entre le socialisme et le libéralisme, mais entre le* «progrès» *et la* «régression». *Interrogé sur l'hypothèse d'une victoire de l'opposition, le ministre de l'éducation nationale a affirmé que si la majorité est à droite, il y aura un* «gouvernement de droite» *et que le PS devra* «rester un parti de gouvernement avec une culture de gouvernement».

M. Bergeron : lendemains

Lors d'une conférence organisée par l'université populaire de Lille, le dimanche 23 février, M. André Bergeron a souhaité que les responsables de l'opposition « n'en rajoutent pas de trop car il y a toujours des lendemains ». *Le secrétaire général de Force ouvrière a également dénoncé* « les conclusions aventureuses que l'on pourrait tirer de la diminution du nombre de jours de grève ».

M. Jospin : cow-boys

A Bergerac (Dordogne), où il participait à un « banquet républicain » en présence de M[mes] Danièle Mitterrand et Catherine Lalumière, et de M. Roland Dumas, M. Lionel Jospin a ironisé sur les propositions économiques de l'opposition : « La France n'est pas un pays de cow-boys *[mais]* un pays du risque modéré [qui] a ses racines historiques dans le monde rural, qui veut se saisir des chances de progrès économique à condition d'assurer ses arrières et à condition qu'on ne bouleverse pas ses relations sociales. »

M. Barre : dangereux

M. François Mitterrand « a parfaitement reconnu que j'étais pour lui peut-être le plus dangereux », *a observé M. Raymond Barre, qui participait, le samedi 22 février, au « Journal inattendu » de RTL, en évoquant le mot du président de la République, qui a exprimé récemment son « estime » pour lui. Quant aux propos de M. René Monory dans* le Monde *du 22 février, le député du Rhône a défini cette attitude comme celle d'* « un tiens vaut toujours mieux que deux tu l'auras ».

M. Le Garrec : déconstruction

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la fonction publique, s'est « étonné », *le samedi 22 février à Lille,* « de voir qu'au fur et à mesure que la campagne avance l'opposition parle de moins en moins de choses précises ». *Selon lui, les responsables de l'opposition* « ont un projet de déconstruction de ce que *[la gauche]* a fait *[et]* ils agissent sous le couvert d'un vague mot : libéralisme ».

● *Attentat à l'explosif contre un centre des impôts de Nouméa (Nouvelle-Calédonie).* — Un attentat à l'explosif a détruit, dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 février, un immeuble du service des contributions directes, situé en plein centre-ville de Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Cette explosion, qui n'a pas fait de blessés, n'a pas non plus endommagé les immeubles mitoyens. Par son importance, elle est comparable aux deux plus importants attentats jamais commis en Nouvelle-Calédonie (contre le palais de justice de Nouméa, en *décembre 1985, et contre* l'office foncier de Nouméa également, en septembre). Cet attentat n'a pas été revendiqué.

...s et débats

M. Lang : sexy

M. Toubon : paillettes

M. Le Pen : Zorro

M. Mermaz : absurdité

...hwartzenberg : les césars

...hevènement : régression

... Bergeron : lendemains

M. Jospin : cow-boys

M. Barre : dangereux

...e Garrec : déconstruction



M. Fabius en réserve de la République

« Je serai député. J'aurai exercé les responsabilités du pouvoir d'Etat pendant deux ans. J'aurai trente-neuf ans. J'aurai l'avenir plein la tête. » Ainsi M. Laurent Fabius s'est-il dépeint, à « Sept sur sept », sur TF 1, le dimanche 23 février, tel qu'il se voit dans trois semaines si l'opposition l'emporte le 16 mars. *« L'avenir plein la tête »*, ce n'est pas seulement la marque distinctive que M. Fabius s'est employé à justifier depuis son arrivée à l'hôtel Matignon en juillet 1984 : c'est aussi, a-t-il déclaré dimanche, celle des hommes d'Etat. A ce signe, il ne se connaît qu'un seul rival à droite : M. Raymond Barre.

Il y aurait dans les deux ans qui viennent — toujours dans l'hypothèse où le PS ne serait plus en mesure de gouverner au lendemain du prochain scrutin... — deux hommes « en réserve de la République », deux anciens premiers ministres, autour desquels pourraient se concentrer, peu à peu, les choix futurs des électeurs. Au député de la Seine-Maritime, alors, de profiter de son passage dans l'opposition pour acquérir, comme le député du Rhône au cours des cinq dernières années, la stature d'un candidat à l'Elysée.

Parmi les titres que M. Fabius pourra faire valoir pour prétendre à ce rang, les résultats économiques viennent aujourd'hui à la première place. Récoltant les fruits de la rigueur voulue par M. Pierre Mauroy en juin 1982, le second chef de gouvernement de la législature a imposé l'image d'une gauche gestionnaire, face à laquelle la droite ne peut plus s'affirmer comme seule capable d'inspirer confiance aux investisseurs. Il est un autre résultat, politique celui-ci, auquel le premier ministre peut attacher son nom, avec d'autres il est vrai. Ce chiffre ressort de la comparaison entre le score du Parti socialiste aux élections européennes de juin 1984 et celui que les sondages lui prédisent pour le 16 mars : autour de 30 % des suffrages exprimés, contre à peine plus de 20 % il y a un an et demi.

En forçant le trait dans un sens favorable à M. Fabius, on pourrait dire que la politique suivie de 1981 à 1984, pas seulement en économie, avait réduit l'audience des socialistes à un cinquième de l'électorat, tandis que celle qu'a dirigée l'actuel premier ministre leur permet aujourd'hui d'espérer rallier environ le tiers des Français. M. Fabius n'est certes pas le seul artisan de ce redressement, mais il dispose là, pour l'avenir, d'un argument contre son prédécesseur immédiat à la tête du gouvernement.

Que le débat interne au PS pour l'élection présidentielle de 1988 doive commencer très vite après les élections législatives, M. Fabius l'a, en quelque sorte, confirmé lui-même dimanche en disant que le vrai choix, pour les Français, se présentera dans deux ans, le 16 mars n'offrant que l'alternative stabilité ou désordre. Pour le vrai choix, le premier ministre, bien qu'il ait le temps devant lui, est évidemment dans la course.

Lorsqu'on lui demande s'il sera candidat à l'élection de 1988, il répond : *« Il y a d'autres manières de servir la République. »* Il n'a pas l'intention d'entamer hâtivement une carrière d'éternel candidat à la candidature, rôle qu'il laisse volontiers à M. Michel Rocard. Même s'il s'est porté, cette fois, candidat tout court et en toute hypothèse pour 1988, l'ancien ministre de l'agriculture, en effet, sait bien que sa démarche ne sera viable que si la direction du PS s'y rallie.

Le relais des clubs

Le débat, freiné d'abord par l'hypothèque d'une nouvelle candidature de M. François Mitterrand, tourne donc ensuite autour de M. Lionel Jospin et se dessine dans les rangs mitterrandistes. La perspective d'un congrès extraordinaire du PS après les élections de mars, naguère envisagée du côté des amis de M. Fabius, s'éloigne, dans la mesure où il serait difficile de justifier un bouleversement des échéances internes dans un parti qui aurait atteint ou dépassé 30 % des suffrages. Cela n'empêche pas d'entrevoir, sinon de préparer, une confrontation Fabius-Jospin s'il se confirme qu'une alliance existe, depuis le congrès de Toulouse, entre le premier secrétaire et M. Rocard.

Ni la stratégie ni les moyens du premier ministre n'apparaissent encore clairement. Dans les bureaux dont la location est déjà assurée, boulevard Raspail, dans le sixième arrondissement, pour l'après-16 mars, M. Fabius sera entouré de très peu de collaborateurs. Sa logistique pourrait être plus consistante, comme celle de M. Mauroy à Lille, s'il emportait, hypothèse non déraisonnable, la présidence du conseil régional de Haute-Normandie. Une telle victoire, alors que le PS est menacé de perdre d'autres régions, serait pour le premier ministre un atout supplémentaire. Les clubs qu'anime, notamment, son épouse, Mme Françoise Castro, fourniront des relais au député de la Seine-Maritime. Pour le reste — l'organisation, par exemple, d'un groupe d'experts, — les choses ne sont pas encore fixées. Le club Solidarité moderne, mis sur pieds par M. Patrick Careil, ancien membre du cabinet de M. Fabius lorsque celui-ci était au budget, puis directeur de celui de M. Charles Hernu et, aujourd'hui, de celui de M. Paul Quilès, réunit des hauts fonctionnaires ayant travaillé ou travaillant avec le premier ministre, mais n'est pas une structure de réflexion opérationnelle.

M. Fabius compte enfin des amis parmi les députés et les responsables fédéraux socialistes. Derrière la campagne du 16 mars pour le PS s'est engagée, autour du premier ministre, une autre campagne, à voix basse, dans le PS.

PATRICK JARREAU.

RECTIFICATIF. – Une coquille a rendu difficilement compréhensible l'article de Maurice Duverger : « Une fraude à la Constitution ? », publié dans *le Monde* du vendredi 21 février daté samedi 22 février. Evoquant un éventuel droit de révocation déguisé du président du Conseil constitutionnel par le président de la République, Maurice Duverger avait écrit : *« Il faut en dénoncer fermement cette première esquisse, même si elle est illusoire* [et non pas illustre], *le président de la République n'ayant rien à voir avec la démission de Daniel Mayer... »*

LE PREMIER MINISTRE ET LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PS AU CREUSOT

Après mars, les socialistes n'oublieront plus les ouvriers

MM. Laurent Fabius, premier ministre, et Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, ont été les invités, samedi 22 février au Creusot (Saône-et-Loire), d'une *« rencontre nationale du monde du travail »* organisée par le PS.

De notre envoyé spécial

Le Creusot. – Pendant les campagnes électorales, le PS oublie tout ce qui lui fait de la peine. Il se transforme en gigantesque chœur mixte pour clamer, aux quatre coins du pays : *« On va gagner ! »* Le millier de délégués venus de toute la France, réunis samedi dans un gymnase du Creusot, ont scrupuleusement respecté cette règle : plus d'état d'âme, mais une certitude affichée : la gauche a bien travaillé.

La gauche, et surtout les socialistes. L'indispensable communiste critique est là, pour témoigner du trouble du PCF. Tout au plus, un délégué avoue-t-il que, dans les entreprises, le projet de loi sur la « flexibilité » du travail fait naître des inquiétudes, qui ne se dissipent, explique-t-il, qu'à force d'explications.

La « flexibilité » est encore au menu du déjeuner qui réunit quelques jeunes – tucistes, en cours de formation... – autour de M. Jospin, qui arrive de Paris ; de M. Fabius, qui vient de Seine-Maritime, et de M. Pierre Joxe, qui est ici sur ses terres. Le premier secrétaire du PS est cueilli à froid par une jeune fille timide qui l'arrache à son coq au vin pour lui demander d'expliquer la philosophie du projet de loi... Les ministres et les dirigeants socialistes sont interpellés sur les cumuls emplois-retraite que les jeunes, habités par la question lancinante du chômage, n'arrivent visiblement pas à accepter.

Nulle hostilité, chez ces garçons et filles, à l'égard des hommes politiques, mais une sorte d'incrédulité, et puis la sensation aiguë – qu'ils ne se privent pas d'exprimer – du côté artificiel de cette rencontre bien trop courte, sous l'œil des caméras de télévision.

CAP de couturière en poche, formation d'informatique en cours, une jeune fille raconte son histoire : cinq mois de travail intérimaire dans l'année, au SMIC. Le fisc lui a réclamé 2 500 francs, puis 1 200 francs, puis plus rien. A Laurent Fabius, qui pense à une erreur, elle répond sans se démonter que si elle avait payé sans discuter, personne ne s'en serait jamais aperçu.

Un peu plus de croissance

Une visite à une fresque géante (500 mètres de long, 2 mètres de haut) peinte sur un mur d'usine, qui évoque toute l'histoire de Creusot-Loire. Deux coups de pelle pour planter symboliquement un cèdre du Liban, en hommage à Pascal Seurat et Jean-Paul KaufFmanN, pris en otage au Liban il y a neuf mois exactement. Cap, enfin, sur la *« rencontre nationale du monde du travail »*. Le premier ministre et le premier secrétaire du PS vont se soumettre aux questions des délégués devant une *salle* où *s'entassent maintenant* plus de deux mille personnes.

La difficulté de l'exercice ne tient pas au public, chaud et enthousiaste. Mais comment ne rien « lâcher » à ces représentants des travailleurs, qui, depuis cinq ans, soutiennent le gouvernement sans toujours le comprendre, même si M. Fabius lance *« le gouvernement que je dirige est d'abord un gouvernement du monde du travail »* ? Alors, il faut bien promettre. Un peu, avec tous les « bémols » possibles, des choses bien raisonnables, qui auraient semblé dérisoires en 1981 et qui paraissent en 1986 terriblement audacieuses.

M. Jospin, d'abord. Si les prix sont maîtrisés, si le commerce extérieur s'améliore encore, si la croissance est plus forte, alors, dit-il, *« on peut envisager des hausses de salaire au-delà de l'inflation »*. Pour le premier secrétaire du PS, *« l'effort de redressement* [des comptes des entreprises] *a été suffisamment important maintenant pour que (...), dans les années qui viennent, on regarde un peu plus du côté du monde du travail »*.

M. Fabius, ensuite. Le premier ministre remarque que la baisse du pétrole commence à peine à produire ses effets, tandis que celle du dollar ne compense même pas la hausse précédente. *« Le changement de l'environnement international*, lance-t-il, *c'est maintenant, en 1986 (...) que nous allons l'engranger. »* Avec une amélioration possible du commerce extérieur de 50 à 60 milliards de francs, avec une inflation à 2 %, la France, juge M. Fabius, va *« enfin pouvoir faire un peu plus de croissance, ce qui devrait (...) permettre de dégager à la fin de l'année 1986 des créations nettes d'emplois »*.

Du « trouble » à la « grandeur »

Pêle-mêle, le premier ministre et le premier secrétaire du PS dénoncent encore les projets de la droite, le comportement du patronat, l'attitude de la direction du PCF. M. Jospin est catégoriquement contre les TUC privés, qui aboutiraient *« à créer dans l'entreprise des emplois sous-payés »*. lançant un appel à la mobilisation, M. Fabius conclut : *« On peut gagner »*. Les militants sont tellement remontés que cet optimisme trop mesuré provoque quelques murmures...

Tandis que M. Jospin regagne Paris en TGV, le marathon de M. Fabius continue avec une réunion publique à Nevers. M. Pierre Bérégovoy, maire de la ville, ministre de l'économie et des finances, tête de liste aux élections législatives de la Nièvre, est là, tout comme M. Eugène Teisseire, député sortant, tête de liste aux élections régionales. Les ministres se congratulent. M. Bérégovoy rend un vibrant hommage au premier ministre. A quoi peut bien, alors, penser M. Fabius ? Peut-être à un certain banquet républicain, dans la Nièvre aussi, à Château-Chinon cette fois. C'était il y a moins de trois mois, M. Bérégovoy était là. M. Jospin aussi, tout comme M. Teisseire. Les orateurs renouvelaient leurs serments d'allégeance au président de la République, qui sonnaient comme autant de condamnations du premier ministre. M. Fabius venait de déclarer son « trouble » après la venue à Paris du général Jaruzelski...

Foin de tout cela ! Les élections sont dans trois semaines. Il faut galvaniser les convaincus, rendre effrayante pour les indécis une victoire de l'opposition. Au Creusot, le premier ministre avait révélé qu'il *« ne répondrait pas du calme social »* si le programme de la droite était appliqué. A Nevers, il lancera une nouvelle et solennelle mise en garde contre la perspective d'une cohabitation entre M. Mitterrand et un premier ministre de droite, en martelant : *« Je crains des temps d'instabilité pour la France. La France a besoin de continuité, elle n'a pas besoin de désordre. Elle a besoin de grandeur. Je demande que l'on n'aille pas dans ce chemin de l'erreur ! »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

LES « ALTERNATIFS » SE MOBILISENT

« Nous sommes pour l'alternative et pas pour l'alternance. » Tel est l'un des mots d'ordre en forme de réponse à M. Michel Rocard qui sera défendu par les neuf listes législatives et les vingt et une listes régionales intitulées *« alternative »* le 16 mars. Ces listes, qui rasssemblent des militants politiques – PSU, LCR (Ligue communiste révolutionnaire), PAC (Parti pour l'alternative) et FGA (Fédération de la gauche alternative) – syndicaux, écologistes et régionalistes défendent *« une autre politique, pour le plein emploi, contre l'austérité et le néo-libéralisme »* et mettent en avant la lutte contre le racisme et pour le désarmement , *« en particulier du nucléaire »*.

Au cours d'une conférence de presse, le samedi 22 février, à Paris, M. Georges Labica, ancien responsable du PCF et tête de liste *« alternative »* aux législatives dans les Hauts-de-Seine, a indiqué que ces listes *« ne regroupent pas des déçus de l'extrême gauche »*. Les *« alternatifs »* ont annoncé l'organisation d'une manifestation *« exigeant l'expulsion de Jean-Claude Duvalier »*, mardi 25 février à Paris.

POLITIQUE

La constitution d'une majorité UDF-RPR est de plus en plus douteuse

nous déclare M. Pierre Joxe

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Pierre Joxe assure que la criminalité et la délinquance ont baissé, en 1985, de 2,78 %. Ce chiffre vient d'être établi sur la foi des statistiques cumulées de la gendarmerie et de la police nationale.

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation affirme que la constitution d'une majorité arithmétique UDF-RPR est « de plus en plus douteuse ». *Il livre une analyse détaillée du phénomène terroriste.*

« Avant d'être ministre de l'intérieur, vous aviez l'image d'un dogmatique. Aujourd'hui, vous apparaissez plus gestionnaire qu'idéologue. Est-ce la fonction qui change l'homme ?

— Je n'aime pas beaucoup parler de moi. J'ai souvent été très étonné de tout ce qu'on pouvait dire ou écrire sur moi, mais ça ne m'a jamais vraiment dérangé... Une personnalité ne se définit pas par l'attitude qu'elle a dans une circonstance donnée. Dans la vie publique, on est ce que l'on fait, mais on n'est aussi qu'une partie de soi-même. Les gens qui ne vous jugent que sur votre activité publique ne peuvent qu'avoir des avis successifs et contradictoires.

— « Majorité de progrès », c'est le refrain socialiste pour l'après-mars. Quelle majorité ? Quel progrès ?

— Il est douteux, de plus en plus douteux, que la droite obtienne une majorité arithmétique. Il est sûr qu'elle ne formera pas une majorité politique, car elle est profondément divisée aussi bien sur la stratégie que sur la tactique. Les uns, comme Raymond Barre, ont pour objectif de provoquer une crise politique, une élection présidentielle. Les autres considèrent qu'ils n'ont pas intérêt à provoquer tout de suite une élection présidentielle et s'inscrivent dans la durée. Tactiquement, ils sont en désaccord sur bon nombre de mesures. De plus, ces gens se détestent. Ils sont, plus encore qu'en *1980-1981, des rivaux. Ce qui* les intéresse vraiment, ce ne sont pas les deux ans qui viennent, mais ce qui va se passer en 1988.

» Quelle majorité peut être bonne pour la France ? Une majorité qui poursuive la politique de progrès engagée. Je suis tout à fait convaincu que le groupe socialiste *dépassera — et de loin — deux cents* sièges. Le problème est de savoir s'il le dépassera assez pour qu'autour de lui puisse se composer cette majorité de progrès.

— Cela veut-il dire que vous critiqueriez toujours, comme vous le faisiez en mars 1980, *« un socialiste qui croirait possi- » ble de gouverner avec une » majorité de droite en se ser- » vant des pouvoirs exorbitants » actuellement attachés à la » fonction du président de la » République »* ?

— Vous citez un texte et vous parlez d'une époque où le problème *était de savoir qui serait candidat* à l'élection présidentielle. Aujourd'hui François Mitterrand est président de la République. Il a fait savoir — qui pouvait en douter — qu'il allait le rester ! Le 17 mars, quel est l'homme qui aura le plus de pouvoirs en France ? Qui nommera le premier ministre ?

— Plus de deux cents députés, cela fait combien en pourcentages de voix ? Qu'en disent vos ordinateurs ?

— Les ordinateurs, ici, servent à faire la paye des fonctionnaires. Il suffit de connaître un peu la France, Je peux presque citer par cœur la liste des sièges en balance dans les 75 départements où il y en a. Il y a là un nuage statistique de plusieurs dizaines de sièges. C'est le « n + 1 ». A Paris, certains avaient mis Edwige Avice à la cinquième place par politesse; aujourd'hui, tout le monde sait qu'elle sera élue, et le problème, c'est le sixième siège !

— Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, vous venez de rencontrer plusieurs de vos collègues européens. A quoi servent ces réunions ?

— Nous avons besoin de réfléchir ensemble sur l'analyse politique des motivations des terroristes lorsqu'il y a une série d'attentats. Il y a un accord général pour dire que le terrorisme cherche à influencer les gouvernements en agissant sur l'opinion. C'est une action criminelle qui n'a de chances d'efficacité qu'à l'égard de gouvernements démocratiques; vous n'entendez pas parler de terrorisme contre des pays antidémocratiques qui, parfois, pratiquent le terrorisme eux-mêmes.

Terrorisme : la France *n'est pas exposée au risque de déstabilisation*

— Etes-vous tous d'accord sur la position exprimée par vous-même pour la France; il n'est pas question de négocier avec des terroristes ?

— Négocier quoi ?

— Quand la vie d'otages est en jeu, il faut pourtant bien discuter avec quelqu'un, trouver des intermédiaires. De telles tractations n'ont-elles pas eu lieu, début janvier, pour les otages français au Liban ?

— Il ne m'appartient pas de confirmer, de démentir ou de commenter les fait allégués par les uns ou les commentaires faits par les autres. De plus, c'est un domaine qui concerne la politique extérieure de la France dont je n'ai pas la charge.

— Les récents attentats en France participent-ils d'une tentative de déstabilisation de pays démocratiques ?

— Il y a des pays d'Europe qui ont été menacés de déstabilisation par le terrorisme. Je ne pense pas que la France soit exposée à ce risque, comme ce fut le cas de l'Italie avec les Brigades rouges ou l'extrême droite, de l'Allemagne avec la Fraction armée rouge ou peut-être de l'Espagne, encore actuellement, avec le problème basque.

» Espagne, Italie, Allemagne : trois pays dont l'histoire récente rappelle la précarité ou la fragilité de la démocratie, le risque de déstabilisation. Au contraire, la France, avec ses traditions démocratiques, est la seule grande puissance d'Europe occidentale à n'avoir jamais eu à *affronter — sauf pendant* la très brève période de l'OAS — un problème de terrorisme interne massif. Elle est donc dans une position plus favorable que tous les autres : le terrorisme y est un problème de criminalité et d'ordre public.

» En ce qui concerne le terrorisme qui vient de l'étranger, essentiellement du Moyen-Orient, il faut distinguer celui qui prend la France pour cible — c'est le cas de plusieurs attentats récents — et celui qui *prend la France pour théâtre d'opérations*. Lorsque des groupes rivaux s'entretuent en France, cela ne nous vise pas, mais cela nous atteint.

— *Des policiers disent* parfois : nous avons connu trois grands ministres de l'intérieur, Jules Moch, Raymond Marcellin et Pierre Joxe. Que pensez-vous de ce rapprochement ?

— Je ne sais pas pour qui c'est aimable ! Je ne sais rien de la politique menée par Jules Moch. En revanche, je sais que Marcellin était obsédé par la crainte d'une subversion violente, révolutionnaire en France. Son analyse n'était pas exacte. Gaston Defferre et moi ne sommes pas partis de l'idée d'une France menacée de subversion, mais d'une constatation plus réaliste selon laquelle la France a connu dix années d'augmentation continue de la délinquance et de la criminalité.

» Si, comme je le crois, est confirmée la tendance actuelle d'une lente diminution de la délinquance et de la criminalité — l'addition des chiffres de la police et de la gendarmerie pour *1985* conclut à une baisse de 2,78 %, — si cette tendance aboutit à trois, cinq, peut-être dix années de baisse comme on a connu dans le passé dix années de hausse, on pourra l'attribuer à une orientation politique dans laquelle Gaston Defferre, moi-même, peut-être d'autres ministres de l'intérieur de gauche, auront joué un rôle. Nous ne serons pas les seuls : cette orientation n'est pas seulement policière, la prévention de la délinquance met à contribution les élus, plusieurs autres services publics, sociaux, judiciaires...

» L'inconvénient, c'est que je n'apparais souvent aux yeux des autres — et finalement cela finira par être le cas à mes yeux — que comme le ministre de la police, alors que je passe beaucoup plus de temps à m'occuper d'administration que de police !

Poser le problème des structures de l'Etat

— La décentralisation est parfois mal vécue par le corps préfectoral : avec les nouveaux conseils régionaux, n'est-ce pas l'émergence d'un pouvoir régional fort face à un Etat faible ?

— La décentralisation n'affaiblit pas l'Etat. Et je crois qu'elle fortifie la démocratie. Mais à la décentralisation — plus de pouvoirs aux élus — doit correspondre — c'est prévu par la loi et cela doit entrer dans les faits — la déconcentration, c'est-à-dire plus de responsabilités aux représentants de l'Etat dans les départements et les régions. C'est un des problèmes les plus importants du fonctionnement de la société française. Si on se limite à décentraliser au profit des collectivités locales sans accompagner le mouvement d'une transformation en profondeur des structures de commandement, d'information, de décision sur le territoire, on aura raté la décentralisation.

» Si on avait commencé par une puissante déconcentration, par déléguer aux commissaires de la République — qui sont les représentants du gouvernement tout entier — un certain nombre de décisions prises dans les ministères, la décentralisation en aurait été facilitée. Avec l'élection directe des conseillers régionaux, le problème des structures de l'Etat au niveau régional va devoir en effet, lui aussi, être posé.

Nous avons *été* des décentralisateurs expéditifs, il nous faut être maintenant des déconcentrateurs méthodiques.

— Avez-vous payé votre cotisation à la CGT cette année ?

— Je la paye toujours avec un peu de retard, cette année comme les autres.

— Avez-vous renoncé à être, un jour, candidat à la présidence de la République ?

— Je n'ai jamais fait de plan de carrière... Mais, pour ce qui concerne la prochaine élection présidentielle, j'ai depuis longtemps mon idée. Elle est tellement secrète que je ne peux rien dire. Mais elle est tellement bonne que tout le monde s'en doute. »

Propos recueillis par
JEAN-YVES LHOMEAU
et EDWY PLENEL.

● *Un appel du Syndicat de la magistrature pour les élections législatives.* — Dans sa revue *Justice*, le Syndicat de la magistrature, *sans toutefois nommer* le PS, invite à voter pour les listes socialistes aux élections législatives du 16 mars. Le syndicat rend hommage à la politique judiciaire menée par la gauche depuis 1981 et dit refuser *« une société où, sous couvert de libéralisme, les tensions sociales engendrées par la crise auraient pour seule réponse le caractère répressif de l'Etat »*. Pour le Syndicat de la magistrature, *« le choix est donc clair. Pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de justice, les acquis de la législature sont considérables et doivent se poursuivre »*.

CHAMPAGNE-ARDENNE

La présidence de M. Bernard Stasi convoitée par le RPR

***La Champagne-Ardenne a le cœur à droite.* C'est une chose entendue, et le 16 mars n'y changera rien. Cette vieille terre au climat qui sent déjà l'Est, maintes fois violée et meurtrie par l'histoire, mais aussi carrefour et lieu de brassage entre les peuples, reste paradoxalement – ou peut-être par réaction – plutôt repliée sur elle-même. Sans doute n'est-ce pas par hasard que ses élus réclament, pour oxygéner leur région, des kilomètres d'autoroute. Dans le peloton de queue des régions françaises pour l'éducation et la formation professionnelle, elle l'est aussi pour l'intérêt porté à la politique, ou... l'acceptation du concubinage (1), symbole de l'évolution des mœurs. *(Le Monde* daté 9-10 février.)**

La crise, en outre, est venue, avec son surcroît de déceptions, rendre plus difficile encore pour la gauche – victime de ses promesses – une situation naturellement défavorable. Le PS, qui compte six députés sortants, a une chance de limiter les dégâts, mais il peut aussi bien perdre la moitié de sa représentation parlementaire.

La région enverra au Palais-Bourbon, au pis, trois socialistes, au mieux, cinq. En dépit de ses querelles intestines, qui sont vives dans la Marne (et vaudront peut-être, dans ce département, un second siège au PS), *mais aussi dans l'Aube, le convoi de la* droite (qui a fait l'union dans trois cas sur quatre) est tiré par plusieurs locomotives. En face, le PS n'aligne aucune figure d'envergure nationale, et ses fédérations départementales vivotent. Quant au PC, il n'aura sans doute, après le 16 mars, aucun député, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

Aux régionales, la mécanique de la proportionnelle renforcera la représentation de la minorité de gauche, sans remettre en cause la position dominante de l'opposition. Si le maintien à la présidence du conseil régional de M. Bernard Stasi, ancien ministre, député CDS de la Marne, est remis en cause, c'est en raison des ambitions du RPR.

Plus que toute autre peut-être, la région Champagne-Ardenne est en quête de son identité. Champagne-Ardenne ? *« Une région artificielle »,* lance M. Jean-Paul Bachy, parlementaire européen, deuxième sur la liste socialiste pour les régionales dans les Ardennes. Les élus donnent eux-mêmes le mauvais exemple en faisant montre, au conseil régional, d'un « esprit de clocher » départemental dont personne ne conteste la pesanteur.

Schématiquement, l'Aube et la Marne forment le bloc des « riches » face aux parents pauvres que sont *les Ardennes et la Haute-Marne, excentrées et* déshéritées. L'opposition entre le centre « riche » et la périphérie « pauvre » dépasse, en fait, les frontières des départements : la périphérie commence à l'intérieur des marges de l'Aube et de la Marne.

A la fois métallurgique et textile, à la fois grenier à céréales et cave à champagne, la région souffre – globalement – plus dans son industrie que dans son agriculture. *« Quelquefois,* remarque M. Maurice Blin, sénateur centriste des Ardennes, *un capital obsolète pèse plus lourd que des poches vides.* » La remarque vaut surtout pour les Ardennes, qui connaissent aujourd'hui un taux de chômage de 14 % (2). Elle vaut, aussi, dans une certaine mesure, pour toute la région.

(1) Néanmoins, l'INSEE observe que le taux de naissances hors mariage (un peu plus de 10 % entre 1980 et 1982) dépasse de près de 3 % la moyenne nationale.

(2) Le taux de chômage de la région Champagne-Ardenne était de 11,3 % à la fin de 1984 (chiffre INSEE), soit environ 1 point de plus que la moyenne nationale. D'autre part, au plan démographique, le solde migratoire de la région continue d'être négatif.

ARDENNES – MARNE – HAUTE-MARNE – AUBE

Députés sortants : *Droite* *Gauche*

RÉGIONALES

Président du conseil régional : Bernard Stasi (UDF-CDS)

Nombre de sièges à pourvoir : 47

ARDENNES : 11	MARNE : 18
AUBE : 10	HAUTE-MARNE : 8

LÉGISLATIVES

Nombre de sièges à pourvoir

ARDENNES : 3	MARNE : 6
AUBE : 3	HAUTE-MARNE : 2

DÉPUTÉS SORTANTS

ARDENNES (3)
Roger Mas (PS)
Gérard Istace (PS)
Gilles Charpentier (PS)

AUBE (3)
Pierre Micaux (UDF-PR)
Robert Galley (RPR)
Michel Cartelet (PS)

MARNE (4)
Georges Colin (PS)
Jean Falala (RPR)
Bruno Bourg-Broc (RPR) (1)
Bernard Stasi (UDF-CDS)

HAUTE-MARNE (2)
Charles Fèvre (UDF-PR)
Guy Chanfrault (PS)

(1) Elu le 17 janvier 1982 en remplacement d'Annette Chépy-Léger (PS) invalidée.

REPÈRES

ARDENNES

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 192621 ; abst., 16,99 % ; suff. ex., 157834. MARCHAIS, 30986 (19,63) ; MITTERRAND, 42289 (26,79) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 44694 (28,31) ; GISCARD D'ESTAING, 40302 (25,53) ; CHIRAC, 25828 (16,36) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 30889 (19,57).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 193408 ; abst., 27,36 % ; suff. ex., 138834. PC, 31812 (22,91) ; *PS, 49689 (35,79) ; UDF-RPR,* 50252 (36,19).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 191123 ; abst., 44,28 % ; suff. ex., 102580. PC, 12651 (12,33) ; PS, 21505 (20,96) ; UDF-RPR, 42215 (41,15) ; FN, 11281 (10,99).

MARNE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 342529 ; abst., 18,57 % ; suff. ex., 274614. MARCHAIS, 42768 (15,57) ; MITTERRAND, 66625 (24,26) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 71966 (26,20) ; GISCARD D'ESTAING, 82127 (29,90) ; CHIRAC, 49545 (18,04) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 57907 (21,08).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 343154 ; abst., 28,76 % ; suff. ex., 241709. PC, 44359 (18,35) ; *PS-MRG, 72078 (29,82)* ; UDF-RPR, 117078 (48,43).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 345018 ; abst., 46,18 % ; suff. ex., 179603. PC, 18209 (10,13) ; PS, 31122 (17,32) ; UDF-RPR, 83395 (46,43) ; FN, 20017 (11,14).

AUBE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 188500 ; abst., 18,07 % ; suff. ex., 151878. MARCHAIS, 23727 (15,62) ; MITTERRAND, 37441 (24,65) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 40356 (26,57) ; GISCARD D'ESTAING, 45662 (30,06) ; CHIRAC, 26225 (17,26) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 31744 (20,90).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 189242 ; abst., 27,82 % ; suff. ex., 134546. PC, 19439 (14,44) ; PS, 46159 (34,30) ; UDF-RPR, 63802 (47,42).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 188492 ; abst., 42,55 % ; suff. ex., 104241. PC, 9971 (9,56) ; PS, 19317 (18,53) ; UDF-RPR, 50218 (48,17) ; FN, 10419 (9,99).

HAUTE-MARNE

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 144668 ; abst., 18,77 % ; suff. ex., 115188. MARCHAIS, 15390 (13,36) ; MITTERRAND, 32230 (27,98) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 34238 (29,72) ; GISCARD D'ESTAING, 33050 (28,69) ; CHIRAC, 20203 (17,53) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 24144 (20,96).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 144920 ; abst., 28,04 % ; suff. ex., 102586. PC, 14372 (14) ; PS-MRG, 38019 (37,06) ; UDF-RPR, 48846 (47,61).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 146552 ; abst., 43,32 % ; suff. ex., 79155. PC, 6585 (8,31) ; PS, 14928 (18,85) ; UDF-RPR, 35956 (45,42) ; FN, 8421 (10,63).

Ça pétille, surtout dans la Marne !

De notre envoyé spécial

Reims. – L'opposition a choisi la Marne, le département « phare » de la région, pour se déchirer à belles dents, sous l'œil amusé des socialistes, qui vont sans doute y gagner leur deuxième élu : la droite aligne ici trois listes législatives, plus celle du Front national.

La mésentente chronique, au sein de l'UDF, entre le PR et le CDS de M. Bernard Stasi, ancien ministre, député, maire d'Epernay, président du conseil régional, a éclaté publiquement à l'occasion de la préparation des listes. Si M. Stasi était le chef de file naturel de l'UDF, PR et CDS se disputaient la place de second, avec assez de vigueur pour que le RPR fasse remarquer que constituer une liste d'union quand règne une telle « discorde » chez l'un des deux partenaires tenait de la gageure. Il est vrai aussi que, tous comptes faits, la solution de la liste séparée ne peinait pas vraiment le RPR : ses électeurs apprécient assez peu M. Stasi... Bref, après moult hésitations, les amis de M. Chirac iront à la bataille sous leur propre bannière, derrière M. Jean Falala, *maire de Reims et député sortant.*

A l'UDF, la rupture paraît consommée, depuis que les instances nationales ont désigné, comme second de M. Stasi, M. Jean-Louis Schneiter (CDS, adjoint au maire de Reims), au détriment du PR Jean-Marie Beaupuy, lui aussi adjoint au maire de Reims. Au terme d'un dialogue de sourds avec M. Stasi, sur le nombre d'éligibles aux régionales offert en compensation au PR, M. Beaupuy a décidé de présenter sa propre liste aux régionales. M. Albert Vecten, CDS, sénateur de la Marne, président du conseil général et président du comité de soutien aux listes de M. Stasi, juge que cet épisode marque *« la fin du PR »* dans son département.

M. Stasi, de son côté, laissera-t-il des plumes dans cette affaire ? Ses listes, comme le rappellent fièrement les affiches, bénéficient du « label » barriste. Mais ses positions sur l'immigration peuvent lui aliéner, notamment dans le vignoble champenois, une partie de son électorat habituel.

Le vignoble passe pour avoir, grâce au succès du champagne, gagné, ces dernières années, beaucoup d'argent et dans le même mouvement... viré à droite. M. Stasi lui-même reconnaît ce *« durcissement dans le vignoble »*, où certains gros vignerons enrichis fourniraient désormais une clientèle électorale à M. Le Pen.

Le monde du champagne a encore produit un nouveau « diviseur » de l'opposition : M. Pierre-Emmanuel Taittinger, de la fameuse dynastie locale, qui présente des listes pour *« l'avenir de la Marne »*. Il joue la carte de la jeunesse (il a trente-trois ans), de l'opposition aux politiciens professionnels (il les met tous dans le même sac, même M. Raymond Barre qui *« est quand même le plus sérieux »*) et de la tradition familiale : son père, M. Jean Taittinger, ancien garde des sceaux, ancien maire de Reims, vient de lui accorder un soutien public très remarqué.

Le jeune Taittinger agace évidemment l'opposition classique, alors que les socialistes sont ravis : le jeune Pierre-Emmanuel est leur meilleur allié objectif dans la bataille pour un deuxième siège.

De cet embrouillamini pétillant devrait sortir, si l'on en croit la plupart des augures, la représentation suivante : deux sièges pour la liste Stasi, deux sièges pour la liste RPR, – qui, après avoir cru faire un tabac *sous ses propres couleurs,* se retrouve à égalité avec l'UDF, – deux sièges pour la liste du PS. Les choses se présentent donc plutôt bien pour Mme Ghislaine Toutain, élue député de Paris en 1981, « parachutée » en seconde position chez les socialistes marnais auprès desquels son charme a joué.

Seul M. Jean Reyssier, maire communiste de Châlons-sur-Marne, fort d'une bonne image dans le département, juge *« utopique »* l'idée d'un deuxième siège pour le PS et affirme que le PC a *« toutes les chances de gagner un député communiste »*, qui serait le premier dans le département depuis 1968.

Dans l'Aube, cinq mois de tractations ont permis à l'opposition de présenter une liste d'union. La première place revenait, de toute évidence, à M. Robert Galley, député RPR, maire de Troyes, ancien ministre. Le deuxième rang revenait à M. Pierre Micaux, UDF, lui aussi député sortant. Les difficultés portaient sur la troisième place, revendiquée par le RPR et par M. Paul Granet, UDF-rad., ancien ministre. M. Granet, qui a perdu son siège de député en 1981, a finalement pris la tête de la liste régionale, la troisième place sur la liste législative revient à un tout récent RPR, M. Philippe Adnot.

« Les quadragénaires déchaînés » de l'Aube

Plusieurs conflits s'entremêlent ici. La position de M. Micaux – chaud partisan de l'union – était loin de faire l'unanimité à l'UDF, chez les jeunes notamment. Comme le dit M. Granet, *« les quadragénaires sont déchaînés ! »* Avec deux autres membres de l'UDF, il a même publié, dans le quotidien l'*Est-Eclair*, une pleine page de publicité, où les signataires affirmaient leur ralliement à la liste d'union mais, surtout, exposaient clairement leurs griefs, notamment sur la place réservée aux « jeunes » dans les listes. M. Granet ne cache plus les mauvais rapports qu'entretiennent les deux anciens ministres du département. *« Galley, depuis six mois, a réussi,* dit-il, *à déclencher une vague anti-Galley. »*

Le maire de Troyes, pour sa part, balaie tout cela d'un revers de main : *« Une tempête dans un verre d'eau. »* Il reconnaît avoir *« un peu moins d'autorité au niveau de l'intelligentsia »*, mais... pas moins d'influence sur les électeurs. Pour lui, l'essentiel est d'avoir évité une liste dissidente et, surtout, d'avoir un département *« aujourd'hui sérieusement ancré à droite »*.

Ces dissensions laisseront-elles des traces, comme le dit M. Granet, ou seront-elles sans grandes conséquences, comme l'affirme M. Galley ? Le maire de Troyes – qui ne veut pas encore penser à la relève pour sa mairie – mène, en tout cas, une campagne *« bulldozer »* pour réussir le grand chelem en arrachant à M. Michel Cartelet, député sortant et tête de liste socialiste, le troisième siège du département. Le pari de M. Galley est difficile. Celui du PC l'est plus encore. En dépit des *« possibilités sérieuses »* qu'évoque M. Georges Didier, maire de Romilly et tête de liste communiste, il semble improbable que le PC vienne s'immiscer dans ce duel.

Les Ardennes et la Haute-Marne sont les deux départements les plus déshérités de la région. Traumatisé par les guerres successives, le département des Ardennes est aussi le plus industriel et le moins à droite de la région : la vallée de la Meuse, lieu essentiel de l'activité industrielle des Ardennes, regroupe à elle seule plus de la moitié de la population du département et constitue un réservoir naturel de voix de gauche.

Les foucades ardennaises

Il s'agit aussi, selon l'expression de M. Maurice Blin, sénateur centriste et tête de liste de l'opposition pour les élections régionales, d'un *« département à foucades »*. Des « foucades » qu'explique peut-être la physionomie d'un département industriel, mais où l'agriculture, l'élevage et l'exploitation forestière tiennent une place considérable. En 1973, les Ardennes élisent un député socialiste et deux députés gaullistes. En 1978, il n'y a plus qu'un RPR, aucun PS et deux PC ; en 1981, la vague rose propulse au Palais-Bourbon trois députés socialistes...

En 1986, la situation n'est pas très favorable à la gauche, dans un département *« flagellé par la crise »*, comme le dit M. Blin. Mais, la proportionnelle aidant, le balancier ne devrait pas complètement revenir à droite : l'un des trois sortants socialistes, M. Roger Mas, maire de Charleville-Mézières, doit retrouver son siège. M. Jacques Sourdille, président du conseil général, ancien ministre RPR, récupérera, pour l'opposition, ce qu'il avait perdu en 1981. Le troisième siège est en balance entre le deuxième de liste de l'opposition unie, M. Michel Vuibert, et la tête de liste du PC, M. René Visse. La partie, difficile, est *« jouable »*, dit M. Visse, grâce à la bonne implantation que conserve le PCF, essentiellement dans la vallée de la Meuse.

Du côté de l'opposition, le calme règne, sous la houlette de celui que les notables appellent le *« gouverneur »* Sourdille. L'union, pour laquelle le *« gouverneur »* a pesé de tout son poids, est sans nuage, depuis l'échec du parachutage du Parisien Claude Goasguen (*le Monde* daté 15-16 décembre 1985 et du 16 janvier 1986).

A l'autre bout de la région, la lointaine Haute-Marne, qui n'envoie que deux députés à Paris, est aussi le département le plus rétif aux idées du PS : les socialistes n'y comptent qu'un seul conseiller général sur trente-deux. Le comble est que, pour des désaccords internes, les socialistes n'ont pu faire figurer sur une de leurs listes leur unique élu local...

M. Guy Chanfrault, médecin, député socialiste sortant, espère conserver son siège face à une liste commune de l'opposition menée par M. Charles Fèvre, député sortant UDF-RPR, qui voudrait, lui, faire passer son deuxième de liste. Fort du bastion ouvrier de Saint-Dizier, dont il est le maire, M. Marius Cartier, ancien député, battu aux élections cantonales de 1985, remarque, de son côté : *« A la proportionnelle, j'ai toujours été élu. »* Mais le PC n'a fait que 8,31 % des suffrages aux élections européennes de 1984.

Si le Front national, là comme ailleurs, semble en perte de vitesse, la combinaison, à Saint-Dizier, d'un fort taux de chômage et d'une importante présence immigrée lui offre un terrain relativement favorable, dans une région où ils sont rares.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

« Jamais pris en défaut de favoritisme »

De notre envoyé spécial

Epernay. – *« Le problème de la présidence n'est pas posé... »* M. Bernard Stasi sourit, en proférant cette énormité. Elu à la tête de la région Champagne-Ardenne depuis 1981, il sait que la majorité de droite n'est pas menacée : le véritable enjeu du 16 mars, c'est bien la présidence. M. Stasi est de nouveau candidat ; le RPR aussi...

Pour le mouvement chiraquien, il est souhaitable que toute l'opposition vote en faveur du candidat du groupe de droite le plus nombreux au conseil régional. Or l'UDF dispose aujourd'hui d'une faible majorité, qu'elle n'est pas assurée de conserver.

M. Stasi ne pratique donc pas la « mathématique » du RPR. *« Aucun des dirigeants de l'opposition,* dit-il, *ne critique ma gestion et on n'a jamais pu me prendre en défaut de favoritisme en faveur de la Marne. »*

Touché par les nouvelles dispositions législatives, M. Stasi devra pourtant abandonner, à la première élection qui suivra 1986, l'un de ses mandats. Ce devrait être, s'il y a été réélu, la présidence de la région. En annonçant dès maintenant qu'il n'accomplira pas dans sa totalité son deuxième mandat, M. Stasi peut, juge-t-il, *« en rassurer quelques-uns »*...

La limitation du cumul des mandats fait des ravages dans le département. Elle élimine de la course à la présidence régionale trois présidents de conseils généraux sur quatre. Tous les « poids lourds » du RPR – MM. Galley et Sourdille notamment – sont hors course, même s'ils gardent un œil attentif sur la région. Dans ces conditions, le candidat potentiel du RPR est M. Bruno Bourg-Broc, tête de liste régionale dans la Marne, député sortant et deuxième de liste législative, qui est aussi le candidat virtuel du RPR à la mairie de Châlons-sur-Marne, bastion du PCF tenu par M. Reyssier. Mais certains UDF font, dès maintenant, *savoir qu'ils ne voteront* pas pour M. Bourg-Broc, à qui ils reprochent d'être un *« instable »*.

Toute la question est de savoir si le RPR veut, avant tout, éliminer M. Stasi de la présidence de la région.

La partie jouée par celui-ci est délicate. Ses démêlés dans la Marne avec le PR lui vaudront peut-être quelques défections du côté de l'UDF. Le petit nombre de conseillers régionaux du Front national (s'il y en a) ne voteront évidemment pas pour lui.

Dans l'autre camp, il semble exclu que le PS appelle ses élus à choisir, le cas échéant, entre deux candidats de l'opposition. Mais quelques socialistes – à défaut d'une possible présidence de gauche – pourraient apporter discrètement (1) leur soutien au centriste Stasi. Le maire « barriste » d'Epernay finira-t-il d'être convaincu des charmes de la cohabitation par la politique champenoise ?

J.-L. A.

(1) Le vote s'effectue à bulletins secrets.

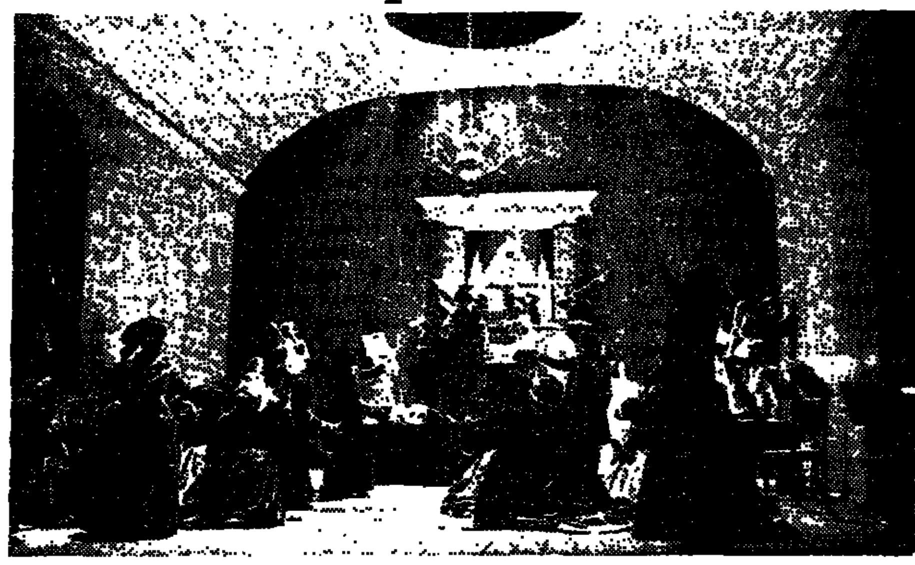


culture

MUSIQUE

PURCELL A REGGIO EMILIA

Les charmes et les pouvoirs de sainte Cécile



Entre Bologne et Milan, Reggio Emilia s'enorgueillit d'avoir donné le jour à l'Arioste et possède un théâtre, dirigé par Guido Zannoni, qui est un excellent laboratoire lyrique, où se tint le colloque Offenbach du centenaire (*le Monde* du 15 avril 1980) et où ont travaillé notamment Strehler, Damiani et Pizzi (*Salomé* et le *Rinaldo*, présenté ensuite à Paris).

Situé majestueusement sur une place immense au centre de la ville, avec son parc attenant, il est superbe, ce vaste bâtiment classique *aux deux colonnades superposées*, dominées par vingt statues qui, négligeant les muses habituelles, célèbrent la Curiosité, le Vice et le Remords, aussi bien que la Tragédie, la Vertu ou la Plaisanterie...

A l'intérieur, c'est une petite Fenice (de mille deux cents places) aux stucs blancs et rinceaux d'or, devant quatre rangées de loges (et un poulailler) tendues de velours cramoisi, sans oublier les petits salons où jadis on festoyait en galante compagnie.

L'enchanteur Pizzi a encore frappé avec un spectacle Purcell, qui rappelle la création de *Didon et Enée* en 1689 à la Boarding School for Girls de Chelsea, *et l'inscrit* dans une célébration familière de la Sainte-Cécile, au milieu de l'ode de 1692, « Hail ! Bright Cecilia », un des chefs-d'œuvre les plus rayonnants de l'« Orphée anglais ».

Le metteur en scène poursuit ainsi ses essais de théâtralisation de la musique, dont l'image la plus étonnante était *la Passion selon saint Jean*, de Bach, à la Fenice, puis au Théâtre des Champs-Elysées. Mais ici, il tire de son propre fonds une sorte de chorégraphie imaginée dans une fête « bourgeoise » de collège à la mode du dix-septième siècle, d'un baroque plus austère qu'au siècle suivant, en des tableaux à la manière de Champaigne, Vouet ou La Tour, pour prendre des équivalents français.

Les chanteurs et instrumentistes arrivent en silence avec leurs chandelles dans une grande pièce voûtée tendue de bois, sobre et dépouillée. Au milieu se tient une aimable famille, père, mère et enfant, sans doute celle des directeurs de l'école. Alors commence un lent et délicieux ballet qui épouse les formes de la cantate de Purcell, décrivant le charme et les pouvoirs de la musique, *l'invention des instruments, en* une guirlande de « symphonies », airs et ensembles éblouissants et suaves.

On vêt cérémonieusement la pensionnaire chargée de représenter sainte Cécile *à la manière de* Raphaël, couronnée de lauriers, les yeux au ciel et, dans les bras, un petit orgue positif ; puis de gracieuses jeunes filles l'entraînent au fond de la salle devant le grand orgue où, entourée de longues trompettes d'or, elle écoutera les hymnes glorieux entonnés à sa gloire.

L'ode s'interrompt pour *laisser* représenter, sans autres décors, le petit opéra de Purcell, joué avec une tendresse et une émotion merveilleuses. Un escalier montant de sous la scène crache les sorcières aux manteaux de chauve-souris et recueille dans son cratère les beaux échos du chœur. Et Didon meurt lentement, agenouillée sur un tapis couleur de sang ; on lui offre un violon comme un miroir de sa peine, tandis que deux femmes voilées de *noir appellent* les Cupidons à *répandre* des roses sur sa tombe.

Mais la fête en l'honneur de sainte Cécile reprend, pleine de vigueur et d'optimisme, et s'achève par un défilé de musiciens joyeux, passablement farfelus, qui viennent déposer à ses pieds violoncelles, luths, trompettes, trombones et serpents en de belles panoplies comme on les aimait au dix-septième siècle.

Tout dans ce spectacle est du goût le plus sûr, léger, suggestif, limpide et profond, à l'image de la plus lumineuse des musiques, admirablement dirigée par Charles Farncombe, avec une troupe raffinée à l'extrême où l'on signalera seulement l'émouvante Didon de Margarita Zimmermann et le vibrant Enée de Nicolas Rivenq, les chœurs et l'orchestre Toscanini de la Romagne émilienne. Une réussite qu'on aimerait revoir à Paris.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 26 et 28 février.

Mort du critique Matthieu Galey

Le critique littéraire et théâtral Matthieu Galey est mort, dimanche 23 février, à l'âge de cinquante et un ans.

Les yeux grands ouverts

Non, ce n'était pas le SIDA. (Quand donc cessera-t-on d'émettre ce diagnostic chaque fois que tombe malade un homosexuel proclamé !) Cela s'appelle une sclérose latérale amiotrophique, un genre de sclérose en plaques qui paralyse les muscles un à un. La médecine n'y peut pas grand-chose. Les jambes commencent par ne plus répondre, puis c'est la voix qui mue, se voile, s'éteint. L'esprit reste intact, constate les déperditions lentes, attend l'heure de suffoquer. Un ensevelissement vivant ! « Oh, les beaux jours » !, ironise Beckett.

Pour Matthieu Galey, le supplice a commencé voici deux ans. Il lui a opposé une bravoure bouleversante. Plus que du courage : une sorte de mépris suprême qui renvoyait au sort son ironie, et lui en remontrait. *« Je ne suis pas surpris*, blaguait-il devant les infirmités montantes ; *enfant, je jouais à la petite voiture ! »* Et l'œil noir de berger crétois se plissait de malice, façon à lui de conjurer l'angoisse.

Toutes les vocations artistiques naissent d'une insatisfaction. Matthieu Galey s'était rêvé autre. Il aurait voulu un destin éclatant, être *un écrivain de grand souffle*, conquérir le beau monde. Il y avait, dans son cas, du dandysme proustien, et déçu. La lucidité moqueuse et la rudesse envers soi ont balayé, en lui, l'illusion d'éminence, nécessaire aux œuvres les plus modestes. Il se contenterait d'écrire sur les autres, pour les autres : mais avec quelle finesse, quel humour, quel culte de l'esprit !

Ce culte, il le tenait de bonne source. Son père, le cinéaste, était l'intime de Georges Izard. Vers 1950, le petit Matthieu faisait ses délices des « dimanches » de l'avocat parisien, où fréquentaient les Daniélou, Edmonde Charles-Roux. Va-t-il croire à son étoile ?

Le seul livre qu'il consent à publier est un recueil de nouvelles au titre symptomatique : *les Vitamines du vinaigre*. Du Chardonne, en plus acide encore. Il en est mécontent. Victime de sa clairvoyance. Les écrivains ont besoin de plus d'aveuglement. Matthieu Galey ne récidivera pas, comme auteur, de son vivant. Il paraît qu'il aurait tenu un journal de son calvaire ; ce peut être admirable. Il m'avait aussi parlé d'un essai sur Barbey d'Aurevilly, un sujet pour lui : qu'en est-il ?

Théâtre et amitié

Sans trace d'amertume, avec enthousiasme, il va mettre sa culture et sa connaissance de la technique littéraire au service d'autrui en entrant, dès 1962, chez Grasset. Les auteurs de la rue des Saints-Pères apprécient sa vigilance souriante. En 1967, il devient critique littéraire à *l'Express*. Il lui arrive d'égratigner, mais sans chercher à nuire, au nom de l'exigence qui l'a guidé dans tous ses choix. Vers 1975, il donne au *Monde* des dizaines d'articles dont les thèmes reflètent ses affinités profondes : Bernanos, Chardonne, Cohen, Green... En 1972, il est allé interroger Marguerite Yourcenar pour la télévision. Il est retourné à « Mount Desert ». Cela a donné *les Yeux ouverts* (Centurion, 1980), un des meilleurs livres d'entretien avec l'auteur du *Coup de grâce*.

Mais c'est au théâtre que Matthieu Galey est le plus à l'aise ; le seul endroit, avec les stades, où Camus se sentait innocent. Dans l'ombre des salles, son regard anxieux retrouvait l'éblouissement apaisé de l'enfance. A *l'Express*, au *Quotidien de Paris*, à l'émission « Le masque et la plume », le critique ne ménageait pas ses sympathies aiguës, avec une préférence pour les grands textes français, ou l'insolite venu d'outre-Atlantique, vers 1960.

La cruauté qu'il lui arrivait de s'infliger le préparait à adapter, *mieux que personne, l'intimisme* âpre d'un Tennessee Williams ou d'un Albee. C'est lui qui a signé les versions françaises de *Délicate balance*, d'*Equus*, de *Butley* et de *Zoo story*, joué par Laurent Terzieff, à qui le liait un même sens de la pitié russe, sous les assauts voyous.

Au fond, le mot « cruauté » ne va pas. En même temps qu'il se maltraitait comme pour se préparer aux tortures qui allaient l'achever, Matthieu Galey montrait un vrai talent à vivre, des dons pour l'amour, le bonheur, la convivialité et l'amitié, inspiratrice de dévouements inouïe.

Ses yeux noirs, il n'a cessé de les garder grand-ouverts, avec stoïcisme et gourmandise.

B. POIROT-DELPECH.



CINÉMA

LA NUIT DES CÉSARS

« Ave », septième art !

Du convenu à l'inattendu, de l'émotion à la ringardise, de l'anglomanie au pur chauvinisme, de l'humour à l'ennui, de l'amitié à la rancune, des grands moments aux petites bavures : la onzième remise des Césars du cinéma français *nous* aura réservé toute une gamme de sensations. Nous n'attendions pas moins d'une soirée de gala chez les vestales du grand écran, où la crise de nerfs fait partie des risques du métier.

Convenu, le palmarès a consacré le *choix du public*, *Trois hommes et un couffin*, primé non moins de trois fois (meilleur film français, meilleur scénario et meilleur second rôle) après avoir été plébiscité par 1 700 000 Parisiens. De même pour le meilleur acteur (Christophe Lambert), meilleurs seconds rôles (Michel Boujenah et Bernadette Lafont), meilleure première œuvre (*le Thé au harem d'Archimède*) et film étranger (*la Rose pourpre du Caire*). Plus inattendu, le choix de Sandrine Bonnaire comme meilleure actrice, pour son rôle dans *Sans toit ni loi*, d'Agnès Varda. C'est une actrice qui évite la facilité, et Varda fait du cinéma d'auteur.

L'émotion ? Ce n'est pas cela qui manquait, tout au long d'une soirée riche en suspense. On a beau préparer son petit discours de remerciement au cas où... Le moment venu, devant le micro et face à un Palais des congrès plein comme un œuf, on ne sait plus que balbutier quelques « mercis » tremblotants. On comprend que le trajet entre la cité d'immigrés où il est né et les feux de la rampe parisienne a été suffisamment abrupt pour laisser Mehdi Charef (auteur du *Thé au harem d'Archimède*) sans voix. Mais le césar de l'émotion revient sans conteste à Charlotte Gainsbourg, qui n'a pas pu, à quatorze ans, retenir ses *larmes quand elle fut déclarée « meilleur jeune espoir féminin »*.

De la ringardise, il en fallait une bonne dose pour dérider une salle que même Bedos et Coluche, appelés à la rescousse au téléphone par Michel Drucker, ont à peine fait sourire. L'anglomanie (représentée par Bette Davis, Olivia de Havilland et Danny Kaye) s'explique sans doute par la défection massive des stars françaises, frappées par la grippe, l'angine, la crise de foie... et, chauvinisme pas mort, on a pu ressusciter les gloires passées (Gabin, Signoret) — sans parler des zizis les plus célèbres de chez nous (Depardieu, Delon) grâce à l'écran géant qui nous consolait des absences. Heureusement, il y avait, en chair et en os et toujours aussi professionnels, le couple présidentiel, Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, ainsi que Michèle Morgan pour remettre un césar d'honneur à son metteur en scène préféré, Jean Delannoy.

L'humour a fait une brève apparition, sous les traits de Michel Leeb en Michel Simon plus vrai que nature, et dans un sketch désopilant où Danny Kaye, assisté de Brigitte Fossey, *s'emmêlait les pédales* dans l'attribution des césars techniques. Plus grinçantes, en revanche, étaient les petites phrases, distillées tout au long de la cérémonie, pour défendre *le septième art* contre l'arrivée de la « 5 », symbole de la télévision commerciale. Robert Enrico, président de l'Académie des arts et des techniques du cinéma, a fustigé d'emblée *« les mercantiles qui mutilent nos films sur les chaînes privées »*, et la soirée s'est terminée par un extrait de *Quai des brumes*, où la fameuse séquence de Jean Gabin murmurant à Michèle Morgan : *« T'as de beaux yeux, tu sais ! »*, était coupée par la Mère Denis lui répliquant : *« C'est ben vrai, ça ! »*

Parmi les fausses notes : les sifflements d'une partie de la salle lorsque Claude Lanzmann, primé pour son œuvre magistrale sur le nazisme (*Shoah*), a tenu à remercier MM. Jack Lang et François Mitterrand, ainsi que l'irruption d'un intrus faisant de la publicité pour son livre. Parmi les grands moments : l'hommage rendu aux disparus de cette *« année noire pour le cinéma »* (dont Lilli Palmer, Marie Bell, Michel Audiard, Sam Spiegel, Louise Brooks, Michael Redgrave, Anne Baxter, Yul Brynner, Rock Hudson, Orson Welles et Simone Signoret). Moment merveilleux, *enfin, et qui rachète les petites* bavures et le côté apprêté de l'exercice : l'apparition de l'octogénaire Bette Davis, dans une robe rouge flamboyante, qui avance pour recevoir un césar d'honneur des mains de sa compatriote Olivia de Havilland, puis en remet un autre à la Cinémathèque française, autre grande dame du cinéma, qui fête également ses cinquante ans de carrière. La « cousine » Bette — elle descend d'huguenots français — incarne la magie du septième art.

ALAIN WOODROW.

Le palmarès

Meilleur film : *Trois hommes et un couffin*, de Coline Serreau.
Meilleur réalisateur : Michel Deville, pour *Péril en la demeure*.
Meilleur acteur : Christophe Lambert, pour *Subway*.
Meilleure actrice : Sandrine Bonnaire, pour *Sans toit ni loi*.
Meilleur second rôle masculin : Michel Boujenah, pour *Trois hommes et un couffin*.
Meilleur second rôle féminin : Bernadette Lafont, pour *l'Effrontée*.
Meilleur jeune espoir masculin : Wadeck Stancazk, pour *Rendez-vous*.
Meilleur jeune espoir féminin : Charlotte Gainsbourg, pour *l'Effrontée*.
Meilleure première œuvre : *le Thé au harem d'Archimède*, de Mehdi Charef.
Meilleur film francophone : *Derborence*, de Francis Reusser.
Meilleur film étranger : *la Rose pourpre du Caire*, de Woody Allen.
Meilleur scénario ou adaptation : Coline Serreau, pour *Trois hommes et un couffin*.
Meilleure photo : Jean Penzer, pour *On ne meurt que deux fois*.
Meilleurs décors : Alexandre Trauner, pour *Subway*.
Meilleur montage : Raymonde Guyot, pour *Péril en la demeure*.
Meilleure musique : Astor Piazzolla, pour *Tangos, l'exil de Gardel*.
Meilleurs costumes : Olga Berlutti et Catherine Gorne, pour *Harem*.
Meilleur son : Harald et Harrick Maury et Luc Périni, pour *Subway*.
Meilleur film publicitaire : *Citroën Visa GTI*, de Jean Becker.
Meilleur court métrage d'animation : *l'Enfant de la haute mer*, de Patrick Deniau.
Meilleur court métrage documentaire : *New-York N.Y.*, de Raymond Depardon.
Meilleur court métrage de fiction : *Grosse*, de Brigitte Rouan.
Meilleure affiche : Michel Landi, pour *Harem*.
César d'honneur : *Shoah*, de Claude Lanzmann.

LES RENDEZ-VOUS DU CINÉMA QUÉBÉCOIS

Le français des immigrés

Aux derniers Rendez-vous du cinéma québécois, consacrés à la production de 1985, la fiction a marqué le pas, mais le documentaire a donné l'image fidèle d'une société en pleine mutation.

En ce début de 1986, comme jamais peut-être auparavant, ce qui frappe, c'est la présence massive non seulement de la langue, mais des inscriptions, enseignes françaises dans la vie quotidienne. La loi 101, introduite par le Parti québécois avant la déroute électorale de l'année écoulée, fait du français la langue principale de la province. Les films reflètent un choix qui n'est pas seulement linguistique. Dans *Justice blanche*, nous apprenons que les petits Innuits (Esquimaux) étudient désormais le français et non l'anglais. *La Familia latina* du Colombien German Gutierrez, produit par l'Office national du film (ONF), suit plusieurs groupes d'exilés latino-américains, et d'abord leurs enfants. De ravissantes jeunes femmes brunes qu'on imagine davantage dans quelque film d'aventures argentin ou mexicain racontent avec le plus pur accent québécois leur nostalgie, leur espoir de retourner un jour au pays.

Plus surprenant encore — produit en dehors de l'ONF et couronné par le prix de la critique, — *Caffè Italia, Montréal*, long métrage de Paul Tana, aborde de front l'intégration des immigrants de toute origine. Le cinéaste mélange des documents anciens sur la venue des Italiens au Canada, des parties jouées, des moments pris aujourd'hui sur le vif. Paul Tana, moins de quarante ans, est arrivé très jeune de la péninsule. L'acteur principal, Pierre Curzi, est né à Montréal, mais d'une famille d'immigrés. Son père prend la parole. *Un autre Québec*, avec ses origines, sa culture, bien caractérisées, nous apostrophe en français. Il ne s'agit plus de fuir aussitôt que possible chez les Canadiens anglais, puis aux Etats-Unis. L'imprégnation de cultures étrangères, et d'abord latines, dans un ensemble à dominante française, représente une chance de devenir *autrement* américains.

Comment les « vieux » réagissent-ils ? Pour Gilles Carle, la question ne s'est jamais posée : à chaque artiste sa patrie. Son *O Picasso*, coproduit avec l'ONF, est une pure joie, un essai virevoltant sur le peintre exceptionnel que, jeune étudiant aux Beaux-Arts, il a adoré. Il jongle avec les images et les propos de spécialistes, comme John Richardson ou Hélène Parmelin. Il pratique en permanence l'impertinence révélatrice, présente le roi Pablo comme un copain, un ami de toujours.

Dans la Grande Allure, son dernier-né, coproduction ONF-INA, Pierre Perrault met en place, derrière le prétexte documentaire, un de ces mécanismes qu'il manie en virtuose de *Pour la suite du monde* (1963) à *la Bête lumineuse* (1984). En deux temps — deux parties bien distinctes — et plusieurs mouvements, sur un ketch (voilier) affrété pour la circonstance de Saint-Malo au Québec, il lance trois natifs de la belle province, dont le poète Michel Garneau, plus trois Malouins, plus l'équipe de tournage, trois *personnes*. A chacun de se raconter des histoires, de recréer une aventure, où passé et présent se donnent la main.

La remontée du fleuve Saint-Laurent, dans la seconde partie, devient pèlerinage aux sources. Une ère du Québec s'achève, un *pan* d'histoire s'effondre. L'espoir demeure d'une autre aventure, à inventer. Un film inédit, passionnant, de Jean-Daniel Lafond, toujours à l'ONF, symboliquement intitulé *les Traces du rêve*, lève le voile sur l'œuvre de Pierre Perrault, le confronte à ses personnages et à d'autres bien réels, comme notre compatriote Michel Serres, et révèle la dimension proprement épique d'une quête sans équivalent dans le cinéma moderne.

LOUIS MARCORELLES.

Les grands chantiers culturels

M. LANG : UNE ŒUVRE COMMUNE

Au cours du « Grand Jury RTL-*le Monde* », en réponse à une question sur les « grands chantiers culturels », M. Jack Lang a déclaré : *Il y a ceux qui considèrent que l'honneur d'un gouvernement est, non pas de détruire l'œuvre de ses prédécesseurs, mais d'apporter sa pierre à l'œuvre commune. Ainsi a réagi François Mitterrand lorsqu'il a été élu président de la République. Certains disaient : « le musée d'Orsay, conçu par Giscard, il faut l'arrêter ». François Mitterrand a répondu non ; du travail, de l'argent, des talents ont été engagés, ce serait un gâchis que de l'arrêter. Même chose pour la cité des sciences que le président de la République inaugurera dans quelques jours, certaines voix s'étaient élevés à l'époque : « Il faut l'arrêter, c'est trop coûteux ; elle a été conçue par Giscard ». François Mitterrand a répondu : « Non, il faut poursuivre, ici ou là, améliorer, enrichir, transformer ».* (...)

» Ce que je reproche au programme de l'opposition est qu'il ne propose aucune idée : tout est écrit en termes négatifs : détruire ceci ou cela, supprimer ceci ou cela. Personnellement, si demain j'ai envie de succéder à quelqu'un, je proposera un programme positif comme nous l'avions fait dans l'opposition. »



NOTE

VARIÉTÉS

Zachary Richard à l'Olympia

Curieuse aventure que celle de Zachary Richard, qui donne un concert, lundi 24 février, à l'Olympia. Né il y a trente-cinq ans au nord de Lafayette, en Louisiane, Zachary Richard est d'abord apparu comme l'héritier de Dewey Balfa et de Canray Fontenot : nouveau porte-parole des cajuns revendiquant fièrement dans une musique influencée par les Noirs, parfois triste dans l'allégresse, une communauté qui avait su garder sa cohérence et conserver un parler hérité directement du français du dix-septième siècle. Jouant remarquablement le blues à l'accordéon et à l'harmonica, chantant avec une voix forte et traînante, Zachary Richard portait aussi en lui les conflits de l'âme du cajun qui voyait sa terre et ses valeurs menacées à terme, mais qui se battait pour les préserver.

Il y a dix ans, le chanteur avait rencontré un premier succès avec *Travailler, c'est trop dur*. A la même époque, il reprenait des titres traditionnels comme *Jolie blonde*, des témoignages du « *Vieux temps passé* », une musique heureuse masquant une profonde blessure, respirant le doux parfum des bayous.

Fort d'une audience alors élargie au Québec et à la France, Zachary Richard s'efforça d'adapter la musique des cajuns, de lui ouvrir de nouvelles voies. D'autres interprètes, comme Michael Doucet, l'accompagnèrent un moment dans cette aventure. L'erreur de Zachary Richard fut de se laisser diluer par d'autres musiques (brésilienne, rock), de multiplier des images inconsistantes, de perdre une fonction de collecteur et de modernisateur de la tradition.

Avant le *Printemps de Bourges*, où il sera à l'affiche, revoici Zachary Richard à Paris avec une petite formation, une nouvelle énergie et un proverbe de son pays qui dit : « *Quand l'Acadien travaille, il se donne très durement, quand il joue aussi.* »

C. FLÉOUTER.

★ Olympia, 20 h 30.

COMMUNICATION

M. Mexandeau réaffirme les ambitions du plan-câble

Marseille, Saint-Cloud-Sèvres-Suresnes, Mantes-Limay : en une semaine, le ministre des PTT et le directeur général des télécommunications n'ont pas ménagé leurs efforts pour réaffirmer les ambitions du plan câble face aux récentes critiques internes et externes (*le Monde* du 13 février). Leurs déclarations ont été sans ambiguïté : la mise en place de réseaux locaux de vidéocommunication, en étoile et en fibre optique, est indispendable à la construction des futures autoroutes numériques à intégration de service qui seront le système nerveux des télécommunications de demain. Pas question donc de remettre en question les choix technologiques ou de laisser déréglementer le secteur du câble, comme le souhaite l'opposition.

Les démonstrations effectuées à Mantes et à Saint-Cloud illustrent concrètement ce propos. Les réseaux construits par LTT permettent le branchement sur les mêmes prises du téléphone, du Minitel, et du téléviseur. Ce mariage des réseaux d'images et de télécommunication ouvre la voie à une télématique plus rapide et mieux illustrée comme aux services de télévision à la carte. Pour le ministre, M. Mexandeau, un tel pari ne peut être mené à bien que sous l'autorité des PTT et ne saurait être abandonné à la seule décision des collectivités locales ou des investisseurs privés.

Le ministre a rappelé que les PTT n'entendaient pas assurer le monopole de tous les services d'images, de son et de données. Comme en télématique, le marché des services sera largement ouvert à toutes sortes de prestataires. La polémique déclenchée il y a quelques semaines au sein même de l'administration des PTT a donc été arbitrée par l'autorité politique. La conduite du plan câble est reprise en main par les directions commerciales et techniques de la DGT. La délégation aux vidéocommunications, qui avait formulé certaines critiques sur les choix technologiques, a été dissoute. Ses responsables devaient rejoindre la délégation générale à la stratégie, récemment constituée au ministère des PTT et dirigée par M. Jean-Claude Hirel, directeur du cabinet du ministre.

J.-F. L.

Marseille, le deuxième réseau français

De notre correspondant régional

Le conseil municipal de Marseille a approuvé, lundi 17 février, une convention-cadre entre la ville et le ministère des PTT pour la construction et l'exploitation d'un réseau de vidéocommunication par câble. *Quatre cent mille prises*, en majorité en fibres optiques, seront installées en dix ans : ce sera le second réseau après Paris (1,2 million de prises). M. Jacques Dondoux, directeur général des télécommunications, a confirmé, dans une lettre adressée au maire de Marseille, M. Gaston Defferre, que « *l'objectif industriel du plan câble reste de réaliser à terme l'ensemble des réseaux selon une architecture en étoile, pour une distribution totalement en fibres optiques* ». La municipalité a décidé la création d'une société locale d'exploitation, dont le mandataire principal sera la Caisse des dépôts et consignations. La convention entre la ville et le ministère des PTT doit être officiellement signée le mardi 25 février.

Marseille est la seizième ville en France à s'engager dans le câblage. Le projet représente un investissement, à la charge des PTT, de 2,5 milliards de francs sur dix ans pour la construction du réseau, et de 7 à 10 millions de francs à la charge de l'exploitant pour les infrastructures de distribution. La ville participera à cet investissement sous forme d'avances remboursables (environ 18 millions de francs) et d'apports patrimoniaux pour les locaux devant abriter les centres de distribution. La construction et l'exploitation du réseau devraient engendrer la création de six cents emplois directs.

Le rythme de réalisation sera en moyenne de 17 500 prises par an, les deux premières tranches totalisant à *la fin 1989 100 000 prises, dont la* moitié en distribution optique. La partie du réseau de transport allant de la tête de réseau aux centres de distribution sera construite en totalité en fibres optiques. En janvier 1988, 30 000 foyers devraient être raccordés et disposeront de 20 canaux de *télévision (1)*. Cent vingt-huit mille foyers (99 % des ménages) seront raccordés, auxquels s'ajouteront 70 000 prises collectives (entreprises, administrations, etc.). Le taux d'abonnés prévu est de 35 % (140 000) à terme.

100 F PAR MOIS

La ville de Marseille détiendra la majorité dans la Société locale d'exploitation du câble (SLEC) ; les autres partenaires seront le groupe de la Caisse des dépôts-développement *(15 %)*, *la* chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers, la Société des eaux de Marseille et la presse quotidienne régionale *(le Provençal, le Méridional, la Marseillaise)*.

Dans un délai de six mois, la SLEC devrait passer un contrat de mandat avec une société opératrice dans laquelle la Caisse des dépôts-développement sera majoritaire (51 %). Cette société devra, en particulier, définir, en accord avec la SLEC, un plan de services et une politique de tarification. Dans les simulations financières faites jusqu'ici, les responsables du projet ont raisonné sur un abonnement de base plafonné à 100 F par mois pour une distribution de dix à douze canaux (le complément étant constitué par des options).

L'opposition UDR-RPR s'est abstenue lors du vote du projet en formulant de vives critiques sur la politique nationale du câble. Le président du groupe UDF, M. Jean-François Mattei, s'est déclaré pour le recours à une distribution classique en câble coaxial. De son côté, M. Poudevigne, porte-parole du RPR, a estimé que « *la ville se lançait dans une entreprise qui a toutes chances de coûter très cher et, en définitive, de capoter* ». M. Defferre a affirmé, au contraire, que « *toutes les garanties techniques et financières avaient été prises pour la réussite de l'opération* ».

GUY PORTE.

(1) TF 1, A 2, FR 3, TMC, Canal Plus, la « 5 », la « 6 », la « 7 » culturelle, deux chaînes thématiques, deux chaînes étrangères ou périphériques, un canal local d'informations et de services pratiques, une chaîne pluriculturelle et cinq ou six chaînes thématiques ou à options, dont une de « communication institutionnelle ».

RESTRUCTURATION DE LA RÉDACTION NATIONALE DE FR 3

Dans la perspective d'une modifi*cation de la grille de l'information* récemment annoncée par Mme Janine Langlois-Glandier, présidente de la chaîne *(le Monde* du 31 janvier), différents changements ont été annoncés dans la rédaction nationale.

Philippe Alfonsi est nommé rédacteur en chef des magazines d'information ; il mettra au point un nouveau magazine hebdomadaire d'actualité, en remplacement de « Vendredi ». André Campana, rédacteur en chef, jusqu'à présent responsable des magazines, est nommé délégué à l'information nationale, responsable du journal national et de la tranche 19 heures-20 heures (qui sera modifiée et comportera un bulletin national et international, des journaux régionaux et des magazines axés sur des faits de société venus des régions) ; il gardera la responsabilité d'une émission politique.

Henri Sannier, responsable du bureau de Caen, devient rédacteur en chef de cette tranche 19 heures-20 heures. Il sera assisté par Ghislaine Ottenheimer, venue d'Antenne 2, et collaborera avec Gérard Decq, responsable d'Info-vidéo-3, l'agence d'images de la chaîne, alimentée par toutes les régions. Enfin, Geneviève Guicheney est nommée rédacteur en chef adjoint à « Soir 3 » par intérim, aux côtés de Christian Dauriac, qui reste rédacteur en chef, et de Henri Chapier et Henri Lauret, rédacteurs en chef adjoints. Elle remplace Michel Naudy, rédacteur en chef adjoint, qui rejoint l'équipe de Philippe Alfonsi aux magazines, et elle continuera à assurer la présentation du journal.

● *Grève des signatures à* « la Tribune de l'économie ». — L'édition du lundi 24 février du quotidien *la Tribune de l'économie* est parue sans signatures (sauf une). Les journalistes entendent ainsi protester contre le refus de M. Bruno Bertez, PDG de l'Agefi SA-*la Vie française-la Tribune de l'économie*, de les informer sur la nouvelle formule du journal. Le 23 février, la rédaction avait voté une grève devant le refus de M. Bertez de négocier des indemnités de départ avec ceux des journalistes du quotidien issus de *la Vie française* et du *Nouveau Journal* (remplacé par *la Tribune*), M. Bertez avait finalement accepté de ne pas séparer les cas et le mot d'ordre de grève avait été suspendu. Mais il se refuse toujours à accorder aux journalistes le bénéfice de la clause de conscience. Une nouvelle assemblée générale de la rédaction est prévue le 24 février.

● *TDF 1 : « ouverture » française aux Luxembourgeois.* — Les négociations ont repris, jeudi 20 février, à Paris, entre la France et le Luxembourg, à propos de l'utilisation des canaux du satellite de télévision directe TDF 1 par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Les pourparlers avaient été rompus après le choix fait par le gouvernement français du groupe Seydoux-Berlusconi pour la « 5 », avec promesse de diffusion de cette chaîne sur TDF 1 après son lancement en 1987. Selon la déclaration commune du 26 octobre 1984, au contraire, la CLT aurait dû bénéficier de deux canaux, l'un en français, l'autre en allemand. Selon M. Jacques Santer, président du gouvernement du Luxembourg, la France a fait une ouverture jeudi en proposant un canal, dans l'une ou l'autre langue. Toutefois, a précisé M. Santer, « *le contentieux demeure* ».

● *Les Editions mondiales candidates à une chaîne de télévision généraliste privée.* — M. Antoine de Clermont-Tonnerre, PDG des Editions mondiales *(Télé-poche, Nous deux...)*, a rendu publique, vendredi 21 février, l'intention de son groupe de se porter candidat pour une chaîne privée de télévision généraliste. Les Editions mondiales (1,94 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1984) estiment que la télévision commerciale menace la presse magazine ; le groupe pense avoir aussi l'expérience nécessaire, avec la diversification menée depuis quatre ans dans l'audiovisuel et le cinéma. M. de Clermont-Tonnerre a indiqué à l'AFP que son groupe n'a pas été candidat à la « 5 » parce qu'« *il n'y a pas eu d'appel d'offres* » et que « *les règles du jeu ont été mal connues* ». Le président des Editions mondiales, énarque, ancien PDG de la Société française de production (SFP), avait été notamment conseiller technique auprès de deux premiers ministres : M. Pierre Messmer (1972-1974) et M. Raymond Barre (1976-1981).

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA VIE EST UN SONGE, Epicerie (42-72-23-41), 20 h 30.
RICHARD WAGNER. INTERVIOUVE, Comédie de Paris (42-81-00-11), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : le Tour d'écrou.
COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : le Menteur.
CHAILLOT (47-27-81-15), 20 h 30 : A. Badiou et A. Vitez lisent Mallarmé.
BEAUBOURG (42-77-12-33). Cinémavidéo : nouveaux films BPI : 19 h, 17 30 : Pina Bausch, de C. Ackerman ; Pour que ses jours fleurissent, de N. Ferry ; Vidéo-Musiques : 19 h, Aimama, salsa pour Goldmann, de F. Cassenti ; Vienne 1880-1938 : à 18 h, Steve Dwoskin (premier volet de son travail) ; Le cinéma italien 1905-1945 (salle Garance : 42-78-37-29) : 17 h 30, 1860, 1933, de A. Blasetti ; 20 h 30, Cabiria, de G. Pastrone ; Concerts/Spectacles : 20 h 30 : Gielen Zemlinsky.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : 20 h 30 : Martina Arroyo – Henry Venanzi (Rossini, R. Strauss, Barbet, Ginastera, negro spirituals).

Les autres salles

☞ ARCANE (43-38-19-70), 20 h 30 : la Famille Ecarlate.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Deux sur la balançoire.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : *Reviens dormir à l'Elysée.*
☞ COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30, Richard Wagner - Interviouve.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
DIX HEURES (46-06-07-48), 22 h : l'Homme de parenthèse.
EDEN THEATRE (42-62-86-06), 21 h : Gaston H.
EPICERIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe - Charlotte la gourmande.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : Jeff ; 22 h 15 : Kamikaze.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), I. 18 h : Métamorphoses ; 20 h : le Chien sous la minuterie ; 21 h 45 : Arsène et Cléopâtre. – II. 19 h : Stratégie pour deux jambons ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballybeg.
☞ MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : De doux dingues.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Rencontres - 20 h 30 : Des bords de la Seine aux rives du Danube.
PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20), 21 h : A la recherche du temps porain.
☞ POCHE (45-48-92-97), 19 h : Esquisses viennoises.
QUAI DE LA GARE (45-85-88-88), 21 h : Le regard observé, récit.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.
☞ STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : le Confort intellectuel.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours. – II : 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
☞ TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Aviateurs.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; *21 h 45* : Au suivant ; 23 h : banc d'essai des jeunes.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : Je Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CONNÉTABLE (42-77-41-40) 22 h 30 : M. Fanon.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.
DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.
CHEVALIER DU TEMPLE (42-71-67-28), 22 h 30 : C. Sauvage.
L'ÉCUME (45-42-71-16), 20 h 30 : Chansons bleu nuit.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Cuarteto del Centenario.

Opérettes
Comédies musicales

CASINO DE PARIS (42-80-20-89), 20 h 30 : Black and Blue.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : les Romantiques.

Les concerts

Eglise Saint-Thomas d'Aquin, 21 h : Quatuor de flûtes à bec néerlandais.
Radio-France, Grand Auditorium, cycle acousmatique, 18 h 30 : Kagel, Olivier ; 20 h 30 : Zanesi, Parmegiani.
Salle Gaveau, 20 h 30 : L. Castellanza (Mozart, Rossini, Granados...).
Salle Pleyel, 20 h 30 : Chœur de l'orchestre Colonne, chef de chœur : J. Sourisse (Messiaen, Beethoven).
Th. des Champs-Elysées, 19 h 30 : Montségur (Landowski).
Comédie des Champs-Elysées, 19 h 30 : Quatuor Viotti, D. Abramovitz, O. Charlier, M. Command (Franck, Chausson, Lekeu...).
Th. de Paris, 20 h 30 : R. Flachot (Jolivet, Rivier, Tamba...).
Cité internationale, Grand Théâtre, 20 h 30 : F. Buffet, piano (Bach, Chopin, Schumann, Liszt).
Athénée, 20 h 30 : H. Prey, H. Deutsch.
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 45 : Collegium musicum de l'université de Heidelberg, dir. : G. Stegmuller (Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : T. Breuer.
BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : A. Sandy Band.
CASINO DE PARIS (48-74-15-80), 20 h 30 : Ch. Vander, Yochk'O Seffer, *F. Cahen.*
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : M. Saury.
FORUM (42-03-11-11) 21 h, Pretty Things, Ch. J., R. Hantson.
MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : G. Le Roux.
PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : 78 All Stars.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), à 21 h 30 : Sonny Grey Orchestra.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : B. Porcelli, A. Jean-Marie, R. Del Fra, A. Levitt.
LA PINTE (43-26-26-15), 22 h, : Adam J.-P. Quartet.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : S. Lacy.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h 30, The Jack-Knife Man, de K. Vidor (titres ang.) ; 19 h 15, Vous ne l'emporterez pas avec vous, de F. Capra (v.o.).

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).
AMERICAN WARRIOR (A., v.o.) : City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76) ; *v.f.* : *Rex*, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse (ex-Paramount), 16e (43-35-30-40).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).
ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16), h. sp. ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
LES AVENTURES DE BUCKAROO BANZAI DANS LA 8e DIMENSION (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).
LA BIEN AIMÉE DE GAVRILOV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (46-33-10-82).
BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).
LES BISOUNOURS (A., v.f.) en mat. mer., sam., dim. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
LE CAVIAR ROUGE (Fr.) : Marignan, 8e (43-59-92-82).
CHORUS LINE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
CHRONOS (Franco-am.), La Géode, 19e, (42-45-66-00).
COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 24 février

COMMANDO (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94)* ; Paramount Opéra, 9e, (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie (ex- Paramount, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
CUORE (It., v.o.) : Les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), h. sp.
LE DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A., v.f.) (*) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
L'EFFRONTÉE (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *UGC Danton, 6e (42-25-10-30)* ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).
ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LES FEUX D'HIMATSURI (Jap., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
LA GALETTE DU ROI (Fr.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES GOONIES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
GINGER ET FRED (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
LA GITANE (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieur, 2e (42-33-56-70) ; 14 Juillet-Odéon (ex Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs Elysées, 8e (47-20-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 11e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie (ex. Paramount), 13e (43-31-56-86) ; Gaumont sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Wépler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
HAREM (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
HAUT LES FLINGUES (A., v.f.) : Gaîté Rochechouard, 9e (48-78-81-77).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet-Racine, 6e (43-26-19-68) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).
L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).
L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
LES INTERDITS *DU* MONDE (Fr.) (**) : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Ritz, 18e (46-06-58-07).
LIEBER KARL (All. v.o.) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
LES LOUPS ENTRE EUX (Fr.) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Paris ciné, 10e (47-70-21-71).
MACARONI (It. v.o.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Publicis Champs Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; V. f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse (ex. Paramount), 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LA MAIN DANS L'OMBRE (All. v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LE MÉDECIN DE GAFIRE (Malien-Nigérien, v.o.) : République, 11e (48-05-51-33).
MORT SUR LE GRIL (A., v.o.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21), h. sp.
NATTY GANN (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Forum Oreint Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
ORIANE (Franco-Vénézuélien, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
PADRE NUESTRO (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).
PEUR BLEUE (A.) (*) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).
PLENTY (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
RAMBO II (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).
RAN (Jap., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22)) ; Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97). – (V.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26)) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – (V.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).
RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08). – *(V.f.) : Capri, 2e (45-08-11-69).*
RÉVOLUTION (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon (ex. Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnasiens, 14e (43-35-21-21) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). – (V.f.) : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
ROCKY IV (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52). (V.f.) : Impérial, 2e (47-42-72-52).
ROUGE BAISER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).
SANS TOIT NI LOI (Fr.) : 14-Juillet Odéon (ex. Paramount), 6e (43-25-59-83) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse (ex-Paramount), 6e (43-35-30-40).
SECRET HONOR (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-59-41).
SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).
SILVERADO (A., v.o.) : Espace Gaîté (v.o., v.f.), 14e (43-27-95-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). – (V.f.) : Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40).
SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – (V.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24).
LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : *Escurial* Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).
SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES SUPERFLICS DE MIAMI (A., v.o., v.f.) : Marivaux (ex. Paramount), 2e (42-96-80-40) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC *Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59)* ; Galaxie (ex-Paramount), 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).
TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).
TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-35-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Gaumont Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27).
TUTTI FRUTTI (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – (V.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).
UNE CRÉATURE DE RÊVE (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40).
UNE NUIT DE RÉFLEXION (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; St-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14).
VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT VAMPIRE ? (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46). – (V.f.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BATEAU PHARE, film américain de Jerzy Skolimovski (v.o.) : Gaumont-Halle, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e *(42-22-87-23)* ; *Pagode, 7e (47-05-12-15)* ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
BLACKOUT (*), film américain de Douglas Hickok (v.o.) : Mercury, 8e (45-62-75-90) ; (v.f.) : Marivaux, 2e *(42-96-80-40)* ; *Paramount Opéra*, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).
CONTACT MORTEL, film américain de Hal Barwood (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).
ESCLAVE BLONDE (*), film italo-Brésilien de Roy Garret (*v.f.*) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
LES LONGS MANTEAUX, film français de Gilles Béhat : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
TURTLE DIARY, film américain de John Irving (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA *HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE* (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).
MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).
MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
NOSTALGHIA (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
ORFEE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
OMAR GATLATO (Egyptien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).
PARIS TEXAS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LE PÈRE DE LA MARIÉE (It., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (43-59-36-14).
PARSIFAL (All., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).
PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LE PROCÈS (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LES PRODUCTEURS (All, v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
RENDEZ-VOUS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).
ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
SERENADE A TROIS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) ; Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).
SOLARIS (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) (h. sp.).
THÉORÊME (It.) (*) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).
LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
TOP SECRET (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).
LES VISITEURS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

Les grandes reprises

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).
ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-24-44-40).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Elysées Lincoln, 8e (45-61-10-60) ; Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).
LA BALANCE (Fr.) : Le Club, 9e (47-70-81-47).
LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BODY DOUBLE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
CABARET (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).
CARMEN (Saura) (v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT *(A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).*
LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60) ; Reflet La Fayette, 9e (48-74-97-27).
CLÉO DE 5 A 7 (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).
DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).
LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).
DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
DRAGÉES AU POIVRE (Fr.) : Action Écoles, 5e (43-25-72-07).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).
FANNY ET ALEXANDRE (Suédois, v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).
HAUTE PEGRE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

Les festivals

ANIMATION (v.o.), Rialto, 19e (46-07-87-61), en alternance : Métal hurlant, le Chaînon manquant, le Roi et l'Oiseau.
CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 16 h 15 : l'Homme au complet blanc ; 18 h 05 : Whisky à gogo ; 19 h 35 : Plus fort que le diable ; 21 h 15 : Porc royal.
COCORICO - CRÉATEURS DU CINÉMA FRANÇAIS - LA DERNIÈRE VAGUE, Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) : Lettres d'amour en Somalie ; les Quatre Nuits d'un rêveur.
COMENCINI (v.o.), Panthéon, 5e (43-54-15-04), 18 h : Pain, amour et jalousie ; 20 h, 22 h : la Grande Pagaille.
F. TRUFFAUT, Denfert, 14e (43-21-41-01), 19 h 10 : Histoire d'Adèle H.
WESTERNS (v.o.), Olympic-Marilyn, 14e (45-43-99-41) : José Wales hors-la-loi.
HOMMAGE A HUGO PRATT (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41), Le jour se lève.
SEMAINE POSITIF (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00), *18 h*, 22 h : l'As de pique ; 16 h, 20 h : les Flambeurs.
CINÉMA ITALIEN (v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86), 23 h 30 : l'Aubergiste ; 21 h : Mort à Venise ; 18 h 30 : Au-delà du bien et du mal.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11), 22 h 15.
AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), mer., ven., dim., 22 h.
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 5e (46-33-97-77), 12 h.
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65), 18 h 15.
CASANOVA (de Fellini) (It., v.f.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), sam., dim., 17 h 30.
LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), mer., jeu., ven., sam., 17 h 15.
LES CHIENS DE PAILLE (**) (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), sam., dim. 20 h.
COUP DE CŒUR (A., v. o.) : Républic-*Cinéma, 11e (48-05-51-33)*, mer., ven., dim., 22 h.
GERTRUD (Dan. ; v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), jeu., 22 h, lun., 14 h.
HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), dim., lun., mar., 17 h 15.
LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), sam. 12 h.
POSSESSION (**) (Brit., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), mer., sam. lun. 22 h.
PROVIDENCE (Fr.) Templiers, 3e (42-72-94-56), lun, 22 h, mer., 16 h.
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 22 h 25, ven., sam., 0 h 30.
RUSTY JAMES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), jeu., ven., lun., mar., 15 h 30.
STALKER (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), ven., 18 h 10, mar., 21 h.
TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 15, sam., 24 h.
LA TERRE (Sov., v.o.) : Reflet-La Fayette, 9e (48-74-97-27), 14 h.
ZAPPA (Dan., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77), 12 h.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Punchy, la « 6 » !

Dites donc, la « 6 », qu'est-ce que c'est que ces manières ? Vous vous pointez un samedi enneigé, vous surprenez, ravissez, vous vous faites désirer, et puis pfttt... Le dimanche matin, plus rien. Disparue, envolée. La mire du réseau 6 émet un sifflement pour le moins désagréable, et l'on a beau attendre, insister, tempêter, se dire qu'après un début si enlevé vous ne pouvez nous lâcher, pianoter sur les touches entre la messe de TF 1 et l'amidon de la « 5 », vous faites la sourde oreille, coquette et obstinée, et ne daignez vous animer *qu'à 14 heures précises, avec ce* clin d'œil ironique : *« C'est ici, c'est bien la « 6 ». »*

Evidemment, c'était la « 6 » ! La musicale, la chaîne *« en jean »*, comme aime à répéter son PDG, en oubliant que le jean, en 1986, est loin d'être encore l'attribut de la jeunesse. La « 6 » avec ses clips, ses spots, son rythme. La « 6 » avec Balavoine et son « Azziza » du Maghreb, Grace Jones modelée et croquée par le magicien Goude, Téléphone en noir et blanc, Etienne Daho nonchalant, Madonna et ses crucifix, *Johnny évoquant Tennessee* (TV 6) ; et puis Sting, Indochine, Propaganda, Bruce Springsteen... La « 6 » avec tous ses copains venus l'encourager : Renaud, Gotainer, Galabru, Yves Simon, le jeune Delon et le p'tit Belmondo... Avec sa pub, gratuite pendant une semaine pour les annonceurs sensibles à la cible « jeunes ». Avec ses dessins et ses incrustations sur l'image.

Rien de très sophistiqué, au fond, ni de très difficile – les vrais programmes ne débutent que dans une semaine, – mais un rythme, un son, une ambiance, une couleur. Pas de rendez-vous, mais une douche « punchy » de musique non-stop. Une télé vraiment nouvelle (en France, mais pas outre-Atlantique), qui risque de provoquer plus de changement qu'on ne le croit. Les séquences sont courtes, le rythme effréné, le langage est direct, les symboles évidents. Il faut parler concis, et les pubs deviennent clips parmi les autres clips. Les « kids » vont adorer, les familles se disputer...

Avouez-le, la « 6 », c'est pour éviter un choc trop brutal que vous nous faites languir ? Lancez-vous donc, que diable, et pas si timidement. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre !

ANNICK COJEAN.

Lundi 24 février

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 40 L'avenir du futur : Duel.
Film américain de Steven Spielberg (1971), avec D. Weaver, J. Scott, E. Firestone, L. Frizzell.
Un représentant de commerce circulant dans une Plymouth est poursuivi, traqué, par un énorme camion dont il ne voit jamais le conducteur. Scénario : Richard Matheson. Mise en scène d'un cauchemar dans la vie réelle. Tourné, à l'origine, pour la télévision, ce film à la progression implacable fit découvrir Spielberg.

22 h 10 Débat : Les transports en 2030.
Avec Jean Dupuy, directeur général de la SNCF, Bernard Felix, directeur général de Matra, Jean-Charles Poggi, directeur à l'Aérospatiale.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à lire.

23 h 40 RFE.
Quand l'entreprise fait du cinéma.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Série : A l'est d'Eden.
D'après J. Steinbeck, adapt. R. Shapiro, réal. H. Hart. Avec T. Bottoms, J. Seymour...
Troisième épisode de cette version télévisée du célèbre roman de Steinbeck. Cathy quitte son mari pour travailler dans une maison close et Adam se consacre à ses deux fils au tempérament contrasté : Aaron et Cal.

22 h 15 Magazine : Les jours de notre vie.
Réal. D. Thibault.
La ménopause et le traitement hormonal.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Au revoir... à lundi
Film franco-canadien de Maurice Dugowson (1979), avec C. Laure, Miou-Miou, C. Brasseur, D. Birney, F. Moore.
A Montréal, une Québécoise et une Française de vingt-six ans, qui habitent ensemble, ne rencontrent que des hommes mariés et connaissent des échecs sentimentaux. Vérité psychologique pour la tendre chronique de deux paumées croyant vivre la liberté féminine.

22 h 20 Journal.

22 h 45 Tous en scène.
Magazine du théâtre de Pierre Laville. Avec notre collaboratrice Colette Godard et Fabienne Pascaud.
La compagnie argentine TSE a vingt ans. Actualités. L'école du Théâtre national de Strasbourg.

23 h 45 Prélude à la nuit.
Bailecito, *de C. Guastavino, et* Il Gato, *d'E. Napolitano, par B.L. Gelder.*

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, Les Inconnus dans la ville, film de R. Fleischer ; 17 h 35, Actualités de jadis (1947) ; 17 h 45, Loups, bars et compagnie (la cuisine des marins) ; 18 h, Sports magazine ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Série : Nouvelles du « Monde ».

CANAL PLUS

20 h 35, Machination, film de B. Forbes ; 22 h 20, Étoiles et buts ; 22 h 35, Boxe ; 23 h 40, Basket américain ; 1 h 10, L'Abominable docteur Phibes, film de R. Fuest.

LA « 5 »

20 h 30 la Fièvre du samedi soir.
Film de John Badham (1977), avec J. Travolta.

22 h 30 Série Twilight zone : la cinquième dimension.

23 h 30 Rediffusion des programmes de la soirée.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Sud rebelle », de Colette Castagno. Avec J. Négroni, L. Bourdil, M. Sarcey...

21 h 30 Latitudes : les musiciens du nord-est du Zaïre.

22 h 30 La nuit sur un plateau, avec Raymond Depardon.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la BBC à Londres) : *Being Beautous, le Miracle de la rose*, de Henze ; *Chaîne I* et *Noëls polonais*, de Lutoslawski par le London Sinfonietta, dir. H.W. Henze, W. Lutoslawski, sol. S. Leonard, H. Tunstall, C. Van Kamper...

23 h Les soirées de France-Musique : Vénitiennes.

Mardi 25 février

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Feuilleton : Grand Hôtel.
D'Anne-Marie Damamme. Réal. Jean Kerchbron. Avec D. Mesguich, P. Guers...
Dans le quatrième épisode de cette histoire tortueuse, le thème de l'espionnage se complique à souhait. Patience ! Il ne reste que deux épisodes...

21 h 35 Documentaire : La grande aventure de l'industrie.
Série de J.-R. Albertin, J.-P. Cottet, M. Jaeger, G. Lauzun, présentation R. Gicquel.
Outils modernes et idées neuves : cette première de trois émissions retrace l'histoire récente de l'électroménager. Une information sérieuse.

22 h 30 Journal.

22 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Cinéma : Harold et Maude.
Film américain de Hal Ashby (1974), avec R. Gordon, B. Cort, V. Pickles, C. Cusak, C. Tyner.
Un garçon de vingt ans simule des suicides parce qu'il s'ennuie. Une octogénaire lui redonne le goût de la vie. Comédie sentimentale qui doit tout à l'aspect insolite de son scénario et à l'interprétation de Ruth Gordon, la vieille dame, et de Bud Cort. Le réalisateur, lui, est surfait.

22 h 10 Mardi cinéma : Les jeux.
Avec Juliette Binoche, Tcheky Karyo, Catherine Leprince et Jean Carmet.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Zorro.
Film franco-italien de Duccio Tessari (1974), avec A. Delon, S. Baker, O. Piccolo, Moustache, A. Asti.
Le justicier masqué est arrivé de nouveau, et c'est Alain Delon, qui n'est pas mal, d'ailleurs. Mais l'histoire, on la connaît. C'est toujours la même. Alors, la barbe !

22 h 40 Journal.

23 h 10 A chaque région son programme.
Alsace : Focales et regards ; Aquitaine : les Vieilles dames ; Bourgogne-Franche-Comté : Bas les masques et tréteau très tard ; Limousin-Poitou-Charentes : Rock (Limoges) ; débat politique (Poitiers) ; Lorraine-Champagne-Ardenne : Portrait de Don Juan en Raimondi, avec Ruggero Raimondi ; Nord-Picardie : les Gens du Nord (FR3 Lille) ; Paugam, avec Daniel Boulanger et Anna Prucnal ; Normandie : A cœur ouvert : Promarteaux ; Paris-Ile-de-France-Centre : Spécial musique ; Provence-Côte d'Azur : Club de la presse, sauf en Corse où l'on traitera du syndicalisme ; Rhône-Alpes-Auvergne : Contre-champs et subjectif.

0 h Prélude à la nuit.
Heure approximative, qui dépend de la durée de l'émission dans chaque région.
Ouverture du Songe d'une nuit d'été, de F. Mendelssohn, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Colin Davis.

CANAL PLUS

20 h 35, Vive les femmes, film de C. Confortes ; 22 h 5, Plus beau que moi, tu meurs, film de P. Clair ; 23 h 50, l'Homme au bras d'or, film de O. Preminger ; 1 h 45, Série : Mike Hammer ; 2 h 30, Superstars.

LA « 5 »

20 h 30 la Féline.
Film de P. Schrader (1982), avec N. Kinski.

22 h 30 Jonathan.
Magazine de l'aventure.

23 h 30 Rediffusion des programmes de la soirée.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.

21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment.

0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 4 Concert (donné le 25 janvier au Théâtre des Champs-Elysées) : *Sonate pour piano en la mineur*, de Schubert ; *Unstern, Bagatelle sans tonalité, Nuage gris* et *Sonate en si mineur*, de Liszt ; *Quatuor à cordes en ré majeur*, de Mozart ; *Quatuor à cordes en mi mineur*, de Bridge ; *Quatuor pour piano et cordes en sol mineur*, de Brahms, par le Quatuor Guarneri et M. Rudy au piano.

23 h Les soirées de France-Musique : années de pèlerinage.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (*le Monde* du 22 février).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 FÉVRIER

● *M. Alain Madelin*, député UDF d'Ille-et-Vilaine, et *M. Jean-Jack Queyranne*, député PS de Villeurbanne, sont invités à l'émission « Face à face » pour un débat « Presse et audiovisuel » sur *RTL* à 18 h 30.

● *M. Michel Debré*, ancien premier ministre, député RPR de la Réunion, est reçu à l'émission « Face au public » de France-Inter à 19 h 15.

MARDI 25 FÉVRIER

● *M. André Laignel*, député PS de l'Indre, directeur de la campagne électorale du PS, et *M. Bernard Pons*, ancien ministre d'Etat, député RPR de Paris, participent à un débat, sur Europe 1 à 19 h 15.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24-02-86 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 25-02-86 DÉBUT DE MATINÉE

Averse – Pluie – Neige – Brouillard – Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 février à 0 heure et le mardi 25 février à minuit.

L'air froid se maintient sur la moitié nord de la France donnant des températures souvent très basses la nuit sur les régions au sol enneigé. Perturbation et dépressions circuleront encore du golfe de Gascogne à la Méditerranée.

Mardi matin, au nord de Nantes-Lyon, ciel clair et temps très froid, – 10 à – 15 degrés dans l'Est, – 4 à – 6 degrés dans l'intérieur, et 0 à – 1 degré à la pointe de la Bretagne. Le vent de nord-est sera modéré. Il y a quelques bancs de brume au lever du jour.

De la Vendée et des Charentes au Massif Central et au sud des Alpes, ciel *très nuageux avec chutes de neige* éparses. Les températures seront entre – 2 et 0 degré. De l'Aquitaine au nord de la Méditerranée, un ciel couvert donnera des ondées éparses. Il fera de 4 à 8 degrés.

Dans la journée, la neige va remonter un peu plus au nord de la Bretagne au Poitou et au Jura. Au nord-est de Rennes-Dijon, temps ensoleillé mais froid, – 4 degrés dans l'Est, le plus souvent 0 à 1 degré sur le Sud, le ciel restera très nuageux il y aura encore quelques ondées et un peu de neige sur les Pyrénées. Les températures maximales actuellement de 9 à 11 degrés, atteindront 10 à 13 degrés en Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 23 février, le second le minimum de la nuit du 23 février au 24 février) : Ajaccio, 17 et 10 degrés ; Biarritz, 19 et 10 ; Bordeaux, 15 et 5 ; Bréhat, 0 et 0 ; Brest, – 1 et – 2 ; Cannes, 21 et 12 ; Cherbourg, 1 et – 2 ; Clermont-Ferrand, 13 et 1 ; Dijon, – 1 et – 3 ; Dinard, – 1 et – 4 ; Embrun, 2 et 1 ; Grenoble-St-M.-H., 5 et 2 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 5 et 3 ; La Rochelle, 11 et 0 ; Lille, 1 et – 8 ; Limoges, 11 et 0 ; Lorient, 1 et – 2 ; Lyon, 8 et 5 ; Marseille-Marignane, 12 et 5 ; Nancy, – 3 et – 7 ; Nantes, 2 et – 3 ; Nice, 16 et 13 ; Paris-Montsouris, 0 et – 6 ; Paris-Orly, 0 et – 6 ; Pau, 19 et 8 ; Perpignan, 15 et 8 ; Rennes, – 1 et – 4 ; Rouen, 1 et – 7 ; Saint-Etienne, 12 et (n.c.) ; Strasbourg, – 3 et – 8 ; Toulouse, 15 et 8 ; Tours, – 1 et – 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 5 ; Genève, 6 et 2 ; Lisbonne, 16 et 14 ; Londres, 0 et – 4 ; Madrid, 15 et 9 ; Rome, 14 et 12 ; Stockholm, – 8 et – 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 25 FÉVRIER

« L'Ecole des beaux arts au temps du Prix de Rome », 14 h 30, 13, quai Malaquais.

« L'Opéra parties publiques », 13 heures, en haut des marches (AITC).

« Les cours des miracles : évocation de la corporation des voleurs et des mendiants, des francs mitoux, des malingreux, du grand coesre et des archissuppots », 15 heures, métro Bonne-Nouvelle, devant poste (M. Pohyer).

« De la nouvelle galerie Colbert au passage Vérot-Dodat par le Palais-Royal », 15 heures, 4, rue Vivienne (Approche de l'art).

« Décors et intérieurs dix-septième et dix-huitième siècles au musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné.

« L'Institut », inscriptions 48-87-24-14 (Caisse nationale monuments historiques).

« Les Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« Saint-Augustin », 15 heures, portail central (Paris et son histoire).

« La Sorbonne, l'histoire de l'Université , 15 heures, 46, rue Saint-Jacques. Tél. : 42-60-71-62, après 18 h 30 : 45-48-26-17 (A. Ferrand).

« Caves gothiques du Marais médiéval », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau. Lampes de poche (M. Banassat).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau.

« Les salons Napoléon III de la préfecture de Versailles », 14 heures, grille préfecture, avenue de Paris.

CONFÉRENCES

18, boulevard Haussmann, 14 h 15 et *18 heures, « Les albums de Croy,* images du Nord-Pas-de-Calais au début du dix-septième siècle », MM. Lottin, directeur du centre d'histoire de la région nord, et Duvosquel, directeur de la publication.

Mairie du 17[e], 16, rue des Batignolles, 17 h 30, « Marly, maison de campagne de Louis XIV », M[me] A.-M. Denis-Pascalis, conservateur du musée de Marly.

Salle Chaillot-Galliéra, 28, avenue George-V, 14 h 30, « le Ramesseum » ; 17 heures, « Les abbayes de Normandie » (avec projections).

Mairie du premier arrondissement, 4, place du Louvre, 17 h 30, « Nos mentalités bouleversées : comment en sommes-nous arrivés là ? », par le professeur Belin Milleron.

Académies des sciences morales et politiques, 23, quai de Conti, 14 h 45, « Notice sur la vie et les travaux de Olivier Moreau Néret » (M. Pierre de Calan de l'Académie).

EN BREF

EXPOSITION

INSTANTS INDIENS. – Le « Monde de l'Inde et de l'Asie » accueille, du 7 au 29 mars, une exposition de photographies de Jean-Louis Nou. « Instants indiens » présente soixante photos en noir et blanc, soixante moments de vie quotidienne qui témoignent de l'attachement de l'homme à sa terre, à ses rites, à ses dieux : laboureur traçant le premier sillon au lever du soleil, artiste gravant dans la pierre ou le bois la loi des dieux.

★ **Le Monde de l'Inde et de l'Asie, 15, rue des Ecoles, 75005 Paris, de 10 heures à 19 heures, tous les jours sauf le dimanche. Renseignements : 46-34-03-20.**

LES CISTERCIENS A PARIS. – Née sous l'influence de Robert de Molesme, la réforme cistercienne se développa d'abord à Cîteaux (fondée en 1098) puis à Clairvaux (1115) autour de saint Bernard et de ses « moines blancs ». Selon les premiers règlements, les cisterciens devaient vivre à l'écart de l'activité humaine, dans la solitude. Pourtant, dès le début du treizième siècle, la plupart des abbayes cisterciennes possédaient *une « maison de ville » à Paris*, simple pied-à-terre où l'abbé pouvait loger provisoirement et où l'on vendait le travail des moines. L'exposition Les cisterciens à Paris, qu'organise jusqu'au 13 avril le musée Carnavalet, tente de reconstituer grâce à des peintures, des estampes et des photographies les étapes de la spiritualité cistercienne à Paris.

★ **Tous les jours de 10 heures à 17 h 40, musée Carnavalet, 25, rue de Sévigné, 75004 Paris. Renseignements : 42-72-21-13.**

ILE-DE-FRANCE

PROMENADE EN TRANS-EUROP-EXPRESS. – Le samedi 15 mars, le Trans-Europ-Express « Ile-de-France » abandonnera pour un jour son parcours habituel Paris-Bruxelles pour flâner en... Ile-de-France : partant de Paris-Nord vers 12 h 30 en direction de Roissy, le train spécial, parcourant la ligne B du RER en entier, rejoindra ensuite Saint-Rémy-lès-Chevreuse *via* Châtelet ; de là, il se dirigera vers Versailles et Cergy avant de revenir à Paris-Nord. Arrêts-photos, voiture-bar et voiture-restaurant. Prix : 270 francs par personne (500 francs en voiture-restaurant, déjeuner compris).

★ **Renseignements, en écrivant avant le 1[er] mars, au Cercle ouest parisien d'études ferroviaires (COPEF), 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris (joindre une enveloppe affranchie avec adresse).**

PHOTO

DES CLICS ET DES CLACS. – Le centre régional d'action culturelle de Chelles organise du 1[er] au 30 mars un « Mois de la photo » avec exposition, théâtre et audiovisuel, et, les 22 et 23 mars, une animation photo et une rencontre de collectionneur.

★ ***Renseignements : Centre régional d'action culturelle de Chelles, place des Martyrs-de-Châteaubriant, 77500 Chelles. Tél. : 44-21-20-36.***

STAGES

CHERCHER RACINES. – *Pour ceux qui souhaitent retrouver leurs* racines ou devenir généalogiste professionnel, l'Association des généalogistes familiaux ouvre à *Brive-la-Gaillarde (Corrèze)* un institut de formation permanente de généalogie. Cinq stages seront organisés chaque année qui accueilleront douze personnes pour une durée de trois cent soixante heures réparties sur deux mois. Une attestation de fin de stage sanctionnera les travaux. Les stagiaires pourront être rémunérés par les organismes dont ils dépendent au titre de la formation continue.

★ **Association des généalogistes professionnels, 12, avenue Treilhard 19100 Brive. Tél. : (15-55) 74-42-25.**

ENTRAIDE

UNE « SUPER BOUM » CONTRE LA FAIM

Après avoir participé à la campagne Action école organisée par Bob Geldof en faveur du tiers monde, le mini-journal de TF 1 se mobilise aujourd'hui en faveur de ceux qui ont faim en France.

L'équipe de ce journal pour jeunes, soutenue par RFM et de nombreuses autres radios locales, invite les jeunes à une « super boum », le samedi 1[er] mars, de 14 heures à 18 heures, et cela dans sept grandes villes de France – aux halles de La Villette pour Paris et dans les salles des fêtes en ce qui concerne Lille, Strasbourg, Rennes, Bordeaux, Montpellier et Marseille. De nombreux artistes ont promis de venir gratuitement parmi eux : Nicolas Peyrac, Véronique Sanson, Jean-Jacques Goldman, le groupe Gold... La somme réunie, grâce au droit d'entrée qui a été fixé à 30 F, sera versée aux Restaurants du cœur de Coluche.

PUBLICATIONS

● *Guide de l'éducation populaire.* – Cet annuaire se compose de trois parties. La première recense quelque cinq cents associations d'éducation populaire, dont une centaine en fiches détaillées. Suit une présentation des regroupements et institutions où la plupart de ces associations se retrouvent. La seconde partie est une étude sectorielle : immigrés, femmes, tiers-monde, environnement, etc. L'ouvrage se termine par un tour d'horizon des problèmes qui se posent aujourd'hui à l'éducation populaire : la formation, l'animation, les relations avec les collectivités locales, l'économie sociale notamment. Cet ouvrage collectif réalisé sous la direction de Benigno Caceres est publié aux éditions La Découverte (376 pages, 96 F).

● *Associations, mode d'emploi.* – Sous ce titre paraît le dernier ouvrage sur le pourquoi et le comment des démarches à accomplir lorsqu'on veut créer une association. Il est dû à Claude Vallon et est publié chez Dunod (144 pages, 70 F).

● *Cohabitation culturelle.* – Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) consacrent un numéro spécial aux « jeunes d'autres cultures dans la société française » (232 pages, 50 F). Il est disponible auprès des CEMEA, 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris Cedex 19, tél. : (1) 42-06-38-10.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4169

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I II III IV V VI VII VIII IX X XI

HORIZONTALEMENT

I. A peut être un emploi mais n'a pas de métier. – II. Maison de fous. On peut lui jouer de sales tours. – III. Avoir un air qui revient. – IV. Evitent de payer la « *tournée* ». Se suivent dans le peuple. A la dent dure ou les mâchoires solides. – V. Une dent qui sert à ruminer. – VI. Dernier cri. Symbole du thallium. A des salons particuliers. – VII. Le pétrole y abonde souvent mais l'essence y est rare. Lettre grecque. – VIII. Fraise. – IX. Espèce de hérisson. Lettres universitaires. Démonstratif. – X. Prend au collet. – XI. Prince antique. Trouble la vue ou donne des visions.

VERTICALEMENT

1. Etat de faiblesse. – 2. Suprême sagesse. Suit sa bonne « étoile ». – 3. Au Nigéria comme aux Pays-Bas. Possessif. Ile. – 4. Donne la possibilité de filer. – 5. Fait aller de l'avant. – 6. Célèbre et obscur à la fois. Une manière de virer sur la neige. – 7. Forme de goutte. – 8. Article étranger. Interjection. Facilite la chasse mais gêne le chasseur. – 9. Rend maigre.

Solution du problème n° 4168

Horizontalement

I. Lave-vaisselle. – II. Idolâtrie. Outra. – III. Thug. Tin. Ici. Or. – IV. Hésitation. Tête. – V. Or. Giscon. Pis. – VI. Gel. Peste. Ovins. – VII. RN. Eon. Ragrée. – VIII. Acis. Economies. – IX. Perce. Si. An. Ou. – X. Or. Bled. Négus. – XI. Niche. Ré. – XII. Eim. Age. Ceci. – XIII. Esse. Jarres. Spa. – XIV. Maturation. Ebro. – XV. Suera. Sécession.

Verticalement

1. Lithographe. Ems. – 2. Adhérence. Esaü. – 3. Vous. Ironiste. – 4. Elgin. Escrimeur. – 5. Va. Pô. Râ. – 6. Attagène. Bhaja. – 7. Iritis. Légats. – 8. Sinistrose. Erié. – 9. Se. Océanide. Roc. – 10. Ino. Go. Cène. – 11. Loc. Normandes. – 12. Luit. Veine. Es. – 13. Et. Epiée. Grisbi. – 14. Rotin. Soue. Pro. – 15. Paresse. Us. Taon.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 23 février :

UN DÉCRET

• N° 86-235 du 19 février 1986 modifiant le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissement public.

UN ARRÊTÉ

• Du 20 février 1986 accordant la garantie de l'Etat à un emprunt du crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.

UNE DÉCISION

• N° 30 du 21 février 1986 de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle relative aux conditions de production, de programma*tion et de diffusion des émissions* relatives à la campagne électorale pour l'élection des députés.

PRESSE

CASUS BELLI. – Pour les amateurs de jeux de simulation qui veulent surmonter les embûches d'un maître de donjon pervers, conduire triomphalement une armée à la victoire, vivre une aventure intergalactique, la revue *Casus Belli* est désormais dans les kiosques et traite de toute l'actualité des jeux de simulation : jeux de rôle, *wargames,* jeux historiques avec figurines, scénarios originaux, empruntés au cinéma, aux livres, à la BD. Elle s'adresse aux joueurs confirmés aussi bien qu'aux débutants.

★ *Casus Belli*, 5, rue de la Baume, 75008 Paris. Tél. 45-63-01-02. 20 F.

JEU GAGNANT N° 27 – LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	AUXERRE	TOULON	1 X 2 (X coché)	9	BREST	RENNES	1 N X (2 coché)
2	MARSEILLE	STRASBOURG	1 N X (2 coché)	10	NICE	NANTES	1 X 2 (X coché)
3	LAVAL	MONACO	1 X 2 (X coché)	11	GRENOBLE	GUEUGNON	1 X 2 (X coché)
4	BORDEAUX	METZ	X N 2 (1 coché)	12	LYON	THONON	X N 2 (1 coché)
5	LILLE	BASTIA	1 X 2 (X coché)	13	LE PUY	SÈTE	1 X 2 (X coché)
6	LE HAVRE	TOULOUSE	X N 2 (1 coché)	14	MULHOUSE	QUIMPER	1 N X (2 coché)
7	PARIS-S.G.	LENS	1 X 2 (X coché)	15	LORIENT	ORLÉANS	1 N X (2 coché)
8	NANCY	SOCHAUX	X N 2 (1 coché)	16	GUINGAMP	BEAUVAIS	1 X 2 (X coché)

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Vendredi 21 Févr. 1986 : 2 6 8 9 11 12 13

NATIONAL LOTO N° 8

TIRAGE DU SAMEDI 22 FEVRIER 1986

4 22 26 32 37 40 — 30

NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 26 FEVRIER 1986 ET SAMEDI 1er MARS 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	2	4 072 440,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	16	237 555,00 F
5 BONS Nos	1 615	7 395,00 F
4 BONS Nos	94 638	125,00 F
3 BONS Nos	1 715 445	10,00 F

SUPER BONUS DE FEVRIER 116 049

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 10 F X 10 = 100,00 F

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Johanna et ses parents,
Catherine et Jean-Claude ELAOUF

sont heureux d'annoncer la naissance, le 17 février 1986, de

Raphaëlle.

1, passage Paillé,
92200 Clichy.

Décès

L'Association France-Québec

a la tristesse de faire part du décès de son président,

M. Paul de BLOCISZEWSKI,
directeur du secrétariat général
de la questure du Sénat,

survenu le 22 février 1986.

La levée du corps aura lieu le mercredi 26 février, à 14 h 30, à l'amphithéâtre de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, 22, rue Bruant, à Paris-13e (métro Chevaleret), et la cérémonie religieuse le même jour, à 15 h 45, à la collégiale Saint-Martin de Montmorency (Val-d'Oise).

– M. Roger Boigeol,
Mme Isabelle Boigeol
et sa fille, Julie,
Mme Anne Boigeol,
Jean-Yves Caro
et leur fils, Maxime,
Mme Eve Boigeol,
Bernard Dhiver
et leur fils, Jonathan,
Mme Henri Werner,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Jordan,
Mme Pierre Boigeol,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Jean Boigeol,
ses enfants et petits-enfants,
Mme François Boigeol,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Warnod, Berger, Dresch,
Mme Suzanne Brun,
Les compagnons de Pomeyrol,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Suzanne BOIGEOL,
née Favre,

survenu le 21 février 1986 à Belfort.

Les obsèques auront lieu le mardi 25 février 1986, à 14 h 30, au temple de Giromagny, dans l'intimité.
Ni fleurs ni couronnes.

Une collecte sera organisée au profit de la Cimade et de l'Acat.

Cet avis tient lieu de faire-part.

GIROMAGNY,
3, quartier du Rosemont.

– Nous avons appris le décès du

chef de bataillon (honoraire)
Augustin BOURRAT,
compagnon de la Libération,

dont les obsèques ont eu lieu le vendredi 14 février, à Saint-Féliu-d'Amont (Pyrénées-Orientales).

[Né le 1er avril 1915, Augustin Bourrat sert dans l'infanterie coloniale au Tchad au début de la deuxième guerre mondiale, et c'est dès août 1940 qu'il rallie les Forces françaises libres du futur maréchal Leclerc. Il participe, avec ces unités, à toutes les campagnes du Fezzan, de Tripolitaine et de Tunisie. Avec la 2e division blindée, où il sert comme sous-lieutenant, il participe au débarquement de Normandie, puis à la campagne d'Allemagne. Il est fait compagnon de la Libération le 13 juillet 1945.]

– Mme Georges Brouet,
Mme Gérard Brouet,
Olivier et Pascal,
M. et Mme Jean-Claude Brouet,
Sylvie, Véronique et Delphine,
M. et Mme Philippe Rik,
Sylvain et Cécile,
Mlle Paulette Sainton,

ont la douleur de faire part du décès du

professeur Georges BROUET,
doyen honoraire
de la faculté de médecine de Paris,
membre de l'Académie de médecine,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 21 février 1986 à son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 25 février, à 8 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, 75017 Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

9, avenue de Wagram,
75017 Paris.

– M. et Mme Michel Simondin
et leurs filles,
M. Jacques Casadebaig
et ses enfants,
M. et Mme Daniel Casadebaig
et leurs filles,
M. et Mme François Thouand
et leurs enfants,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Lucienne CASADEBAIG,

survenu le 21 février 1986, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse est célébrée ce lundi 24 février, à 14 h 30, en la chapelle du funérarium de Bayonne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue La Harpe,
33110 Le Bouscat.
Ecole normale,
45, avenue des Etats-Unis,
78000 Versailles.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Philippe
CHENEAUX de LEYRITZ,

survenu en son domicile dans sa quarante-sixième année.

De la part de
M. et Mme Jean-Louis Besson,
M. et Mme François Cheneaux de Leyritz,
ses frères et sœurs,
Virginie et Robert Barbaut,
Caroline, Nicolas, Hélène et Marie Besson,
Marc, René et Gabrielle Cheneaux de Leyritz,
ses neveux et nièces,
Et toute sa famille,
Simone et Richard Faye,
Et tous ses amis,

Les obsèques ont lieu dans l'intimité, le samedi 22 février 1986, à 15 heures, en l'église Saint-Sauveur du Petit-Andely (Eure).

Une messe sera célébrée le vendredi 14 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6e.

M. et Mme Besson,
113 *bis*, rue de la Tour,
75116 Paris.
M. et Mme Cheneaux de Leyritz,
105, rue de Courcelles,
75117 Paris.

– *Le conseil d'administration,*
La direction générale,
Et tout le personnel de UNIBAIL,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Philippe
CHENEAUX de LEYRITZ,
directeur,

survenu brutalement dans sa quarante-sixième année.

– Sa famille et tous ses amis

ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M. Ivan
FEDOROVITCH TECOUTOFF,

survenu le 16 février 1986.
La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 20 février, à 15 h 45, en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevski, rue Daru, 75008 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mlle Aline Glimet,
Les docteurs Thadé et Colette Glimet,
M. Emmanuel Glimet,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Hélène GLIMET,

survenu le 20 février 1986, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

1, rue du Printemps,
75017 Paris.
97, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.

– Annonay (07).

Les familles Lapize de Salée, Veyrenc et Blachier
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Blanche LAPIZE de SALÉE,

survenu le 20 février 1986, dans sa quatre-vingt-onzième année.

– Mme Paris de Bollardière,
M. et Mme Georges de Kerever
et leurs enfants,
M. et Mme Paul Bothorel
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Paulet
et leurs enfants,
M. et Mme Gilles de Haynin
et leurs enfants,
Mme Yves Redier,
sa sœur,
Thi-Ba-Nguyen-Thi-Muong,

ont le regret de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, du

général Jacques
PARIS de BOLLARDIÈRE,
compagnon de la Libération,
membre fondateur du MAN
(Mouvement
pour une alternative non violente).

Les obsèques auront lieu en l'église de Guidel (Morbihan), le mardi 25 février 1986, à 14 heures.
Inhumation au cimetière de Vannes.

– M. Daniel Salagnac,
son époux,
Mme et M. Bernard Claverie,
sa fille et son gendre,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Janette SALAGNAC,

survenu en son domicile, le 20 février 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 26 février 1986, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, à Paris-14e, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Salagnac,
15, rue Sarrette,
74014 Paris.
M. et Mme Claverie,
25, rue Jacquier,
75014 Paris.

Anniversaires

– Pour le douzième anniversaire de la disparition de

Michèle CYPKIN,
agrégée de l'Université,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

– A tous ceux qui ont connu et aimé

Guillaume-Dominique
LARAN-BUSSE,
mort tragiquement en son domicile, à l'aube du 1er mars 1983, à l'âge de trente-trois ans.
Sa mère, Mme Sarah-Christiane Laran-Richard, leur demande de penser à lui.
Pour ce troisième anniversaire une messe sera célébrée à sa mémoire en l'église Saint-Séverin, chapelle Mansard, le mercredi 26 février 1986, à 19 heures.
18, rue Mayet, 75006 Paris.

Communications diverses

– M. Jean Delumeau, professeur au Collège de France, donnera le mardi 25 février, à 20 h 30, une conférence : « Ce que je crois », au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, 75013 Paris. Libre participation au frais.

– Le docteur H.-J. MASSART, oto-rhino-laryngologiste, diplômé de la faculté de médecine de Paris, attaché des hôpitaux de Paris, diplômé en immuno-allergologie, expert médical, informe de son intallation, 23 *bis*, avenue Niel, 75017 Paris. Tél. : 46-22-36-44, sur rendez-vous.

LA MORT DU GÉNÉRAL PARIS DE BOLLARDIÈRE

Le vieux guerrier de l'antiguerre

Le général Jacques Paris de Bollardière, qui prit position en 1957 contre la torture en Algérie et fut ensuite un militant de la non-violence, est mort le samedi 22 février dans sa propriété de Guidel (Morbihan) des suites d'un cancer généralisé.

Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Ses obsèques seront célébrées à Guidel le 25 février.

Le Mouvement pour une alternative non violente, les Verts et M. René Dumont, ancien candidat à la présidence de la République, ont rendu hommage à la mémoire de ce soldat devenu pacifiste et écologiste.

Le 27 mars 1957, *l'Express*, alors dirigé par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, publie une lettre qui souligne « *les aspects dramatiques de la guerre révolutionnaire à laquelle nous faisons face, et l'effroyable danger qu'il y aurait pour nous à perdre de vue, sous le prétexte fallacieux d'efficacité immédiate, les valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à présent la grandeur de notre civilisation et de notre armée* ». C'est l'effarement dans les milieux militaires et parmi les partisans à tout prix de l'Algérie française, car l'auteur n'est pas un de ces intellectuels qu'il est de bon ton de mépriser et même d'accuser de trahison. C'est le soldat le plus décoré de la France libre, qui a participé à tous ses combats depuis ceux de Norvège jusqu'à Bir-Hakeim, a été parachuté en France et en Hollande, a été à la tête des commandos de parachutistes en Indochine : le général Jacques Paris de Bollardière, « Bolo » pour ses camarades, grand officier de la légion d'honneur et compagnon de la Libération.

Bollardière est responsable du secteur est de l'Atlas blidéen ; il a eu sous ses ordres Jean-Jacques Servan-Schreiber qui vient de publier *Lieutenant en Algérie.* Ecœuré par les méthodes que couvre son chef, le général Massu, qui recommande « *une accentuation de l'effort policier* », il vient de lui demander de le relever de son commandement.

La situation est embarrassante : un gaulliste de la première heure, un soldat que nul ne peut accuser de manquer de patriotisme lève un voile que l'armée et le pouvoir tenaient pudiquement baissé. On laisse entendre que le vieux guerrier – il n'a en fait que cinquante ans – est « *pur mais naïf* », qu'il s'est laissé influencer par son ancien lieutenant. M. Robert Lacoste, ministre résident en Algérie, jette feu et flamme. L'establishment militaire, Massu en tête, est furieux : ce général n'est pas du tout « *convenable* ». Bollardière lui-même, élevé dans les camps, reconnaît qu'il a contrevenu à la discipline. Le gêneur est mis aux arrêts de forteresse. Ainsi, enfermé au fort de La Courneuve, se taira-t-il pendant deux mois. Au *demeurant, un seul officier s'est solidarité* avec lui : le capitaine Dabezies. On l'enferme à son tour.

Mais Jacques Paris de Bollardière est de la race de ces témoins qu'on jetait jadis aux lions. De surcroît, il est catholique et breton. On lui donne un poste en Afrique. Lorsqu'il est question, en 1960, de lui en donner un autre, purement nominal, en Allemagne, il se rebiffe. N'est-il donc plus capable, parce qu'il a condamné la torture au nom de l'honneur de l'armée, d'exercer des responsabilités en Algérie ? De Gaulle, qui l'aime bien, renonce à lui donner raison. « Bolo » s'en va. Il est libre, ou presque : il a omis de donner expressément sa démission de l'armée.

Une expédition à Mururoa

Dans ses idées comme sur le terrain, il va jusqu'au bout. Il a voulu défendre la dignité de l'homme, du tortureur comme du torturé. N'est-ce pas la guerre elle-même et la violence qu'elle implique qui doit être mise en cause ? « Bolo » adhère à la « non-violence », cette méthode de défense qui sauvegarde, à ses yeux, ce qui est le plus grand dans l'homme, son droit à ne pas tuer. Et il entame un nouveau combat, pacifique et pacificateur. Ce n'est pas un *orateur, ni un démagogue. Mais* la force de sa conviction dans les années 70 attire la jeunesse.

Avec M. J.-J. Servan-Schreiber, il organise, en juin 1973, une campagne contre l'armement nucléaire et les expériences françaises dans le Pacifique. En compagnie de MM. Jean-Marie *Muller, théoricien* de la non-violence, Brice Lalonde et l'abbé Jean Toulat, il s'embarque à bord du voilier de plaisance néo-zélandais *Fri*, battant pavillon américain. Le *Fri* pénètre dans les eaux de Mururoa, interdites dans l'attente d'une expérience nucléaire. La marine française, qui n'use pas encore de méthodes de dissuasion explosives, arraisonne le bateau et interne ses occupants dans l'île de Hao. Le général, malade, est ramené au Val-de-Grâce. A sa sortie, il apprend que M. Robert Galley, ministre des armées, l'a mis à la retraite d'office pour avoir « *manqué à ses obligations de réserve* ».

Bollardière renvoie à M. Pompidou sa plaque de grand officier, et n'en continue pas moins sa lutte contre tout atteinte à la dignité de l'homme, qu'il s'agisse des militants régionalistes ou du logement social, prend parti contre l'extension du camp militaire du Larzac, multiplie les interventions en faveur du Mouvement pour une alternative non violente. Il figure – en avant-dernière position – sur la liste des Verts aux élections européennes de 1984 et prend part à la manifestation pacifiste d'avril 1985.

A sa manière, courtoise, têtue, sans concessions, il trace le sillon qu'il a choisi, durement, dans l'incompréhension parfois méprisante du milieu dont il était issu, ce fils d'un officier tué en 1914-1918, ce frère d'un officier tué au Maroc, ce soldat de toutes les guerres aura lutté jusqu'au bout pour interdire la guerre.

JEAN PLANCHAIS.

Sa carrière militaire

Né le 15 décembre 1907 à Châteaubriant (Loire-Atlantique), sorti de Saint-Cyr en 1930, capitaine au 1er régiment de la légion étrangère en 1940, Jacques Paris de Bollardière débarque en Norvège en mars de la même année. Il prend part à la bataille de Narvik, est ramené à Brest avec une partie du corps expéditionnaire, s'embarque le 21 juin pour l'Angleterre à bord d'un chalutier et rallie la 13e demi-brigade de la légion étrangère. Il prend part à l'opération manquée de Dakar en septembre, au ralliement du Gabon, à la campagne d'Erythrée contre l'Italie, aux opérations de Syrie, enfin aux combats de Libye contre Rommel.

En 1944, il est parachuté, deux mois avant le débarquement, dans le maquis des Ardennes. En décembre 1944, il commande le 1er régiment de chasseurs parachutistes qui, le 7 avril 1945, saute sur la Hollande.

En 1948, il commande la demi-brigade parachutiste SAS en Indochine. En 1950, il est placé à la tête des troupes aéroportées. Après l'Ecole de guerre, très jeune général de brigade, il est nommé en Algérie, au commandement du secteur est de l'Atlas blidéen.

Après les sanctions qui lui sont infligées, il est adjoint au commandant supérieur en AEF-Cameroun, puis nommé en 1960 adjoint au commandant du 2e corps d'armée en Allemagne. Il donne sa démission. Il est alors grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, titulaire de huit citations et décoré du *Distinguished Service Order* (DSO) britannique. Il est mis à la retraite d'office en 1973.



société

Les catholiques français ne sont plus des inconditionnels du tiers-monde

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement, qui fête son vingt-cinquième anniversaire, publie le mardi 25 février les résultats d'un sondage sur l'aide au tiers-monde : 34 % des Français disent *« pouvoir faire quelque chose »*, contre 39 % dans un sondage précédent de 1983 (1). Dans le même temps, la commission Justice et paix, organisme officiel de l'Eglise de France, appelle les catholiques à une réflexion renouvelée sur le tiers-monde.

« La Corrèze avant le Zambèze » : c'est là l'époque du « cartiérisme » triomphant (2), il y a exactement vingt-cinq ans, que l'épiscopat français créa le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). Depuis, les catholiques français entretiennent avec le tiers-monde des rapports incertains. Si leur militantisme ou leur générosité restent considérables, ils ne sont plus les inconditionnels d'hier. En matière de solidarité internationale, ils veulent y regarder de plus près.

Militantisme : dans un sondage de 1983 (1), 43 % des catholiques pratiquants se disaient prêts à *« faire quelque chose contre la faim dans le monde »* et 36 % à *« consacrer du temps pour les engagements bénévoles »* (contre 16 % pour l'ensemble des Français).

Au Secours catholique (dont les actions ne sont pas toutes orientées vers le tiers-monde), le nombre des bénévoles – 52 000 – a doublé au cours des dix dernières années. Le CCFD peut, quant à lui, compter sur un réseau de 25 000 animateurs locaux. Le militantisme n'est pas mort, chez les catholiques, quand il s'agit d'actions concrètes pour le tiers-monde, les pauvretés ou les droits de l'homme.

Même observation sur le plan financier. En 1976, le Secours catholique comptait 450 000 donateurs. Ils sont 600 000 aujourd'hui. Ses recettes, comme celles du CCFD, croissent, depuis trois ans, à un rythme de 20 % l'an. Les situations d'urgence pressantes - la famine du Sahel, les catastrophes du Mexique ou de Colombie, – ont suscité une grande mobilisation. Les catholiques sont réputés si bons payeurs que des associations non confessionnelles organisent, elles aussi, leur collecte pendant la période de carême.

Aujourd'hui, ce public qui n'a jamais cessé de donner réclame des comptes. Influencé par des campagnes anti-tiersmondistes, mais aussi par des échecs et des erreurs commises, il est devenu plus critique. La politisation et le détournement des aides lui répugnent. L'existence de projets de développement soutenus par le CCFD au Nicaragua, à Cuba, au Vietnam, est contestée, et pas seulement dans les milieux traditionnalistes.

A la demande de transparence exigée des associations militantes, s'ajoute aussi le « mythe de proximité » : on n'a jamais autant parlé qu'aujourd'hui d'aides directes, de jumelages ou de coopération décentralisée à l'initiative des collectivités locales.

Rejeter la culpabilité

Les spécialistes sont divisés. Les uns disent que de telles évolutions ne doivent pas surprendre dans cette partie de la population dont on sait qu'elle est située à droite. En matière de solidarité internationale, elle va moins vite que l'avant-garde militante et même que l'enseignement des papes (notamment *Populorum progressio* de Paul VI en 1967). Elle continue de préférer la charité à la « solidarité » ou au « développement ». Elle est plus favorable à des distributions de vivres ou de soins médicaux, à des forages de puits, qu'à des investissements politiquement risqués dans l'animation, dans la formation et l'information.

D'autres craignent, au contraire, que des évolutions constatées depuis vingt ans ne soient remises en cause : le fait, par exemple, de privilégier les effets du développement à long terme sur les actions d'urgence, ou de faire du tiers-monde l'arbitre de l'acheminement des aides et l'acteur de son propre développement. Le CCFD, notamment, a fondé toutes ses relations avec des « partenaires » compétents du tiers-monde, indépendamment des préférences manifestées par les Eglises locales (bien que 90 % des projets financés par le CCFD soient soutenus par les évêques).

Dans le document qu'elle vient de publier, la commission française Justice et Paix prend en compte les changements intervenus et suggère un *« pragmatisme modérément optimiste »* dans un domaine où les phases d'illusion et de découragement n'ont cessé de se succéder (3). Elle admet qu'un certain tiers-mondisme a échoué dans *« un marxisme simplifié »*, mais prend tout autant ses distances avec le *« libéralisme caricatural »*.

« L'Evangile n'est ni le code du parfait coopérant ni le prêt à appliquer du développement », affirme la commission Justice et Paix. La solidarité avec le tiers-monde n'en est pas moins *« un impératif de notre foi, de notre éthique et même de notre sécurité »*. Cela doit être rappelé, conclut la commission, *« à une opinion lassée, angoissée par la crise, mais qui, tout en rejetant les idéologies culpabilisantes, dénonciatrices et inefficaces auxquelles elle ne croit plus, est prête à soutenir des actions concrètes dont elle voit la portée »*.

HENRI TINCQ.

(1) Deux sondages identiques ont été réalisés en 1983 et en 1986, sur un échantillonnage de mille personnes.

(2) Raymond Cartier, journaliste à *Paris-Match*, défendait la thèse d'une aide prioritaire aux départements français défavorisés.

(3) *Coopérer au développement aujourd'hui*, par la commission française Justice et Paix. Le Centurion, 36 F.

ÉDUCATION

Les cinq jours de « l'Étudiant »

LES ENTREPRISES NE SONT PAS AU RENDEZ-VOUS

Dans le foisonnement des salons, il convient désormais d'ajouter ceux de l'orientation scolaire. Ce week-end parents et étudiants avaient le choix entre la porte de Versailles où se tenait le « Salon de l'orientation et premier emploi » ou la Villette où débutaient les « Cinq jours pour *construire son avenir* » organisé par le mensuel *l'Etudiant*. L'orientation ferait-elle recette ? On peut le penser, puisqu'un sondage *l'Etudiant-le Nouvel Observateur* révèle que 79 % des parents sont inquiets quant à l'avenir de leurs enfants, que ces derniers le sont à 62 % et que 51 % d'entre eux estiment être mal informés sur l'orientation. Plus pessimistes que leurs parents, 46 % des lycéens pensent, que l'orientation est affaire de sélection à outrance, mais 82 % affirment, qu'elle est avant tout leur problème.

Au salon de la Villette ce n'est ni l'angoisse – l'ambiance, les décors ne se prêtent pas à ce genre d'état d'âme – ni la fatalité qui caractérisent les nombreux visiteurs, mais une lucidité un peu amère. Quand on les interroge, ce sont toujours les mêmes réflexions : *« Je voudrais bien faire cela mais c'est bouché »* ou bien *« Pourquoi faire des études pour aller pointer au chômage ? »* Pour René Silvestre directeur de *l'Etudiant « Un tel Salon a justement pour objectif d'aider les jeunes à sortir de leur angoisse en leur présentant les multiples voies susceptibles de s'ouvrir à eux, compte tenu de leurs aspirations et de leurs possibilités. »* Si à tous les stands de la Villette on discute des études et des métiers, les grandes absentes du salon sont les entreprises. Une fois de plus les étudiants n'auront comme ressource pour les connaître que de feuilleter les catalogues en tout genre. Qui mieux que des professionnels pourtant pourraient parler des entreprises, de leur travail et ainsi donner aux lycéens des perspectives d'avenir ? N'ont-elles rien à offrir aux étudiants – ce qui serait bien décourageant – ou se désintéressent-elles de la formation et de l'orientation ? Dans ce cas on ne comprend plus le discours sur le nécessaire rapprochement école-entreprise prôné par tous.

M. François Mitterrand, dans une interview à *l'Etudiant*, constatait : *« Il y a aujourd'hui entre le monde des adultes et le monde des jeunes une distance beaucoup plus grande que naguère. L'entreprise est faite par des adultes pour des adultes. Elle est moins tolérante qu'autrefois à l'égard de leurs modes, de leur langage, de leurs comportements. Plus de démocratie politique a été l'apprentissage de la tolérance. Plus de démocratie dans l'entreprise ce serait aussi un accès plus facile des jeunes à l'emploi. »*

(1) *L'Etudiant*, mars 1986, 23 F.

ENVIRONNEMENT

● *Création d'un Institut international de recherche sur le dépérissement des forêts.* – Quinze chercheurs de six pays d'Europe (Allemagne fédérale, Suisse, Autriche, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg) ont créé le 22 février, à Trèves (RFA), un Institut international de recherche sur le dépérissement des forêts, présidé par le professeur ouest-allemand Jürgen Tesdorpf, de l'Institut pour l'environnement et la lutte antipollution de Vilseck, en Bavière. Ce nouveau centre de recherche, qui pourrait être rattaché à une université, souhaite entretenir des liens scientifiques avec les pays d'Europe centrale concernés par le dépérissement des forêts en Tchécoslovaquie, en Pologne et en RDA, notamment. – *(AFP.)*

ESPACE

La navette ne volera pas cette année

Selon la presse américaine, le gouvernement américain s'efforce de trouver, hors du sérail de l'agence spatiale américaine, un administrateur capable de reprendre en main la NASA. Les candidats le mieux placés seraient M. Edward C. Aldridge, l'actuel sous-secrétaire à la défense chargé de l'armée de l'air, et M. James Fletcher, un ancien administrateur de la NASA. Il reste que la nomination d'un nouvel administrateur est liée au départ de MM. James Beggs et William Graham. Le premier – aujourd'hui critiqué pour son manque de fermeté à la tête de l'agence spatiale – a pris, en décembre dernier, un congé sans solde après avoir été inculpé dans une affaire de fraude remontant aux années 1978 à 1981, lorsqu'il était directeur de la firme General Dynamics. Officiellement, M. Beggs est cependant toujours patron de la NASA. Quant à son remplaçant à titre temporaire, M. Graham, il ne semble pas vouloir renoncer à son poste, même si deux sénateurs américains demandent son départ. Quoi qu'il en soit, le programme de la navette devrait prendre un sérieux retard. Un haut responsable de l'agence a en effet indiqué qu'il faudra sans doute attendre un an avant le lancement d'une nouvelle navette.

PARIS

Les fonctionnaires des finances déménagent

Dès l'automne prochain, mille cinq cents fonctionnaires du ministère des finances emménageront dans leurs nouveaux bureaux de Bercy (12e arrondissement). C'est ce qu'a annoncé M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, en posant la « première pierre » de la quatrième et dernière tranche du ministère. Les immeubles bordant la gare de Lyon sont en cours d'achèvement et les fondations du bâtiment principal, perpendiculaire à la Seine, sont coulées. L'ensemble sera achevé à l'automne 1988. Dès la fin de cette année, tous les fonctionnaires des finances auront quitté le Louvre. Certains iront directement à Bercy, d'autres occuperont des bureaux provisoires situés boulevard Saint-Germain et rue du Bac ou seront installés dans différentes annexes que le ministère conserve dans Paris.

SCIENCES

Six femmes sur la banquise

Six femmes en mission scientifique au pôle Nord ont pu quitter, samedi 22 février, leur base arrière de Ny-Aalesund au Spitzberg et commencer leur long parcours de 1 111 kilomètres sur l'Arctique. Les conditions atmosphériques avaient retardé leur départ originairement prévu pour le 20 février.

Outre les courants faisant dériver la banquise, les crevasses, le froid, le poids du matériel, ces femmes dirigées par une chercheuse française, Mme Madeleine Griselin, devront affronter les ours blancs plus nombreux cette année. Au-delà de l'exploit sportif, Madeleine Griselin et ses compagnes, Annie Zwahlen, Florence Marchal, Annie Tremblay, Marie Williams, Mireille Gouget, vont accomplir un travail scientifique destiné à mieux connaître la glace, les conditions marines et météorologiques. Un programme médical axé aussi bien sur les recherches psychologiques que physiologiques complétera ces expériences. Les six femmes seront ravitaillées par avion quatre fois jusqu'à leur arrivée au pôle Nord prévue début juin.

UN NOUVEL ÉPISODE DE L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

La revanche du commandant Beau

Le commandant Jean-Michel Beau tient sa revanche et, paradoxe pour ce représentant de la « grande muette », actuellement affecté à la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSA), ex-sécurité militaire), son arme sera la parole. Prévenant les journalistes sans se cacher le moins du monde, il annonce qu'il fera des révélations le mardi 25 février à 18 heures sur *Europe 1, au journal de Jean-Pierre Elkabbach*, dont il sera l'invité.

Second paradoxe : ce militaire « bavard » ne proclame pas son innocence, ne joue par les vertus outragées, il veut au contraire être jugé le plus vite possible. Mais pas seul ! L'officier qui, avec son adjoint, le major Jose Windels, couvrit les fautes de procédure commises lors de l'arrestation des trois supposés *« terroristes » irlandais* à Vincennes en août 1982 reconnaît volontiers ce dont l'accuse la justice. Aussi, seul inculpé gendarme avec le major de subornation de témoin, le commandant Beau ne veut-il pas d'une demi-justice. Il a certes menti, reconnaît-il, mais sur ordre, au nom d'une « raison d'Etat » soufflée par d'autres. D'autres ? Le capitaine Paul Barril, alors chef par interim du GIGN et le commandant Christian Prouteau, conseiller technique du président de la République. Non, répète-t-il, il ne portera pas seul le large chapeau dont ses collègues super-gendarmes l'ont coiffé.

Tel est le message. Pour l'étayer, promet le commandant, des révélations, des faits précis, des dates. C'est ainsi que le monde de cet officier plutôt traditionnel s'est effondré un jour de 1985. Il comprit alors qu'il n'était pas seulement le « lampiste » de cette affaire, le gendarme qui « trinque » pour tous les autres, mais aussi un naïf doublé d'un aveugle. Il venait en effet d'apprendre l'existence de M. Bernard Jégat et de son témoignage accablant pour le capitaine Barril : les armes trouvées à Vincennes auraient été apportées par ledit capitaine, assure son informateur, M. Jégat.

Le commandant Beau a désormais le sentiment d'avoir été trompé deux fois : il croyait n'avoir couvert, pour une raison d'Etat qui lui semblait honorable, que des fautes de procédure ; il est maintenant convaincu qu'il a couvert sans le savoir un « montage ». Dès lors, il n'a plus rien à perdre. Malgré un blâme – la plus grave sanction – notifié le 23 janvier après une première intervention – très allusive, sur Europe 1, – le commandant a donc choisi de récidiver. Parce que, assure-t-il, le droit est en sa faveur : inculpé d'une infraction de droit commun, il n'est, selon lui, tenu ni au secret de l'instruction ni à l'obligation de réserve, s'il s'exprime sur un sujet ne concernant en rien la défense nationale. Le blâme qu'il a reçu ne vise d'ailleurs pas un *« manquement à l'obligation de réserve »*, mais *« la désobéissance à un ordre donné »*, en l'occurrence celui de n'*« entrer en contact sous aucun prétexte avec des représentants de la presse »*. Un sénateur des Vosges, M. Albert Voilquin (républicain indépendant) a d'ailleurs pris la défense du commandant Beau dans deux questions écrites adressées le 10 février au ministre de la défense, M. Paul Quilès.

L'officier de gendarmerie discipliné au point de mentir sur ordre à la justice s'est donc mué en champion de la liberté d'expression des militaires. Pour que justice soit rendue. En face, c'est le silence. Une instruction qui traîne, des super-gendarmes qui ne disent mot, une hiérarchie qui attend le 16 mars et ses lendemains...

E. P.

TRANSPORTANT DU MATÉRIEL MILITAIRE VERS L'AFRIQUE

Le capitaine du *Silver Sea* a été écroué en Bretagne

De notre correspondant

Brest. – Le *Silver Sea*, un caboteur battant pavillon panaméen, mis sous haute surveillance dans le port militaire de Brest (*le Monde* daté 23-24 février), ne contenait pas des armes mais du matériel militaire. Point de bazookas, de mitrailleuses ni de munitions, comme on l'avait d'abord annoncé, mais en revanche des canots pneumatiques, du matériel radio, quelques jeeps avec remorques et des uniformes. Les treize membres de l'équipage, dont une femme, tous Britanniques, ont été remis en liberté dimanche 23 février, après avoir été entendus par les inspecteurs de la DST. En revanche, le capitaine du navire, M. William Sutton, cinquante-sept ans, a été présenté au parquet et écroué à la maison d'arrêt de Lorient. Il aura à répondre du délit d'importation sans autorisation de marchandises prohibées assimilées à du matériel de guerre.

Le mystère plane sur la destination du *Silver Sea*. Ce bateau, long de 60 mètres, 660 tonnes, aurait appareillé de Southampton. Mercredi, il a fait relâche dans la rade de Brest afin de se mettre à l'abri d'un coup de vent, a déclaré le capitaine. Sa présence a suscité la méfiance des douaniers ; ceux-ci n'ont pas tardé à effectuer une visite à bord, où ils ont découvert le matériel. Le *Silver Sea* a alors été remorqué dans l'enceinte militaire du port de Brest et quasiment mis sous scellés. Ce n'est que vendredi que l'on a appris l'arraisonnement du caboteur, qui faisait route, semble-t-il, vers la Sierra Leone ou le Libéria. Il n'est pas exclu que l'équipage ait eu pour mission de charger en cours de route du matériel, offensif celui-là, et des hommes.

GABRIEL SIMON.

FAITS DIVERS

TROIS JOURS APRÈS SON ENLÈVEMENT

L'industriel de Sèvres libéré, ses quatre ravisseurs arrêtés

Trois jours et demi après son enlèvement à son domicile de Sèvres (Hauts-de-Seine), M. François Lorber, trente-cinq ans, a été libéré samedi 22 février, vers 14 h 30, à Saint-Maur (Val-de-Marne) par la police, qui a arrêté sans coup férir, les quatre ravisseurs, dont une jeune femme.

Sur les trois hommes arrêtés, deux sont d'origine antillaise : Alain Alexis, vingt-huit ans, et un certain N'Gaola ; le troisième s'appelle Jean-Pierre Feuillet, âgé de quarante ans. La jeune femme, qui se prénomme Martine, est l'amie de N'Gaola. Deux ravisseurs ont été arrêtés dans le dix-huitième arrondissement de Paris, alors qu'ils s'apprêtaient à recevoir la rançon de trois millions de francs qu'ils exigeaient. Un autre l'a été dans un appartement de Saint-Maur, où il gardait l'industriel. Enfin, la jeune femme, complice des ravisseurs, a été appréhendée quelques heures plus tard.

Selon les premiers éléments de l'enquête, N'Gaola, artisan de son état, avait travaillé il y a quelques mois avec l'entreprise de peinture en bâtiment que dirige M. Lorber à Sèvres (Hauts-de-Seine) et les choses se seraient mal passées. Les enquêteurs, qui considèrent N'Gaola comme le « cerveau » du rapt, n'excluent pas que ce soit par esprit de vengeance que celui-ci ait décidé d'enlever l'industriel.

A L'HOPITAL EDOUARD-HERRIOT DE LYON

Un forcené se rend après avoir pris en otage deux femmes et un bébé

De notre correspondant régional

Lyon. – Un homme de trente-huit ans, Rabah Laouadi, a retenu en otage, pendant plus de treize heures, deux jeunes femmes – une infirmière puéricultrice et une jeune mère accompagnée de sa petite fille, Emilie, âgée de quatre jours – au deuxième étage du pavillon de néonatalogie de l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Le forcené, qui menaçait les otages avec un pistolet 9 millimètres, a fait irruption dans le service hospitalier vers 20 heures samedi 22 février. Il a tiré par deux fois sur un gardien qui tentait de s'interposer, le blessant à la cuisse et à la hanche. Opéré deux fois dimanche, celui-ci est hors de danger.

Les tractations avec le preneur d'otages, ont été conduites par M. Alain Jézéquel, préfet du Rhône, délégué pour la police, et Me François La Phuong, avocat de Rabah Laouadi, qui avait été condamné il y a dix-huit mois pour *« coups et blessures »* dans une affaire de proxénétisme. Rabah Laouadi réclamait « un entretien avec le président de la République » et, selon son avocat, exigeait un titre de séjour et une pension d'invalidité pour une blessure à l'œil dont il a été victime alors qu'il purgeait une peine de prison. Après avoir libéré, à 9 h 10, dimanche, la jeune femme et son bébé, le forcené devait remettre une heure plus tard son arme chargée à M. Jézéquel et relâcher l'infirmière qu'il menaçait.

Le préfet de police a démenti, dimanche soir, avoir promis un certificat de résidence au preneur d'otages, de nationalité algérienne. *« Un tel engagement, pris sous la menace, n'aurait eu aucune valeur »*, a précisé M. Jézéquel. Maîtrisé, Rabah Laouadi a été présenté dans la soirée à M. Dominique Roux, juge d'instruction à Lyon.

C. R.

Au tribunal de Lyon

UN PRÉVENU MASQUÉ

Un détenu atteint du SIDA s'est présenté, vendredi 21 février après-midi, devant le tribunal correctionnel de Lyon avec le visage protégé par un masque de tissu, sur les recommandations de son médecin et avec l'accord de la présidente du tribunal.

Accusé de vol de chéquiers et de falsification de chèques, le prévenu, âgé de trente-neuf ans, a été condamné à huit mois de prison ferme.

Selon le docteur Barlet, directeur du service pénitentiaire de l'hôpital Jules-Courmont à Pierre-Bénite (Rhône), *« la protection du malade contre toute agression microbienne s'imposait en raison de la gravité de son état de santé. La moindre grippe pourrait avoir, pour lui, des conséquences désastreuses »*. Sur les recommandations du médecin, la porte d'entrée de la salle d'audience, habituellement ouverte, a été fermée afin d'éviter les courants d'air.

Le docteur Barlet a, d'autre part, souligné que le malade avait insisté *« pour s'exprimer directement devant ses juges »* alors que le code de procédure pénale l'autorisait, compte tenu de son état de santé, à se faire représenter par son avocat.

A Monaco

LE CONCIERGE D'HOTEL ET LA PRINCIPAUTÉ

Le ministère d'Etat de la principauté de Monaco vient de refuser le renouvellement du *permis de séjour de M. Fulvio* Luongo, un ressortissant italien âgé de quarante-trois ans, qui vit à Monaco depuis treize ans.

Engagé en août 1985 comme concierge de nuit à l'Hôtel Loews, M. Luongo y fut élu délégué du personnel quelques mois plus tard. A partir du 29 décembre 1976, une grève de dix jours eut lieu à l'hôtel à l'appel du syndicat de l'établissement pour non-respect des accords professionnels et des lois de la principauté.

Deux mois plus tard, M. Luongo était mis à pied par son employeur, qui demandait son licenciement, mais celui-ci fut refusé par l'administration du travail, et M. Fulvio Luongo ne put jamais obtenir sa réintégration, malgré une longue procédure judiciaire.

Nouvelle plainte au mois de décembre dernier, pour non-respect du droit du travail, inscrit dans la Constitution monégasque : la procédure contre la *principauté est en cours.* M. Luongo, avec le soutien des confédérations syndicales italiennes (la CSIL et la CGIL), après s'être adressé aux autorités de son pays, et même à M. Sandro Pertini, alors président de la République, a saisi le Parlement européen.

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

RESPONSABLE DU SERVICE STATISTIQUES ET BUDGETS

MARQUEZ LA SOCIETE DE VOTRE EMPREINTE !

La SOCIETE GENERALE
recrute pour sa **Direction des Relations Humaines**
LE RESPONSABLE DU SERVICE STATISTIQUES ET BUDGETS

Outre la bonne réalisation des missions classiques du Service (bilan social, tableaux de bord, modèles de prévision...), *il animera une équipe* de 6 agents (dont 4 cadres) et devra restructurer le Service en prenant en charge l'actualisation des outils informatiques (A.P.L.).

De formation statistiques supérieures (type ENSAE, DAUPHINE), une expérience d'environ 5 années (dans des Fonctions Etudes) lui permettra de mener à bien la mission qui lui sera confiée. Sa rémunération sera modulée en fonction de sa réussite professionnelle.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature à Mademoiselle *D.* VIVIEN - SOCIETE GENERALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



MEDIA BA

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
recherche pour filiale LIBERIA, un

CONTROLEUR DE GESTION

- âgé d'une trentaine d'années
- formation supérieure de commerce ou équivalent (option finances)
- expérience prouvée dans fonction similaire de 5 ans minimum
- anglais lu, parlé et écrit couramment, indispensable.

Ce poste offre une rémunération intéressante, plus les avantages habituels de l'expatriation et de larges possibilités d'évolution au *sein d'un groupe de dimension internationale.*

Priorité d'intérêt aux Candidats ayant déjà exercé leur activité professionnelle en Afrique.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo sous réf. 2700
à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Chef des services comptables : votre professionnalisme saura nous convaincre.

Nous sommes la filiale française (4,5 milliards de C.A, 700 personnes) d'un important groupe européen, à rayonnement international.

Nous recherchons un chef des services comptables pour lui confier la responsabilité de la comptabilité générale et analytique, de la trésorerie, des comptabilités auxiliaires, de la clôture des comptes (normes françaises et S.E.C.) et de la fiscalité.

Directement rattaché à la direction générale, ce cadre de haut niveau devra animer une équipe de 40 personnes.

Nous souhaitons intégrer un véritable professionnel justifiant d'une **formation supérieure en comptabilité/fiscalité** (DECS minimum) et ayant déjà exercé d'importantes responsabilités hiérarchiques, si possible au sein d'un groupe international. La connaissance de l'allemand est nécessaire.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 013 M à

SOURCES 2 144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité

Price Waterhouse

Cabinet d'Audit et de Conseil de renom mondial
renforce ses structures Finances/Administration et recherche pour son siège parisien le



Responsable des Services Comptables

Superviser et contrôler la comptabilité générale, fournisseurs, clients de l'ensemble des sociétés du Groupe, préparer le reporting mensuel ainsi que les bilans annuels et comptes d'exploitation dans les délais, faire face aux exigences d'un système comptable fortement informatisé, voilà la mission que nous vous proposons. Vous serez appuyé par une jeune équipe de 9 personnes que vous animerez.

Rigoureux, disponible et motivé par la comptabilité, vous avez une formation supérieure type DECS, vous êtes à l'aise avec la production d'états mensuels.
Vous avez une expérience similaire de 3 ans dans un service comptable, de préférence dans une activité de services.
Connaissance de l'Anglais appréciée. Nous saurons vous récompenser de vos efforts.

Si vous êtes intéressé par cette offre, veuillez nous adresser lettre de candidature, CV détaillé et salaire actuel en précisant la référence. NM 51702 M à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

CONTROLEUR DE GESTION FILIALES
250 000 F +

Un groupe industriel connaissant un développement continu, à vocation très exportatrice (nombreuses filiales implantées en Europe et aux USA), enrichit son *potentiel humain en créant des postes dans de* nombreux domaines.

Le Directeur Financier du Groupe propose à un cadre confirmé (environ 35 ans) de venir prendre, au sein de son équipe, des fonctions de Contrôleur de Gestion Filiales.

Depuis l'élaboration des budgets filiales jusqu'aux rapports de synthèse à la Direction Générale, il participe à toutes les phases de réalisations d'une gestion performante et rigoureuse.

Il doit en outre motiver les filiales et optimiser certaines procédures.

Ce poste peut convenir à un diplômé d'une Ecole de Gestion doté d'une expérience similaire en milieu industriel et qui saura, en plus de ses *compétences techniques, apporter* un bon esprit d'initiative et de dialogue. Des perspectives d'évolution à court terme lui sont proposées au sein de ce groupe en pleine expansion.

Adressez lettre man., CV et photo et prétentions sous réf. 4958 à Gilles Cornabé, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Contrôleur de gestion
(reporting, analyses coûts/performances, gestion intégrée de production)

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre expérience acquise dans le contrôle de la gestion d'une unité industrielle. Nous vous offrons cette opportunité.
Notre département moteurs occupe une place importante sur son marché (moteurs pas à pas, courant continu, synchrones...).
Son CA dépasse 160 MF dont 40 % à l'export. Ses produits et ses marchés évoluent rapidement.
Nous vous proposons d'en assurer le contrôle de gestion, dépendant directement du directeur de département.
Vos tâches principales : reporting, budget prévisionnel, contrôle budgétaire, analyses de performances et des coûts en liaison avec la comptabilité analytique, gestion de production des achats à la fabrication, mise en place des outils de contrôle de gestion.
Une double formation d'ingénieur et de gestionnaire est souhaitée pour ce poste, complétée par une expérience concordante d'au moins quatre ans.
Ce poste est basé à Alès (40 km de Nîmes).



Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A. — 25, rue Jules-Védrines, 26027 *VALENCE* en précisant la référence CGM/LM.

Développer un must... la méthode des flux...

Notre Groupe (5,5 Milliards de F, 6 000 pers.) est français, solide, implanté à l'étranger. Sa Direction Financière est connue pour avoir développé auprès des milieux financiers une information de qualité et adopté des procédures fiables et efficaces pour ses gestionnaires. Venez nous rejoindre, en qualité de

Chef du service consolidation - 230 000 F +

Nous vous offrirons l'occasion d'approfondir votre connaissance d'une spécialité devenue majeure, la Consolidation, dans un contexte large et ouvert : une centaine de filiales, dont une importante aux Etats-Unis. « Affiner » l'existant dans le temps (passer de l'annuel au semestriel, voire au trimestriel), et dans « l'espace » (structuration par activité, par zone géographique), faire de la consolidation un outil efficace d'analyse et de gestion avec *pour objectifs la « visibilité » interne et la « lisibilité » pour l'extérieur.*

Un challenge pour un homme d'environ 30 ans, de formation supérieure + DECS *complétée par une expérience d'environ 3 ans, acquise soit en milieu industriel,* soit en Cabinet d'Expertise Comptable. Bien entendu, la pratique de l'anglais et l'utilisation de l'outil informatique doivent vous être familiers.

René DAGIRAL, notre conseiller, attend votre résumé de carrière, sous référence V/CF/LM.

AFCOREM  Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Moët-Hennessy

Récent vainqueur de la coupe de France des entreprises pour son dynamisme et sa rentabilité, notre Groupe réalise un chiffre d'affaires consolidé d'environ *7,7 milliards de francs et emploie 6600 personnes.*

Au sein du service Consolidation de notre Holding, nous créons le poste d'

Adjoint au Responsable Consolidation

Basé à Paris, le candidat aura pour mission d'assister le Responsable du service pour les travaux de consolidation et de reporting comptable. Il assurera les relations avec les Responsables de consolidation dans les secteurs d'activités, ainsi qu'avec les filiales étrangères, notamment américaines.

Le candidat, âgé d'*environ 28 ans, aura une formation supérieure du type ESC* + DECS. Il justifiera d'une expérience de 3 à 5 ans acquise en cabinet d'audit ou au sein du service Consolidation d'un groupe multinational. Une bonne pratique de l'anglais et de l'informatique est indispensable pour réussir à ce poste... évolutif.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) *en indiquant vos prétentions sous ref. CO 441 à ERNST & WHINNEY* Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Membre de Syntec

E&W Ernst & Whinney Conseil

Responsable administratif

Groupe bancaire **Service titres**

Ce groupe bancaire progresse régulièrement et développe notamment ses activités sur le marché monétaire et le marché financier. Il recherche pour son service titres un responsable administratif évolutif.

Assistant le chef de service, il participera à l'animation d'une équipe de 4 personnes dont les missions principales sont le suivi et la gestion d'emprunts obligataires, la centralisation et le dispatching des opérations de bourse confiées par les agences et sous-traitants (sur FCP, SICAV, actions, obligations), les virements SICOVAM. Il contrôlera les relevés de comptes transmis par les agents de change et s'informera sur les procédures nouvelles liées à la réglementation. Il participera à l'effort général d'automatisation des opérations et à leur décentralisation au niveau des agences.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (Sciences Eco, ITB ou CESB), ayant acquis une expérience de 5 ans au moins au sein d'une banque ou d'un établissement financier dans le secteur titres. Apte à travailler en équipe, il devra avoir de la souplesse d'adaptation pour suivre l'évolution du service. Poste basé à proximité de la Défense (R.E.R.).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. C 045/M à Christine Bernet

Membre de Syntec

SM SEMA•SELECTION Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

Contrôleur de gestion
320 000 + +

HAY FRANCE

Nous recherchons, pour une Société française rattachée à un puissant groupe étranger, un cadre international de formation supérieure et financière bilingue **français/italien**, capable d'assurer le contrôle de gestion de la Société, en liaison directe avec sa Direction Générale.

Son rôle sera notamment :
- élaborer les plans (à 3 et 5 ans) en centralisant l'information des différents services,
- déterminer les budgets annuels, et leurs affectations en fonction des objectifs prévus,
- contrôler les résultats de manière à éviter des dérives éventuelles.

Les candidatures (C.V., photo, salaire actuel), sous la référence 86068, seront examinées en toute confidentialité par

Sonia Lipszyc
HAY Managers 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

MEDIA PA

favoriser le développement économique et humain au moyen de la formation

UN ORGANISME RÉGIONAL de SERVICES recherche son DÉLÉGUÉ à l'EMPLOI et à la FORMATION CONTINUE.

Il sera chargé d'animer et de gérer une cellule d'appui aux PME (25 personnes) dont l'objectif est de favoriser le développement économique et humain, au sein de l'entreprise, au moyen de la Formation Continue.

Se situant à l'interface de l'Entreprise et des Centres de Formation et Administrations intéressés, cette délégation a un rôle de liaison constant permettant de faire évoluer en permanence les filières de formation proposées en fonction des besoins exprimés par les PME.

Ce poste, basé à LYON – impliquant un intérêt profond pour la Formation Continue et l'Emploi – conviendrait à un DIPLÔMÉ d'ÉTUDES SUPÉRIEURES pouvant justifier d'une expérience réussie (5 à 10 ans) dans les services Formation d'une grande Entreprise ou dans un Cabinet Conseil. Il possédera une réelle capacité de communication et de management doublée de solides qualités personnelles d'adaptabilité, de dynamisme et de disponibilité. Le sens de l'écoute n'exclura pas l'autorité naturelle.

Les dossiers de candidature (+ CV et photo) sous réf. 3160 M – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Chef de section portefeuille-effets
Banque - 220/250.000 F

Une institution financière spécialisée, jouissant d'une très forte notoriété, recherche son chef de section portefeuille - effets. Basé à Paris et intégré au sein de la direction des services financiers, il sera placé sous l'autorité immédiate du responsable de la division trésorerie - portefeuille et disposera d'une équipe d'environ 25 personnes. Sa mission sera d'assurer le suivi des différentes catégories de créances de l'établissement, de préparer les refinancements correspondants, et de tenir à jour de façon permanente le fichier emplois - ressources de la société. La fonction implique un contact direct avec les services informatique et trésorerie, ainsi que des relations financières fréquentes avec différents partenaires extérieurs. Ce poste s'adresse à un cadre administratif âgé d'au moins 30 ans, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (CESB apprécié), ayant acquis impérativement une bonne expérience de l'encadrement (employés et gradés) au sein des services centraux d'une banque ou d'un établissement comparable, et familiarisé avec les problèmes de traitement de masse d'informations comptables. Ecrire à J.-P. ROUGIER, en précisant la référence A/R 9132M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Important établissement financier... Quartier Opéra

Nous sommes un établissement financier jouissant d'une très forte notoriété au plan national. Dans le cadre de notre developpement, nous renforçons les structures de notre service «Titres» et, directement rattachés au Directeur Opérationnel de ce service, nous recherchons :

Un Responsable «Mouvements de Titres»

qui aura pour mission de diriger la cellule (20 personnes) chargée du traitement des depôts, transferts de titres et mouvements de portefeuille effectues pour le compte de nos clients. Ref. CO4512

Un Responsable «Encaissement-Remboursement-Recouvrement»

qui aura pour mission de diriger la cellule (35 personnes) chargée du paiement des coupons aux clients, du remboursement des titres amortis et du recouvrement de ces sommes auprès des organismes émetteurs. Réf. CO4612

Un Responsable «Conservation»

qui aura pour mission de diriger la cellule chargee de la gestion du stock de titres conservés par notre établissement ou les *autres depositaires, de la réalisation des transferts, de leur dépôt auprès de la SICOVAM et du suivi des comptes courants.* Réf. CO4712

Ces trois postes seront pourvus par des candidats âgés d'environ 35 ans, titulaires d'un brevet de banque ou du diplôme ITB, et justifiant d'une experience confirmée au sein du service Titres d'un établissement financier important. Une bonne maîtrise de l'outil informatique, l'esprit d'equipe, le goût du dialogue et un tempérament d'animateur sont necessaires pour réussir dans ces fonctions.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) en précisant la référence du poste et votre souhait de rémuneration à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discretion avant de vous repondre.



Ernst & Whinney Conseil

BANQUE PRIVÉE
recherche

RESPONSABLE FILIALE SPÉCIALISÉE EN LEASING INFORMATIQUE
Classe VII +

Il devra gérer et développer une jeune société en forte expansion, spécialisée dans le refinancement de sociétés de location de matériel informatique. Sa fonction s'étendra aussi aux opérations financières variées et complexes répondant aux besoins d'une clientèle d'établissements financiers.

Le candidat recherché est un professionnel du crédit, très entraîné à l'appréciation des risques et connaissant les techniques de leasing. C'est aussi un imaginatif et un "commercial" qui devra développer son secteur en s'adaptant à l'évolution des nouveaux instruments financiers.

Intégré à la Direction Financière de la Banque, il sera assisté par 2 collaborateurs et s'appuiera sur les différents services spécialisés du siège.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec c.v. précis, photo et prétentions sous réf. 1538 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

Entreprise industrielle
150 MILLIONS F - 250 PERSONNES

COMPOSÉE DE 2 ENTITÉS EN PROVINCE devant prochainement fusionner CRÉE le poste au Siège (BANLIEUE NORD ou EST DE PARIS)

Chef des Services COMPTABILITÉ & Contrôle budgétaire

Dans le cadre du regroupement en préparation, il prendra en charge LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE, la TRÉSORERIE, l'INFORMATISATION et la MISE EN PLACE D'UNE COMPT. ANALYTIQUE ET D'UN CONTRÔLE BUDGÉTAIRE *adaptés et efficaces.*

Très «professionnel»
- **H ou F, moins de 40 ans**
- **Solide formation COMPTABLE : DECS**
- **Déjà RESPONSABLE intégral d'une COMPTABILITÉ DANS L'INDUSTRIE (PME/PMI) et intéressé par le Contrôle budgétaire. Expérience appréciée du reporting en filiale anglo-saxonne**

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8376 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Consultant
Développement des Ressources Humaines

La CORT, l'un des premiers Cabinets de Conseils d'Entreprises en France, regroupe une équipe de Consultants spécialisés par branche d'activité. Forte d'une expérience de 40 ans, d'une réputation aussi bien nationale qu'internationale et d'un développement constant, elle souhaite élargir son équipe «HOMMES, STRUCTURES et COMMUNICATIONS».

Les domaines d'intervention sont les suivants : stratégie et gestion prévisionnelle de personnel, *dispositifs de rémunérations, management participatif,* structures et communications de l'entreprise.

Pour réussir dans le poste, le consultant recherché devra posséder une bonne expérience «ressources humaines», être diplômé d'Etudes Supérieures de Sciences Sociales avec formation complémentaire en Gestion, avoir le goût des voyages en France et éventuellement à l'étranger.
Intégré au sein d'une équipe, il disposera d'une large autonomie, participera à l'enrichissement des méthodologies et développera de nouveaux contacts.

Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre curriculum-vitae avec photo et rémunération actuelle sous référence 3139

CORT 65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

LEVI - TOURNAY / ABSCOM

CONTROLEUR DE GESTION
PARIS

Une Société française (C.A. 2 Milliards de Francs - Effectif 2.750 personnes), filiale d'un groupe industriel allemand, recherche UN CONTROLEUR DE GESTION. Sous l'autorité d'un chef de service, il sera principalement chargé de l'établissement des comptes d'exploitation par activité commerciale et *des analyses d'écarts par rapport au plan annuel à l'élaboration duquel* il aura contribué en collaboration avec les départements commerciaux. Il pourra être chargé d'études spécialisées. Pour l'ensemble de ces missions, il aura à utiliser des moyens informatiques performants. Le candidat retenu âgé d'au moins 25 ans, de formation E.S.C., possèdera 2 à 3 ans d'une expérience professionnelle identique acquise dans une société commerciale. Il manifestera *une réelle ouverture* d'esprit, une souplesse d'adaptation et il sera capable de travailler de façon autonome. La connaissance de la langue allemande sera un atout *supplémentaire.*
Ecrire sous référence 825/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. *Discrétion assurée.*

AFCOREM

être notre contrôleur budgétaire... ...à Nimes

Posséder une *maîtrise de gestion* ou de sciences économiques (option gestion), justifier d'une première expérience en entreprise c'est s'assurer les fondations d'une future carrière évolutive au sein d'une société performante.

CACHAREL vous offre cette opportunité :
dépendant directement du *contrôleur de gestion vous coordonnerez* une équipe de 4 personnes. Vous analyserez le suivi du budget (analyse-interprétation des écarts-suivi des actions correctives). Vous réaliserez le tableau de bord de direction ainsi que diverses études statistiques.

Si votre carrière ne se conçoit que chez les gagnants, si vous même vous êtes attiré par l'expérience d'un grand nom. Ecrivez-nous.

Adresser CV et prétentions à
Régine DESPRETS - CACHAREL
Z.I. St-Cesaire
B.P. 2036 - 30000 NIMES CEDEX.

cacharel

L'un des premiers groupes privés **IMMOBILIER DE LOGEMENT** et **ENTREPRISE** *à forte assise patrimoniale et financière et à* potentiel de développement important crée la fonction

Audit interne

Le candidat doit avoir une formation supérieure (ESCP - HEC - ESSEC...) et si possible DECS et une 1re expérience de cabinet d'Audit. Perspectives de carrière prometteuse pour candidat à forte personnalité.
Adresser votre C.V. avec lettre manuscrite, *photo et rémunération souhaitée s/réf. 2679 à* CONTESSE PUBLICITE. 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Importante CHARGE d'AGENTS de CHANGE (Paris-2me) recherche un :

Directeur administratif et juridique

CE CADRE diplômé du Droit des Affaires, ayant acquis une expérience dans la législation sociale et souhaitant élargir ses compétences aux domaines juridico-économiques aura pour responsabilités principales :
- LA MISE A JOUR en permanence des textes réglementaires émis tant par la COB que par les Organes législatifs et plus particulièrement par toutes les Institutions traitant de la gestion des patrimoines.
- LA TRANSMISSION aux Services concernés de ces éléments ainsi recueillis en participant à leur mise en application.
- LA GESTION du personnel sur un plan juridique et administratif.
- LE SUIVI des contrats d'assurances.

Si ce type de fonctions répond à vos ambitions professionnelles, alors merci d'adresser un C.V. + rémunération actuelle, sous la référence 328/LM, à



DICA SELECTION
69, rue Lecourbe
75015 PARIS

MEDIA PA

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

Gestion des crédits aux particuliers

Banque - 280.000 F +

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur, souhaite renforcer son département des crédits aux particuliers par le recrutement d'un nouveau responsable de la gestion des crédits (encours de 100.000 dossiers). Basé à Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur de ce département, il disposera d'une équipe de 90 personnes et aura la responsabilité globale des relations avec la clientèle et les différents partenaires de la banque, dès la première échéance de chaque opération de crédit: recouvrement, gestion des participations, impayés, remboursements anticipés etc... Il devra développer son activité dans l'esprit d'une véritable prestation de services, tant interne qu'externe, et faire preuve notamment d'un sens commercial réel dans le recouvrement des impayés. La réussite dans de telles fonctions peut conduire rapidement à un poste de numéro deux opérationnel de toutes les activités de ce département de 130 personnes. Cette opportunité ne peut convenir qu'à un cadre âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, doté d'une solide expérience de l'encadrement acquise au sein des services centraux d'une banque ou d'un établissement comparable, habitué à travailler dans un environnement informatisé, et motivé par une responsabilité de traitement de masse dans un esprit commercial et constructif. Une expérience complémentaire en agence serait appréciée. Ecrire à *JP ROUGIER en précisant la référence A/R 9135M.*

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

GRANDE BANQUE SECTEUR COOPERATIF

recherche

Auditeur interne

Chargé de la définition et du suivi des procédures à mettre en place pour assurer la sécurité des actifs et la fiabilité permanente des éléments comptables.

Formation supérieure et bonnes connaissances en organisation informatique.

Expérience minimum de 10 ans acquise au sein d'un cabinet d'Audit ou dans une fonction similaire au sein d'une banque.

Qualités essentielles souhaitées: rigueur, sens du contact.

Les réponses seront transmises directement à notre client; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Adresser CV et prétentions en précisant la référence B/5864M à:



PA Advertising

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INSTITUTION MUSICALE PARISIENNE

(association 1901) recherche son

responsable de comptabilité H/F

Chargé de l'élaboration de la comptabilité et des opérations de paie informatisées • des relations avec les administrations fiscales et sociales • de la gestion de dossiers administratifs. Profil recherché : niveau DECS - quelques années d'expérience (entreprise ou cabinet) - goût pour l'informatique. Disponibilité rapide.

Envoyer lettre man., CV, photo et prét. sous réf. 9581 à : Organisation et Publicité 2 rue Marengo 75001 Paris qui trans.

P.M.I. en forte croissance recherche son

Responsable Administratif et Financier h/f

Sous l'autorité directe du D.G., vous serez chargé de la gestion financière, des relations avec les banques, du développement informatique, de l'organisation de la société. Vous serez également responsable du Département «Achats». Vous serez assisté d'une comptable qualifiée et d'une aide-acheteuse. Vous êtes de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et avez au minimum 5 ans d'expérience d'encadrement dans ce type de fonction.

Ce poste varié, autonome, et à larges responsabilités vous permettra de valoriser vos qualités d'organisateur et votre autorité naturelle.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à :
PROCONECT S.A.
2, rue d'Estienne d'Orves 94110 ARCUEIL.

OFFICE D'ANNONCES
1400 collaborateurs – 2 Milliards C.A.
Régisseur de la Publicité dans les Annuaires des PTT.
Filiale du Groupe **HAVAS**, recherche

CONTRÔLEUR DE GESTION À FORT POTENTIEL *HF*

Il contrôle l'ensemble des directions de production et du Personnel.
- Il s'intègre dans une équipe dynamique.
- Il utilise les techniques performantes d'une fonction reconnue dans l'entreprise.
- Il relève du Contrôleur de Gestion société.

Son **CHALLENGE** en 1986 sera la conception et la mise en place d'un système de prix de revient.

SA MISSION : Homme ou Femme d'action, il (elle) :
- élabore les budgets en relation avec les directions,
- réalise les tableaux de bord mensuels,
- anime le système à prévisions et propose des recommandations,
- effectue les études économiques appropriées,
- contrôle les engagements de dépenses et de personnel.

SON PROFIL :
- HEC, ESSEC, ESCP (DECS apprécié).
- Expérience de 2 ans minimum en cabinet d'audit ou dans une direction financière.
- Rigueur, dynamisme et sens des contacts sont des qualités indispensables.

Rémunération attrayante et évolution dans le groupe possible pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : OFFICE D'ANNONCES – Evelyne MALACH – 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

HAVAS CONTACT

Devenu en moins de vingt ans, la première société d'achat, de vente et de financement de matériel informatique et électronique (603 M$ de revenus), COMDISCO poursuit son expansion en Europe (130 M$ et 75 pers.) et recherche pour le HQ à Paris son

Assistant Directeur Financier Europe

Chargé avec une équipe, jeune et motivée, d'élaborer, d'analyser, de consolider les *résultats mensuels et annuels des filiales, vous effectuez en outre les prévisions de* trésorerie, vous établissez et suivez les budgets.

Une formation supérieure (Sup de Co, Expertise Comptable, MBA), quelques années d'expérience comptable et financière au sein d'un Cabinet International d'Audit ou d'une Direction Financière pratiquant les méthodes anglo-saxonnes, et un bilinguisme Français/Anglais sont impératifs. De bonnes connaissances de la langue allemande seront appréciées. Poste évolutif, très intéressant de par sa polyvalence et son niveau de responsabilité dans un contexte international pour un candidat de bon potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 51802 RVR à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

Une filière prometteuse : la gestion comptable des SICAV et FCP.

Le "boom" des marchés financiers et le développement prodigieux des placements collectifs ouvrent des perspectives séduisantes aux professionnels du secteur et à ceux qui souhaitent le devenir.

Une importante banque française, réputée pour son expérience en matière d'investissement et de conseil en gestion de patrimoine, située à Paris 9ème, vous propose de la rejoindre pour prendre la responsabilité d'un service comptable rassemblant dix personnes. Plus qu'un spécialiste, nous recherchons un bon animateur, adaptable, rigoureux, passionné, capable d'assimiler rapidement les techniques spécifiques.

ESC ou Maîtrise de gestion + DECS, vous avez 3 à 5 années d'expérience comptable en cabinet, banque ou entreprise. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier complet aux consultants du cabinet SIRCA - 64 rue La Boétie 75008 Paris - sous référence 505 512 M.



Sirca

Membre de Syntec

SOURCES

emplois régionaux

L'ESIM

Ecole supérieure d'ingénieurs de Marseille
recherche son

CHEF DU DÉPARTEMENT MATÉRIAUX AVANCÉS

Le candidat idéal sera ingénieur diplômé d'une grande école avec une formation complémentaire anglo-saxonne Ph. D. ou MSc. Il aura une expérience prouvée dans le domaine de la R et D concernant les matériaux avancés et leur mise en œuvre dans l'un au moins des trois secteurs suivants :

Composites et plastiques, céramiques, alliages spéciaux.

Il aura à mettre en place et à diriger une équipe d'ingénieurs et de techniciens dont l'effectif sera en croissance rapide. Il participera personnellement à la formation des élèves-ingénieurs, il encadrera des thésards ; il négociera et réalisera des contrats de recherche industrielle et d'assistance technologique avec des entreprises publiques et privées.

Pratique courante de la langue anglaise exigée.
Rémunération brute annuelle : 300 000 F.
Lieu de travail : MARSEILLE.

Adresser c.v. à l'attention personnelle de Monsieur le Directeur de l'ESIM B.P. 64, 13375 MARSEILLE Cedex 12.

Responsable administratif et comptable

Filiale d'une société américaine, nous sommes un bureau d'études spécialisé dans la conception d'ouvrages d'art sophistiqués. Nos réalisations sont prestigieuses. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons le Responsable *Administratif* et *Comptable* de *notre* bureau *parisien* (20 ingénieurs et techniciens). Sous l'autorité du Directeur du bureau de Paris et en liaison permanente avec le Directeur Financier de notre maison mère aux Etats-Unis, vous serez responsable de la bonne tenue de notre comptabilité, des déclarations fiscales, de la trésorerie, du contrôle de gestion... et assurerez le reporting vers les *Etats-Unis. Vous participerez également à la mise en place de* notre informatique de gestion. Vous animerez une équipe administrative de 3 personnes. Ce poste conviendrait à un candidat possédant une bonne formation comptable de base (DECS par exemple) et ayant acquis une expérience similaire dans le contexte d'une filiale d'un groupe multinational. Une parfaite maîtrise de la *langue anglaise est indispensable. Ce poste qui est à pourvoir à la Défense* motivera un candidat soucieux d'exercer une fonction globale de gestion.

Si vous pensez avoir le profil de la personne (H/F) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 529 M à :

jlp j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. 45.63.03.10

SOURCES

multiconsult



CABINET CONSEIL INTERNATIONAL
Membre de Deloitte Haskins and Sells International
recherche

Consultants

en systèmes d'information de gestion

Les candidats(es) retenus(es), diplômés d'une grande école de gestion et possédant entre 1 et 3 ans d'expérience en entreprise, participeront à la conception et à la mise en place de systèmes d'information de gestion conçus autour de progiciels et s'appliquant plus particulièrement au domaine de la gestion financière et comptable et de la gestion commerciale.

Une expérience des grandes organisations ainsi qu'une connaissance pratique de l'informatique seront appréciées.

Ces postes, basés à Paris, au sein d'un groupe jeune et international impliquent des déplacements en province dans le cadre de missions très variées, nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et pourront déboucher sur des possibilités d'évolution rapide, notamment dans le domaine du conseil en management.

Ils impliquent un goût affirmé des contacts humains et du travail en équipe, des qualités de rigueur et de méthode, un bon esprit d'analyse et de synthèse ainsi que de fortes capacités d'adaptation.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo s/réf. M 8625 à Chantal Maheux
MULTICONSULT 94, avenue de Villiers - 75017 Paris

NANCY

Organisme d'études et de réalisations immobilières offre une *opportunité pour création d'un POSTE de*

RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

Chargé de l'administration économique et financière de programmes et de leurs *montages, à un diplomé ESCAE - ICN* - Maîtrise sciences économiques ou ingénieur T.P., justifiant d'une première expérience opérationnelle.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite, C.V. et prétentions, à l'attention de M. D. BESOIN



12, place de la Croix-de-Bourgogne
54042 NANCY Cedex. Tél. 83-27-46-62.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8me

recherche pour sa Direction Financière

COLLABORATEUR Classe V ou VI H/F

connaissant les marchés et produits financiers ainsi que leur fiscalité. Des connaissances plus particulières sur le marché obligataire français, primaire ou secondaire, seraient appréciées.
L'allemand et/ou l'anglais parlé est souhaité mais pas indispensable.

Adresser C.V. sous référence 601 à CEPIAD, 135, avenue de Wagram, 75017 Paris. Monsieur A. Dannenberger vous garantit la discrétion.

L'UNIVERS DE LA GESTION

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉDITION
RECHERCHE

ASSISTANT DIRECTEUR FINANCIER

– Responsable de la Comptabilité, dans un environnement tres informatise et en liaison avec le Contrôle de Gestion.

– Il possede une connaissance approfondie de la Comptabilité américaine et particulierement du reporting U.S. qu'il aura à pratiquer mensuellement.

– D'une trentaine d'années environ, de formation type D.E.C.S., il possédera plusieurs années d'expérience en entreprise multinationale.

– Il parle et écrit couramment l'Anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, sous reference 79555 M, a HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



Jeune filiale française de distribution (25 personnes - proche SENLIS) d'un puissant groupe multinational, nous avons acquis en quelques années une position de leader sur le marché français de la cheminée métallique avec une gamme très technique. L'accélération de notre développement (CA 26 MF, + 56% en 2 ans) nous conduit à créer un poste d'

attaché de direction

Gestion - Organisation - Administration

Adjoint au D.G., à côté du D.C. et du D.T., assisté d'une dizaine de collaborateurs, vous supervisez et réalisez personnellement : **comptabilité, finance, contrôle de gestion, planning, informatique, administration, personnel, logistique et organisation.**

Votre action contibue d'une manière déterminante à notre développement, par la définition et la mise en place des conditions harmonieuses de cette expansion. **Contrôler, consolider, mais aussi proposer et créer.**

Une formation supérieure polyvalente (ESCAE, gestion...), une première expérience, si possible dans une filiale de firme américaine. la maitrise réelle de l'anglais sont des atouts nécessaires. Capacités d'engagement, volonté de progrès, potentiel évolutif et ambition d'exploiter ce potentiel s'y ajoutent.

Adresser lettre. CV, rémunération sous réf. M 116 à M. d'Aboville, Résonance. 80. rue Taitbout 75009 Paris

résonance

Contrôleur de Gestion

Bourgogne

Rattaché au Directeur Général, celui-ci dirigera les Services Comptables et Administratifs (15 personnes). A ce titre, il participera aux décisions de l'Entreprise, et gérera l'ensemble des outils de gestion - mise en place et suivi des budgets, analyse des résultats et des prix de revient, gestion de trésorerie (FF, DM, £, Yens), optimisation des procédures, études, etc., Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (ESC + DECS, IEP...), justifiant d'une expérience de quelques années en milieu industriel, s'exprimant correctement en anglais (et si possible en allemand). La connaissance du contexte international constitue un atout supplémentaire.

Notre société (600 personnes - 700 M de CA) fabrique et commercialise des produits faisant appel à des techniques de pointe, destinés au marché mondial. Les conditions offertes et les perspectives d'évolution au sein d'un Groupe international sont de nature à motiver un candidat de valeur.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 602416

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION l'homme et l'entreprise

AFCOREM

SOCIETE AMERICAINE

de distribution de produits électroniques et micro-informatiques à forte croissance, aux ambitions importantes recherche

4 COMPTABLES

- **1er ECHELON** réf. M1
- **2e ECHELON** réf. M2
- **SERVICE PAIE** réf. MP
- **CLIENTS** réf. MC

De formation BTS, DUT, ils ont le potentiel, la disponibilité et l'ambition pour rejoindre une entreprise performante.
La réussite dans leur première mission leur permettra d'accéder à d'autres responsabilités dans un groupe où aller de l'avant prend un véritable sens.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence choisie à Monsieur Krieger, TANDY FRANCE - BP 147 - 95022 Cergy-Pontoise Cedex.

TANDY®
L'ÉLECTRONIQUE EN MOUVEMENT

150 MAGASINS EN FRANCE



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

L'Association centre d'accueil et aide aux toxicomanes des Hauts-de-Seine recherche

1 DIRECTEUR (TRICE)

pour diriger et coordonner les activités de sa structure d'accueil et de son atelier de formation (production menuiserie). Formation et exp. dans le secteur socio-éducatif souhaitée.

Env. CV au 9, av. Beauséjour 92500 Rueil-Malmaison.

LA VILLE DE VILLEURBANNE
recrute

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

(Finances - Personnel Population)
Expérience exigée
Adresser candidature avec curriculum vitae à M. le Maire - Hôtel de Ville B.P. 5051 69601 VILLEURBANNE.

ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS
éditant une revue mensuelle recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER ET DU PERSONNEL

Libre de suite. Salaire 200.000F/AN
Lieu de travail Paris
Ecrire à Mme C. Drouat 14, rue Froment. 75555 Paris Cedex 11

hager

Numéro un de l'appareillage électrique modulaire.

Une position de leader, une image de sérieux, des résultats exceptionnels... Nous devrions vous intéresser...

DIRECTEUR COMMERCIAL

LEADER sur le marché de l'appareillage modulaire destiné aux tableaux de distribution électrique.

SÉRIEUX comme nos produits et nos relations avec nos partenaires économiques.

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS : un chiffre d'affaires de plus de 400 millions de F et un cash-flow "musclé" pour une entreprise de 1 000 personnes.

Nous recherchons notre directeur commercial. Pleinement responsable de la stratégie commerciale, il dirige notre force de vente de 50 personnes (15 agences) et les services "administration et prévision des ventes".

Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), possédant une bonne expérience de direction de réseau de vente, pratiquant couramment l'anglais. Il devra apporter à l'équipe de direction en place de réelles qualités professionnelles et humaines.

Le poste est basé à OBERNAI, à 20 minutes de STRASBOURG, il permet de bénéficier des avantages d'un cadre de vie très agréable à proximité d'une grande ville à rayonnement universitaire et culturel renommé. La qualité des dirigeants et les performances de l'entreprise donnent à ce poste un relief particulier.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la réf. M 30/1525 A, à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste-Lamey
67000 STRASBOURG
Tél. : 88.35.49.49

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

DE BONNEVILLE ORLANDINI

Créée il y a 10 ans, et depuis 6 ans filiale de PUBLICIS no 1 de la Communication, nous sommes une Agence de Publicité de 35 personnes, réalisant déjà plus de 50 MF de C.A., en plein développement, profitable, ambitieuse et reconnue pour sa créativité.

Nous vous proposons de nous rejoindre au poste de

secrétaire général - 300.000 F +

Auprès de la Direction Générale, vous assurez la direction administrative et financière : vous prenez en main l'ensemble des questions comptables, financières, administratives et juridiques. De plus, vous êtes l'animateur de l'informatique (IBM 36), vous gérez le personnel et vous contrôlez les Achats. Cette fonction exige un haut niveau de formation (G.E. de Commerce + DECS) et de compétences techniques (au moins 5 ans d'expérience). Votre personnalité et votre style sont ceux d'un coordinateur homme-orchestre alliant rigueur, sens de l'organisation, simplicité et sens de l'équipe.

Adressez votre dossier à :

SCRIBE 4, avenue Hoche - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

GUY DEGRENNE S.A.

Poursuivant son développement, le groupe leader du marché de l'orfèvrerie en acier inoxydable (6 établissements + 1 000 personnes) crée le poste de

Chef du personnel H/F
basé Normandie

VOTRE PROFIL :
- Agé d'environ 35 ans, vous avez complété une bonne formation juridique et sociale par une expérience de 5 ans environ de la fonction personnel.
- Homme de terrain, mais surtout de communication et de dialogue, vous avez de réelles dispositions pour assurer les contacts avec les partenaires sociaux et le personnel.
- Organisé et organisateur, engagé et disponible, vous avez à cœur de participer à une gestion dynamique des hommes.

VOTRE MISSION :
- Développer et coordonner une politique sociale et des méthodes de communication et de motivation du personnel.
- Mettre en place et gérer une politique des salaires, de formation, de gestion prévisionnelle du personnel, ...
- Etre le partenaire de la Direction dans votre spécialité, y compris ses contraintes juridiques.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE MOTIVANTES A VIRE (CALVADOS).

Adressez vite CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru, 75008 Paris, sous la réf. 49 1195 portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Un vol ascensionnel

PROVENANCE : CONSTRUCTEUR AERONAUTIQUE
DESTINATION : 2EME CONSTRUCTEUR MONDIAL INFORMATIQUE

Digital a décidé d'implanter en France son " centre de compétence " aéronautique pour l'Europe. Tous les types d'applications de l'informatique à cette industrie y seront traités (développement, test, démonstration). Nous recherchons le

Directeur marketing européen : marchés aéronautiques

dont le rôle sera d'indentifier les besoins spécifiques de cette industrie, de définir les " packages " à proposer, d'établir des relations de partenariat avec les clients et prendre la responsabilité d'actions spécifiques de Marketing.

Des " avionneurs ", vous connaissez le métier, l'organisation, les besoins. Vous avez par ailleurs, de solides connaissances générales en informatique, une formation d'ingénieur et vous parlez l'anglais.

Adressez " votre courrier " à Anne CHEVALLIER, sous réf. MON 156, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 EVRY Cedex.

Bougez, Vivez...

N° 2 mondial de l'informatique



Curriculum

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

INSTITUTION MUSICALE PARISIENNE
responsable de comptabilité H/F

P.M.I. en forte croissance recherche son
Responsable Administratif et Financier h/f

PROCONECT S.A.
2, rue d'Estienne d'Orves 94110 ARCUEIL







L'ESIM
Ecole supérieure d'ingénieurs de Marseille

CHEF DU DÉPARTEMENT MATÉRIAUX AVANCÉS

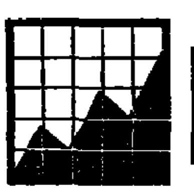
Lieu de travail : MARSEILLE

NANCY

RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

ANPE

12, place de la Croix-de-Bourgogne 54042 NANCY Cedex. Tél. 83-27-46-62.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Votre expérience d'exploitant de banque au service du développement de notre réseau

Notre **groupe bancaire** développe régulièrement son activité, en particulier sur les marchés financiers. Déjà implanté nationalement, il a amorcé une véritable décentralisation commerciale et continue à ouvrir de nouvelles agences pour atteindre les objectifs ambitieux qu'il s'est fixé.

Le Directeur du Réseau recherche un attaché de direction dont la mission principale sera de promouvoir et organiser les actions de vente au niveau des agences. Animateur et homme de terrain, il interviendra en appui technique et commercial ; il pourra être amené à remplacer ponctuellement un directeur d'agence ou un directeur régional. Il participera activement à la fixation d'une politique de développement au plan stratégique.

De formation supérieure (grandes écoles de commerce ou équivalent), âgé de 35 ans environ, le candidat souhaité a prouvé ses capacités à développer et gérer un «fonds de commerce» à un poste de directeur d'agence ou directeur de groupe d'agences. Il *a de très bonnes qualités de contact et un tempérament de pionnier.* Une expérience dans la mise en œuvre des services bancaires informatisés sera un atout supplémentaire. Mobilité géographique indispensable pour déplacements fréquents et de durée variable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence C 046/M à Christine Bernet, notre Conseil, qui traitera votre candidature confidentiellement.

SM SEMA•SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Membre de Syntec

directeur général

PME

prestations de services industriels

Cette Société, en raison de la qualité de ses prestations, a atteint en une dizaine d'années la deuxième place sur son marché avec un C.A. d'environ 20 MF.

Chargé de la gestion et du développement de la Société, l'action du Directeur Général portera notamment sur l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie commerciale, l'adaptation de l'outil logistique aux besoins du marché et l'évolution des prestations en fonction des techniques liées aux supports de communication.

Afin de pourvoir ce poste (dont le titulaire part en retraite), nous recherchons le patron expérimenté d'un Centre de Profit, apte à dominer les divers aspects de la fonction et désireux d'une large autonomie, tout en bénéficiant du soutien d'un Groupe. Le poste basé à PARIS conviendrait à cadre de formation supérieure, âgé de 40 ans minimum.

Les dossiers de candidatures (C.V. + rém. actuelle ou souhaitée)- sous réf.3157 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur de l'industrialisation du produit et des méthodes

INDUSTRIE DE LA CONFECTION

Notre entreprise, filiale d'un groupe français important, réalise un C.A. de 200 millions de francs, avec un effectif de 600 personnes réparties dans 5 unités de fabrication. Nos produits sont commercialisés sous différentes marques à forte notoriété. Le collaborateur que nous recherchons a une double fonction :
- il dirige notre bureau industriel : mise au point technique du produit, gradation, atelier de prototypes, calcul des PRI, modes opératoires et méthodes,
- en liaison avec la Direction Générale, *il définit les investissements en matériel, étudie et met en œuvre les innovations technologiques et toutes améliorations de l'organisation visant à accroître la productivité.*

Ce poste, convient à un ingénieur (A&M - Ecoles textiles) ayant l'expérience des méthodes et de l'organisation industrielle, acquise si possible dans l'industrie de la confection ou à défaut dans une industrie de moyennes séries à références nombreuses. Ce poste nécessite un homme d'envergure capable de mener à bien la mutation industrielle de notre entreprise ; des perspectives d'évolution existent vers des responsabilités plus opérationnelles. La pratique de l'anglais est nécessaire car il participera à des chantiers de tranfert de technologie à l'étranger. Le poste est basé dans une ville universitaire de la **région Rhône-Alpes.**

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 569.86 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Agro-Alimentaire

Directeur du Développement

Groupe spécialisé dans la recherche et l'obtention végétale ainsi que dans la production et la commercialisation de semences, notre forte notoriété est liée à la qualité de nos découvertes. Nous vous proposons de prendre en charge notre stratégie de développement. Rompu aux techniques de gestion modernes et au management des hommes, vous serez le bras droit de notre directeur général. Une bonne expérience dans le secteur agricole ainsi qu'une formation supérieure, de préférence ingénieur agronome. sont indispensables pour réussir dans ce poste très évolutif. Merci d'adresser votre dossier sous référence 163 G à Gérard Pont, 15, rue du Louvre 75001 PARIS chargé de cette recherche dans la plus totale discrétion.

nervet pont conseil

DIRECTEUR DE REGION

"soyons concrets"!

Filiale d'un groupe français, nous réalisons à ce jour un C.A de 600 MF sur le plan national et nous vous proposons de prendre la Direction de la Region Paris Ile-de-France qui représente 140 MF (en situation de profits).

Nous sommes un des leaders dans notre activité sur un marché, certes, en **expansion,** mais très concurrentiel. Ce qui implique : une **rigueur** permanente pour la **qualité** des Produits et des Services définis par contrats avec les entreprises clientes ; une **maîtrise** de la gestion que l'on peut qualifier de "Sensible" et une **capacité** à animer une structure importante.

Nous vous demandons d'être Responsable et Décideur, dans le cadre d'une Direction par objectifs. Vous bénéficierez d'une large autonomie qui devra vous permettre d'assurer un **Développement** significatif de nos activités.

De formation supérieure (ESC, gestion, agro,.), vous avez 30 ans et + et vous possédez une experience réussie, dans le secteur tertiaire de préférence

Quant à votre tempérament, vous le definissez vous même comme étant celui d'un négociateur commercial et d'un développeur d'affaire

Merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V. et photo à notre Conseil Bernard Jouslin sous réf JT 04—86.

NORAY CONSULTANTS - 41, Boulevard Montparnasse 75006 PARIS - Tél. 42.22.52.90
Discrétion totale assurée - Membre de la CSNCR

Bleu Publicité

emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

Lecteurs, chargés de mission pour l'action linguistique et culturelle en Italie

– Le bureau linguistique de l'ambassade de France en Italie recrute pour l'année universitaire 1986-1987 trois professeurs agrégés ou certifiés (lettres classiques, lettres modernes, grammaire ou italien) ayant une solide formation en didactique du FLE et une excellente connaissance de l'italien, dégagés d'obligations militaires, pour les postes de Milan, Bologne et Catane.
– Contrats de trois ans renouvelables une seule fois.
– Traitement brut mensuel : de 2 900 000 à 3 400 000 lires + indemnités familiales.
– *Adresser c.v. détaillé avec photographie et photocopies des doc. justificatifs à :*
Bureau linguistique de l'ambassade de France
4, via di Montoro,
00186 ROME (I.).
– *Dossiers à déposer avant le* 31 MARS 1986.

C. MAC MILLAN cherche

FREELANCES

30 h/semaine minimum pour *traduction anglais/français de* son dictionnaire général. Lettre + c.v. à :
C. RABY – MAC MILLAN
12 A Golden Square
London W1R 3AF (G.-B.).

Responsable de production

Mohammedia

STRAFOR Maroc, filiale de **STEELCASE STRAFOR,** leader européen de l'aménagement des espaces de bureaux, recherche un jeune ingénieur expérimenté pour le secteur articles de ménage émaillés et appareils de cuisson (350 personnes). Rendant compte au directeur d'unité, il sera responsable des ateliers de presse, d'émaillage et de montage. *Le* candidat recherché est un ingénieur mécanicien âgé de 30 ans au moins, pouvant justifier d'une solide expérience professionnelle lui ayant permis de confirmer son talent d'organisateur et d'animateur des hommes. Des connaissances en émaillage et en électro-ménager seraient un atout supplémentaire. L'entreprise offre des possibilités d'évolution rapide et des garanties sociales identiques à celles de la métropole. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R 9133M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Département TELECOMS d'une SSII de 800 personnes, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale recherche

DIRECTEUR DE PROJET (S)

Fonction : assure l'organisation et le suivi budgétaire d'un ou plusieurs projets logiciels dans l'un des domaines suivants :
- développement de protocoles,
- réseaux,
- péricommutation.

Un bon candidat pourra se voir confier à terme, la responsabilité de l'une de ces activités.

Profil :
- expérience de la direction de projets logiciels importants et de la négociation,
- dynamisme, méthode.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à N. 5141 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

Importante société suisse recherche pour chantier au MAROC

INGÉNIEURS A. M.

pour occuper poste de chef des services généraux (entretien VL, PL et entretien des machines de l'usine). Expérience dans un poste similaire obligatoire.
DURÉE MISSION : 3 ANS.

Adresser lettre manuscrite, *c.v. et prétentions à*

SOCIÉTÉ IOTA

rue Neuve, 10. Case post. 115
1450 SAINTE-CROIX SUISSE.

Le département du Val-de-Marne
recrute par voie de concours sur titres

1 DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Les candidats de nationalité française seront recrutés :
– Parmi les fonctionnaires de l'Etat comptant 10 années de services effectifs en qualité de cadre A ;
ou
– Parmi les secrétaires généraux d'une commune de plus de 40 000 habitants ayant accompli au moins 3 ans de services effectifs dans ce grade ;
ou
– Parmi les secrétaires généraux adjoints d'une commune de plus de 80 000 habitants, comptant au moins 3 ans d'ancienneté dans ce grade ;
ou
– Parmi les titulaires de l'un des diplômes suivants :
  – Maîtrise ;
  – Diplôme d'un institut d'études politiques ;
  – Diplôme d'administration publique délivré par un institut régional d'administration ;
  – Diplôme de l'Ecole supérieure des sciences économiques commerciales (ESSEC) ;
  – Diplômes ou certificats exigés des candidats au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

Les candidatures motivées, accompagnées d'un c.v. détaillé, d'une photographie d'identité, devront être adressées avant le 14 MARS 86 à :
Monsieur le président du conseil général du Val-de-Marne
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
1er bureau – Recrutement
avenue du Général-de-Gaulle,
94000 CRÉTEIL.
Tél. : 48-99-94-00, poste 24-98.

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Prenez la direction de l'une de nos filiales en AFRIQUE !

Diplômé d'études supérieures, vous êtes un professionnel de l'assurance, confirmé dans la branche IARD et **vous connaissez le milieu des affaires anglo-saxon.** Vous êtes donc parfaitement bilingue anglais.
Véritable interface entre la filiale dont vous aurez la responsabilité et notre siège parisien, vous animerez une équipe de Direction, dynamiserez et optimiserez la qualité des souscriptions réalisées, établirez des relations suivies avec les clients, les partenaires locaux et traiterez personnellement les contrats importants. De plus, vous aurez à développer les moyens informatiques de la filiale.
Nous vous offrons une rémunération brute annuelle de 300.000 F + (fonction de l'expérience) plus des avantages liés au statut d'expatrié (logement, véhicule...).
Si vous vous sentez prêt à donner une dimension internationale à votre carrière, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à:

UAP Tour Assur Sous-Secteur Emploi 34 F, Christophe Ruston
Cédex 14 92083 Paris-La Défense.
Réponse et discrétion assurées.

UAP *International*

média-system





emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) **emplois internationaux** (et départements d'Outre-Mer) **emplois internationaux** (et départements d'Outre-Mer)

Offre d'emploi

Banque Islamique de Développement

La Banque Islamique de Développement, institution financière internationale offre à des professionnels hautement qualifiés la possibilité de faire carrière à la Banque, en son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite. La Banque utilise les trois langues à savoir l'arabe, l'anglais et le français.

A. Les postes vacants, objet de la présente annonce et pour lesquels les salaires varient de 30.000 à 45.000 $EU, sont les suivants

• Ingénieur Génie-Civil
Le candidat doit justifier d'un diplôme supérieur en Génie Civil, *maîtriser l'arabe et l'anglais* ou le français et avoir une grande expérience en matière d'evaluation des projets d'ingénierie, de préparation d'etudes de faisabilité, de contrôle, et exécution de tels projects et autres activités similaires. Il serait préferable que le candidat soit diplômé d'une école de Génie Civil ou ait un grade professionnel équivalent.

• Ingénieur Chimiste
Le candidat doit justifier du diplôme supérieur d'ingénieur-chimiste délivré par une Université reconnue, maîtriser l'arabe et l'anglais ou le français et avoir une grande expérience en matière de planification, préparation, évaluation, supervision et contrôle des projets. Il serait préférable que le candidat soit diplômé d'une école d'ingénieurs-chimistes ou justifie d'un grade professionnel équivalent.

• Analyste Financier
Le candidat doit justifier d'un titre universitaire reconnu en économie et un diplôme du niveau de la maîtrise en gestion ou équivalent. Il doit maîtriser l'arabe et l'anglais ou le français avec une grande expérience en matière de développement, d'analyse des données financières et d'utilisation des méthodes de programmation et d'analyse de sensibilité.

• Economiste de projets
Le candidat doit avoir une maîtrise en économie ou dans une matière en rapport étroit avec l'économie. Il doit maîtriser l'arabe et, l'anglais ou le français, avec une grande expérience en matière de préparation des études de faisabilité, d'analyse des coûts et revenus et d'évaluation des projets.

• Cadre responsable des projets de participation au capital
Le candidat doit être titulaire d'un diplôme universitaire du niveau maîtrise en gestion, en économie ou en finance ou d'un diplôme équivalent. Il doit maîtriser l'arabe et l'anglais ou le francais et justifier d'une grande expérience pratique en matière d'identification, d'évaluation et de suivi des projets de participation au capital. La préférence sera donnée à ceux ayant une expérience dans ce domaine acquise auprès de banques nationales, d'institutions de développement ou d'autres organismes d'investissement spécialisés.

• Cadre aux opérations
Le candidat doit être titulaire d'un dipiôme universitaire du niveau maîtrise ou équivalent en économie ou en gestion. Il doit maîtriser l'arabe et l'anglais ou le français et avoir une expérience pratique en matière d'économie, d'analyse financière et de supervision de projets.

B. Pour les postes ci-après, les salaires varient entre 35.000 et 40.000 $ des Etats-Unis, en fonction de l'expérience et du diplôme:

• Specialiste en étude de temps
Le candidat doit être titulaire de la maîtrise en gestion ou d'un diplôme équivalent délivré par une université reconnue. Il doit maîtriser parfaitement l'arabe et l'anglais, avoir une expérience pratique en matière d'application de certains systèmes de contrôle et connaitre les méthodes d'analyse des données et de déduction des résultats.

• Cadres aux systèmes et procédures
Le candidat doit être titulaire de la maîtrise en gestion ou d'un diplôme équivalent délivré par une université reconnue. Il doit maîtriser l'arabe et, l'anglais ou le français, avec une expérience pratique en matière d'analyse et de conception des systèmes et d'élaboration de guides de procédures.

• Spécialiste en bibliographie
Le candidat doit avoir une licence ou maîtrise en sciences économiques ou financières avec un diplôme ou une maîtrise en bibliothéconomie, en sciences de l'information ou en documentation. De plus, il doit justifier d'une expérience pratique dans ce domaine et maîtriser parfaitement l'arabe et, l'anglais.

• Responsable adjoint des bourses d'études
Le candidat doit avoir la maîtrise en lettres, ou en sciences de l'Education ou en sciences, maîtriser l'arabe et l'anglais et justifier d'une expérience pratique en matière de correspondance et de rédaction de rapports et documents. Il serait préférable qu'il ait également une expérience en matière d'éducation, d'affaires estudiantines dans les organisations islamiques et de promotion des activités sociales.

Tous les candidats concernés doivent justifier, dans la spécialité requise, d'une expérience pratique d'au moins 8 ans apres la licence. La préférence sera accordée à ceux ayant une expérience dans des institutions spécialisées dans les domaines du financement, de la banque et de l'investissement ou dans des établissements de recherche. La préférence sera donnée également aux ressortissants des pays membres de la Banque qui maîtrisent l'arabe et les deux autres langues utilisées à la Banque.

Outre le salaire, l'employé perçoit diverses indemnités: Indemnités d'installation, de transport et de logement, billets gratuits pour se rendre en congé annuel dans son pays, indemnités familiales, frais de scolarité pour les enfants, soins médicaux gratuits, assurance-groupe, assurance contre les accidents, retraite et autres avantages.

Le délai limite d'acceptation des demandes est le 2 Rajab 1406H, correspondant au 12 mars 1986. Les candidats à ces postes doivent envoyer leur curriculum vitae, avec photocopie de leurs diplômes et attestations de travail à l'adresse suivante:

Monsieur le Directeur de l'Administration Générale
Banque Islamique de Développement
B. P. 5925 - Jeddah 21432
Royaume d'Arabie Saoudite

Electronique - Electricité industrielle

Ingénieur pour les Etats-Unis

Prendre en charge l'ensemble des aspects techniques liés au développement d'un nouveau produit sur le marché Nord-Américain (formation distributeurs, assistance technique clients...).
Parfaitement en binôme avec le responsable commercial, développer une stratégie technique adaptée.
Assurer les relations techniques requises entre le marché américain et la société française (Normes, faisabilité, cahier des charges, logistique...).
C'est la mission que vous propose cette société française de tout premier plan dans son domaine pour sa filiale américaine.
Ingénieur Electronicien, vous bénéficiez à 30 ans environ d'une première expérience de projets (assistance technique, réalisations...) en électronique ou électricité industrielle.
Ces cinq années environ dans le domaine de biens d'équipement vous ont permis d'acquérir de solides bases techniques, un sens réel du service et du travail en équipe.
Vous y avez également découvert votre aptitude à la résolution de problèmes très concrets.
Vous pratiquez l'anglais de façon approfondie.
Vous voulez aujourd'hui valoriser cet acquis en participant au lancement d'un système sur un marché très ouvert.



OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 1131 A à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

PARIS LYON

AFCOREM

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE (Suisse)

cherche pour son

Laboratoire de métallurgie physique

INGÉNIEUR EN MÉTALLURGIE

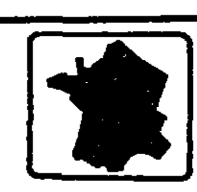
appelé à travailler dans le cadre d'un projet national de recherche concernant le développement d'alliages pour des surfaces métalliques à haute résistance mécanique, produites par la méthode de fusion par laser. Le travail aura un caractère expérimental et s'effectuera en collaboration avec des partenaires de notre école et de l'industrie. Durée du projet : 2 ans.

Le candidat doit avoir fait une thèse de doctorat en métallurgie ou disposer de connaissances équivalentes. Nous offrons une activité intéressante dans un laboratoire doté d'un excellent équipement.

Entrée en fonctions : avril 1986.

Les offres de services, accompagnées d'un c.v., des copies de certificats ainsi que de trois adresses de références sont à adresser au

Service du Personnel de l'EPFL, GR-Ecublens, 1015 Lausanne.



emplois régionaux

Un potentiel de manager

Poursuivant son développement, notre Groupe du secteur des services, 8.000 personnes réparties en agences et en 6 directions régionales, recherche :

un JEUNE DIRECTEUR pour sa région Basse-Normandie.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou Ecole de Commerce, âgé environ de 30 ans, vous êtes motivé, accrocheur et vous avez su prouver vos qualités d'esprit d'entreprise, de rigueur, de leader.

Vous serez le patron de 5 unités décentralisées, comprenant 300 personnes. Notre politique est très décentralisée, le Directeur régional a pour objectif de maximaliser la marge nette. Il a la responsabilité complète de sa région au plan commercial, gestion et personnel.

Il élabore et met en place la politique commerciale afin de permettre le développement de son secteur.

Poste basé à CAEN.

Si vous êtes motivé par ce challenge, merci d'adresser votre candidature, sous réf. 10314, à notre Conseil Françoise BARSI qui vous garantit la confidentialité.




13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

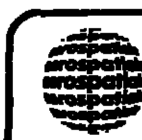
AFCOREM

Société d'importance régionale, implantée dans l'Ouest de la France recherche le

Responsable de son service Information - Communication

Il aura pour mission de promouvoir techniquement et commercialement une équipe qui assure conseils et prestations en liaison avec les projets de développement des collectivités locales et de leurs partenaires.
Ce poste nécessite une expérience confirmée de la communication et la maîtrise des différents média.
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à Média-System, (réf. 3967), 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

média-system



aerospatiale

Toulouse

Chef de Service Informatique

Au sein de la Direction Après-Vente, il aura pour mission de diriger la conception, la mise en place, la maintenance et l'exploitation des systèmes informatiques (gestion, réseaux, postes graphiques pour CFAO...) dont les utilisateurs sont répartis dans le Monde.
Il contrôlera un budget annuel d'environ 20 Millions de Francs.
Il animera une équipe de chefs de projets et d'analystes (60 personnes).
La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, Service Ressources Humaines,
316 Route de Bayonne - 31060 Toulouse Cédex 03.

Jonction



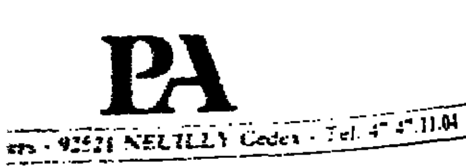
se développe et s'installe à Mulhouse

Début mars 86, **Jean-Louis HOFFET**, Maîtrise de Sciences Economique et Droit, spécialisé dans les questions de Relations Humaines, développera, pour les Entreprises de la région, une **activité de recherche/sélection de Cadres et Dirigeants.**

Au même titre que l'ensemble des Consultants de Paris et Lyon, il bénéficiera des méthodologies et appuis logistiques du groupe CENTOR.



CENTOR
ALSACE - FRANCHE-COMTE
14, rue de la Sinne
68100 MULHOUSE
Tél. : 89.56.12.38
Télécopie : 89.45.39.71





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

BLACK & DECKER

LE N° 1 MONDIAL
DE L'OUTILLAGE ELECTROPORTATIF
recherche

RESPONSABLE SYSTEME D'INFORMATIONS

Patron du Centre Informatique de la Société Française, équipé d'importantes configurations, 3 IBM 43 XX exploitées sous MVS utilisant les techniques VSAM - CICS - VTAM - DL1 IDMS - 200 terminaux.

- Il assurera la realisation du plan informatique et son actualisation en intégrant les orientations internationales du Groupe.
- Basé à LYON, il participera avec ses homologues européens aux développements mondiaux des systèmes.
- Cette opportunité de premier plan s'adresse à un candidat diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs possédant une réelle expérience de gestion d'un Centre IBM en milieu industriel, acquise de préférence dans un environnement international.

– La maîtrise de la langue anglaise sera indispensable.
– La rémunération sera liée aux compétences et à l'expérience acquise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V. et prétentions à : BLACK & DECKER à l'attention de G. Beau - BP 0633 69239 Lyon Cedex 02.

Pierre Lichau S.A.

USINOR ACIERS
DUNKERQUE

No 1 de la sidérurgie française, No 2 européen, 20 milliards de C.A. en 1985, 9000 personnes, une image forte.

Contrôleur de gestion

Auprès du Chef de département d'une importante unité de production comptant 2000 personnes dont 35 ingénieurs, en liaison étroite avec la Direction Financière de l'Usine, vous participerez à :
• la préparation et au suivi du budget • la mise en place d'actions de progrès • la réalisation d'études économiques • l'analyse des écarts mensuels financiers et industriels.

Vous proposez des actions correctives de nature à améliorer la productivité. Pour cela, vous bénéficiez de l'appui d'un puissant équipement informatique.

Nous vous assurons une formation à la connaissance de l'Usine, pour vous permettre d'accomplir efficacement votre mission. De formation supérieure commerciale ou de gestion de haut niveau, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans en milieu industriel.

Nous comptons sur votre compétence pour nous apporter une réelle valeur ajoutée en gestion. Pour un professionnel brillant nous prévoyons un élargissement rapide des responsabilités. (Réf. 46 M 044)

Responsable du service communication

En coordination étroite avec les responsables du Groupe, à la tête d'une équipe de professionnels, vous êtes l'animateur de toute la communication.

Vis à vis de l'extérieur, vous assurez les relations presse multi-média, les opérations de relations publiques, les visites officielles de l'Usine, les expositions régionales...

En interne vous prenez en charge la revue de presse quotidienne, le journal mensuel d'information, la lettre hebdomadaire à l'encadrement et tous les documents de communication (plaquettes, affiches...).

Vous êtes un véritable professionnel, très expérimenté, rompu à la communication industrielle, maître dans l'art de faire passer les messages, apte à dégager avec votre équipe l'image vraie d'Usinor Dunkerque : en bref vous êtes acteur de progrès. (Réf. 46 M 045)

CPA

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à notre Conseil : Charles-Emmanuel Koehrer, CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

Anne Pierru Conseil

Notre client est un groupe spécialisé dans le TRANSPORT DE MARCHANDISES
Il offre le poste de

DIRECTEUR ADJOINT

d'une importante succursale en CHAMPAGNE-ARDENNE

Les candidats devront être de jeunes diplômés de
HEC - ESSEC - SUP DE CO
ou équivalent. Une expérience du transport d'environ 2 ans serait un atout. Nous serons très exigeants sur leur capacité à négocier à haut niveau, leur qualités de gestionnaire, leur créativité et leur adaptabilité à une clientèle très diverse.
Nous voulons également trouver une claire détermination à s'installer dans la région concernée, le poste devant évoluer à moyen terme vers des responsabilités plus larges.
La rémunération minimum prévue est de 180 000 F. Elle sera plus élevée si les qualités et l'expérience proposée le justifient.

Nous vous garantissons une absolue discrétion et vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature s/réf. 86.23.

FRANÇOIS REBOUD & CIE CONSEILS EN RECRUTEMENT 9, rue Thiers - 51100 Reims

---

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise, avec des clients à convaincre et à satisfaire, des objectifs à dépasser, des idées et des images à défendre, un quotidien et des publications annexes à distribuer. Voilà Le Monde, avec ses ambitions de toujours et les défis des nouveaux médias. Dopée par l'adversité et la réussite, la Direction des Ventes-France recherche un professionnel de la vente pour devenir

Patron des ventes, de la promotion, et homme du journal à Bordeaux

Au rythme du quotidien, vous vivrez aux côtés des grossistes, auprès des dépositaires, avec les diffuseurs de la Presse, pour "huiler" le circuit de distribution par votre technicité et vos conseils. A l'affût de toute nouvelle vente, vous jonglerez avec les chiffres pour réussir un "réglage", vous innoverez pour dynamiser le routage, vous saurez intervenir en commando, vous oserez des idées de promotion...

Au rythme de la région, vous vivrez à l'écoute des aspirations des lecteurs et des réactions de la concurrence. Vibrant au diapason de la vie économique, sociale, culturelle, vous valoriserez vos actions de promotion et d'image en collant à l'actualité régionale. Homme ou femme du Monde connu des forces vives régionales, vous créerez l'événement - débats, pages spéciales - en partenaire efficace des Rédacteurs et de la Publicité.

Jeune, très disponible - une quinzaine de départements pour vous exprimer - avec une formation commerciale supérieure de type ESC, fier d'une première expérience de la vente, humble et avisé dans la gestion et le contrôle, mais imaginatif et audacieux dans la promotion, adroit et intuitif dans l'animation et les relations, rencontrons-nous pour parler statut, rémunération et avenir.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous Réf. 853 B - 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec



ORGANISATEUR expérimenté H/F

Vous serez chargé de la maîtrise d'oeuvre, d'études d'organisation et de procédures (manuelles ou informatiques).

Le poste nécessite une parfaite maîtrise de méthode, d'analyse et de conception de projet, ainsi que des techniques d'expression écrite, orale et de formation.

Une expérience bancaire serait très appréciée.

Adressez votre candidature avec c.v. et prétentions sous référence 1849 à la Direction des Relations Humaines - Fédération Régionale des Caisses de Crédit Mutuel de Maine et Loire 1, place Molière - 49000 ANGERS.

AXIAL publicité

Crédit Mutuel Maine et Loire

Groupe Région Aquitaine recherche

CONSEILLER FINANCIER (H/F)

Rattaché(e) au Directeur financier du Groupe, il (elle) aura autorité fonctionnelle sur les Services de Comptabilité des sociétés du Groupe.

Il (elle) contribuera à l'organisation et au bon fonctionnement de la gestion financière du Groupe, notamment :
• en participant à l'élaboration du plan à long terme et du plan d'investissements,
• en prenant la responsabilité de la trésorerie et son optimisation,
• en recherchant les modes de financement des investissements les plus appropriés,
• en étudiant les aspects juridiques et fiscaux des éventuelles prises de participation du Groupe.

Ce poste, permettant de réelles perspectives de développement personnel, conviendrait à une personne d'environ 40 ans possédant une bonne maîtrise des techniques financières confirmée par une solide expérience.

La rémunération sera fonction de la compétence.
Adresser lettre de candidature + CV + photo sous réf. n°7034 à :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy - 75007 PARIS

P.A. Service

---

sanofi recherche
TOULOUSE
Ligne Hémobiologie
recrute

Médecin responsable essais cliniques

Le candidat sera titulaire d'un doctorat en médecine et possédera de bonnes connaissances dans le domaine de la Thrombose et de l'Athérosclérose.

Au sein de la ligne Hémobiologie, il sera chargé de la mise en place et du suivi d'essais cliniques de phases II et III.

Une expérience préalable des essais cliniques dans l'industrie pharmaceutique et/ou des notions de statistiques seront appréciées.

Une bonne connaissance de la langue anglaise (parlée et écrite) est exigée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photographie à :
SANOFI RECHERCHE - Service du personnel
195, Route d'Espagne - 31035 TOULOUSE Cedex.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Contrôleur Financier International Adjoint

Un important groupe industriel français (CA: FF4,5 mds) réalisant 40% de son CA à l'étranger où il possède des filiales dans 20 pays recherche un Contrôleur financier international adjoint.

Vous serez le principal interlocuteur groupe des responsables administratif et financier des filiales dans les domaines suivants: comptabilité, reporting, fiscalité, contrôle budgétaire...

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une formation supérieure (DECS, école supérieure de commerce ou équivalent), 4 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international ou comme auditeur interne d'un grand groupe international. Une bonne maîtrise de l'*anglais* est *impérative* et la *pratique* de l'allemand serait un plus. Le poste est basé à Limoges et nécessite de fréquents déplacements à l'étranger.

Un bon niveau de rémunération et de réelles opportunités au sein du groupe seront offerts à un candidat de valeur.

Veuillez contacter **Charles-Henri Dumon** au *19-44-1-831-0431, ou envoyer un curriculum vitae complet à* Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume Uni.

MP
Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London - Brussels - New York - Sydney

Organisme de Recherche
REGION LYONNAISE recrute

JEUNE INGENIEUR
GRANDE ECOLE CHIMIE
ou équivalent

(Spécialisation ENSPM - raffinage appréciée) pour l'intégrer à son équipe de développement de procédés.
Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prét. s/ réf. 40696 à Contesse Publicité 74, rue Béchevelin, 69365 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

CONTESSE

Ressources Humaines
Groupe EGOR, 1er groupe français de conseil en recherche de cadres

ASSISTANTE DE RECHERCHE

Le développement constant d'EGOR Rhône-Alpes S.A. nous conduit à rechercher notre 3e attachée de recherche. Sa principale mission : rechercher et gérer l'ensemble de l'information économique nécessaire à la réalisation de missions de recherche de cadres. Elle assure la liaison et entretient des contacts avec les écoles, associations et organismes divers, sources d'informations et de candidatures. Elle identifie et contacte les candidats potentiels. Elle assiste, à part entière, les consultants dans leur activité de conseil.

Vous avez une formation supérieure (Droit, Sup. de Co., CESMA...), vous justifiez d'une première expérience de documentation, de gestion, d'informations et de fichiers ainsi que d'excellentes qualités de contact. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 13/RA 17 à :

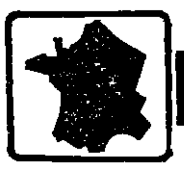
EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129, rue Servient - 69431 LYON Cedex 03
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO
egor

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



BANQUE DE CREDIT MUTUEL LORRAIN

Dans le cadre du développement de nos activités dans le secteur des Crédits Industriels et Commerciaux, nous souhaitons intégrer :

un DIRECTEUR D'AGENCE (réf. 101) h-f

Sa mission : à la tête d'une équipe jeune et dynamique de 5 personnes, il lui appartiendra de gérer et de développer notre portefeuille de clientèle (artisans, commerçants, PME, particuliers) sur la région de NANCY.

Son profil : une formation supérieure + une expérience d'au moins 5 ans de Directeur d'Agence, d'Adjoint ou d'Exploitant Entreprises.

un RESPONSABLE ÉTUDES CRÉDITS ENTREPRISES (réf. 102) h-f

Sa mission : il supervisera l'analyse des dossiers de crédits de fonctionnement et d'investissement et le contrôle des garanties, ainsi que les opérations de promotion immobilières.
Il assurera la coordination du service (4 personnes) avec les agences et les organismes financiers, et veillera à l'efficience des procédures.

Son profil : une formation type ESC ou équivalent, une très bonne connaissance des techniques et des produits en matière de crédits entreprise et immobiliers acquise dans un service interne ou en agence.

un CHARGÉ D'ÉTUDES CRÉDITS (réf. 103) h-f

Sa mission : assurer l'étude des concours financiers sollicités par la clientèle, sur le plan technique et financier et apporter un avis motivé sur le dossier.

Son profil : diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sc. Eco. ou équivalent).

Ces trois fonctions, assorties d'une rémunération intéressante qui sera modulée en fonction de l'expérience acquise, peuvent constituer des opportunités de carrière motivantes.

Nous vous remercions de témoigner votre motivation en adressant votre dossier complet (lettre + C.V. + photo + prétentions), en mentionnant la référence de l'offre à Monsieur Jean FELTZ
Département Administration Générale

BANQUE DU CRÉDIT MUTUEL LORRAIN
11, place Saint-Martin - 57000 METZ.

Entreprise industrielle (OUTILS SPÉCIAUX) 160 personnes

FILIALE DE L'UN DES GRANDS DU MARCHÉ MONDIAL DANS CETTE SPÉCIALITÉ PRÈS DEAUVILLE (14) (PARIS PAR AUTOROUTE) *recrute*

Ingénieur chimiste Responsable RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Dépendant du D.G., il initie des travaux de recherche sur place en liaison avec la Fabrication, échange fréquemment avec le Labo central du Groupe en G.B. et les filiales en Europe, lance et suit des contrats extérieurs de recherche.

DÉPLACEMENTS FRÉQUENTS DE COURTE DURÉE

INDISPENSABLE
- JEUNE (la trentaine), Ingénieur CHIMISTE
- parlant très bien l'ANGLAIS
- 2 à 3 ans d'EXPÉRIENCE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT DANS L'INDUSTRIE

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 8382 à



sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE Société implantée en Haute-Savoie recherche pour son Département INFORMATIQUE (40 personnes) équipé d'un important matériel IBM (4381 et 4341) et de mini et micro-ordinateurs

Ingénieurs de conception

Chargés de projets d'organisation informatisée dans les domaines commercial, administratif et industriel.
Formation : Grandes Ecoles d'Ingénieurs.
La Société offre à des candidats DEBUTANTS ou possédant quelques années d'expérience dans une entreprise industrielle, une expérience formatrice et la possibilité d'évoluer à terme vers des secteurs très variés.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions à **PIERRE LICHAU S.A.** - s/réf. 4312 - 12, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Florian Mantione Institut

Compagnie aérienne de dimension nationale recrute pour son centre de maintenance du SUD de la FRANCE (méditerranée) un

CHEF DE SERVICE APPROVISIONNEMENT ET GESTION - CHARGE DU MAGASIN H/F

25/45 ans, ingénieur diplômé, ou gestionnaire de formation (Sup de Co, ESCAE), ou justifiant d'une expérience réussie dans ces domaines d'activité, il (elle) possède obligatoirement l'anglais et connaît l'outil informatique.
La connaissance du milieu aéronautique serait un plus pour le candidat.
Une définition de fonction sera envoyée aux candidats présélectionnés qui adresseront leurs CV et photo s/réf. LR 286 Y à Florian Mantione Institut Conseil en Recrutement, route de Lavérune, B.P. 5556, 34050 Montpellier Cedex.
Discrétion et réponse assurées.

MONTPELLIER - TOULOUSE - BORDEAUX - AIX/MARSEILLE - PARIS

CONTESSE

Ingénieur mécanicien

Futur responsable méthodes - Cette société, filiale d'un important groupe industriel français, est spécialisée dans la fabrication de produits de grande consommation. Elle recherche, pour son usine (1.800 personnes) située à proximité de Lille, un ingénieur mécanicien appelé à prendre en charge le service méthodes d'une unité de montage. Après une période de formation et d'intégration, il se verra confier la mise au point de nouveaux procédés de fabrication, le suivi du lancement des nouveaux produits ainsi que l'organisation des postes et l'amélioration des conditions de travail. Cette fonction s'adresse à un ingénieur mécanicien de type AM possédant une première expérience industrielle de deux à trois ans acquise dans un service méthodes, contrôle, fabrication ou entretien. Le sens concret, la créativité et le goût de la relation seront prépondérants. A plus long terme, d'autres perspectives d'évolution sont possibles dans cet établissement ou dans le groupe. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel du candidat. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4795M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

FRANCHISE-DISTRIBUTION-CONSEIL

ADJOINT DU DIRECTEUR DE LA FRANCHISE

Un groupe français, leader mondial en matière de production et de commercialisation de graines et semences potagères et horticoles, recherche L'ADJOINT DU DIRECTEUR DE LA FRANCHISE de l'une de ses filiales, spécialisée en distribution grand public par le biais d'un réseau de centres de jardinage. Dans le cadre d'objectifs définis par la Direction Générale, il mettra en place les moyens permettant d'accroître les parts de marché des centres de jardinage dans leur zone géographique. Il contrôlera leur fonctionnement, animera et conseillera les managers pour les aider à améliorer leurs marges et leur permettre d'obtenir une rentabilité maximum. Le candidat retenu, âgé d'au moins 29 ans, de formation supérieure, option gestion de préférence, possédera soit une expérience de la grande distribution de biens de consommation acquise en GMS ou en réseau de concessionnaires ou de franchisés, soit une expérience du conseil. Une évolution rapide est prévue pour un candidat à fort potentiel. Ce poste, à pourvoir en Val de Loire, implique de fréquents déplacements.
Adresser c.v. + photo et rémunération sous référence 804/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

APCOREM

OFFRES D'EMPLOIS

C.RIDLE

LA FEDERATION DES MUTUELLES DE FRANCE
Siège PARIS

recherche le Responsable de son Laboratoire de Mutualisation

CONCEPTEUR - LANCEUR DE PRODUITS NOUVEAUX 200.000 +

Il assurera le lancement de produits de services Grand Public, depuis l'analyse des besoins, la mise au point de prototypes, leur test jusqu'à la stratégie de distribution et sa dynamisation.

- La connaissance des besoins de plusieurs millions d'adhérents détenue par la F.M.F.
- *La possibilité d'intégrer dans la gestion de projets* de lancement les compétences de 300 spécialistes de domaines divers : santé, loisirs, prévoyance, logement, éducation, retraite, épargne, vacances, juridique, télématique... réparties dans les 160 sociétés du Groupe.
- Un réseau de 600 agences, 10.000 prescripteurs, un appui multi-média : presse, télévision, bande FM, vidéotex...

sont des moyens que votre créativité saura mettre à profit.

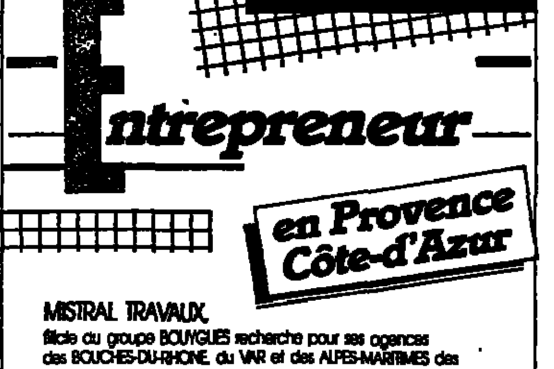
Des études supérieures (HEC, SUP de CO...), une expérience du marketing, de la distribution, une sensibilisation aux techniques financières d'évaluation des risques, un don pour la communication, du réalisme et de la rigueur, vous permettront de réussir.

Votre intérêt *pour l'économie sociale*, pour l'évolution de la société civile, votre appétence pour la gestion vous ouvriront des perspectives à la hauteur de vos ambitions.

Pour un examen *confidentiel*, merci de nous envoyer votre dossier (lettre, CV et rémunération actuelle sous réf. n° 246 en indiquant le support à :

DIVISION RECRUTEMENT CONSEIL

SIGMA-FORMATION
Tour Rond-Point 93 — 65, rue du Général Gallieni, 93100 *Montreuil*



MISTRAL TRAVAUX,
filiale du groupe BOUYGUES recherche pour ses agences des BOUCHES-DU-RHONE, du VAR et des ALPES-MARITIMES des

Ingénieurs travaux

Responsables d'opérations de Bâtiment T.C.E. (habitat et ouvrages fonctionnels), vous serez de véritables entrepreneurs, capables de maîtriser les aspects techniques, financiers et sociaux de vos chantiers.

De formation Ingénieur (E.S.T.P., Mines, INSA, ESIM...) vous possédez une première expérience.
Vous êtes animé par le goût de la réussite et avez la volonté d'entreprendre. Vous pourrez évoluer au sein de MISTRAL ou de notre groupe.

Adressez CV et photo à MISTRAL TRAVAUX, service du personnel, B.P. 535, 13091 Aix-en-Provence Cédex.

média-system

GROUPE PRÉVOIR
assurances de personnes (prévoyance-retraite...)
pour développer son secteur de BORDEAUX
recrute
une nouvelle équipe.

Si vous
- Etes un homme de terrain
- Connaissez ces produits
- Etes prêt à créer puis animer une équipe
- Estimez normal d'évoluer selon vos résultats.

Vous nous intéressez.
Nous étudierons ensemble conditions de lancement.

Merci d'adresser votre c.v. sous réf. PRÉVOIR n° 2-109
19, rue d'Aumale,
75306 PARIS CEDEX 09.

Dans le cadre de son développ. le CSTB Nantes cherche

un DOCTEUR ÈS SCIENCES ou SPÉCIALISTES ou un INGÉNIEUR (GRANDE ÉCOLE)

en mécanique des fluides et aérodynamique, ayant de solides connaissances en thermique et structure.
Le candidat(e) sera responsable et expérimenté(e), il(elle) s'adaptera à la recherche et à l'application et aura le goût du travail en équipe.
Ecrire à J. GANDEMER, CSTB, 11, rue Henri-Picherit, 44300 Nantes.

GROUPE LUCHAIRE



2,6 milliards F. - 5.000 personnes
recrute pour son usine (700 personnes) de **Normandie**

Ingénieur MÉTHODES « Nouveaux produits »

DÉFINITION LARGE DE LA FONCTION

RÔLE DÉTERMINANT
dans l'implantation de lignes de fabrication de NOUVEAUX PRODUITS en petites et moyennes séries avec recherche constante de la productivité maximum, au sein d'une équipe jeune et performante entraînée aux challenges.

Poste évolutif pour
- Jeune INGÉNIEUR (moins de 30 ans) diplômé mécanicien
- 2 à 4 ans d'EXPÉRIENCE en USINE

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo *et rémunération) sous réf. 8368 à*

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT

proche banlieue sud recherche

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Possédant une formation supérieure comptable, une bonne connaissance de la gestion informatisée, une expérience d'au moins trois ans.

Il sera chargé de l'établissement des prévisions, du suivi de la gestion financière et de la trésorerie et participera au montage administratif et financier des opérations d'aménagement et de construction.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous n° 7.037
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

digital design

Leader français en TRAITEMENT D'IMAGE et VISION INDUSTRIELLE, recherche

Ingénieurs Commerciaux
en imagerie médicale. — réf. DD 017

Ingénieurs Commerciaux
en vision industrielle. — réf. DD 018

Ingénieurs Electroniciens
haut niveau, ayant de préférence des connaissances sur 68000 — réf. DD 019

Ingénieurs Systèmes
ayant de préférence des connaissances UNIX, C et PASCAL — réf. DD 020

Ingénieurs d'Applications
en traitement d'image et vision industrielle. — réf. DD 021

Techniciens de recherche et développement
de production et service après vente — réf. DD 022

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel - DIGITAL DESIGN - Z.A. Orsay Courtaboeuf avenue de l'Océanie - Immeuble C2 - BP 90 91943 LES ULIS Cedex

Contrôleur de gestion

3 à 5 ans d'expérience

GROUPE INDUSTRIEL DE DIMENSION INTERNATIONALE, leader dans son domaine, recherche pour une de ses branches constituée de 60 filiales françaises et réalisant un chiffre d'affaires de 1,5 milliard un **Contrôleur de Gestion.**

Sa mission :
Seconder efficacement le Directeur du service gestion de la branche concernée en participant à l'ensemble des activités et en amenant une contribution personnelle :

- animation et contrôle de la procédure budgétaire pour l'ensemble des filiales (plan, budgets, consolidation, suivi des réalisations),
- analyse des résultats et des performances,
- amélioration des procédures par le développement de l'utilisation de l'informatique.

Profil :
Ce poste conviendrait à candidat ESC (finances-comptabilité) ou équivalent, ayant environ 3 à 5 ans d'expérience de préférence en contrôle de gestion en *milieu industriel.*
Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. HA 372 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris



PUBLIPANEL

Céréales – Trader

UN GRAND EXPORTATEUR FRANÇAIS DE CÉRÉALES, renforce son équipe commerciale et recherche un Trader.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une école de commerce ou d'agronomie, ayant une première expérience de 2 ou 3 ans dans le négoce des céréales, capable et désireux d'exercer ce métier sur une grande échelle.
Il parlera couramment l'anglais et, outre ses compétences professionnelles, il aura des qualités de contacts marquées lui permettant de s'intégrer dans une équipe soudée et performante.

Après quelques années au siège à Paris, il pourra être muté dans un poste à Londres.

Ecrire sous réf. LE 376 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

Valorisez une première expérience de ventes sur le terrain

UNE SOCIÉTÉ TRÈS DYNAMIQUE DU SECTEUR TERTIAIRE, filiale d'une important groupe international recherche un **Cadre Commercial** capable, après avoir reçu une solide formation, de négocier ses produits auprès d'une clientèle d'entreprise.

La réussite dans ce poste implique :
- une formation du type ESC ou équivalent,
- 1 à 3 ans d'expérience de la vente sur le terrain,
- une bonne culture générale et une grande aisance relationnelle,
- des qualités de ténacité et de négociation,
- la volonté d'avoir une carrière dont la progression sera directement liée aux résultats.

Poste à Paris. Nombreux déplacements en province.

Ecrire sous réf. RK 381 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

OROGIL

recherche

ingénieurs des lubrifiants

Formation **chimie** ou **mécanique**, possédant au moins 3 à 5 ans d'expérience en laboratoire. La connaissance du terrain serait un atout supplémentaire.

Ils joueront le rôle actif d'interface entre le développement commercial et le laboratoire.

Hommes de dialogue, ils aiment voyager.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Autres langues appréciées.

Postes basés Paris, Europe, Etats-Unis.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M 33A à notre Conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

CÔTE MÉDITERRANÉENNE

Chef de bureau d'études

UNE PMI PERFORMANTE, filiale d'un des premiers groupes industriels français et réalisant des équipements dans le domaine de l'acoustique sous-marine, recherche son Chef de Bureau d'Etudes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ENSI ou ENI (mécanicien ou électromécanicien) capable :
- *de mener des études jusque et y compris les phases prototypes, dossiers* d'industrialisation, analyse de la valeur,
- de mettre en œuvre des techniques diversifiées (la formation spécifique à l'acoustique peut être assurée si nécessaire),
- de travailler en liaison avec les services techniques des clients et avec la fabrication,
- d'animer une équipe qualifiée de 5 personnes.

Il aura :
- 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans un BE d'un constructeur (la connaissance des domaines off-shore, construction navale ou armement serait un atout),
- un esprit créatif, de bonnes capacités de synthèse, du dynamisme et le sens du dialogue.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous réf. NG 378 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



PUBLIPANEL

VAL
X, Mines, ECP, ESE...

UN GRAND GROUPE PRIVÉ qui gère des réseaux de transports urbains de voyageurs et, en particulier, les métros de Lille et de Lyon, renforce son équipe d'assistance technique et recherche un **Ingénieur** ayant une expérience dans la conception ou la mise en œuvre de grands systèmes automatisés.

En liaison avec les utilisateurs et les constructeurs, il aura la responsabilité d'assistance technique en matière d'optimisation, développement ainsi que d'extension aux nouvelles lignes en cours de réalisation.
Ce poste, outre un haut niveau scientifique et technique, implique autonomie, dynamisme et excellentes capacités relationnelles.

Le poste à pourvoir est à Lille, extension possible au Métro de Lyon.

Ecrire sous réf. PI 380 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

Les Nouveaux Constructeurs
pour mieux vivre

Société nationale de Promotion Immobilière recherche

RESPONSABLES DE PROGRAMMES

pour l'Est et l'Ouest de la Région Parisienne.

Dans le cadre d'une large délégation, le responsable de programmes devra animer et contrôler une équipe pluridisciplinaire (commercial-technique). Il assume la complète responsabilité de la gestion de l'opération ainsi que de la commercialisation. Jugé sur sa performance, dans le cadre d'objectifs précis, un candidat à fort potentiel pourra bénéficier d'une progression rapide au sein de l'entreprise.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions aux
NOUVEAUX CONSTRUCTEURS,
Tour Montparnasse, 33, avenue du Maine
75755 PARIS Cedex 15
Service des Relations Humaines.

Pierre Lichau S.A.

NÉGOCE DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

Jeune diplômé

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS DE NÉGOCE DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES, très fortement exportateur, recherche un jeune Diplômé (ingénieur agronome ou école de commerce, débutant (avec stages commerciaux) ou ayant une première expérience de ventes en milieu agricole.

Il sera solidement formé pour être à même d'assumer des responsabilités importantes de négoce à l'exportation.
Ce poste conviendrait à un candidat à la fois rigoureux, dynamique et bon négociateur, parlant couramment l'anglais.

Après quelques années à Paris, il pourra être muté à Londres ou en province.

Ecrire sous réf. MF 377 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

ECP, Mines, AM... débutants

Plâtres Lafarge **(CA 1,2 milliard, 1.300 personnes) importante branche de Lafarge Coppée et représentant un ensemble industriel de douze usines très automatisées, offre un début de carrière en usine.**

Nous recherchons un **Ingénieur débutant de fort potentiel,** dynamique et réalisateur, qui, intégré à l'une des usines et rattaché au Directeur de celle-ci, sera formé en vue de se voir confier à terme des responsabilités opérationnelles.

Ce poste comporte de nombreux aspects relationnels et permet de connaître l'ensemble des activités d'une unité à taille humaine (140 personnes).
Les perspectives d'évolution sont réelles dans les différentes branches du Groupe.
Une connaissance de l'anglais, une familiarisation avec l'informatique ainsi qu'une mobilité géographique sont nécessaires.

Premier poste : ville de province.

***Ecrire sous réf.* YN 318 AM**
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche

RESPONSABLE DU CONTROLE BUDGETAIRE

Rattaché au Directeur administratif et financier il aura pour mission :
- Superviser les comptabilités générale et analytique.
- Élaborer et suivre les budgets.
- Effectuer le reporting comptable et budgétaire.
- Assurer des missions régulières d'audit auprès des filiales à l'étranger.

Le candidat recherché est diplômé d'école supérieure de commerce ou équivalent, le DECS en complément serait un atout.
Il a environ 3 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit ou en entreprise.
Il possède de bonnes connaissances de l'outil informatique.
- Anglais indispensable et espagnol apprécié.

Quelques déplacements de courte durée en Province et à l'étranger *sont à prévoir.*

Si vous pensez correspondre au profil du poste adresser C.V. photo et prétentions AMRI Service du Personnel "Les Mercuriales" 40, rue, Jean-Jaurès, 93176 Bagnolet Cedex

bleu

INTERTECHNIQUE

Division aéronautique

Dans le cadre du développement de son département **MESURE ET REGULATION, INTERTECHNIQUE,** leader dans ses spécialités (plus d'1 milliard de CA en 85, 1 800 personnes), renforce ses équipes techniques de haut niveau et recherche un :

Ingénieur électronicien automaticien
mesures et régulation analogiques et numériques

En étroite collaboration avec les Chefs de projets, vous serez chargé de la mise au point d'équipements aéronautiques de régulation dans nos Laboratoires de **PLAISIR,** et ceux de notre clientèle et coopérants internationaux.

Véritable support technique auprès de ceux-ci, vous avez une expérience de 2 à 3 ans en Bureau d'Etudes et mises au point dans des systèmes de mesures et asservissements analogiques et numériques, si possible acquise en milieu aéronautique.

La connaissance de l'anglais technique est indispensable pour un jeune Ingénieur autonome, disponible et évolutif.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous la référence L/IEA/LM, à notre Conseil Thierry de CARNÉ, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



NOTRE DEPARTEMENT RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT, C'EST :

Développer des processeurs 32 bits, des stations de travail et des systèmes distribués;
Maîtriser les technologies les plus avancées dans le domaine des architectures, des VLSI et des langages.
Utiliser les outils les plus évolués : Compilateurs de Silicium, C.A.O. électronique, Ateliers de Logiciels.

Ingénieurs Débutants HF

Matériel ou Logiciel-Mini Informatique

Diplômés GRANDES ECOLES ou UNIVERSITE (DEA Minimum).
Par vos stages d'application ou une première expérience, vous avez participé à des réalisations significatives.
Vos intérets et compétences couvrent un des domaines suivants : Systéme d'exploitation UNIX , Protocoles Réseaux, Compilation, Logiciels Graphiques, Circuits Electroniques et Cartes.
Vous souhaitez exprimez votre créativité et votre passion dans une société française à taille humaine.
Vous avez des Idées, nous avons des Projets. Pour en parler ensemble :

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération en indiquant la référence 45/M à DRRH
MATRA DATASYSTEME - 1 avenue Niepce - 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

MATRA DATASYSTEME

PARFRANCE ANNONCES

Un opérationnel pour la fonction personnel

Sous la responsabilité du chef du personnel, vous serez auprès de nos réseaux commerciaux de Paris et de Province l'interlocuteur privilégié dans les domaines du recrutement et de la gestion du personnel.

Diplômé de l'enseignement supérieur, votre première expérience d'au moins 2 ans dans une fonction similaire démontre vos qualités de contacts et d'initiatives.

Vous bénéficierez d'un poste polyvalent et très formateur qui vous ouvre de larges perspectives d'évolution dans un Groupe international. Basé à Paris, vous aurez à prévoir des déplacements de courte durée en Province.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 202

OLIVETTI FRANCE — DPRH
89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

olivetti

La liberté d'entreprendre

SOURCES



NOTRE DEPARTEMENT RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT, C'EST :

Développer des processeurs 32 bits, des stations de travail et des systèmes distribués;
Maîtriser les technologies les plus avancées dans le domaine des architectures, des VLSI et des langages.
Utiliser les outils les plus évolués : Compilateurs de Silicium, C.A.O. électronique, Ateliers de Logiciels.

Ingénieurs Expérimentés HF

Matériel ou Logiciel-Mini Informatique

Diplômés GRANDES ECOLES ou UNIVERSITE (DEA Minimum).
Par 3 à 5 ans d'expérience chez un constructeur ou une SSCI. Vous êtes désormais SPECIALISTE dans l'un des domaines suivants : Système d'exploitation UNIX, Protocoles Réseaux, Compilation, Logiciels Graphiques, Circuits Electroniques et Cartes.
Maintenant vos intérêts et votre carrière vous demandent de travailler sur des projets qui vous permettront au sein d'équipes pluridisciplinaires de devenir un EXPERT.
Vous avez des Idées, nous avons de Projets. Pour en parler ensemble :

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération en indiquant la référence 49/M à DRRH
MATRA DATASYSTEME - 1 avenue Niepce - 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

MATRA DATASYSTEME

PARFRANCE ANNONCES

Laboratoire de recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE DÉBUTANT

Cette société, filiale d'un groupe multinational, développe une gamme de produits très complète dans le domaine de l'hygiène industrielle et cela dans trois secteurs : l'agro-alimentaire, les collectivités, le traitement des surfaces métalliques.

Pour le laboratoire de recherche du secteur agro-alimentaire, elle crée un poste d'ingénieur chimiste débutant.

Attaché au responsable du laboratoire, il gère des projets de mise au point de produits dans le domaine des détergents et tensio-actifs.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste (ENSCM, ENSP, ENSCT...) débutant. En plus des compétences techniques, l'autonomie et la capacité à communiquer seront appréciées.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération *actuelle sous réf. M12/538 G à :*

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri - 75008 PARIS
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL **egor** TOKYO

aum.

La **S**ociété **A**nonyme **F**rançaise de **R**éassurances — **PARIS**

recherche un

Chef de projet

Intégré au service **Organisation et Informatique** en tant que

Architecte
- il participe à l'animation des groupes de réflexion utilisateurs auxquels il apporte conseils et assistance.
- il est responsable des développements et de la mise en œuvre des systèmes d'information.

Maître d'œuvre
- il supervise et anime une équipe d'analystes et de programmeurs qui a en charge la réalisation.

Ce poste -à créer- s'adresse à un diplômé d'Etudes Supérieures -Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion- possédant une expérience, d'au moins 5 ans, comme Chef de Projet, ayant participé à la gestion opérationnelle d'une entreprise ; il implique capacités de réflexion et réalisme, aptitudes au dialogue, sens pédagogique.
La connaissance de l'assurance et la pratique d'une méthodologie de type MERISE sont appréciées.

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, s/réf. 71709/MO, à R. VERDET, Sélé-CEGOS Informatique, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Publival

Valoriser ses compétences
dans une banque de taille humaine

EXPLOITANTS "ENTREPRISES"

Cette banque française (1 200 personnes) bénéficie d'une notoriété de premier ordre. Cette réputation est née de sa capacité à gérer les patrimoines et à assister efficacement les entreprises. Son développement la conduit à rechercher pour ses succursales parisiennes des professionnels confirmés, **Classe IV à VI.**

Ils ont une mission d'assistance et de conseil en matière de gestion financière, à court, moyen et long terme, auprès d'une clientèle de PME qu'ils sont chargés de développer. Les différentes opportunités offertes leur permettent de s'intégrer dans des équipes jeunes et performantes, d'actualiser leur formation et d'enrichir leur expérience.

Nous souhaitons rencontrer des candidats dynamiques intéressés par des fonctions élargies dans des agences autonomes. Diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire, ils justifient impérativement d'une expérience significative dans la Banque.

Les conditions de travail et les développements rapides de carrière sont de nature à motiver des personnalités de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la réf. M 11/664 C, à :

EGOR Banques et Services
8, rue de Berri - 75008 PARIS
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL **egor** TOKYO

aum.

Rédacteurs contentieux sinistres HF

Nous sommes une Compagnie d'Assurances IARD importante et nous offrons plusieurs postes de Rédacteurs Contentieux Sinistres, dont le rôle sera de conseiller et guider nos délégations régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres et d'assurer, en liaison avec ces délégations régionales, la gestion des sinistres importants, notamment corporels. Ces postes conviennent à des candidat(e)s titulaires au minimum d'une licence en Droit et ayant au moins 5 ans d'expérience similaire. Lieu de travail : banlieue Est (desservie par RER). Postes stables et comportant des perspectives d'évolution. Horaires souples. Restaurant d'entreprise. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé en précisant votre niveau actuel de rémunération, sous réf. 11729/M à Denise de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Publival

Membre de SYNTEC

Département TELECOMS d'une SSII de 800 personnes, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche

CHEF DE PROJET

Spécialiste RESEAUX LOCAUX

Fonction : Responsable technique de l'activité RESEAUX LOCAUX du département, il sera chargé également :
- du suivi budgétaire des projets,
- des relations fournisseurs et clients.

Profil :
- expérience en SSII d'au moins trois ans de l'introduction de réseaux locaux en milieu industriel,
- connaissance des différentes techniques de réseaux locaux (protocoles et techniques d'interface),
- bon contact clientèle,
- méthode.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à N. 5142
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd.Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

---

UN HOMME D'ÉTUDES POUR UNE INFORMATIQUE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

DUNLOP FRANCE RECRUTE

Notre Département Informatique se dote de nouveaux équipements (ordinateur compatible 30 83, systèmes d'exploitation MVS...) et renforce ses structures avec un

CHEF DE SERVICE ÉTUDES

De formation Grande École d'Ingénieurs ou de Gestion, vous bénéficiez d'une expérience réussie dans la même fonction. Vous parlez l'anglais couramment et le milieu industriel vous est familier.

VOTRE MISSION :
- Animer une équipe d'une vingtaine de personnes,
- Gérer et coordonner l'ensemble des activités d'analyse et de programmation,
- Définir le plan informatique à court et long terme,
- *Harmoniser les méthodes d'analyse et les langages de programmation,*
- Étudier l'introduction d'outils modernes de développement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 79543 LM à DUNLOP FRANCE – Direction du Personnel 62, rue Camille - Desmoulins, B.P. 41, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.

DUNLOP FRANCE

HAVAS CONTACT



BANQUE NATIONALE

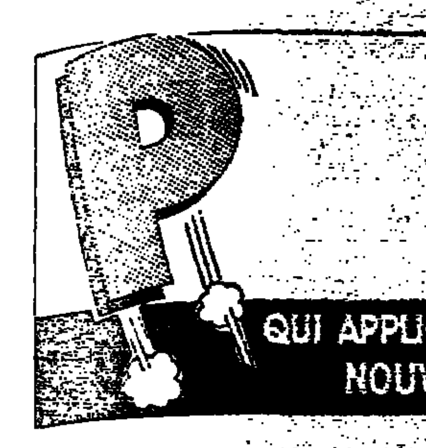
à taille humaine
recherche

2 EXPLOITANTS ÉTRANGER H/F

pour développer la clientèle à vocation internationale
– d'une importante agence parisienne où il coordonnera l'information et la formation Étranger de l'équipe d'exploitation.
– de sa direction des Affaires Internationales où au sein d'une équipe commerciale il aura également la charge d'un secteur géographique et la responsabilité de produits étrangers.

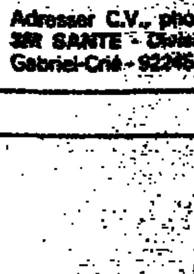
Ces postes nécessitent une bonne connaissance des opérations internationales et une expérience d'environ 5 années de l'exploitation Étranger où vous aurez apporté en outre la preuve de votre dynamisme commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 1540 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.











OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



important groupe international

recherche

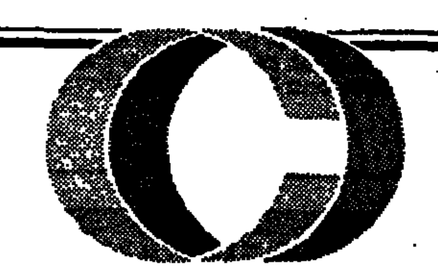
POUR SON SIEGE EUROPEEN
BASE A PARIS

2 acheteurs travaux et maintenance

LEUR MISSION : optimiser l'utilisation de budgets consacrés à l'exploitation et à la maintenance d'un ensemble immobilier, en achetant aux entreprises du bâtiment et aux différents prestataires, tous les services nécessaires à son fonctionnement et à son développement.
Outre la recherche des fournisseurs et l'évaluation de leurs compétences, ils estimeront les prix, lanceront les appels d'offres, mèneront les négociations commerciales, établiront les contrats et suivront les affaires négociées.

LEUR PROFIL : diplômés d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, ils justifieront d'une expérience réussie dans le domaine des achats.
Un acquis des techniques propres au bâtiment sera un atout supplémentaire.
Ils utiliseront l'outil informatique et leur bilinguisme français-anglais leur permettra d'évoluer dans une structure internationale.

Adressez C.V. + lettre manuscrite + photo récente (sous référence 6000 B) à :
CHALLENGE CONSULTANTS
41, rue Ybry - 92523 Neuilly sur Seine Cedex



COMPAGNIE OPTORG

Groupe commercial multinational. CA consolidé 2,5 milliards, 4 000 personnes, 30 filiales.
Distribuant en France et en Afrique une large gamme de biens d'équipement et de consommation durable

trois futurs dirigeants

Pour un développement de carrière en France ou en Afrique dans des filiales actives et diversifiées devant déboucher sur des postes de dirigeants au sein du Groupe.
Nous proposons à trois cadres de formation supérieure commerciale (HEC - ESSEC - ESCP...) ou d'une Grande Ecole d'Ingénieurs complétée par une formation et une pratique commerciale, âgés d'au moins 30 ans de prendre en charge les postes suivants au sein de nos équipes de Direction.
La connaissance courante de l'anglais et des méthodes anglo-saxonnes apportera un signe plus aux candidatures

PARIS - ILE DE FRANCE

Chargé de mission auprès de la Direction Générale d'une filiale *distribuant aux professionnels des produits d'équipements sanitaire* et chauffage central 14 agences - 7 salles d'exposition, première place parmi les grossistes de la région Ile de France.

Dans le cadre de la politique commerciale dynamique de cette Société, vous menerez à bien des projets liés au développement :
- définition de nouveaux concepts commerciaux,
- dynamisation de la force de vente,
- évolution des procédures informatiques, de la logistique, des assortiments,
- mise en œuvre d'une politique de communication.

Vous devez être notamment un homme rigoureux mais créatif, posséder un bon esprit d'équipe, le sens de l'organisation et l'aptitude à hiérarchiser les problèmes.

Une expérience directe de la vente dans le négoce, la distribution spécialisée ou la grande distribution est souhaitée.

AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

Basé à Libreville.
Vous effectuerez des missions pluridisciplinaires dans nos filiales distribuant des matériels TP (Caterpillar, DJB, Albaret, J. Deere, Porthos, etc...).

Vos interventions porteront sur :
- la gestion, finances, trésorerie, fiscalité,
- la gestion informatique,
- la vente des matériels lourds,
- les pièces détachées,
- le service après-vente.

Vous apporterez votre assistance aux responsables de ces différents secteurs et pourrez les intérimer.
Vous êtes dynamique, mobile, adaptable et ambitieux, désireux de construire une partie de votre carrière outre-mer.
Une expérience opérationnelle dans cette branche est indispensable.

PARIS + MISSIONS AFRIQUE

Travaillant avec les deux directeurs de département responsables pour le Groupe de la distribution AUTOMOBILES et de MATERIEL TP (Dealer Caterpillar).

Vous interviendrez au sein de ces départements et dans les filiales, essentiellement dans le domaine marketing.

Vous étudierez les marchés et assisterez les exploitants.
Vous développerez et améliorerez l'outil de gestion commerciale.
Tableau de bord - informatique.

Vous organiserez l'action commerciale.
Vous participerez à la définition annuelle de la politique commerciale.

Une réelle expérience marketing est nécessaire. Il est vivement souhaitable qu'elle ait été acquise dans une activité traitant de biens d'équipements (TP et/ou AUTOMOBILES).

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients

Cabinet Leconte

4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS *Réf. 50277*

Pierre Lichau S.A.

SOCOTEC

Ingénieur thermicien

Région Parisienne.

Le Groupe SOCOTEC (2400 personnes en France et dans le monde) s'est acquis par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux du bâtiment et de l'industrie.

Dans le cadre du développement de notre activité "Thermique" en Ile de France, nous recherchons un Ingénieur Thermicien diplômé, ayant 5 à 10 années d'expérience professionnelle dans la conception et la réalisation d'installations climatiques et thermiques dans les secteurs de l'industrie et du grand tertiaire.
Il assurera le suivi d'importantes opérations en région Ile de France et notamment sur l'ensemble de la Défense.
Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. 86.06 à P. CANDES, SOCOTEC - Département du Personnel - 3, avenue du Centre 78182 ST QUENTIN EN YVELINES.



Prenez la direction de notre département « grain » !

- Une position incontestée de spécialiste européen dans le domaine des équipements de contrôle des produits céréaliers.
- Un savoir-faire technologique et la volonté d'être toujours aux avant-postes de l'innovation.
- La chance de se situer sur un marché très porteur tant en France qu'à l'étranger (25 % du C.A. à l'export).

Autant de facteurs qui sont de nature à motiver le futur directeur de notre « Département Qualité du Grain ».

Nous souhaitons rencontrer un candidat de 35 à 45 ans, certes diplômé d'une école d'ingénieurs de type INA, ENSA, ENSIA, UTC..., mais possédant avant tout l'expérience du domaine céréalier (idéalement en mesure de qualité) et d'incontestables qualités de « battant ».

Directement rattaché au Président, il lui rendra compte de sa MISSION de DEVELOPPEMENT en termes de stratégie (produits existants et nouveaux produits, marché national et export), d'objectifs et de budgets.

Pour soutenir son action, il disposera d'une équipe de chefs de produits et de commerciaux qu'il encadrera et animera dans une dynamique de croissance (prévision annuelle du C.A. : + 20 %). Leur mission : vendre l'assistance technique à nos clients (stockeurs céréaliers) en vue d'optimiser le CONTROLE QUALITE.

Si vous êtes attiré par cette CREATION de POSTE autonome et évolutif au sein d'un Groupe (500 personnes, C.A. : 500 MF) leader sur son marché, vous adressez lettre manuscrite + C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la réf. ED/LM1, à notre Conseil (confidentialité assurée)



michel jouhannaud conseils 40 bis, av. de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA.

3M SANTE (C.A. 85 : 380 MF - Effectif : 500 personnes), dans le cadre de sa politique de JOB rotation et de développement des carrières,

R E C H E R C H E



Jeune médecin thésé, vous avez environ deux ans d'expérience des études cliniques dans l'industrie Pharmaceutique.

Titulaire du diplôme de Pharmacologie clinique sur les essais thérapeutiques et du CESAM, vous avez de solides connaissances en médecine interne.

Vous êtes parfaitement bilingue anglais et vous avez quelques connaissances en informatique.

Poste basé à MALAKOFF.

Un fort potentiel intellectuel, un excellent relationnel et l'ambition d'évoluer dans une structure dynamique et très *ouverte sont indispensables pour réussir dans ce poste.*

Adresser C.V., photo et prétentions, sous la réf. MA/3, à 3M SANTE - Division des Ressources Humaines - 40, rue Gabriel-Crié - 92245 MALAKOFF Cedex.

3M SANTÉ

MEDIA BA

Importante société secteur agro-alimentaire

région parisienne

recherche

RESPONSABLE JURIDIQUE

diplômé enseignement supérieur. Expérience entreprise indispensable pour diriger service marques — Assurances Assemblées générales — Litiges sociaux... Rémunération annuelle 200/300 000 F suivant candidature.

Envoyer c.v. manuscrit et photo sous n° 7 045
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CARBOXYQUE FRANCAISE

Filiale du Groupe AIR LIQUIDE
recherche pour son Siège Social (Paris 8e)

INGENIEUR

MISSIONS :
- *participer à la conception et la réalisation d'équipements de Production et de Distribution, ainsi qu'à la construction de nouvelles usines actuellement décidées,*
- *concevoir et mettre en œuvre actions d'optimisation des coûts de Production et de Distribution,*
- *assurer élaboration et suivi des budgets.*

IL FAUT :
- *être Ingénieur : Grandes Ecoles, Arts et Métiers, etc.,*
- *maîtriser problèmes : mécanique et thermodynamique des Fluides,*
- *avoir expérience réussie d'au moins cinq ans,*
- *pratique de l'anglais parlé et écrit.*

Envoyer C.V. détaillé avec indication du salaire actuel s/réf. 2979 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

CONTESSE

secrétaires

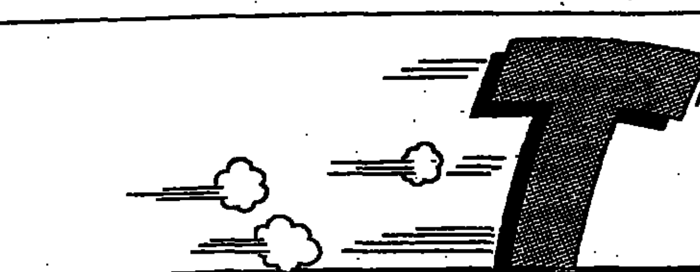
TRES IMPORTANT GROUPE
proximité *LA DEFENSE*

recherche

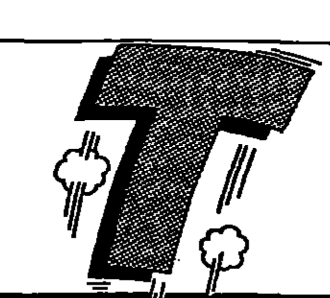
SECRETAIRE DE DIRECTION et SECRETAIRE STENO-DACTYLO

Collaboratrices de bonne formation générale avec expérience de quelques années.
Une connaissance de l'anglais, si possible de l'espagnol ainsi que du traitement de texte est demandée.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 5452 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system



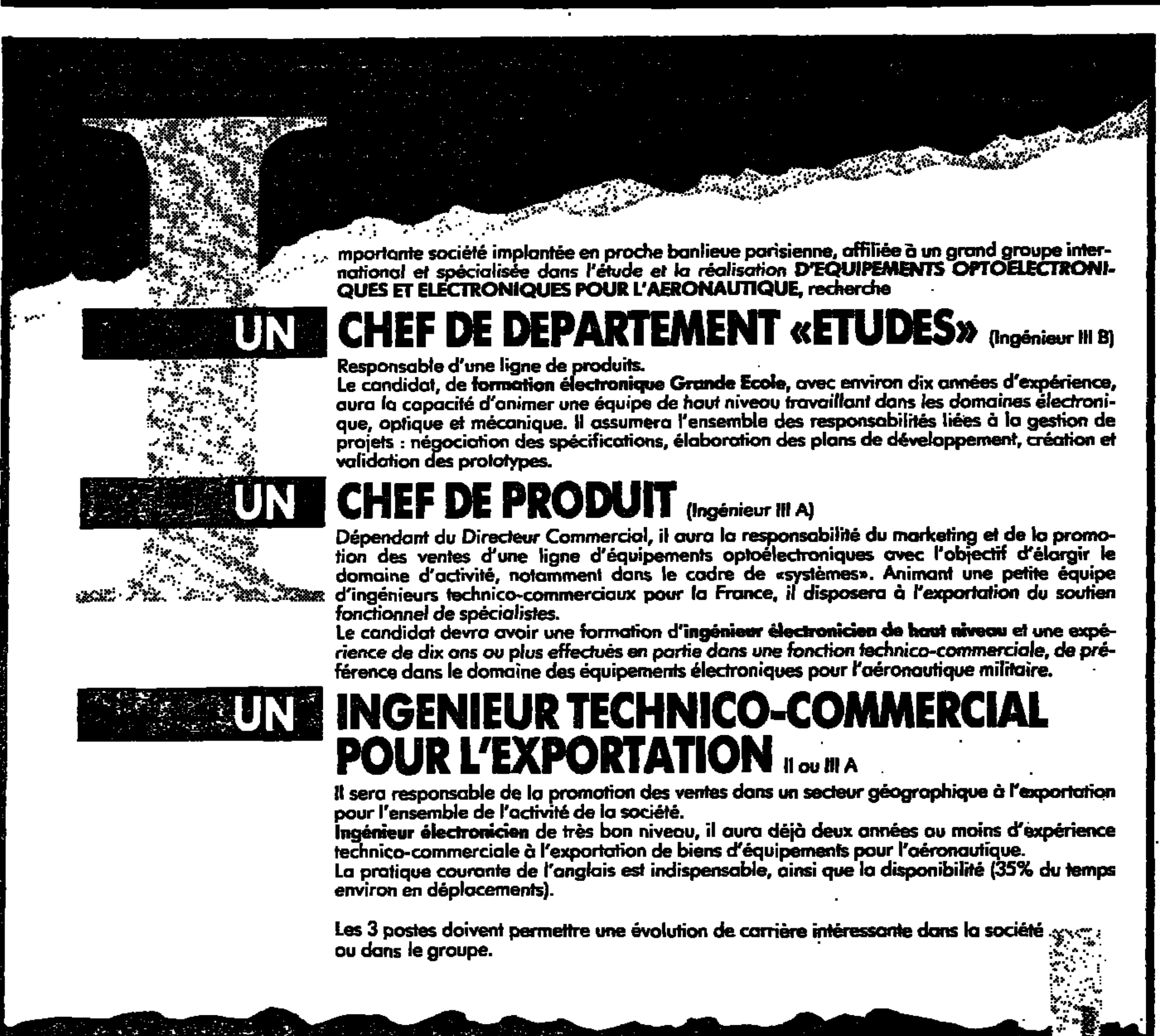
QUI FAIT DE LA TELEMATIQUE
UNE VEDETTE DU PETIT ECRAN ?



QUI FAIT ENCORE PROGRESSER
LES TELECOMMUNICATIONS ?



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE FRANCAIS
recherche pour l'un de ses organismes centraux à Paris, un

JURISTE CONSEIL
EXPERIMENTE.

Il aura pour mission :
- d'apporter son concours a toutes les Directions de l'etablissement sur tous les problèmes d'ordre juridique,
- d'analyser les textes législatifs et règlementaires relatifs au fonctionnement des établissements de crédits et à la création de nouveaux produits financiers,
- d'assister le service contentieux dans la recherche de solutions aux problèmes plus complexes.

Cette fonction de haut niveau interessera un juriste expérimenté possédant au minimum 10 ans de pratique professionnelle en matière de Droit des sociétés, valeurs mobilières, contentieux bancaires. Cette expérience aura été acquise en qualité de juriste de banque ou d'avocat.

Les candidats sont invités à adresser leur dossier (lettre manuscrite, CV, et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3760M à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

Situé à RUEIL MALMAISON (92)
recrute pour sa Direction de Recherche **GISEMENTS**

INGENIEUR DE RECHERCHE

Diplômé Grandes Ecoles ou Docteur Ingénieur (ENSPM section forage/production souhaitée) pour travaux de recherche de base ou appliquée, dans le domaine de la récupération assistée du pétrole par méthodes thermiques.

Adresser CV, photo et prét. sous réf. 2968 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Chef de produit V.P.C. : un junior créatif et rigoureux.

Après une Ecole de Commerce et de Gestion, vous avez pratiqué la V.P.C.
Vous savez concevoir, réaliser et mesurer les résultats d'opérations de recrutement.

Ceci implique une maîtrise du choix des fichiers et des supports, un suivi de l'évolution des documents et un contrôle rigoureux des coûts.

Valoriser votre première expérience auprès de notre Directeur Commercial, voilà notre proposition. *Filiale d'un groupe allemand, nous vendons des informations outils de travail, régulièrement actualisées.*

Notre clientèle : responsables d'entreprises, collectivités locales, particuliers pratiquant des hobbies.

Au sein d'une structure légère, vos idées nouvelles seront appréciées ; votre rigueur et votre capacité de réalisation s'imposeront face aux plans hebdomadaires de promotion.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à Guy TABONE - MUTATIS
22, rue Royale - 75008 PARIS

MUTATIS

Organisation et Publicité



Jeune Ingénieur H/F

Grandes Ecoles (Centrale ou équivalent)

pour participer à des études et développements de projets au sein de sa Direction Technique.
Débutant à 2 ans d'expérience. Poste à pourvoir aux CLAYES SOUS BOIS (78).

Adresser CV, photo et prétentions à Monsieur P. RUELLAN - Directeur du Personnel
Faubourg St-Roch — 41200 ROMORANTIN

MATRA AUTOMOBILE

PARFRANCE ANNONCES

« Vous aimeriez être intégré dans une Equipe dynamique qui travaille dans un environnement international, et plus particulièrement dans le pétrole offshore.
Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.
Voyager ne vous fait pas peur.
Grâce aux études d'INGENIEUR que vous avez faites, vous êtes plutôt spécialisé en MECANIQUE, HYDRAULIQUE, GENIE MARITIME, HYDRODYNAMIQUE, MECANIQUE DES SOLS, ELECTROCHIMIE, RESISTANCE DES MATERIAUX...
Venez rejoindre notre Equipe d'**INGÉNIEURS DE PROJETS,** basée à Paris, en écrivant à Mamrégies (joindre C.V. + photo et prétentions), sous réf. 4218, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra. »

jeunes ingénieurs

Réalisez les usines de demain...

SERETE (800 personnes) est leader sur le marché de l'ingéniérie de systèmes en France. Nos équipes conçoivent et réalisent avec nos clients des projets ambitieux et diversifiés :

automatisation, gestion de production,
réseaux, productique, systèmes mécanisés.

Pour consolider son avance, SERETE renforce son potentiel Jeunes Ingénieurs débutants ou ayant une première expérience de la conception ou de la modernisation d'unités industrielles, d'automatisation de lignes de produits, de gestion de stocks. Après une formation à nos méthodes vous prendrez en charge l'étude et la réalisation de ces projets. Merci d'envoyer votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75013 Paris en précisant la réf. 85.01-M.



serete ingénierie

MASA

Société Conseil présentant des résultats importants en France recherche l'**homme capable d'assurer son développement commercial.**

Son expérience du monde industriel lui donne accès au niveau décisionnel et lui permettra d'introduire la direction auprès des clients potentiels.

Perspective de revenus motivants et intéressement aux résultats. Possibilité de prise de participation.

Envoyer curriculum vitae avec photo et **lettre manuscrite** au Bureau Antosi, avenue de l'échevinage 18, 1180 Bruxelles (Belgique), sous la référence MASA.

Les interviews auront lieu à Paris.

Paris-15e, poste de traducteur langue maternelle anglaise (G.B. ou USA), expér. en aéronautique, informatique ou électronique exigées.
Ecr. av. C.V. et prét. ss n° 85.665 PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, r. Réaumur, 75002 PARIS.

Association de consommateurs recherche pour son siège de Paris

CHEF DE SERV. ÉCONOMIQUE

Journaliste de formation économique (Sciences Eco. ou équivalent), 30 ans minimum
Salaire annuel : 165.000 F.

Env. C.V. à Mme C. DROUET 14, rue Froment, 75555 Paris.

Société Immobilière
filiale d'un groupe financier recherche

CHEF COMPTABLE

Il sera responsable du service chargé de la comptabilité et de l'établissement des bilans de 3 SICOMI (société de crédit-bail immobilier).

Le niveau du DECS et une expérience d'au moins 5 années acquise dans ce domaine sont nécessaires.

A défaut, la candidature de comptable exerçant dans le cadre de sociétés propriétaires d'immeubles commerciaux locatifs sera examinée.
Lieu de travail : Paris 8e.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 3219 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE — Emplois et Entreprises

GROUPE SYSECA

Vous êtes issus d'une grande école, titulaires d'un Doctorat, d'un DEA, ou d'une maîtrise. Vous êtes débutants ou vous avez 5 ans d'expérience. SYSECA vous propose, dans le cadre de sa stratégie d'expansion, de devenir

ingénieurs informaticiens

Vous exercerez votre activité dans les domaines suivants : systèmes temps réel – informatique industrielle – logiciel de base – systèmes de gestion – systèmes de communication – systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M242 à GROUPE SYSECA - Direction du personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (300 MF de CA, 820 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.





Bull Systèmes
pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, recrute des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecole d'Ingénieurs (toutes options) ou
DESS - DEA (disciplines scientifiques)
et leur assure une

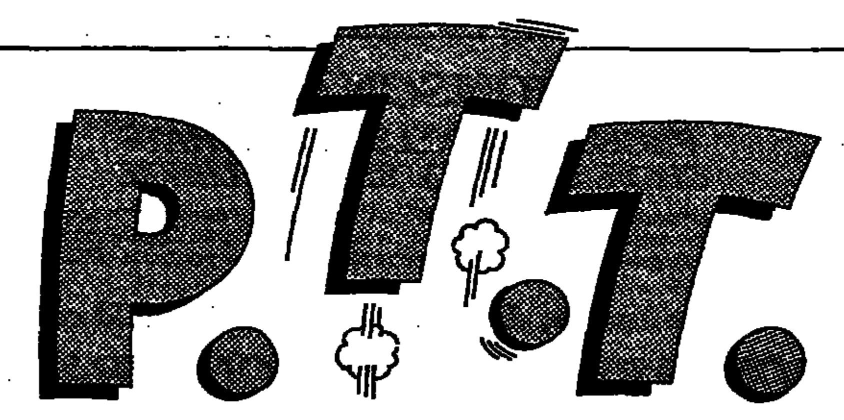
FORMATION A L'INFORMATIQUE

Celle-ci leur donnera une compétence dans le domaine du **LOGICIEL DE BASE** et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement des Moyens et Grands Systèmes Bull.
Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion. Une session de formation débutera en Avril 1986 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 111 M à

Gérard Goyer
Bull S.A.
PC 1L009D
94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20.





Jeunes diplômés grandes écoles de commerce et de gestion.

ET SI C'ÉTAIT VOUS ?

CONCOURS DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES P.T.T.

Et si c'était vous qui bénéficiiez de la formation d'une grande école de management public donnant accès à des postes de décideur au sein d'une entreprise qui se consacre à la communication sous toutes ses formes et applique les technologies de pointe dans un secteur en plein développement.
C'est ce que proposent la Poste et les Télécommunications *aux lauréats du concours de l'Ecole Nationale Supérieure* des PTT.

Devenez Administrateur PTT.

Une sélection de très haut niveau, à la mesure des plus ambitieux, vous ouvrira les portes d'une école unique en France.

Une formation rémunérée de 3 ans dont 17 mois à l'ENA vous préparera à exercer des responsabilités de cadres dirigeants.
Diplômés des grandes écoles de commerce et de gestion... :
- La clôture des inscriptions est fixée au 26 MARS 1986.
- Les épreuves se dérouleront les *28 - 29 - 30 AVRIL 1986*

3 jours pour entrer en contact avec tout l'avenir.

Ecole Nationale Supérieure
des PTT 46 rue Barrault
75634 PARIS CEDEX 13.



média-system

TECHNOLOGIES BANCAIRES DE HAUT NIVEAU

De formation supérieure, et grâce à une expérience de 5 à 10 ans.

Vous maîtrisez :
- *la conduite d'études et de réalisations d'applications informatiques*
- la connaissance des traitements bancaires et des moyens qu'ils nécessitent dans une banque de dépôts

Vous possédez :
- de réelles capacités de contact et de communication
- une grande *disponibilité intellectuelle.*

Au sein de la Direction de l'Informatique et des Techniques Bancaires, vous serez

Responsable Confédéral de l'Informatique et de l'Organisation

chargé de :
- *représenter le Crédit Mutuel dans les instances professionnelles*
- assurer la concertation interne en matière d'informatique et d'organisation
- coordonner la mise en œuvre des réalisations d'intérêt national
- animer un observatoire des technologies bancaires.

Poste *essentiellement fonctionnel mais très évolutif dans une petite* équipe dynamique.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 515 à **A.L. CONSEIL** 102, boulevard Malesherbes 75017 Paris, chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

Crédit Mutuel

CURRICULUM

Ingénieurs Grandes Ecoles, (Centrale, X, Mines... HEC, ESSEC...)

Cetelem, un pouvoir d'attraction irrésistible pour les jeunes diplômés



Une entreprise qui recherche aujourd'hui ses dirigeants de demain...
Une entreprise qui de plus les sélectionne en fonction de leur formation, et de leurs aspirations...
Et si cette entreprise détient de surcroît le leadership européen du crédit à la consommation, bénéficie d'une croissance annuelle de 15% et s'ouvre sur les marchés internationaux...
Oui, **Cetelem** vous offre effectivement toutes ces opportunités et elle est en plus une des sociétés du Groupe de la Compagnie Bancaire.
Jeunes diplômés de grandes écoles (ingénieurs double formation, grandes écoles de gestion), débutez dans le service le plus proche de votre profil et de vos attentes : **planification, marketing, développement commercial, informatique ou finance.** Nous croyons en votre potentiel et sommes prêts à *investir sur votre sens de l'initiative et votre goût d'entreprendre.*
Nous attendons les 4 meilleurs d'entre vous.
Irrésistiblement vous rejoindrez le Cetelem et demain vous serez soufflé d'être déjà dans notre équipe d'encadrement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous référence 178 à Madame Chiron, Compagnie Bancaire, Service Orientation Recrutement, 5 avenue Kléber, 75016 Paris.

cetelem

groupe de la compagnie bancaire

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

un Ingénieur Technologue

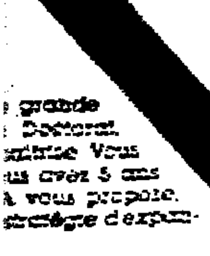
Cet Ingénieur doit posséder des connaissances de base (phénomènes physiques et chimiques, physique du solide, résistance des matériaux...) et avoir une expérience industrielle de 5 à 10 ans dans la plupart des domaines suivants :
- Conception et fabrication des circuits hybrides à couches minces et épaisses
- Sélection, évaluation et expertise des composants actifs et passifs
- Développement de technologies avancées en électronique professionnelle. — réf. ITFC

Ingénieurs grandes écoles universitaires

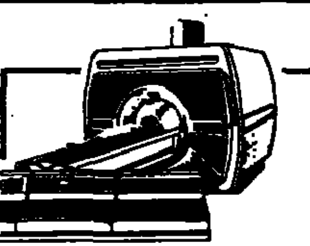
dans le cadre du développement de ses activités radar.

Chefs de projets pour conception et réalisation de nouveaux systèmes radar :
- Expérience minimum de 3 ans dans une activité comparable
- Goût pour la mise au point de systèmes analogiques. — réf. RNG

Envoyer CV détaillé et prétentions,
en précisant la réf. du poste choisi au Service des Relations Humaines
LCT - BP 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CGR

PROFESSIONNELS DES ACHATS CHOISISSEZ VOTRE CHALLENGE

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**IMAGERIE MÉDICALE**. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie, au service de la santé. L'optimisation de nos coûts, dans un environnement international très concurrentiel est la clé de notre réussite et passe par une MAITRISE DYNAMIQUE de nos ACHATS (2 milliards de Francs).*

Réussir avec notre équipe, dans votre spécialité, voilà votre challenge.

RESPONSABLE ACHATS SOUS-TRAITANCE

Ingénieur, vous avez acquis une solide expérience dans les Achats de Sous-Traitance (interne et externe) de pièces mécaniques mais aussi de sous-ensembles entièrement contrôlés prêts à être intégrés. Vous avez des qualités d'animation et de communication que vous exercez autant au sein de votre équipe qu'à l'extérieur. (Réf. 1/LM)

RESPONSABLE MARKETING ACHATS

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (type ENSI électronique)

Vous avez une première expérience Marketing et/ou Développement. Votre mission principale consiste à identifier et à planifier à l'intérieur du plan d'étude, les besoins en composants ou produits OEM nouveaux pour en établir les projections de prix et de disponibilité à 5 ans.

En relation étroite avec les services Recherche & Développement, Production, vous participerez aux décisions d'achat des produits, en étudiant de près le marché.

Vous parlez l'anglais couramment. Vous vous déplacerez de façon occasionnelle en Europe et aux U.S.A. Poste à pourvoir à BUC (78). (Réf. 2/LM)

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à Mme DELWAIDE – THOMSON-CGR – 52, boulevard Gallieni, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.



THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

Filiale en pleine expansion d'un groupe Français de renommée mondiale, leader dans le domaine de la COMMUNICATION (2300 personnes, CA 1,2 Milliard de Francs), nous souhaitons développer notre action commerciale et recherchons : (H/F)

CADRE COMMERCIAL

TELEVISION PROFESSIONNELLE

Vous avez déjà une première expérience de la vente de produits «Techniques», et vous vous intéressez à l'approche d'une clientèle de professionnels.

Nous vous proposons de rejoindre notre Direction Commerciale au sein de laquelle vous serez chargé de la prospection et de la vente de MATERIEL VIDEO DE PRODUCTION et de POST PRODUCTION COULEUR.

Vos atouts majeurs sont votre punch, votre motivation, et votre ténacité car l'objectif que nous vous fixons est de maintenir le taux de croissance des 3 dernières années, plus de 30% par an.

Le poste est situé en Banlieue Sud-Ouest (20 mn de PARIS).



Merci d'adresser votre CV + photo + rémunération souhaitée en indiquant sur l'enveloppe le N° 9533 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

---

Psychologue consultant

PA, l'une des premières sociétés internationales de conseil auprès des entreprises recherche dans le cadre de la diversification de ses activités un psychologue consultant. Intégré à une petite équipe spécialisée dans le développement de nouveaux outils d'évaluation pour la gestion des ressources humaines, il participera à l'ensemble des activités de la cellule: contacts commerciaux, études, applications, formation. Diplômé de psychologie, âgé d'au moins 28 ans, il aura acquis une première expérience de la fonction personnel en entreprise ou en cabinet. Créatif, il sera très motivé par les problèmes d'évaluation. Une expérience dans le domaine de la formation serait appréciée sans être indispensable. Une bonne pratique de la langue anglaise est vivement souhaitée. Ecrire à Christine CHABAUD en précisant la référence A/062AM.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Centre hospitalier et de recherche

banlieue sud PARIS

recherche pour son

SERVICE D'ÉLECTRONIQUE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ

(même débutant)

pour participer au sein d'une équipe à la maintenance et au développement des appareils médicaux. (Le parc comprend une centaine d'appareils.)

Envoyer candidatures, c.v. détaillé et prétentions sous n° 7 043 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.



DIAMOND SHAMROCK FRANCE

Société internationale de Produits Chimiques, *nous développons nos produits et applications en*

CHIMIE FINE

Dans le cadre du développement de notre activité PRÉTRAITEMENT DU MÉTAL, nous recherchons notre

MARKET MANAGER

Sous la responsabilité du Product Manager Europe, il aura à rechercher de nouveaux marchés pour les produits actuellement commercialisés et à apporter son assistance pour le lancement de nouveaux produits.

Les candidats devront pouvoir justifier d'une formation supérieure et d'une expérience de quelques années de la Vente ou du Marketing dans le domaine des spécialités chimiques, du prétraitement du métal ou des peintures. Ils devront, compte tenu de la zone géographique à prendre en charge, *parler couramment le FRANÇAIS, l'ANGLAIS et si possible l'ALLEMAND.*

Le poste, basé à Saint-Fargeau-Ponthierry (77), nécessite de fréquents déplacements. Il représente une opportunité de carrière pour une personne souhaitant rejoindre une petite équipe dans le cadre d'un marché en expansion.

Les candidatures devront comprendre un Curriculum Vitae détaillé, une photo et la rémunération actuelle. Elle seront à adresser à la Direction du Personnel : 185, avenue de Fontainebleau - 77310 SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY.

Emplois et Entreprises

Caisse de retraite complémentaire

recherche pour Paris

L'ADJOINT D'UN CHEF DE SERVICE

chargé de seconder le responsable d'un service, il devra coanimer une équipe de 30 gestionnaires répartis dans les différents secteurs d'un régime de retraite.

Il manifestera de très bonnes qualités dans les domaines de la communication, de l'organisation, de la gestion et devra faire preuve de bonnes connaissances en informatique.

Ce poste de cadre convient plus particulièrement à une personne de formation supérieure, 30 ans minimum, qui justifiera d'une expérience antérieure d'encadrement acquise, de préférence, dans un secteur équivalent.

Salaire annuel brut : 160-180.000 F.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous n° 7048 M - LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy - 75007 PARIS.

BIENS D'ÉQUIPEMENTS

Société industrielle (600 personnes), filiale d'un important Groupe américain solidement implanté en Europe, leader dans notre branche d'activité, nous réalisons plus du tiers de notre C.A. à l'exportation et souhaitons, dans le cadre de notre stratégie commerciale, recruter un

Responsable export

Rattaché au Directeur des Ventes, il s'intégrera dans une petite équipe motivée et se verra confier des missions opérationnelles sur un certain nombre de zones géographiques, en particulier en Afrique francophone où la pénétration du marché sera une de ses priorités. Bénéficiant d'une large autonomie, il sera responsable de l'organisation de ses déplacements (1/4 de son temps), des prévisions de vente, de la prospection, de la réponse aux appels d'offre, de la réalisation de ses objectifs.

Ce poste – basé à 25 km au NE de Paris – nécessite curiosité technique, esprit d'initiative et disponibilité. Il s'adresse à un jeune cadre de formation supérieure, possédant une première expérience de la vente de biens d'équipements à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser confidentiellement C.V., photo et courte lettre manuscrite en précisant votre n° de tél., sous réf. 876 LM à Rosie SCHWARTZ.



47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

AVIS DE CONCOURS

Le département de la Seine-St-Denis

organise les 13 et 14 mars 86

UN CONCOURS SUR TITRE POUR LE RECRUTEMENT DE 4 DESSINATEURS

pour la direction des bâtiments départementaux et pour le service des espaces verts.
Ce concours est ouvert aux candidats titulaires de diplôme de dessinateur niveau CAP, CFP et BEI

Les demandes de candidature accompagnées d'un C.V. seront reçues avant le 3 mars 86 à minuit au service des concours
1, avenue Youri-Gagarine
93007 Bobigny. Tél. 48-95-60-60, poste 748-03.

Jeune Juriste d'entreprise



leader dans le domaine de la sécurité FICHET-BAUCHE *vous attend dans son Service Juridique*

votre profil

- *Assurer à terme la responsabilité de tout le secrétariat juridique du groupe et des filiales étrangères, ainsi que les formalités au Registre du Commerce.*
- *Assister le Chef de Service en droit immobilier, propriété industrielle pour les contrats nationaux et internationaux, en droit du travail, droit de la consommation et contentieux.*

votre fonction

Nous recherchons un candidat ayant une maîtrise de droit avec mention droit des affaires. C'est un généraliste ayant de bonnes qualités rédactionnelles et le goût des contacts.
Une expérience juridique de 2 ans et l'anglais sont souhaités.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la Direction des Relations Humaines 15/17, avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

Grande Banque Privée

recherche pour **PARIS** un

Second d'agence

Classe V, VI

Votre connaissance du marché des entreprises, vos qualités de contact à tous niveaux et votre goût pour la prospection commerciale allié à un bon sens du risque font de vous un interlocuteur compétent et reconnu.

De formation supérieure, si vous répondez à ce profil, nous vous remercions d'adresser c.v., photo et prétentions sous réf. 1542 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

La ville de Gennevilliers

recrute

pour son service
Urbanisme, Affaires économiques

UN CHARGÉ D'OPÉRATIONS

en matière économique pour la revitalisation du tissu économique local et les relations avec les entreprises.

La possession d'un diplôme de 3e cycle en aménagement est nécessaire. Une expérience comparable serait appréciée.

Les candidatures accompagnées d'un c.v. détaillé devront être adressées au plus tôt
en Mairie de Gennevilliers
Direction de l'aménagement
et des Services Techniques
CAC 177, avenue Gabriel-Peri, 92230 Gennevilliers.

GROUPE BANCAIRE

renforce son équipe de contrôle de gestion et recherche

CHARGE D'ETUDES HF

dont les missions principales seront :

- la prise en charge des budgets de l'activité commerciale du Groupe et de leur suivi (tableaux de bord, synthèse)
- de participer à la mise en place de nouvelles procédures et de développer les moyens existants
- de prendre une part active à la formation des correspondants commerciaux.

Le candidat recherché, diplômé de l'enseignement supérieur (Maîtrise de Gestion, Ecole Supérieure de Commerce ou similaire), aura développé au cours d'une première expérience professionnelle (3 à 5 ans) des qualités d'analyse et de synthèse indéniables ainsi qu'un sens relationnel important.

L'utilisation de l'informatique et une bonne connaissance des phénomènes statistiques appliqués à la gestion sont indispensables.

D'autre part, une première expérience de ce type en milieu bancaire serait un atout supplémentaire.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5109 **PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.**



	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIETE DE SPIRITUEUX recherche

JEUNE INGENIEUR

Ecole Nationale

pour poste ORGANISATION/CORRESPONDANT INFORMATIQUE

- Evolution de carrière possible vers poste de responsabilité dans Etablissement industriel.
- Expérience, même limitée, en Entreprise nécessaire.

Adresser C.V., photo et prét. sous réf. 2635 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL DE L'IMMOBILIER

RECHERCHE

RESPONSABLE PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES

POSTE A PARIS

MISSION :
- assurer l'information auprès de la presse économique et spécialisée nationale et régionale ;
- développer les actions de relations publiques.

QUALITÉS REQUISES :
- expérience en communication ;
- capacités de rédaction ;
- créativité ;
- dynamisme ;
- disponibilité.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MONDE PUBLICITÉ, sous nº 7.023 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE IMPLANTÉE EN PROCHE BANLIEUE-EST

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

diplômé(e) E.T.P., I.N.S.A.

FONCTIONS :
- *Conception générale des structures dans le domaine du bâtiment ;*
- Développement des domaines d'application d'un logiciel de CAO/DAO au sein d'une entité représentant l'ensemble des corps d'Etat du bâtiment.

Ce poste s'adresse à des jeunes ingénieurs passionnés par le développement des nouvelles techniques informatisées de production des études, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la conception et ayant la pratique des relations avec les archititectes.

Envoyer candidature avec c.v., prétentions et photo au journal qui transmettra.

Ecrire sous le nº 7 036 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

RODIER

recherche

jeune cadre

ESC, MAITRISE GESTION ou SCIENCES ECO.

Il sera appelé à seconder le Responsable du Service **"ETUDES - PREVISION"** :

- Exploitation statistique des ventes globales sur outil informatique et analyse micro-informatique des ventes en magasins.
- Assistance au Chef de Produits.
- Enquêtes terrain...

Merci d'adresser votre candidature à M. CHERMAT

RODIER

11, bd de la Madeleine - 75001 Paris

BORDAS

recherche pour son secteur encyclopédies

RESPONSABLE D'EDITION H/F

De formation supérieure, il(elle) devra avoir une expérience de plusieurs années à un niveau élevé de responsabilité éditoriale pour assurer dans le cadre d'une politique éditoriale d'ensemble :
- la définition éditoriale et économique du projet,
- le recrutement d'auteurs,
- l'animation d'une équipe,
- les relations avec les services de production, de promotion et de commercialisation.

Une expérience de travaux encyclopédiques est souhaitable.

Adresser CV et prétentions à Denise Hirlemann, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge cedex.

CONTESSE

UNE ASSISTANTE

pour secrétariat contrôle de gestion :

principalement création, vérification, mise à jour de tableaux d'information chiffres

- 25 ans environ.
- 3 à 4 ans d'expérience.
- Connaissance bureautique (traitement de texte, tableurs).

Formation bac comptable + secrétariat ou BTS secrétaire, ayant travaillé dans un service comptable ou financier.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous nº 7.041 M - LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES

recherche pour son siège parisien

CHEF COMPTABLE

Vous êtes responsable de la comptabilité d'une quinzaine de sociétés, vous préparez nos comptes annuels (bilan, résultat et annexe...), vous sortez des résultats mensuels, vous êtes en charge de la consolidation, vous acceptez de courts déplacements en province pour des missions de contrôle, de comptabilités tenues localement mais dont vous avez la responsabilité, vous êtes soutenu par une équipe d'une dizaine de personnes que vous animerez.

La trentaine, de formation supérieure, vous avez une bonne expérience de comptabilité générale et de consolidation acquise dans un groupe multi-sociétés.

Vos qualités d'animateur et votre potentiel vous permettent d'assurer des fonctions évolutives.

Envoyer c.v. et prétentions à *M. BRAYE*, 35, rue Miguel-Hidalgo, 75019 PARIS.

GOULD *Electronique*

Dans le cadre du développement de nos activités d'études de systèmes d'acquisition de données, nous recherchons,

INGENIEUR ELECTRONICIEN

possédant quelques années d'expérience en développement du matériel et du logiciel de systèmes basés sur microprocesseurs.

Le poste à pourvoir demande par ailleurs une aptitude à la conduite de projets en équipes de 5 à 6 personnes et la maîtrise de la langue anglaise.

Les candidatures avec C.V. *et prétentions* sont à faire parvenir à

GOULD ELECTRONIQUE
Direction du Personnel - 57, rue Saint-Sauveur
91160 BALLAINVILLIERS près LONGJUMEAU

Si vous avez le goût des contacts à haut niveau le sens des responsabilités et la volonté d'entreprendre effectuez un stage pour devenir l'un de nos CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. ou F.) Tél. pr rvs : 45-53-20-00.

RELAIS DE JEUNES AVEC HÉBERGEMENT St-Quentin-en-Yvelines recherche

ANIMATEUR ÉDUCATEUR

avec expér. pour suivi et insertion de jeunes 16/22 ans en difficultés. Travail en équipe. Tél. 30-43-14-43.

CONSEILLERS COMMERCIAUX (HF) Si vous souhaitez intégrer une entreprise dynamique (Progression CA 85 + 39 %) Rejoignez-nous. 45-53-20-00.

Importante entreprise génie climatique recherche

TECHNICIENS D'EXÉCUTION

EXPÉRIMENTÉS

chauffage, conditionnement d'air, de préférence B.T. ou BTS MAX. PERRET

Adresser C.V. et prétentions sous nº 1184/Fm² à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS, qui trans.

MAISON D'ÉDITION *recherche*

UN RESPONSABLE DE L'INFORMATION

pour un hebdomadaire féminin Envoyer C.V. sous nº 7.038 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Organisme départemental (77) recherche

UNE PSYCHOLOGUE

qui rejoindra une équipe de 5 personnes pour participer à des opérations de conseil en emploi-formation auprès d'un public 16-25 ans. Une activité prof. d'au moins 3 ans dans le domaine de la formation est exigée.

Merci d'adresser C.V. + photo sous nº 7.046 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT cherchons

1 PROF. DE PHYSIQUE

(15 heures par semaine)

1 PROF. DE CHIMIE

(10 heures par semaine) pour cours niveau therminale

S'adresser à : 2 IF Château des Bergeries - 91210 Draveil Téléphone : 69-40-70-03 Demander Mme LECOIN

Paris-15e. Poste de traducteur langue maternelle anglaise (G.-B. ou USA), exp. en aéronautique, informatique ou électronique. Ecrire c.v. et prétent. nº 85 856 PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

La société navale et commerciale DELMAS-VIELJEUX important groupe de transport maritime recherche pour sa filiale marseillaise un

CHEF COMPTABLE

de formation DECS, BTS comptabilité ou équivalent. Expérience 5 ans minimum dans la fonction impliquant connaissances informatiques

Env. lettre manusc., C.V. et photo à sélection du personnel 16, av. Matignon, Paris-8e.

Cabinet BREVETS D'INVENTION recherche

INGÉNIEUR C.B.I.

pour poste responsabilité Situation d'avenir Ecrire sous le nº 7.047 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Recherchons

VENDEUSE QUALIFIÉE

en maroquinerie de luxe Sérieuses références exigées Discrétion assurée Ecrire avec C.V. + photo à SARL Moate 20, rue Boissy-d'Anglas pour rendez-vous.

GENIOUS SYSTÈMES rech.

3 INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R. PDP, VAX, SOLAR 68000. 80/86 Téléphone : 46-05-35-80.

Entreprise bâtiment génie climatique recherche

INGÉNIEUR D'EXÉCUTION

TRÈS EXPÉRIMENTÉ

chauffage, conditionnement d'air

Adresser C.V. détaillé et prét. à AMP réf. 1.190 F 40, rue Olivier-de-Serres PARIS-15e, qui transmettra.

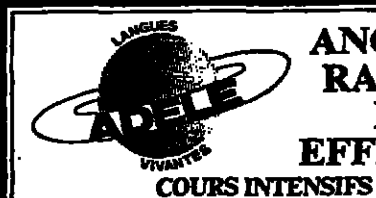
RSP CONSEIL équipe pluridisciplinaire en pleine expansion recherche

RESPONSABLE ÉTUDES QUALITATIVES

sénior confirmé(e)

bonne aptitude à la synthèse et au conseil marketing forte personnalité, sens des relations commerciales Ecrire à Hélène Miessaroff RSP conseil 39, r. La Fayette, 75009 Paris.

formation professionnelle



ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS
(1 A 4 SEMAINES)
9 H-13 H
SPÉCIAL INTENSIF HIVER 86
3-10-17 MARS
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Face gare Saint-Lazare. - Tél. : 45-22-51-18.

LE DÉPARTEMENT SINEGE DE L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à des cadres expérimentés (H-F) en évolution professionnelle un stage de perfectionnement

MÉTHODES DE MANAGEMENT INNOVER ET NÉGOCIER

Durée : 12 semaines + 4 semaines optionnelles en entreprise.
Date de début : lundi 7 avril 1986. Lieu : Lyon.
Pour information sur le programme, les conditions de participation et les modalités de prise en charge, contacter : Marie-Renée ROLLET ou Michel ALLAFORT, 78-42-29-53

INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT (IGM)
55, montée de Choulans, 69323 Lyon.

travail à domicile

Artisane effectue tous travx de traitement de textes et dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée. FRANCE CARRIÈRES (C 16). B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

capitaux propositions commerciales

A.C.D.

ORGANISME FORMATION INFORMATIQUE BUREAUTIQUE Centre de Paris C.A. 1.800.000 F Ecrire sous réf. 1.227 à PARAPHE, 10, rue de Louvois 75002 PARIS.

automobiles

boxes - parking

RÉPUBLIQUE, A VENDRE parkings souterrains, Px exceptionnel. 32.000 F. 48-05-10-08.

DEMANDES D'EMPLOIS

A UN DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UN PROFIL PARTICULIER

VOUS AVEZ CRÉÉ ET/OU DÉVELOPPÉ VOTRE ENTREPRISE GRACE A VOTRE CRÉATIVITÉ ET VOTRE SENS DU MARKETING.

FÉLICITATIONS.

MAINTENANT VOUS ÉPROUVEZ LE BESOIN D'UN PROFESSIONNEL EXPÉRIMENTÉ MAITRISANT LA GESTION ET L'INFORMATIQUE, DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE, AYANT FAIT SES PREUVES DANS DES SOCIÉTÉS BIEN CONNUES. VOICI UNE SOLUTION A EXPLORER :

Ecrire sous le nº 1.571 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

DIRIGEANT MAROC

Docteur en finances, dipl. d'Etudes comptables sup. 5 ans d'expér. en France ch. poste de DIRECTION dans une entreprise industrielle ou financière *(étrangère ou locale)* Ecrire sous le nº 7.044 M, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

H. 45 ans, 20 ans expér. commerce ext. dans 8 pays très spécialisé, rel. administration parlant 4 langues rech. poste responsabilité en rapport Ecrire sous le nº 7.029 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Jeune Danois cherche un job pour l'été dans familles ou sociétés françaises. Propose ménage, jardinage, ou ce qu'on lui demande... En échange, vous offrez seulement la nourriture et le logement et une introduction à la civilisation française Merci d'écrire à : WINSTEDT TSCHERNING SPURVEVAENGET 47, DK-6710 ESBJERG V., DANEMARK.

J.H. 22 ans, niv. BAC, permis de cond., dégagé O.M., accepte ts emplois même mi-temps. Ecrire à Luc SODOKPA, 35, rue Séverine, 94270 KREMLIN-BICÊTRE ou tél. : 46-70-61-46, après 18 h.

Artisane effectue tous travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

TRADUCTRICE DIPLOMÉE Parfaite tril., esp., angl. fr., 35 ans, expérimentée, trait. texte, excel. niv. culturel étudierait ttes propositions Téléphone : 42-58-45-38.

Conseil juridique, sérieux et compétent cherche un poste à responsabilités à Paris Ecrire sous le nº 7.032 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Etudiant maîtrise droit privé Paris-I ch. emploi mi-temps. Tél. 69-06-80-97, matin.

Vous cherchez un collaborateur sérieux, efficace et discret, étudiant doctorat Paris I, juriste et journaliste de formation, se propose de vous aider dans vos enquêtes, travaux de recherches ou toute collecte d'informations Tél. 16-20-30-78-00 - LILLE.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

LE MARAIS - Centre Pompidou studio 32 m², bel imm. classé 183.000 cpt + 3.850 par mois. 4e étage, bel cage d'escalier sans asc. 42-66-19-00.

6e arrdt

BEAUBOURG, 3/4 PIÈCES DÉCORATION RAFFINÉE, poutres, cheminée. Téléphone : 43-29-85-06.

VAVIN, 100 m². 47-03-32-44 **VUE IMPRENABLE, ASC.**

SEINE VISCONTI 3 P. caractère. 47-03-32-31.

RUE DE SÈVRES beau studio, caractère, poutres TRÈS CLAIR, TOUT CONFORT 425.000 F. - 43-06-72-59.

7e arrdt

DUROC STUDIOS 2 P., tout confort GARBI. Tél. 45-67-22-88.

9e arrdt

De bel imm. pierre de t., asc., luxueux 6 P. 9.000 F le m² envir. Tél. 48-78-97-52.

BD CLICHY, GRAND 2 PCES TOUT CONFORT, 52 m² 420.000 F. 45-26-99-04.

11e arrdt

Nation 5, rue Chevreul imm. p. de t., 4e ét., beau 3 Pièces, séjour + 2 chambres cuis., bns, w.-c., chf centr. gaz Prix 600.000 F (Facilité) Visite lundi, mardi, de 14 h à 18 h, ou 30-50-28-15.

15e arrdt

Village suisse, bel imm. 1935 135 m², dble living + 4 chbres, soleil. 2.300.000 F 45-46-28-25 - 45-44-98-07.

16e arrdt

Mº ÉTOILE, BEAU STUDIO + GDE TERRASSE, 7e ét., asc. 890.000 F. 45-26-99-04.

17e arrdt

ROME. 980.000 F 4 P., 77 m². SÉJ., 3 CHBRES Bel imm. ancien, 1er ét., asc. EGETIM. 45-62-52-22.

92 Hauts-de-Seine

BD MAURICE-BARRÈS Neuilly, beau studio 40 m². Prix 850.000 F. SEGONDI. 48-74-08-45.

94 Val-de-Marne

NOGENT-SUR-MARNE à 100 mètres du RER et Bois Très bel imm., 130 m². Séjour + 3 chbres, box 2 voitures TRÈS BELLE AFFAIRE **DEMICHELI** 48-73-50-22/48-73-47-71.

A 20' de Roissy et 25' d'Orly BRY, bord de Marne, gd stand., 93 m², 27 m² terrasse couverte Part. à part., prix justifié 1.045.000 F. Soir, Téléphone : 48-82-01-40.

appartements achats

ORPI 1re force de vente à PARIS recherche tous appartements RÉALISATION RAPIDE **ORPI - 42-22-70-63.**

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

OFFICES SERVICE CONSEIL IMMOBILIER 91, av. Kleber, 75116 Paris rech. appts de tout type à vendre ou à louer Paris et proche banlieue *Téléphone* : 47-65-04-27.

locations non meublées offres

Paris

NIEL, 4 P., tt cft, 1er ét., asc., chf. contr. 7.700 F + repr. bail 6 ans « FAC » 43-37-69-59.

45-04-20-00 Nbses offres loc. Paris-banl.

Région parisienne

45-04-20-00 Nbses offres. Loc. Paris-banl.

F. CRUZ - 42-66-19-00 8, RUE LA BOÉTIE-8e Conseil 48 ans d'expérience. Px rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

locations non meublées demandes

Paris

Pour l'ensemble des salariés cadres et employés STÉ FRANÇAISE PÉTROLES rech. appts 2 à 6 P., pav. *Paris et env. Loyers assurés* Téléphone : 45-04-04-45.

EMBASSY SERVICE 8, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales. **TÉL. 45-62-78-99.**

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. (1) 48-89-89-66 - 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 45-26-18-95.

bureaux

Locations

BUREAU D'AFFAIRES ou Domiciliation avec service BUSINESS BURO Téléphone : (1) 43-46-00-55.

SIÈGE SOCIAL Secrétariat + bureaux neufs Démarche R.C. et R.M. SODEC SERVICE Champs-Elysées : 47-23-55-47 Nation : 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e domiciliation RM - RC SARL constitution sté. 47-63-47-14.

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL** bureaux, secrétariat, télex **CONSTITUTION STÉS** Prix compétitifs. Délais rapides. **ASPAC 42-93-60-50 +**

ÉTOILE BUREAUX MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU SALLES DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT-TÉLEX Téléphone : (1) 47-27-15-59

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL - RC - RM Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. **43-55-17-50**

DOMICILIATION 8e, 2e Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés. **ACTE - 43-59-77-55**

locaux commerciaux

Ventes

SAVOIE, future station olympique. LOCAL CCIAL en tte propr., 150 m² + 170 m² terrasses. 1.400.000 F. *Téléphone : (16) 58-09-64-14.*

propriétés

PERREUX - PARC Très belle ppté sur 1.300 m² terrain planté. Récept., 75 m² + 5 chbres, 2 bains + s. d'eau + logement, serv., gar. 3 voit. **DEMICHELI** 48-73-50-22/48-73-47-71.

viagers

F. CRUZ - 42-66-19-00 8, RUE LA BOÉTIE-8e Conseil 48 ans d'expérience. Px rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

Placement rare, résidence retraite, près Milly-la-Forêt occ. hme 87 ans, gd 2 P. + terrasse. 90.000 + 3.500/mois Viagers F. Cruz - 42-66-19-00.

immobilier information

« Bon Vincennes », construction prêts conventionnés, dans petit imm. de stand. livr. 1er semestre 1987 proposons à l'achat grandes surfaces à amén. 8.000 F m² ou appts équipés du 2 au 6 pièces. 10.000 F m² Tél. A.P.P.E.L. 75 au 42-60-22-30.

domaines

Achète VASTE DOMAINE préf. Sologne ou région centre discrétion assurée Ecr. Havas Orléans, nº 204.219 B.P. 1519 45005 ORLEANS CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS

...e expansion d'un groupe Français de renommée ...ier dans le domaine de la COMMUNICATION ...s, CA 1,2 Milliard de Francs), nous souhaitons ...tre action commerciale et recherchons : (H/F)

...E COMMERCIAL ...ION PROFESSIONNELLE

...une première expérience de la vente de produits ...vous intéressez à l'approche d'une clientèle

...ons de répondre notre Direction Commerciale ...ous serez chargé de la prospection et de la vente VIDEO DE PRODUCTION et de POST PRO...EUR

...ont votre punch, votre motivation, et votre ...ectif que nous vous fixons est de maintenir le taux ...3 dernières années, plus de ...% par an. ...en Banlieue Sud-Ouest (20 mn de PARIS).

...d'adresser votre CV + photo + rémunération ...tée en indiquant sur l'enveloppe le Nº 9533 à ...FRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - ...08 PARIS - qui transmettra

---

DIAMOND SHAMROCK FRANCE

...été internationale de Produits Chimiques ...éveloppons nos produits et applications en

CHIMIE FINE

...développement de notre activité PRETRAITEMENT DU METAL, nous recherchons notre

...ARKET MANAGER

...aite du Product Manager Europe, il aura à rechercher ...thes pour les produits actuellement commercialisés et ...assistance pour le lancement de nouveaux produits.

...ront pouvoir justifier d'une formation supérieure et d'une ...ques années de la Vente ou du Marketing dans le domaine ...miques, du prétraitement du métal ou des peintures. ...e tenu de la zone géographique à prendre en charge ...t le FRANÇAIS, l'ANGLAIS et si possible l'ALLEMAND.

...Saint-Fargeau-Ponthierry (77) nécessite de fréquents ...représente une opportunité de carrière pour une ...ant rejoindre une petite équipe dans le cadre d'un ...ige.

...ercent comprendre un Curriculum Vitae détaillé, une photo ...actuelle. Elle parviendront à adresser à la Direction du Personnel: ...ntainebleau - 77310 SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY.

...uriste d'entreprise

FICHET-BAUCHE ...vous attend dans son Service Juridique

...e la responsabilité de tout le secrétariat juridique ...les filiales étrangères, ainsi que les formalités au ...mmerce. ...f de Service en droit immobilier, propriété industrielle, contrats nationaux et internationaux, en droit ...de la consommation et contentieux

...ON

...à un candidat ayant une maîtrise de droit avec ...affaires. C'est un généraliste ayant de bonnes ...nnelles et le goût des contacts. ...juridique de 2 ans et l'anglais sont souhaités. ...dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, ...tions, à la Direction des Relations Humaines ...gène Sculpice 78140 VELIZY.

...UPE BANCAIRE

...équipe de contrôle de gestion

...RGE D'ETUDES H/F

...ons principales seront :
...charge des budgets de l'activité commerciale du ...de leur suivi (tableaux de bord, synthèse)
...er à la mise en place de nouvelles procédures et de ...les moyens existants
...une part active à la formation des correspondants ...ux.

...recherché, diplômé de l'enseignement supérieur ...estion, Ecole Supérieure de Commerce ou similaire), ...é au cours d'une première expérience professionnelle ...s qualités d'analyse et de synthèse indéniables ainsi ...ationnel important.

...de l'informatique et une bonne connaissance des ...tatistiques appliqués à la gestion sont indispensables.

...une première expérience de ce type en milieu bancaire ...t supplémentaire.

..., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5109 ...REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

sports

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE D'ATHLÉTISME EN SALLE

Maris Bruzhiks ou la victoire au bond

Les dix-septièmes championnats d'Europe d'athlétisme en salle, disputés les 22 et 23 février à Madrid, ont été marqués par deux meilleures performances mondiales. Le Soviétique Maris Bruzhiks a battu le record du triple saut (17,54 mètres), et la Néerlandaise Nelli Fiere-Cooman, celui du 60 mètres (7 secondes). En remportant dix-neuf médailles, l'Allemagne de l'Est a confirmé, grâce à son équipe féminine, sa domination sur l'athlétisme européen.

Dans une compétition de haut niveau, le comportement d'ensemble des athlètes français est encourageant. Douze d'entre eux, soit la moitié de la délégation, sont parvenus en finale. Au total, la France a obtenu quatre médailles : une d'argent avec Anne Piquereau (60 mètres), et trois de bronze, avec Bruno Marie Rose (60 mètres), Thierry Tonnellier (800 mètres), et Philippe Collet (perche).

En demi-finale du 60 mètres, Laurence Elloy avait amélioré la meilleure performance française de la spécialité en 7 secondes 86 centièmes (cinquième meilleur temps mondial).

De notre envoyé spécial

Madrid. – Il a vingt-quatre ans, des yeux bleus et des cheveux blonds, soigneusement coupés en une discrète « banane », qui couronnent un visage lisse et volontaire. Souriant, décontracté, il pourrait sortir de n'importe quelle université américaine. En fait, Maris Bruzhiks est Soviétique. Inconnu à son arrivée à Madrid, il est devenu, dimanche 22 février, la coqueluche du public espagnol. En même temps que champion d'Europe et recordman du monde du triple saut.

La matinée s'annonçait longue. Elle avait commencé par un lancinant concours de lancer du poids féminin.

L'après-midi, avec les perspectives de médailles des coureurs de demi-fond espagnols, était encore loin. Alors, pour tromper son attente, le public, bon enfant, avait entrepris de rythmer en tapant dans ses mains la course d'élan des triples sauteurs. Timide tentative d'animation d'un concours qui commençait lentement.

Après un essai mordu, deux sauts prometteurs à 17,26 mètres et 17,9 mètres plaçaient Maris Bruzhiks en tête du concours. « *J'ai senti qu'il se passait quelque chose*, dira-t-il plus tard. *J'ai senti que ce public connaissait bien l'athlétisme. Ça m'a aidé.* »

Faisant preuve d'un sens certain du spectacle, il incitait alors du geste la foule à accompagner bruyamment sa quatrième course d'élan.

Cette exubérance, inattendue chez un athlète de l'Est, ravit les spectateurs présents. En quelques secondes, le vieux palais des sports madrilène, plus remarquable par ses qualités acoustiques que techniques, résonnait d'une ambiance à l'américaine. Une de celles que William Augustus Banks, le fantaisiste recordman du monde de saut en plein air (17,97 mètres), sait si bien créer.

Le jeune Soviétique n'avait pas fait monter la tension pour rien. Au bout de la course, il améliorait de 4 centimètres la meilleure performance mondiale en salle, établie par l'Américain Charly Simpkins le 17 janvier dernier à Los Angeles.

Trois sauts parfaits pour se faire un début de palmarès, suivis de plusieurs autres, de joie ceux-là, pour se construire une réputation de garçon chaleureux, sympathique et généreux.

Maris Bruzhiks a commencé à pratiquer l'athlétisme en 1978, dans son village natal, à 100 kilomètres de Riga. D'abord par le saut en longueur (7,97 mètres), puis par le saut en hauteur (2,15 mètres), avant d'être orienté vers le triple saut, à son arrivée au club de l'armée de Riga.

L'été dernier, il n'avait pourtant réalisé que la seizième performance mondiale, loin derrière les Américains Banks et Simpkins, mais également derrière cinq autres Soviétiques. D'un seul coup, cet athlète très mince (1,87 mètre pour 66 kilos), aux attaches si fines qu'elles paraissent fragiles pour les traumatismes généralement infligés aux articulations des triples sauteurs, se trouve propulsé sur le devant de la scène.

Anonyme dans le hall de son hôtel, le matin, il est devenu un mythe, la cible des chasseurs d'autographes.

L'athlétisme spectacle

Son exploit est tout autant médiatique qu'athlétique.

Avec son triple saut victorieux, il a donné les trois coups d'un grand spectacle. On s'attendait, en l'absence de quelques vedettes, à des championnats d'Europe dévalués. Ils n'ont jamais été aussi relevés. Les courses de sprint et de demi-fond ont connu, lors de l'ultime après-midi, une intensité dramatique qu'Alain Piron, directeur technique national de l'athlétisme français, comparait à « *une finale de Coupe du monde de football lorsque l'équipe locale marque un but* ».

Venue d'outre-Atlantique, la mode de l'athlétisme spectacle gagne l'Europe. Un signe ne trompe pas : cinquante chaînes de télévision avaient acquis les droits de retransmission des championnats d'Europe en salle, davantage que pour des championnats en plein air.

Le développement de l'« indoor » est, pour Alain Piron, inéluctable car « *il faut intéresser le public à l'athlétisme, pendant toute l'année. Et pas seulement quinze jours pendant l'été* ». Dans cette optique, il va militer pour la construction de deux nouvelles salles d'athlétisme, en France, « *l'une dans le Sud-Ouest, l'autre dans le Sud-Est* ». Afin de compléter le stade de Liévin (Pas-de-Calais), qui accueillera l'an prochain les dix-huitièmes championnats d'Europe.

Cette installation, inaugurée début janvier par M. Laurent Fabius, avait été souhaitée, avec quatre ou cinq autres, par M. Robert Bobin, le patron de l'athlétisme français... en 1972.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

L'ENDURO DU TOUQUET

Le premier rendez-vous de « l'après-Sabine »

De notre envoyé spécial

Le Touquet. – Le Néerlandais Kees Van der Ven a remporté pour la cinquième année consécutive l'Enduro du Touquet, disputé dimanche 23 février. Son triomphe est complété par celui de la marque autrichienne KTM, qui monopolise les sept premières places à l'arrivée. Avec plus de mille cent concurrents et peut-être plus de deux cent mille spectateurs, le douzième Enduro a connu un succès comparable aux précédents, un mois après la disparition tragique dans le rallye Paris-Alger-Dakar de Thierry Sabine, qui l'avait créé en 1975.

C'est au coup de canon que plus de onze cents motards se sont cette fois élancés, comme une volée de moineaux surpris par un chasseur. A l'heure où la marée basse avait dégagé la plage de la Côte d'Opale, Thierry Sabine n'était plus là avec son drapeau pour libérer cette meute pétaradante mais l'Enduro du Touquet lui survivra.

Dans ce raz de marée humain qui a défilé sur la Côte d'Opale, balayée par un vent glacial, sans doute convient-il de faire la part du mythe créé autour du disparu. Par ses amis et anciens collaborateurs qui ont inauguré le premier boulevard Thierry Sabine à deux pas de la plage. Par les vendeurs de souvenirs qui proposaient les numéros spéciaux des revues, sortis après l'accident. Mais le succès populaire de l'Enduro du Touquet reste avant tout lié à sa formule.

C'est aux Américains que Thierry Sabine avait « emprunté » l'idée de réunir une fois par an les meilleurs spécialistes de la moto tout terrain et les « poireaux », ces purs amateurs trop fréquemment « plantés » dans les dunes. Les premiers apportent la caution sportive à cet interminable moto-cross de trois heures et bénéficient, en retour, des retombées d'une épreuve très grand public. Les seconds donnent souvent en spectacle une note comique, un brin de fantaisie et, par leurs maladresses, font ressortir d'autant la virtuosité des professionnels. L'idée du rallye Paris-Alger-Dakar avait aussi germé dans les dunes du Touquet.

Mille cinq cents gendarmes

Pour l'équipe de Thierry Sabine Organisation, appelée à assurer la succession, c'est l'Enduro du Touquet, déjà rodé et amélioré au cours des onze éditions précédentes, qui posait assurément le moins de problèmes. Depuis plus d'un mois, une soixantaine de personnes des services techniques municipaux avaient été mobilisées pour préparer ce circuit de dix-sept kilomètres avec dunes naturelles, buttes artificielles et chicanes pour accroître le spectacle. L'accès à la ville et la sécurité autour du circuit étaient assurés par plus de mille cinq cents gendarmes, l'assistance médicale par quarante médecins, infirmiers et secouristes de la Croix-Rouge, trente du SAMU d'Arras, aidés par une centaine de pompiers avec leurs ambulances.

Si l'on excepte les « blessés » du Dakar, présents en spectateurs, comme Hubert Auriol, Serge Bacou ou Raymond Loiseaux, et le Britannique Dave Thorpe, champion du monde de moto-cross en 500 cc, qui juge cet Enduro « *trop dangereux* », tous les habitués du Touquet avaient tenu à participer à ce premier rendez-vous de « l'après-Sabine ».

Honda alignait le Belge André Malherbe, champion du monde de cross en 1980, 1981 et 1984 en 500 centimètres cubes, son compatriote Eric Geboers, champion du monde de cross 1982 et 1983 en 125 centimètres cubes, et Gilles Lalay, champion du monde d'enduro 1985 et deuxième du dernier Paris-Alger-Dakar. Sonauto-Yamaha présentait le Suédois Hakan Carlquist, champion du monde de moto-cross 1979 en 250 centimètres cubes et 1983 en 500 centimètres cubes, Jacky Vimond, vice-champion du monde de moto-cross 1984 et 1985 en 250 centimètres cubes, Thierry Charbonnier, quatrième du Dakar, et Jean-Claude Olivier, son très sportif PDG. Kawasaki misait sur Jean-Jacques Bruno.

Plus encore que les années précédentes, les trois grands japonais ont pourtant été mis en échec par une équipe KTM supérieurement préparée et disposant avec sa 485 d'un modèle particulièrement bien adapté au sable mou. Avec ses trois heures de course où le pilote doit tour à tour démontrer ses qualités de vitesse sur le long front de mer, d'endurance et de résistance pour encaisser les bosses, et son esprit d'initiative et sa détermination pour se frayer un passage en force ou en finesse dans les multiples bouchons, l'Enduro du Touquet exige une préparation physique et psychologique spécifique.

Depuis cinq ans, Kees Van Der Ven, qui mise tout sur l'Enduro du Touquet, tire sans doute profit du manque de préparation des « héros » du Dakar, qui reprennent juste leur entraînement après une période de récupération et de la relative réserve des champions de moto-cross, soucieux de ne pas compromettre leur saison par une blessure. Sa clairvoyance, sa virtuosité pour sauter les bouchons, son sens de l'équilibre pour rebondir de bosse en bosse sans perdre sa trajectoire, laissent toutefois rêveurs ses adversaires les plus acharnés.

Les problèmes mécaniques (moteurs serrés), des deux Honda d'André Malherbe et d'Eric Geboers, ses concurrents les plus dangereux laissaient la voie libre pour un triomphe de KTM et surtout de Kees Van Der Ven, qui devançait son coéquipier britannique Laurence Spence de près de huit minutes. Avec cinq victoires consécutives dans cette épreuve, le Néerlandais assurait ainsi, à sa façon, la « continuité » de l'Enduro du Touquet.

GÉRARD ALBOUY.

LE CHALLENGE MONAL A L'ÉPÉE

Boisse sans s'escrimer

Le Français Philippe Boisse a remporté dimanche 23 février, au stade Pierre-de-Coubertin à Paris, le Challenge Monal à l'épée. Le champion du monde en titre s'est imposé aisément par 10 touches à 7 en finale, devant l'excellent Italien Angelo Mazzoni, signant ainsi sa seconde victoire dans cette compétition, après un premier succès en 1984. Le Suisse Michel Poffet s'est emparé de la troisième place du podium en battant, 12 touches à 11, l'Allemand de l'Ouest Arndt Schmitt.

« *Je m'adonne sérieusement à un amusement.* » Philippe Boisse n'explique pas autrement pourquoi, à trente ans, il reste le numéro un mondial de l'épée, une discipline où les jeunes talents sont pourtant légion. Avoir conservé un caractère ludique à sa pratique sportive de haut niveau n'est pas la moindre des qualités du champion du monde en titre. Regardez-le entre deux combats, il se promène, va saluer une relation, donner quelques « tuyaux » aux journalistes. Le stress, connaît pas. Les longues minutes face à face avec soi-même pour se concentrer non plus. Boisse, c'est de l'acier trempé. « *Je me concentre en un dixième de seconde*, avoue-t-il. *Dès que j'ai mis le masque, je suis prêt. Je peux aussi me reconcentrer entre deux assauts.* » Ce n'est pas lui qui perdra son influx au fil des minutes. Au contraire, il aime bien que les choses durent. A ce titre, il est parfaitement à son aise dans les tournois d'escrime marathon, comme le challenge Monal.

Boisse s'impose une discipline de fer. Huit à douze kilomètres de course à pied, deux heures de salle d'armes constituent son menu quotidien en dehors de ses activités professionnelles. « *Philippe Boisse*, dit de lui Jean-Michel Oprendek, l'ancien directeur technique national, *c'est l'adéquation parfaite entre le physique et l'intelligence.* » « *Ce n'est peut-être pas le meilleur technicien avec une épée, mais c'est de loin le meilleur tacticien* », renchérit son professeur, Claude Levavasseur. En finale du Challenge Monal, Angelo Mazzoni, pourtant manœuvrier sur la piste et de six ans son cadet, n'a pas résisté bien longtemps. Boisse l'a tout de suite mis en infériorité psychologique en le menant 3 touches à 0 après 90 secondes de combat. « *J'étais très motivé*, affirme-t-il. *En 1984, j'avais gagné devant cinq cents personnes. Cette fois, il y avait deux mille spectateurs, et une défaite aurait gâché la fête.* »

L'intelligence des champions

Boisse voulait gagner pour lui. Pour son sport. Pour l'escrime, c'est un ambassadeur de choc, l'exemple parfait de réussite sportive et sociale. Champion incontesté l'épée à la main, Philippe Boisse exerce l'estimable profession de radiologue dans la vie civile.

Ces progressions dans les échelles sportives et professionnelles sont allées de pair. Deux dates à retenir : 1975, il rentre en équipe de France seniore, 1984, médaille d'or individuelle à Los Angeles. « *C'est en 1983 que je suis passé au plan international*, explique-t-il, *quand j'ai fini mes études et que je suis rentré dans la vie active.* »

Boisse est bien conscient que son exemple reste isolé : « *Actuellement, c'est impossible de poursuivre ses études et de faire de l'escrime de haut niveau.* » Il considère que l'Etat devrait faire en sorte que les athlètes de haut niveau ne soient pas désavantagés pour faire carrière. « *Il faudrait qu'il existe un contingent réservé aux sportifs dans les concours des administrations. Tous ceux qui réussissent dans le sport sont intelligents. Il faut leur donner une chance de le prouver !* » soutient-il.

Il prouve, au demeurant, que l'on peut s'imposer sur les deux tableaux. Certes, cela lui coûte. Le radiologue-champion court la banlieue toute la semaine. Du lundi au vendredi, il saute de l'hôpital Beaujon au dispensaire de Saint-Ouen pour travailler, de sa salle à Saint-Gratien à l'INSEP à Vincennes pour s'entraîner. A trente ans, après avoir escaladé les podiums mondiaux les plus recherchés, il ne semble pas fatigué. Son ambition : remporter trois titres majeurs en une olympiade. Deux sont déjà en poche. Pour le troisième, il n'est pas pressé. Il espère bien s'amuser jusqu'aux prochains Jeux olympiques de Séoul, en 1988.

PATRICK DESAVIE.



AFP

L'épéiste français Philippe Boisse (à gauche) se dégage d'une attaque de l'Italien Angelo Mazzoni, lors de la finale du Challenge Monal.

CYCLISME

Le retour de Pascal Simon

En dépit d'une carrière fluctuante, Pascal Simon reste, aux approches de la trentaine, l'un des personnages importants du cyclisme français. Ce grimpeur talentueux, qui endossa naguère le maillot jaune et qui aurait peut-être gagné le Tour de France sans une chute, vient d'effectuer une rentrée prometteuse après une saison relativement discrète en remportant, samedi 22 février, le Tour du Haut-Var, une couse difficile située dans la perspective de Paris-Nice. Sur un parcours fortement accidenté tracé entre Saillans et Draguignan (182 kilomètres), Pascal Simon, déjà vainqueur de cette épreuve en 1980, a démontré une forme précoce, mais il a aussi prouvé qu'il pouvait être, à l'occasion, un excellent finisseur, puisqu'il a battu au sprint Marc Madiot.

Pendant ce temps, Bernard Hinault, très en verve, a dominé les Espagnols dans le Tour de la région de Valence, tandis que Laurent Fignon, moins heureux, renonçait dès la première étape de la Semaine sicilienne. Son abandon, consécutif à une douleur au genou, fait naître quelques inquiétudes, même s'il a été dicté par la prudence.

J.A.

TENNIS

Boca West sous la pluie

Après des demi-finales masculines écourtées par l'indiscipline de l'Américain Jimmy Connors et les douleurs stomacales du Suédois Stefan Edberg, le tournoi de tennis de Boca West (Floride), doté de 1,8 million de dollars, a encore joué de malchance avec sa finale interrompue, dimanche 23 février, par la pluie durant près de trois heures et demie. C'est au moment où le Tchécoslovaque Ivan Lendl et le Suédois Mats Wilander avaient gagné un set chacun et étaient à égalité 2 points partout dans le tie-break du troisième que ce match, alors de grande qualité, a dû être arrêté. A la reprise, Lendl profitait d'une bien meilleure réussite au service (74 % contre 43 % à Wilander, pour s'imposer (3-6, 6-1, 7-6, 6-4) et toucher un chèque de 112 500 dollars.

C'est cette même somme que l'Américaine Chris Evert-Lloyd, trente et un ans, avait gagné la veille en remportant la finale féminine (6-4, 6-2), face à la jeune Allemande de l'Ouest Steffi Graf, seize ans. Ce cent quarante-troisième tournoi victorieux depuis le début de sa carrière en 1972 replace Chris Evert-Lloyd en tête du classement aux points du circuit féminin.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

MEILLEURE PERFORMANCE EUROPÉENNE

Le Français Stéphane Caristan a établi, dimanche 24 février à San Diego (Californie), une nouvelle meilleure performance européenne, en salle, sur 50 yards haies, en 6 s 1. L'ancienne meilleure performance appartenait au Soviétique Vyaceslav Kolebyakin, en 6 s 9.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Phase finale)

*Orthez b. Antibes 76-75
*Saint-Etienne b. Limoges ... 124-114
*Challans b. Villeurbanne (après prolong. 88-88) 101-92
Monaco b. *Tours 83-82

Classement. – 1. Monaco, 4 pts ; 2. Villeurbanne, Antibes, Limoges, Challans, Orthez et Saint-Etienne, 3 ; 8. Tours, 2.

Hockey sur glace

COUPE MAGNUS

Français Volants b. *Briançon .. 17-7
*Megève b. Gap 9-0
*Amiens b. Saint-Gervais 6-4

Classement. – 1. Saint-Gervais, 56 pts ; 2. Français Volants, 51 ; 3. Amiens et Megève, 35 ; 5. Briançon, 32 ; 6. Gap, 27.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Trentième journée)

*Auxerre et Toulon 0-0
*Nice et Nantes 0-0
*Paris-SG et Lens 2-2
*Lille et Bastia 2-2
*Bordeaux b. Metz 3-1
*Laval et Monaco 0-0
*Le Havre b. Toulouse 1-0
Strasbourg b. *Marseille 1-0
*Nancy b. Sochaux 3-0

*(Le match *Brest-Rennes a été reporté.)*

Classement. – 1. Paris SG, 47 pts ; 2. Nantes et Bordeaux, 39 ; 4. Auxerre, 34 ; 5. Monaco et Lens, 33, etc.

Deuxième division
(Vingt-septième journée)

GROUPE A

*Montpellier b. Saint-Etienne 2-1
Cannes b. *Alès 1-0
*Le Puy et Sète 0-0
*Lyon b. Thonon 2-1
*Béziers et Red Star 2-2

*(Les matches *Tours-Nîmes, *Grenoble-Gueugnon, *Monceau-Istres et *Chaumont-Martigues ont été reportés.)*

Classement. – 1. Saint-Etienne, 37 pts ; 2. Alès et Sète, 34 ; 4. Lyon, 32 ; 5. Montpellier, 31, etc.

GROUPE B

RC Paris b. *Caen 1-0
*Guingamp et Beauvais 1-1
Reims b. *Angers 4-2
*Abbeville b. Niort 2-0
*Limoges b. Besançon 2-1
*Rouen b. Valenciennes 1-0
*Sedan b. Dunkerque 3-2

*(Les matches *Lorient-Orléans et *Mulhouse-Quimper ont été reportés.)*

Classement. – RC Paris, 45 pts ; 2. Guingamp, 40 ; 3. Mulhouse, 38 ; 4. Reims, 32 ; 5. Caen, 30, etc.

COUPE DE FRANCE
(Seizièmes de finale, retour)

*Tours b. Evry 3-0

Tours, qui avait réussi le match nul (0-0) à Evry est qualifié.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Matches en retard)

POULE 1
*Bagnères b. Narbonne 22-16

POULE 2
A Foix : Lavelanet b. La Voulte . 21-18

POULE 3
*Lourdes et Aurillac 9-9

POULE 4
*Carcassonne et Montferrand ... 7-7
*Bourgoin b. Tarbes 16-12

Ski alpin

COUPE DU MONDE
(A Are, Suède)

Slalom. – 1. Zurbriggen (Sui.), 1 mn 32 s 53 ; 2. Frommelt (Liecht.), 1 mn 33 s 52 ; 3. Nilson (Suè.), 1 mn 33 s 66 ; (...) 9. Gaidet (Fr.), 1 mn 38 s 10, etc.

Descente. – 1. Heinzer (Sui.), 1 mn 55 s 74 ; 2. Girardelli (Lux.), 1 mn 56 s 25 ; 3. Assinger (Aut.), 1 mn 56 s 38, etc.

Le Monde

ECONOMIE

CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISES

Un amour possessif

Deux mille sociétés saines disparaissent chaque année, faute de successeurs.

SUR le papier, l'idée était lumineuse et le succès semblait assuré. Il s'agissait de mettre en rapport des cadres dirigeants qui veulent reprendre à leur compte une entreprise et les fondateurs de sociétés, le plus souvent familiales, qui voient venir le moment de décrocher. *« Un marché existe »*, se sont dit Jean-Claude Lasanté et Joëlle Freyre, associés dans le plus ancien des cabinets français de conseil en recrutement – autrement dit de *chasseurs de tête*, – qui imaginaient trouver là une activité complémentaire.

Trois années d'expérience, sur le terrain, n'ont pourtant pas abouti à la confirmation attendue. Sans désenchantement aucun, les promoteurs de cette initiative en direction des *« régénérateurs d'entreprises »*, comme ils les appellent, sont amenés à faire un bilan nuancé de leur action. Sur les dix opérations poursuivies avec des *« chances raisonnables »*, six seulement ont été couronnées de succès et, sur les quatre échecs, trois se sont produits à la dernière minute.

Concrétiser

« C'est presque toujours la même histoire, raconte Jean-Claude Lasanté. *Le vendeur prend d'abord une décision rationnelle, parce qu'il sait devoir se trouver un successeur. Mais, au moment de concrétiser son choix, il ne parvient pas à se séparer de son entreprise. » « Il est victime de l'amour possessif pour son enfant...*, ajoute Joëlle Freyre, *quand ce n'est pas sa femme qui redoute les conséquences d'un choc. »* Brusquement, les conditions de la vente sont révisées à la hausse. Les actifs sont revalorisés de façon à provoquer la rupture, inconsciemment souhaitée.

Quant au candidat à la reprise, *« ferré »* au cours d'une négociation très commerciale, il lui arrive de se heurter à des difficultés d'ordre affectif. Parfois, il doit supporter un climat croissant d'hostilité pendant la période de passation des pouvoirs. *« Habitué depuis trop longtemps à être seul, ayant broyé son entourage ou précipité le départ des personnalités les plus fortes, le chef d'entreprise se montre terriblement exigeant*, explique M. Lasanté. *A défaut de l'héritier dont il rêvait, il recherche un fils spirituel... »*

Tout cela ne serait rien, encore, si le rapprochement de deux volontés – l'une de vendre, l'autre d'acheter – n'empruntait des canaux difficiles à déceler, puis à ordonner. Et c'est de ce côté que sont venues les plus grosses surprises.


Dessin de SERGUEL

Découvrir les repreneurs potentiels, par exemple, paraissait simple de prime abord. A la suite d'une enquête, réalisée à partir d'un sondage commandé à BVA, le cabinet Lasanté-Joëlle Freyre Associés avait identifié les cadres dirigeants susceptibles de se lancer dans l'aventure. Quatre sur cinq n'étaient pas, théoriquement, opposés à l'idée. Trois sur dix étaient décidés à engager leur carrière et de l'argent dans le rachat d'une société, *« sous réserve qu'elle soit en bonne santé »*. Une centaine de candidatures spontanées, et par conséquent motivées, avaient même été recensées *« au niveau directeur général »*. La suite était plus compliquée.

Les *« repreneurs »* ne réagissent pas selon les mêmes critères que les hauts cadres, gibier traditionnel des chasseurs de tête. Disposés à faire le saut décisif, ils sont *« ouverts à tout »*, mais veulent également que leur choix corresponde *« à un changement de mode de vie »*. Les motivations étant différentes, ils deviennent plus attentifs à des éléments que, d'ordinaire, ils voulaient ignorer ou, à l'inverse, n'accordent pas d'importance à d'autres points, comme *la localisation en province*. Surtout, ils tiennent à détecter l'entreprise capable d'*« exploser sous leur impulsion »* et refusent à tout prix d'*« endosser le costume de leur prédécesseur »*.

S'imposer d'emblée

Pour le conseiller, quelques règles nouvelles apparaissent. Le postulant doit appartenir au *« métier »*. Pour s'imposer d'emblée, il est souhaitable qu'il *« offre un cadeau à la tribu »*, entendez un apport professionnel supplémentaire ou des commandes nouvelles. Enfin, il lui faut faire preuve d'un caractère indépendant, et d'une mentalité d'entrepreneur, plus rare qu'on ne l'imagine chez des dirigeants façonnés par d'imposantes structures.

« Pour un quart d'entre eux, ils viennent de grands groupes, souligne M. Lasanté. *Ils y ont pris l'habitude de se tourner vers la direction financière pour demander le complément de trésorerie qui manque à la filiale en fin de mois. »* A la tête de leur entreprise personnelle, ils devront apprendre à se débrouiller par eux-mêmes, et quelquefois jouer les hommes-orchestres.

Un autre écueil, plus préoccupant encore, vient de la difficulté de trouver l'*« offre »*, c'est-à-dire *les entreprises soucieuses de la « transmission de leur patrimoine »*. A l'expérience, cela se révèle particulièrement ardu, voire impossible, tant les blocages sont nombreux. Premier constat : pour un chef d'entreprise qui se prépare à vendre sa société, en raison de son âge, il ne fait pas bon manifester trop clairement son intention. Les clients s'inquiètent, les fournisseurs paniquent et la santé économique peut être compromise, au seul énoncé de cette perspective. Mieux vaut se taire, même si l'issue est objectivement inéluctable, et l'on rencontre, paraît-il, beaucoup de ces patrons vieillissants qui, faute de pouvoir dételer, finissent par organiser le déclin de leur société.

Deuxième constat : le banquier n'est jamais mis dans la confidence. S'il venait à connaître le projet, il prendrait, au mieux, conscience de l'urgence de la situation et, au pis, en conclurait à la vulnérabilité de l'entreprise, appelée à vivre un moment délicat de son existence. *« Le banquier raisonne sur un risque »*, observe M. Lasanté, et, bien souvent, il limitera sa responsabilité financière, ou deviendra méfiant au point de contrarier le fonctionnement normal de l'affaire.

ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page 36.)

APRÈS LES ÉLECTIONS...

Eviter une valse des présidents

Une loi devrait garantir l'indépendance de l'état-major des entreprises publiques.

par MICHEL GHERTMAN (*)

L'ALTERNANCE est entrée dans la vie politique française il y a cinq ans ; la cohabitation a beaucoup de chances d'y pénétrer à son tour d'ici quelques semaines. La France, avec ses caractéristiques propres, est parvenue à un mode de vie politique semblable à celui des autres pays industrialisés : les majorités parlementaires changent plus ou moins fréquemment, et le président de la République peut agir – *plus ou moins bien* – avec un pouvoir législatif provenant d'une autre légitimité politique que la sienne.

Dans de telles circonstances, *les entreprises publiques* françaises risquent de se trouver dans une situation difficile. En particulier, les changements des présidents-directeurs généraux peuvent devenir fréquents. Ils risquent d'être précédés et suivis de périodes d'immobilisme en l'attente des résultats de prochaines élections, dont on sait bien qu'elles peuvent toujours survenir brutalement lorsqu'il y a cohabitation. Rien ne serait plus dommageable à l'efficacité du secteur public – l'un des moteurs de l'économie française – que l'attentisme *érigé* en *stratégie* des groupes nationalisés.

C'est dans cette perspective d'un environnement politique incertain et instable qu'il est utile de proposer une solution qui permette à la fois de sauvegarder la capacité concurrentielle des entreprises françaises et, pour les partis politiques de l'opposition et de la majorité actuelle, de respecter leurs engagements politiques : privatisation pour les uns et maintien des nationalisations pour les autres.

Cette solution, qui pourrait apparaître comme une gageure *ou* un exercice de style, n'est pas seulement le fruit d'un travail de réflexion. Elle a le mérite d'être fondée sur l'expérience faite pendant *quatorze* ans par l'une des plus grosses entreprises canadiennes (Canadian Development Corporation, CDC), possédée majoritairement par l'Etat jusqu'en 1985.

Quelle leçon les entreprises publiques françaises, dont la majorité sont des multinationales (surtout celles nationalisées en 1982), peuvent-elles tirer de l'expérience de la CDC ? D'abord que l'important n'est pas que le contrôle d'un groupe soit public ou privé, mais que celui-ci remplisse une mission utile à son pays et qu'il possède pour cela une équipe de direction générale solide, épaulée par un conseil d'administration fort et capable de résister aux pressions de l'autorité de tutelle, quel que soit l'actionnaire le plus puissant.

Puisque l'alternance politique est susceptible de créer des changements importants, mais réversibles à terme, c'est-à-dire des vagues de dénationalisations suivies d'éventuelles vagues de renationalisations, il est important de trouver une *solution qui préserve* l'avenir stratégique d'entreprises qui sont parmi les plus grosses et les plus importantes pour l'économie française.

Redéfinir

Les entreprises publiques françaises, surtout celles du secteur concurrentiel, auraient probablement intérêt à ce que leur mission originale soit réexaminée et peut-être redéfinie à la lumière de leurs performances passées et des exigences nouvelles de la concurrence internationale. *Une* nouvelle loi pour chacune de ces entreprises pourrait préciser ou réorienter sa mission, tout en lui laissant une grande liberté stratégique. *La loi devrait aussi garantir* l'indépendance de son conseil d'administration en lui permettant, ainsi qu'au président-directeur général, de se renouveler de façon autonome.

L'important est que les personnalités amenées à y siéger possèdent une identité adaptée à la mission impartie au groupe. Il existe pour cela suffisamment de ressources au sein du secteur privé ou public français. Puisque ces entreprises sont cotées en Bourse et que les actionnaires français deviennent de plus en plus conscients de l'intérêt d'investir dans des firmes rentables, ces groupes devront obéir à la contrainte du profit. Cela n'empêchera pas le gouvernement de maintenir ses moyens d'influence et de contrôle traditionnels sur les grandes firmes.

La puissance publique restera probablement pour longtemps le premier acheteur, le premier à financer la recherche et le développement des prototypes et des technologies nouvelles, et le prêteur de dernier ressort en cas de difficultés. Aux Etats-Unis, Boeing, société privée, n'est-elle pas aussi bien contrôlée, grâce à ces moyens, que la française Aérospatiale ?

Il serait peut-être également utile de puiser dans les sympathies francophones de certains dirigeants de multinationales étrangères – allemands, américains, britanniques, hollandais, japonais ou suisses, par exemple – pour qu'ils siègent dans ces conseils et les fassent bénéficier de leur capacité et de leur ouverture d'esprit internationales. Certaines multinationales françaises privées le font déjà depuis longtemps avec profit. A l'heure de la mondialisation de la concurrence, cela pourrait constituer un avantage pour ces groupes français.

En théorie, c'est-à-dire en faisant *abstraction de la vie politique*, l'Etat pourrait rester l'actionnaire unique ou l'actionnaire principal, et percevoir les dividendes que ces groupes lui rapporteraient. Il pourrait aussi bien désinvestir en partie ou en totalité si les besoins de sa politique budgétaire s'en font sentir et si le marché financier est capable de se substituer ainsi au Trésor *public. Par contre, si l'Etat reste* actionnaire, même majoritaire, il est souhaitable qu'il ne détienne pas la majorité des voix aux assemblées générales des action*naires*, car cela pourrait affaiblir le sentiment d'indépendance de la direction du groupe.

Il faut absolument qu'elle se sente libre de maintenir son cap stratégique pour tenir tête à ses concurrents, quelles que soient les fluctuations de l'alternance ou de la cohabitation des partis politiques.

(Lire la suite page 37.)

(*) Professeur au Centre HEC-ISA.

Revenir à la liberté des prix

Il faudrait ôter son caractère officiel à l'indice du coût de la vie.

par HERVÉ DUMEZ et ALAIN JEUNEMAITRE (*)

Le gouvernement libère progressivement les prix, tout en gardant l'œil sur l'indice. L'opposition envisage d'aller plus loin : liberté totale, suppression des ordonnances de 1945, démantèlement de l'ex-direction des prix.

Si tel était le cas, une page longue de cinquante années serait tournée, et l'on peut s'interroger : pourquoi des gouvernements successifs ont-ils eu recours à cet instrument, aujourd'hui tant décrié ? Si l'abandon du contrôle se confirme en 1986, quelles pourraient être les conditions d'une politique libérale des prix ?

Le contrôle général des prix apparaît en 1936 à la suite d'un choc endogène : les lois sociales votées par le Front populaire provoquent une forte inflation. Les prix sont mis sous surveillance en août, et bloqués le 1er juillet 1937. S'enclenche alors une succession de cycles : blocage, assouplissement, exceptionnellement liberté complète, nouveau blocage, etc.

Le retour des rapatriés d'Algérie (1963), mai 1968, furent d'autres chocs endogènes. Le contrôle fut également lié à des perturbations exogènes : flambée des cours des matières premières lors de la guerre de Corée, puis en 1973-1974.

Lorsque ces secousses se produisent, les acteurs économiques anticipent une inflation forte. Une spirale prix-salaires s'amorce. Si un écart se creuse avec les pays partenaires, la compétitivité de l'économie nationale s'effrite et le gouvernement doit réagir. Il dispose pour ce faire d'un certain *nombre de leviers, dont le* contrôle des prix. Pourquoi fut-il appliqué avec une telle constance de préférence à d'autres instruments ?

Piloter la croissance

En cas de choc, un blocage a des effets immédiats et décisifs, surtout s'il s'accompagne d'un gel *des salaires. Celui de 1982 et* sa sortie négociée ont amorcé la phase de désinflation que nous connaissons. Autre avantage : le contrôle des prix permet, dans une certaine mesure, de piloter à terme la croissance, en orientant la structure des prix relatifs, par exemple, en favorisant l'industrie par rapport aux services. Enfin, contrairement à la politique budgétaire et monétaire, il n'a pas d'effet dépressif sur la demande.

Aux qualités de l'instrument s'ajoute son ancrage dans la réalité sociale française : la cogestion, à l'amiable, de l'économie par l'administration et les représentants des professions. Les frictions sont vives, mais la cogestion effective. Le blocage était adapté également aux choix de politique économique français : depuis *1945, nos dirigeants ont privilégié* l'expansion, le plein emploi, fût-ce au prix d'une inflation soutenue.

Avant le choc pétrolier, la France avait une inflation plus *forte que la RFA, mais aussi une* croissance plus forte, « à la japonaise ». Lorsque la compétitivité des produits était trop entamée, les pouvoirs publics dévaluaient. Le contrôle servait alors à freiner la spirale prix/salaires et s'intégrait dans le système global de régulation de l'économie par l'État. L'impossibilité d'une politique des revenus, notamment après 1968, le rendait inévitable : se substituant à elle, il a servi de modérateur dans les négociations salariales.

Le contrôle a des inconvénients connus : *il démobilise les chefs* d'entreprise, freine l'investissement, perturbe la structure des prix relatifs, etc. Mais ces effets apparaissent diffus. On ne peut en isoler et mesurer les conséquences nocives. Le contrôle est d'ailleurs une procédure plus souple qu'il n'y paraît : il existe des dérogations, des modulations. La direction des prix, dont le CNPF lui-même reconnaît la compétence, n'a jamais cassé la machine économique, même si certaines périodes de contrôle ont été néfastes à de nombreuses industries.

Fondamentalement, ces inconvénients pèsent moins lourd dans l'abandon actuel que la dimension « psychologique » : les chefs d'entreprise se sentent pris dans un carcan et *humiliés* dans leur responsabilité de direction. En période de désinflation et de désindexation, dans un relatif calme social, ce carcan est insup*portable.*

L'abrogation des ordonnances de 1945 équivaudrait, pour l'Etat, à se priver définitivement de l'instrument. La question est alors : au *prochain choc que subira* l'économie française, à quelles conditions pourrons-nous rester en liberté des prix ?

Instaurer la concurrence

La première condition – même en période d'accalmie – consiste en une politique de la concurrence courageuse, qui réclame une institution souveraine, indépendante du pouvoir politique. L'actuelle commission de la concurrence, créée en 1977, ne peut que proposer des sanctions au ministre. *Sans doute conviendrait-il de la* doter de procédures et de lui donner un statut comparable à celui de l'Office fédéral des cartels de la RFA, organisme prestigieux chargé d'enquêter sur les pratiques anticoncurrentielles et de se prononcer sur la licéité des fusions.

Mais la régulation des prix par la concurrence ne permet pas de gérer une secousse affectant le niveau général des prix. Il faut alors recourir à d'autres instruments : politique budgétaire, politique monétaire. Le suréquilibre budgétaire permet en effet de freiner l'inflation : réduction des dépenses, augmentation des impôts pour ponctionner la demande.

Toutefois, politiquement, cette mesure est difficile à prendre. Surtout, elle présente plusieurs inconvénients. Tout d'abord, l'effet est rarement immédiat. Ensuite, il peut être dévastateur : une politique budgétaire stricte casse la croissance avant de stopper l'inflation. Les débats sur les effets d'une politique monétaire drastique sont nourris. En tout *état de cause, une telle politique* suppose que l'Institut d'émission soit indépendant du pouvoir politique.

(Lire la suite page 37.)

(*) Chercheurs à l'Ecole polytechnique.

Création et reprise d'entreprises

Un amour possessif

(Suite de la page 35.)

Troisième constat : les réseaux institutionnels, et même les chambres de commerce et d'industrie, ne disposent pas d'informations particulières. Quand ils savent qu'une entreprise est à vendre, c'est parce que, le plus souvent, celle-ci se trouve en mauvaise posture ou qu'elle n'intéresse déjà plus personne. « *Ce sont des mouroirs*, indique Joëlle Freyre, *et leurs propositions ne correspondent pas à notre clientèle, qui veut du solide.* »

Alors ? La traque à l'entreprise « reprenable » ne peut être que lente et précautionneuse, alors que le temps presse. « *Il n'y a pas de méthode infaillible* », reconnaît M. Lasanté. « *La filière par connaissance n'existe pas.* » Ici, il faut s'enquérir auprès des experts comptables, quelquefois très sagaces, et apprendre à connaître les notaires, surtout en province. Bref, la recherche de cette « *perle rare* » exige beaucoup de temps et malheureusement s'accompagne de sévères désillusions.

« *Nous avons découvert trois barrières, psychologique, juridique et financière, que nous avions sous-estimées* », avouent Jean-Claude Lasanté et Joëlle Freyre, qui, pourtant, ne veulent pas abandonner. « *Un marché latent existe* », répètent-ils, qui finira bien un jour par s'organiser, comme cela s'est fait pour celui des chasseurs de tête, favorisé dans les années 60 par l'implantation en Europe des multinationales américaines. « *La régénération d'entreprise est une nécessité économique*, affirment-ils. *Elle justifie l'intervention d'un conseil extérieur qui établira des passerelles discrètes pour une meilleure compréhension des deux partenaires de la négociation.* »

Le marché ? Cinquante-six pour cent des dirigeants et fondateurs de leur entreprise ont plus de cinquante ans (19 % ont même plus de soixante ans). Selon une enquête du Crédit d'équipement des PME, 43 % des entreprises ont été créées avant 1945 et 43 %, encore, entre 1946 et 1965. Mieux, on estime à environ deux mille le nombre d'entreprises saines qui disparaissent chaque année, faute de successeur, à la suite du décès ou de la maladie de son dirigeant. « *La perte se chiffre par des milliers d'emplois gaspillés* », plaide M. Lasanté, qui se lamente de voir le tissu industriel se désagréger ainsi et n'imagine pas que cela puisse durer.

Puisque le mal est diagnostiqué, l'enjeu parfaitement identifié et l'objectif reconnu, y compris dans les discours politiques, il faudra que des mesures soient prises ou qu'un traitement y réponde. Car on ne peut pas croire qu'un vrai problème reste longtemps sans bonne réponse.

« *Il faudrait un circuit court avec la banque* », imagine M. Lasanté, qui, après tant d'autres, réclame une modernisation de la profession bancaire. La question est devenue si préoccupante que des analystes se sont mis au travail sur ce thème et cherchent des solutions. Ainsi, le Commissariat général au plan a rendu public, il y a quelques semaines, un rapport sur les reprises d'entreprises. Ses propositions ne sont pas tellement éloignées de ce qu'avaient noté les prospecteurs de ce marché en devenir.

ALAIN LEBAUBE.

Trop petites ou trop grosses

LE marché de la reprise d'entreprise est relativement neuf et ses contours ne sont pas encore précis. Dans la partie supérieure, celle des grosses sociétés, interviennent depuis plus de vingt ans les cabinets de *« chasseurs d'affaires »*, souvent liés aux banques.

Ces spécialistes, rétribués à la commission dans le cas d'une opération menée à son terme, recherchent des entreprises pour le compte d'investisseurs, le plus souvent étrangers, très actifs en France avant 1981. Ce marché s'est depuis tari et les mêmes cabinets se sont alors intéressés aux « repreneurs » sans que leurs méthodes et la taille des entreprises visées soient adaptées.

Dans la partie inférieure, et pour répondre à une urgente nécessité, on a plus récemment adopté des mesures proches des techniques en vigueur à l'étranger : le LMBO (Leverage Management BuyOut), qui, sous le nom de RES (Reprise d'entreprise par ses salariés), apparaît en France comme une tentative encore timide. Les règles imposées en limitent en effet le champ, par le nombre et la taille, au point que cent quarante dossiers seulement ont été acceptés en un peu plus d'un an et que 70 % des agréments ont été accordés pour la reprise de petites entreprises (jusqu'à cent salariés, jamais plus de quatre cents salariés) dont les actifs nets ont été évalués au minimum.

Entre les deux formules reste l'énorme masse des entreprises qui valent entre 3 et 15 millions de francs et qui ne trouvent pas preneur, soit parce qu'elles sont trop petites, soit parce qu'elles sont trop grosses. Quant au candidat à la reprise, il ne peut bénéficier des avantages du LMBO s'il appartient à la société depuis moins d'un an...

C'est à ce créneau particulier que s'intéressent Jean-Claude Lasanté et Joëlle Freyre. Leur idée est de se faire rémunérer, avec des honoraires fixes (120 000 francs pour une entreprise de 8 millions de francs), par le vendeur pour lui trouver un successeur, sans toutefois prendre un engagement sur la réussite de l'opération. Avec l'aide de cabinets spécialisés, ils proposent ensuite un montage juridique et financier.

Dans la plupart des cas, constatent-ils, c'est la formule de l'option d'achat qui est retenue, car elle accorde aux deux parties un délai de réflexion d'un an. Ils observent également que les *« régénérateurs d'entreprise »*, s'ils disposent rarement de plus de 1 million de francs, à titre personnel, réussissent à obtenir des fonds avec un coefficient multiplicateur compris entre dix et treize fois le montant de leur apport.

A. Le.

Autrefois, la guitare

Dans les maisons de la culture les jeunes apprennent maintenant à jouer aux affaires.

LES jeunes créateurs d'entreprise sont à la mode. Fin février, deux expositions leur sont consacrées à Paris. Le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), et la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) ont organisé une permanence pour les accueillir.

Pour sa part, l'Agence nationale pour la création d'entreprise (ANCE) a fait des dix-huit-vingt-cinq ans une de ses priorités pour 1986, tandis que, il y a un an, le ministère du travail a créé le Fonds départemental pour l'initiative des jeunes (FDIJ). Les grandes écoles, les universités, livrent leurs premiers contingents de créateurs et de « *juniors entreprises* ».

Paradoxalement, le mouvement est né chez ceux qui sont le moins qualifiés. Les organismes qui accueillent traditionnellement ces jeunes ont en effet constaté, au fil de l'aggravation de la crise, qu'il n'était plus temps de proposer des loisirs à une « clientèle » qui sera vouée au chômage.

« *Il y a dix ans, dans une maison de jeunes et de la culture, on apprenait à jouer de la guitare. Aujourd'hui, on vient chercher des conseils pour créer une entreprise* », remarque M. Thierry Guillois, responsable de l'intégration économique des anciens « tucistes » au secrétariat d'Etat chargé de l'économie sociale et du développement local. « *Aujourd'hui, les jeunes défavorisés n'ont plus rien à perdre. Ils savent qu'ils ne trouveront pas de travail, alors, ils ont de plus en plus souvent le culot de créer leur entreprise* », confirme Mme Sylvie Richeton au même secrétariat d'Etat.

Les pouvoirs publics ont effectivement poussé à la roue en mettant à la disposition des jeunes aides et subventions : notamment, à travers le FDIJ, 100 millions de francs ont été versés par le ministère du travail (et gérés de façon décentralisée dans les départements). La même somme sera répartie en 1986.

La liste des mille cinq cents dossiers déjà retenus ressemble à un vaste fourre-tout. On y trouve à la fois des entreprises « classiques », dans le secteur informatique par exemple, mais aussi des initiatives à la mode... et à la limite de la marginalité : en milieu rural, l'élevage des petits animaux domestiques, la culture des fruits rouges, la filière bois ; en ville, les entreprises assurant l'intendance des groupes musicaux, les centres d'accueil, les ateliers de mécanique, fleurissent.

Mieux armés

Ces entreprises sont-elles viables à terme ? Ou bien vont-elles ancrer les jeunes dans leur marginalité ? Les pouvoirs publics ont fait le pari que, « *même si les activités ainsi créées meurent, les jeunes qui auront acquis l'expérience professionnelle seront mieux armés pour trouver du travail* ». Pour les véritables créateurs, ils misent sur l'évolution des mentalités des partenaires économiques : banques, autres entreprises, élus locaux qui, dans un bassin d'emplois, prennent conscience de l'intérêt de ces expériences micro-économiques pour revivifier le tissu social. Cependant, l'aménagement de certaines institutions est nécessaire. Les jeunes qui ne disposent pas d'un apport initial créent souvent des activités dans le cadre d'associations qui se révèlent mal adaptées à l'économie.

Aujourd'hui, aux mille cinq cents bénéficiaires du FDIJ, il faut ajouter environ un millier d'anciens tucistes candidats à la création. Certains élaborent un projet dans le cadre d'entreprises intermédiaires (créées pour l'insertion des jeunes), mais d'autres solutions pourraient être trouvées avec leurs anciens employeurs. « *Les ministères qui ont fait appel au tucistes* (PTT, logement) *ne pourraient-ils pas confier leurs travaux de sous-traitance à des jeunes, qui pourraient ainsi créer leur entreprise ?* », souligne M. Guillois.

A l'ANCE, les jeunes suivent une filière plus traditionnelle, même si Mme Dominique Mantha, chargée du dossier, constate que leur cas est souvent plus difficile à résoudre que celui de leurs aînés. Ils n'ont pas d'expérience professionnelle, souvent pas de savoir-faire. Ils ont besoin d'être aidés, guidés plus longtemps qu'un créateur plus âgé. L'ANCE a ouvert une permanence dans ses locaux pour les jeunes de la région parisienne, mais fonde surtout beaucoup d'espoir dans son programme PEES (Pour entreprendre dans l'enseignement supérieur).

Objectif du projet : « *donner l'esprit d'entreprise aux jeunes qui sont dans l'enseignement supérieur ; leur apprendre qu'à la fin de leurs études ils n'ont pas seulement deux voies, le public et le privé, mais qu'ils peuvent aussi créer, reprendre une société* ». Avantage économique de la formule : « *La crise a prouvé que les entreprises dirigées par un patron qualifié résistaient mieux aux difficultés.* »

Polyvalence

Mais comment donner à des jeunes l'envie de créer une PME, au lieu d'entrer dans une grande société et réclamer immédiatement leurs profils de carrière ? Dans le cadre du programme PEES, les grandes écoles et les universités signent avec l'ANCE – autorisée par les ministères de tutelle des établissements à intervenir – une convention selon laquelle une série de formations sont proposées aux étudiants. Mais la mobilisation n'est pas partout à la hauteur. Ici, une conférence par an est faite dans chaque UER, là de véritables cours de création d'entreprise sont organisés. Cas exemplaire, à HEC la création d'entreprise constitue une option qui dure une année complète.

Un tel programme n'est pas facile à appliquer. Les jeunes doivent apprendre à connaître le monde des PME, puisqu'ils vont créer des entreprises petites ou moyennes ; or ils sont parfois surpris de constater la « polyvalence » de leurs directeurs. En outre, les enseignants abordent un sujet nouveau pour eux et attendent des documents pédagogiques de l'ANCE. Enfin les PME sont dirigées le plus souvent par des autodidactes qui ne cachent pas leur méfiance face aux universitaires, jugés trop « théoriciens ».

Néanmoins, des vocations se dessinent chez les jeunes hautement qualifiés : qui ne connaît, par exemple, les « juniors entreprises », associations d'élèves des grandes écoles et de l'université qui proposent des services aux entreprises (gestion, informatique, etc.).

Créer une entreprise, c'est tout d'abord pour un jeune se battre contre des clichés. Les moins qualifiés doivent attendre que leur environnement les prenne au sérieux, les plus formés doivent pénétrer dans l'univers des PME qu'ils sont appelés à créer ou à reprendre. Au cours des dix ans à venir, la moitié des directeurs de petites et moyennes entreprises vont passer la main.

La France va manquer de « patrons », mais l'esprit d'entreprise ne souffle encore que sur peu d'élus. Tous les jeunes de quatorze ans, même férus d'informatique, ne souhaitent pas créer leur entreprise, tel Cyril, qui interrogeait dernièrement le président de la République lors d'une émission de télévision sur l'avenir des jeunes et leurs possibilités de se mettre à leur compte.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

La terre, outil de travail et patrimoine

On reste agriculteur de père en fils, mais de moins en moins sur la même exploitation.

« *CETTE exploitation, on en possède les titres de propriété et de succession de père en fils depuis presque deux siècles. Pour moi, ce n'est pas seulement un instrument de travail ; toutes mes racines sont dans cette affaire.*

» *Je sais bien que ça doit faire rire les économistes, mais c'est pour moi un moteur puissant que de savoir que mon fils, qui a aujourd'hui quinze ans, est bien décidé à revenir sur l'exploitation.* »

Michel Foury parcourt les limites de ses 65 hectares de prairies et de bois limousins, comme si c'était les frontières d'une principauté. « *Dans un sens, nous sommes des aristocrates. Vous connaissez la formule : être paysan, ce n'est pas un métier, c'est un choix de vie.* »

Cet attachement à la terre, reconnaît-il quand même, n'a pas que des aspects positifs. Comme il est par ici largement partagé, il empêche par exemple de s'agrandir ; il empêche aussi des jeunes de s'installer dans ces cantons ruraux qui se désertifient. « *Il y a par ici des propriétés sous-exploitées et même parfois retournées à la friche et au taillis. Leurs propriétaires sont partis en ville, mais ils ne veulent rien savoir pour se séparer de leur lopin.* » Aussi n'est-il pas étonnant que le problème des successions en agriculture se pose avec une acuité particulière. Encore qu'il faille sérieusement nuancer l'imagerie.

Selon l'enquête foncière du dernier recensement général de l'agriculture, s'il est vrai qu'on reste généralement agriculteur de père en fils, il l'est de moins en moins que ce soit sur la même exploitation ; 37 % seulement des installations se font par héritage contre 35 % par des achats fonciers ; le reste étant représenté par les installations en location ou en fermage.

Remarque du CNASEA (Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles) ; « *L'agriculteur reste généralement très attaché à la propriété des terres qu'il exploite. Mais les candidats à l'installation cherchent de moins en moins à devenir propriétaires, sauf s'ils bénéficient d'une donation ou d'un héritage.* »

Les chiffres sont là : l'accès à la terre aujourd'hui pour les agriculteurs qui s'installent (37 000 par an au total, dont 22 000 à titre exclusif, parmi lesquels 15 000 jeunes de moins de trente-cinq ans) se fait à raison de 13 % par donation et succession, 15 % par achat, 72 % par bail, dont, il est vrai, plus de la moitié (38,5 %) par bail familial. Le jeune exploitant devient ainsi le fermier de son père.

Dans une étude récente sur « L'installation des agriculteurs », le CNASEA le souligne : « *Depuis la création de l'IVD (indemnité viagère de départ) et de la dotation à l'installation, les baux familiaux se développent. L'installation s'opère après le départ du père (IVD), avec le père (GAEC, groupement agricole d'exploitation en commun père et fils) ou à côté (exploitation séparée). Il est des cas, de plus en plus nombreux, où un GFA (groupement foncier agricole) familial est créé.* »

« Dessous-de-table »

Ainsi les outils économiques élaborés par le syndicalisme agricole – les GAEC et les GFA, notamment – sont-ils venus à point pour assouplir les rigidités traditionnelles de la succession et de la transmission des propriétés agricoles. Dans les régions de petite exploitation, de polyculture, d'élevage et de faire-valoir direct, ils ont notamment permis d'assurer plus souvent la pérennité de l'exploitation, lorsqu'il y a plusieurs frères et sœurs et donc des soultes à payer. Le nombre actuel des GFA reste incertain (environ dix mille en France), mais il est certain que la plupart sont des GFA familiaux créés pour des problèmes de succession.

Outre la transmission directe du patrimoine se pose aussi le problème de la succession des propriétés agricoles louées à bail. En cas de succession, la présence d'un bail à ferme sur la propriété est, pour l'héritier propriétaire, une source de moins-value et de difficultés s'il veut se décider à exploiter lui-même. Inversement, un fermier qui a développé la propriété d'un bailleur, souvent absent de l'agriculture (médecin, notaire, avocat, etc.), peut être victime de la succession.

Le cas est fréquent dans les plaines céréalières du nord du Bassin parisien, de la Champagne berrichonne, de l'Ouest. Une pratique inégale mais florissante s'est développée, le pas-de-porte. Un exemple récent, près de Châteauroux (Indre) : une exploitation céréalière de 125 hectares dont l'exploitant partant à la retraite était fermier. Son fils était prêt à prendre la suite : « *Mais ce fut impossible : le propriétaire me demandait un dessous-de-table de 80 millions de centimes.* » Pour tourner la loi, on prétexte la présence de matériel (souvent vétuste), d'améliorations foncières ou immobilières.

« *Des sommes pareilles, c'est un handicap insurmontable si l'on n'a pas un solide soutien financier familial ; car, évidemment, puisque c'est illégal, il est impossible de financer cette charge-là par des prêts bancaires.* »

La diversité des problèmes de succession est la conséquence obligée de la variété du paysage agricole français. Mais, dit un jeune agriculteur berrichon, « *il reste anormal que les droits de mutation et d'enregistrement, les soultes à payer aux cohéritiers, les frais de notaire et parfois les frais de justice compromettent si souvent des installations de jeunes agriculteurs compétents et formés sur des exploitations parfaitement équilibrées et rentables* ».

Entre la terre outil de travail, la terre-patrimoine, la terre-placement et la terre-spéculation, le problème des successions agricoles est aussi au centre de contradictions qui sont bien loin d'être surmontées.

GEORGES CHATAIN.

BIBLIOGRAPHIE

Entreprise cherche repreneur

Voilà une nouvelle rubrique dans les petites annonces : *« Entreprise cherche repreneur. »* En effet, les mariages, les reprises, les successions d'entreprises – en difficulté ou pas – sont des phénomènes qui se multiplient et qui deviennent des faits publics. Un véritable marché des firmes, à acheter ou à vendre, s'est constitué et se développe au niveau international, national, mais aussi régional.

Didier Adès, journaliste à France-Inter, part d'un constat : plus de la moitié des chefs d'entreprises petites ou moyennes ont plus de cinquante ans. Leur succession constitue souvent un casse-tête, parfois une épreuve douloureuse. Or aucun gouvernement n'est parvenu à régler la question des transmissions d'entreprise, pour des raisons administratives, fiscales ou humaines.

Les Français doivent savoir qu'un million et demi de salariés devront changer de patron dans les cinq ans à venir. Il faut s'y préparer et ce livre y aide. – F. Gr.

★ *Entreprise cherche repreneur*, par Didier Adès. Ed. Aubier-France-Inter. 200 p., 69 F.



Eviter une valse des présidents

(Suite de la page 35.)

Les secteurs de l'économie française dans lesquels ces groupes ont leurs activités ne pourront qu'en être renforcés, ce qui constitue un atout pour la politique économique à long terme de tous les gouvernements. Cela ne les empêchera pas de continuer à se servir des outils qu'ils ont l'habitude d'utiliser pour le pilotage économique à court terme.

Ces orientations générales pourraient servir de point de départ à la réflexion d'une commission d'étude. Elle procéderait à un examen détaillé de chaque entreprise publique en consultant les différentes parties intéressées par les modifications législatives possibles. Celles-ci pourront très bien être utiles à certains groupes *et superflues* pour d'autres.

La solution s'inspire beaucoup de l'exemple canadien. Elle n'est pas la résultante technique d'une idéologie. Elle fait appel au pragmatisme des dirigeants politiques puisqu'elle permet de dégager des solutions suffisamment souples pour qu'elles respectent des idéologies différentes : libéralisme économique d'un côté, et interventionnisme poussé de l'Etat de l'autre. Cette distinction idéologique ne recoupe d'ailleurs pas forcément la division politique française actuelle entre opposition et majorité.

Puisqu'il est essentiel de tenir compte des réalités politiques des prochaines années, l'intérêt d'une telle solution tient essentiellement à sa souplesse. Les entreprises publiques françaises pourraient ainsi passer très facilement d'un contrôle théorique de l'Ftat de 51 % à 49 % *et* vice versa, tout en maintenant à la fois l'autonomie stratégique de la direction générale de ces groupes et le respect symbolique des idéologies. Ne serait-ce pas là faire œuvre de bonne politique ? Respecter à la fois l'intérêt à court terme des partis et l'intérêt à long terme des entreprises publiques, et donc d'une partie importante de l'économie du pays ?

Rien ne serait pire pour l'économie française qu'une politique de dénationalisation menée avec l'esprit de vengeance caractérisant la façon dont Mme Margaret Thatcher a vidé de leurs forces *vives beaucoup de firmes* britanniques. L'économie de ce pays et la tenue future de la livre sterling en subiront les effets certainement pendant longtemps.

Si l'on peut être à la fois libéral et efficace, comme M. Ronald Reagan aux Etats-Unis, le libéralisme n'est pas forcément synonyme d'efficacité. De même, le socialisme – à preuve les exemples allemand et espagnol – n'est pas forcément synonyme d'inefficacité.

Il faut savoir abandonner des *solutions probablement utiles par* le passé mais rendues caduques par les mouvements rapides, y compris technologiques, de nos sociétés postindustrielles. Ainsi, des renationalisations intervenant – par dogmatisme ou par vengeance – quelques années après une vague de privatisations ne feraient qu'aggraver la situation.

MICHEL GHERTMAN.

Revenir à la liberté des prix

(Suite de la page 35.)

En aura-t-on fini pour autant avec la tentation de revenir au contrôle des prix, retour toujours possible par le vote d'une loi reprenant les dispositions des ordonnances de 1945 ? On peut en douter, si l'indice des prix de détail de l'INSEE continue à jouer son rôle actuel. Tous les mois, sa publication suscite un *véritable psychodrame médiatique*. Au cabinet du ministre, un conseiller est chargé de suivre – et de « lisser » – son évolution. Il faudrait donc, pour supprimer tout à fait la tentation de contrôler les prix, réduire l'impact de cet indice dans le public, probablement en lui ôtant son caractère officiel.

Les conditions d'une politique des prix libérale, irréversible, supposent une rupture profonde avec cinquante ans d'histoire économique : abrogation des ordonnances de 1945 certes, mais aussi politique des revenus et développement d'un pouvoir indépendant du gouvernement, à la fois en matière de politique monétaire, de concurrence *et de prévision économique*. Notre passé ne nous y incite guère. La pression de la CEE nous y conduit. Disposons-nous des hommes et des institutions pour cette ambition ?

HERVÉ DUMEZ et ALAIN JEUNEMAITRE.

Un exemple canadien

A la fin des années 60, à la suite de la très forte pénétration des multinationales américaines au sein de *l'économie canadienne*, une réaction nationaliste se fit jour dans tous les milieux canadiens pour qu'ils regagnent le contrôle de leur économie et de leur culture. Une des réponses était originale, comme beaucoup de celles inventées par les Canadiens. Cela tient probablement à la convergence *du pragmatisme anglo-saxon et* de l'imagination latine des Québécois.

Le 30 juin 1971, le Parlement canadien vota une loi créant une entreprise publique ayant pour objet d'accroître le contrôle des Canadiens sur leur propre économie : la Corporation de développement du Canada, ou CDC (en anglais Canadian Development Corporation).

La CDC était très originale déjà lors de sa naissance. Contrairement à la plupart des entreprises publiques du monde entier, y compris à celles de la Couronne canadienne, le conseil d'administration et la direction générale du groupe ont possédé dès le départ une très grande indépendance par rapport au gouvernement de M. Trudeau, *qui les a nommés*.

Le gouvernement canadien a constitué un conseil d'administration de vingt et un membres, dont trois seulement étaient ses représentants. Les dix-huit autres, y compris le président du conseil d'administration et le directeur général, étaient des Canadiens choisis pour leurs compétences et leur réussite à la tête de leurs propres affaires.

Depuis, les membres du conseil d'administration ont été renouvelés en conformité avec la procédure en vigueur habituellement dans les entreprises : un comité de sélection approche des candidats potentiels qui sont pratiquement toujours élus par le conseil d'administration, lorsque ce comité les présente. Les mandats des administrateurs sont renouvelables. Ils participent à environ huit réunions du conseil chaque année. Leur rémunération est symbolique si on la compare à celle des PDG en Amérique du Nord.

En vue du profit

En plus, la loi prévoyait que cette entreprise publique devrait agir *« en vue du profit et de l'intérêt général des actionnaires »*. M. Trudeau écrivait également une lettre à tous les membres du conseil d'administration, indi*quant clairement que le gouverne*ment n'avait pas le désir ni l'intention d'intervenir dans les opérations de la CDC qui se réalisaient « en vue d'un profit ».

Au départ, le gouvernement était le seul investisseur dans la CDC. Progressivement, celle-ci émit des actions dans le public et, à la fin des années 70, le gouvernement, avec 87 % des actions ordinaires, ne disposait que de 48 % des voix aux assemblées générales, puisque la majorité était détenue par des petits porteurs, détenteurs d'actions préférentielles. Le contrôle de la CDC *était donc bien concentré entre les mains de dirigeants* compétents, adhérents à la mission à remplir, avec sanction possible par l'actionnariat.

Le conflit qui opposa le gouvernement canadien et la CDC en 1981 est exemplaire, puisqu'il illustre bien que l'indépendance *de la CDC pouvait aller jusqu'à* une victoire de l'équipe de direction générale sur le gouvernement en cas de divergence profonde. A cette époque, le gouvernement canadien tenta d'imposer un de ses représentants à la présidence du conseil d'administration de la CDC. Il aurait pu ainsi utiliser *cette entreprise pour qu'elle* devienne l'acheteur en dernier ressort de firmes canadiennes en difficulté, l'outil de la politique *régionale ou de création d'emplois*.

Devant l'opposition unanime des membres du conseil d'administration et de la direction géné*rale de la CDC, le gouvernement* dut plier. Il semble que M. Trudeau se mit en colère en estimant que la CDC ne lui servait plus à rien. Il annonça alors que le gouvernement vendrait ses actions dans l'avenir.

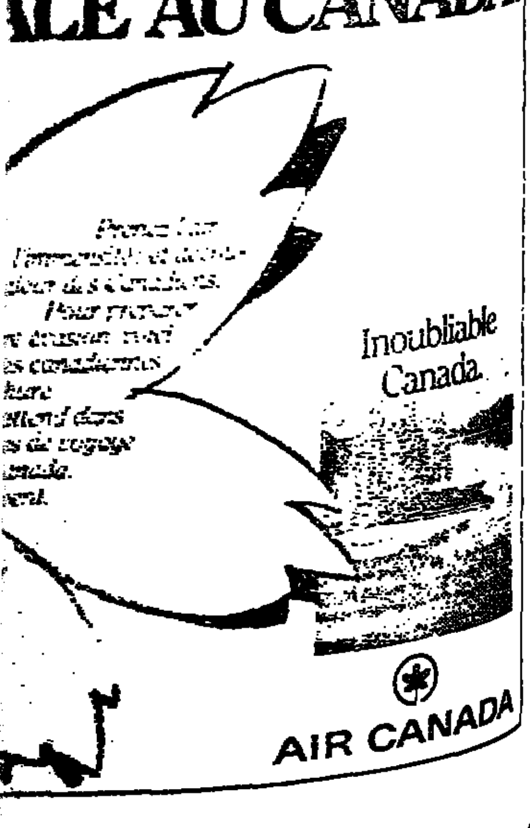
Pourtant, la CDC avait bien rempli ses objectifs tels qu'ils étaient définis par la loi lui ayant donné le jour. Elle était devenue une nouvelle entreprise canadienne, de taille très importante puisqu'elle avait pris place dans le groupe des dix premières entreprises du pays. Ses activités comptaient dans le secteur des *matières premières et des industries* de haute technologie. Le contrôle canadien était réel, et la CDC était compétitive au plan international. Elle avait un niveau de rentabilité analogue à celui de ses concurrents privés.

En juin 1985, le gouvernement canadien annonça la vente de sa participation dans la CDC. Cela n'empêcha pas celle-ci de continuer à remplir la mission que la loi lui avait impartie quatorze ans *auparavant, en grande partie* grâce à l'identité canadienne de ce groupe multinational. Les pouvoirs publics auraient très bien pu garder leurs actions de la CDC : cela n'aurait rien changé à son rôle.

Ce qui est le plus original dans le cas de la CDC, c'est que la loi a donné, dès le départ, à l'entreprise publique les moyens de lutter contre les fluctuations de la politique gouvernementale. *D'abord le conseil* d'administration et la direction générale du groupe avaient les moyens de le contrôler grâce à la diversité des compétences qu'ils représentaient. Ensuite, les procédures de renouvellement du conseil garantissaient l'autonomie, et, finalement, l'actionnaire principal n'avait pas le contrôle des assemblées générales.

M. G.





La chronique de Paul Fabra

La paix économique

DANS une préface (1), dont on loue aujourd'hui et le style et le fond, le président de la République écrit : « *On gagne Austerlitz quand on enlève une position dans l'électronique ou la biologie ; on perd Waterloo quand on abandonne l'automobile ou la machine-outil.* » Sans doute M. François Mitterrand a-t-il recherché par le choix *de cette comparaison martiale à donner* le maximum de force à son propos. Convaincre les Français de l'importance de l'enjeu des compétitions industrielles, rien de plus naturel.

L'image utilisée n'est cependant ni neutre ni originale. Ce n'est pas un hasard si c'est en France que l'expression de « guerre économique » est le plus volontiers employée pour décrire les rivalités commerciales qui se manifestent avec une âpreté effectivement de plus en plus grande sur le marché *international*. On pourrait en citer tellement d'exemples qu'ils tendraient à prouver que cette assimilation est désormais *considérée comme une vérité d'évidence* qu'on n'a pas besoin de discuter.

Quand un proche collaborateur de M. Laurent Fabius entreprend de présenter un plaidoyer apparemment équilibré sur les nationalisations, il intitule son livre *le Fer de lance* (2), bien qu'au détour d'une phrase il semble reconnaître la part de mode qui entre dans cette façon de s'exprimer. Son prédécesseur, M. Bernard Esambert, qui fut le spécialiste de l'industrie au cabinet de Georges Pompidou, sacrifiait au même rite en appelant un ouvrage qu'il publiait en 1977 *le Troisième Conflit mondial* (3). Dans un registre moins engagé, Elie Cohen et Michel Bauer passent en revue les heurs et les malheurs de l'intervention de l'Etat dans un livre récent auquel ils ont donné le titre de *Grandes Manœuvres industrielles* (4).

Il reste à savoir si ce qui paraît aller de soi n'est pas une idée reçue dont l'acceptation révèle non pas la prise de conscience d'un phénomène mais plutôt les préjugés de toute une société, voire certains de ses défauts qui expliquent précisément l'insuffisance d'adaptation de l'appareil industriel français aux exigences du marché international.

Si, par l'évocation de la guerre économique, on entend relever la nécessité de *mobiliser les énergies de tous ceux qui* concourent à la production pour emporter les commandes, ce qui suppose la recherche constante du coût le plus bas possible pour le meilleur service possible du client (compétitivité), il existe d'excellentes raisons pour choisir cette métaphore plutôt qu'une autre. C'est en principe à la guerre qu'on exige le plus d'efforts tant de chacun des combattants que de la nation tout entière.

Mais la vie elle-même est, comme on dit, une lutte. Rares sont les activités qui *ne prennent, à un moment ou à un autre, pour peu qu'on les exerce sérieusement,* la forme d'un combat. C'est évident pour le sport, où l'on voit le champion de tennis, pour gagner le dernier set, *s'imposer de haïr celui qui joue en face* de lui. C'est vrai pour un concours et dans presque toutes les professions, fussent-elles totalement étrangères aux affaires. A telles enseignes que la vraie question, si l'on cherche à y voir un peu plus clair, est non pas de mettre en relief les analogies qu'il est toujours possible de trouver entre, d'une part, le sport, le business, le barreau, l'école (tant du *côté des élèves que des enseignants*), le bureau, l'atelier, etc. et d'autre part, l'art de la guerre, mais plutôt d'identifier ce qui fait la différence entre, d'un côté, la compétition ou la concurrence et, de l'autre, l'affrontement armé.

M. Jacques Chirac et M. Raymond Barre, chacun selon son registre, désignent les socialistes comme leurs adversaires, et réciproquement. Ce serait une erreur capitale que d'en conclure à l'assimilation des élections démocratiques à la guerre. C'est le contraire qui est vrai : la démocratie, si tranchée que puisse être l'opposition entre les partis en présence et dures les attaques auxquelles ils se livrent l'un contre l'autre, est la forme la plus haute de la paix civile. Le régime de violence, c'est la dictature qui impose une unanimité de façade, c'est-à-dire le silence à une partie plus ou moins importante de la population.

Dans la vie économique, c'est l'existence d'un vaste marché des biens et des services qui est seule capable de donner un contenu à la liberté d'entreprendre. L'agression, c'est évidemment le dumping sous toutes ses formes (ventes au-dessous du prix de revient pour s'assurer indûment des débouchés), mais c'est aussi les restrictions aux échanges. Un pays qui tend vers l'autarcie est comme une forteresse qui interdit à ses occupants de communiquer *avec le monde extérieur et limite* d'autant le champ d'action de ces derniers et de ceux de l'extérieur avec qui ils chercheraient normalement à se mettre en contact.

C'EST dans la mesure où les Etats ne respectent plus, ou respectent moins, les « règles du jeu » internationales qu'ils pratiquent la guerre économique. Ils ne s'en privent pas, il est vrai, depuis que les fondements de l'ordre monétaire ont été bouleversés en 1971, les brusques fluctuations des cours de change rendant de plus en plus difficile le maintien du libre-échange.

Il n'empêche que, avantage de change ou pas, sur les marchés internationaux – et chaque marché national, y compris par conséquent le français, n'est plus, pour maints produits manufacturés, qu'un compartiment du marché international – les firmes se livrent une concurrence féroce. Plus d'une firme japonaise a réussi à pratiquement neutraliser ses compétiteurs. D'autres s'assurant dès le départ, grâce à une avance technique provisoirement décisive, une part prépondérante du marché, ont pu étouffer dans l'œuf toute velléité de développement de la part de leurs compétiteurs potentiels. Dans toutes les firmes, il n'est question que de stratégie offensive (pour « conquérir des marchés ») ou défensive (pour « garder ses positions »), on « cible » le segment du marché convoité et on procède, s'il le faut, à un « redéploiement de ses forces ». Si ce n'est pas la guerre, cela lui ressemble furieusement par beaucoup d'aspects.

La ruse, la tromperie, la corruption, sont aussi des moyens qu'on utilise à l'occasion, quand ce n'est pas de façon systématique comme des affaires célèbres de dessous de table l'ont montré. Tout cela est vrai ; mais quelle compétition est totalement exempte de telles pratiques ? Qui a jamais dit que la paix se passait dans le calme et la sécurité ?

Parler comme on le fait couramment en France avec complaisance, sinon avec une certaine délectation, de « guerre économique » pour décrire ces inévitables affrontements qui départagent le cas échéant des vainqueurs et des vaincus me semble toutefois présenter de graves inconvénients. Le premier est que cette façon de s'exprimer constitue une sorte d'encouragement à prendre des mesures qui ressortissent, elles, de la véritable guerre économique, telles *par exemple que des restrictions* à l'importation non justifiées par des pratiques de dumping dûment constatées par les tribunaux.

Le deuxième, plus important, est que, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, une métaphore approximative conduit à une représentation arbitraire de la réalité, qui, elle-même, peut inspirer des décisions et politiques non appropriées. Qui dit guerre dit chef d'état-major. C'est en vertu de cette identification qu'on a cru pendant longtemps en France que le salut de l'industrie française dépendait de l'intervention de l'Etat, que lui seul était capable de définir les grands objectifs et, le cas échéant, de s'assurer de leur réalisation. Cette idée, qui a servi de justification *a posteriori* aux nationalisations, est à l'origine du mythe de la « politique industrielle », dont on commence tout juste à se défaire en prenant conscience que la responsabilité des *pouvoirs* publics est de créer les conditions du développement économique (stabilité monétaire, crédit bon marché, respect des contrats, etc.), non de le prendre en charge.

COMME on a besoin de justifier ses démons en invoquant des exemples étrangers, les partisans attardés de la « politique industrielle » citent le rôle selon eux prépondérant du ministère de l'industrie (MITI) japonais. Le MITI serait cet état-major capable de mobiliser les forces vives du Japon pour la conquête des marchés extérieurs.

Lors d'un récent voyage à Tokyo, j'ai été frappé par le contraste entre, d'une part, l'accueil des industriels nippons, qui se prêtent autant qu'en Europe au dialogue avec les visiteurs étrangers et, d'autre part, celui des fonctionnaires du MITI. L'un d'eux, occupant un rang élevé dans la hiérarchie, non seulement s'exprimait avec moi à travers un interprète (ce qui est la règle dans ce pays, même si notre hôte connaît l'anglais), mais lisait les réponses qu'il faisait à mes questions comme s'ils les avaient *connues d'avance*. Suprême parade aux improbables indiscrétions ou bureaucratisation à l'extrême ? Ce que j'ai appris du MITI de mes autres interlocuteurs nippons et français ou américains vivant au Japon m'incline à retenir la deuxième hypothèse.

(1) François Mitterrand : *Réflexions sur la politique extérieure de la France* (Fayard).
(2) *Le Fer de lance*, de Lionel Zinsou, préface de Laurent Fabius (Olivier Orban).
(3) Plon.
(4) Belfond.







économie

REPÈRES

Dollar : le glissement reprend à 7,0450 F

Le glissement du dollar, interrompu le vendredi 21 février, a repris ce lundi sur les marchés des changes. La devise américaine, qui, à la veille du week-end, était remontée de 7,06 F à 7,11 F, est retombée à 7,04 F environ, son cours, à Francfort, revenant de 2,3150 DM à 2,2930 DM. Mercredi 19 février, un accès de faiblesse avait déjà ramené le dollar à 6,99 F et 2,28 DM. A Tokyo, en revanche, le billet vert s'est un peu raffermi à 182,70 yens, contre 181,70 yens, et le yen a fléchi contre toutes les monnaies, notamment à Paris, où son cours est revenu à 3,81 F (pour 100 yens), contre 3,88 F vendredi et 3,94 F jeudi.

Maille : creusement du déficit commercial

Le commerce extérieur de l'industrie française de la maille s'est encore détérioré en 1985, la croissance de 15 % des importations (13 milliards de francs) étant largement supérieure à celle, de 10 %, des exportations (6,2 milliards). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est donc dégradé, de 0,49 % en 1984 à 0,47 % en 1985. Ces médiocres performances se sont répercutées sur la production, le chiffre d'affaires de l'industrie restant stable en volume, si la progression a été de 5,7 % en valeur. La production de chaussettes a compensé une baisse d'activité en collants, sous-vêtements masculins, étoffe et prêt-à-porter.

Production industrielle : stable depuis l'été 1985

L'indice mensuel de la production industrielle hors bâtiment, calculé par l'INSEE sur la base 100 de 1970, s'est inscrit, après correction des variations saisonnières, à 132 en décembre 1985, contre 137 en novembre, soit une baisse de 3,7 %. En un an (décembre 1985 comparé à décembre 1984), la production industrielle progresse de 0,8 %. Mis en moyenne mobile sur trois mois – méthode qui permet de dégager une tendance, – les indices de production industrielle sont stables depuis l'été : 134 pour juin-juillet-août, 135 pour juillet-août-septembre, 134 pour août-septembre-octobre, 135 pour septembre-octobre-novembre, 134 pour octobre-novembre-décembre.

ÉTRANGER

L'offensive des pays endettés contre les taux d'intérêt se précise

La chute des cours du pétrole n'a fait qu'accélérer un processus engagé depuis le printemps dernier par les pays surendettés soucieux d'obtenir, en échange d'une politique sévère d'austérité, une plus grande compréhension de leurs créanciers. Mais la visite qu'entame ce lundi 24 février à Washington le ministre mexicain des finances, M. Jesus Silva Herzog a toute chance de retenir l'attention des milieux financiers comme des pays d'Amérique latine ou d'Afrique paralysés par leurs échéances. M. Herzog devrait en effet tester auprès des responsables américains les propositions d'allègement du fardeau de la dette élaborées par Mexico et soutenues à des titres divers par l'Argentine, l'Uruguay et le Venezuela.

Un ballon d'essai aux implications politiques autant qu'économiques, dans la mesure où les entretiens de M. Herzog interviennent à la veille de la réunion, à Punta-del-Este en Uruguay, du groupe de Carthagène comprenant les onze principaux pays endettés d'Amérique latine. Si tous les pays de ce groupe ne sont pas exportateurs de pétrole, tous dépendent largement de la vente à l'étranger de matières premières dont les cours sont en baisse, légitimant à leurs yeux une action spéciale sur des facteurs d'endettement qui échappent à leur gestion : l'ouverture des marchés des pays industriels et, surtout, la baisse de taux d'intérêt toujours très lourds.

La nécessité d'alléger le loyer de l'argent revient tel un leitmotiv dans toutes les déclarations des chefs d'Etat latino-américains depuis quelque temps. Les Argentins les premiers y ont fait allusion et entendent faire de ce point l'un des principaux sujets de discussion à Punta-del-Este. Dans sa déclaration solennelle radiotélévisée du 21 février, le président mexicain Miguel de La Madrid l'a implicitement demandé en appelant les créanciers du Mexique, second débiteur d'Amérique latine avec une dette de 97,7 milliards de dollars, à accepter leur part des sacrifices exigés par l'accumulation d'un endettement de plus en plus difficile à affronter dans la conjoncture internationale actuelle.

Les Américains réticents

L'approche est tentante. Une baisse d'un point des taux d'intérêt réduit automatiquement de 3 milliards de dollars la dette latino-américaine, a récemment rappelé le vice-président de la Banque mondiale pour cette région, M. David Knox. Mais parvenir à une baisse volontariste des taux ne s'annonce pas facile dans l'immédiat. Les ramener à 6 %, comme le demandent les Mexicains ou les Argentins, représenterait une perte de deux points en moyenne pour les banques engagées en Argentine, de près de quatre points pour celles disposant de créances sur le Mexique.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis se sont montrés pour le moins réticents à répondre aux appels au secours des Mexicains. Ils ne peuvent pourtant rester indifférents à la situation d'un pays voisin important pour les banques américaines, où les difficultés économiques commencent à être politiquement intenables. Ils doivent en outre tenir compte du cas argentin. Si Washington ne reproche pas à Buenos-Aires comme à Mexico une gestion parfois discutable, il lui est difficile de mésestimer l'importance d'une offensive conjuguée de deux pays-clés d'Amérique latine.

Nul ne croit en la volonté de créer un front commun des pays endettés. Mais, dans les délicats marchandages qui viennent de commencer, il devient difficile de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin. Le fonds monétaire international ne restera pas éternellement dans le brouillard sur l'évaluation de la situation mexicaine. Il sait à quoi s'en tenir avec les Argentins, qui, dans une lettre d'intention envoyée le 20 février, s'engagent à payer leurs arriérés avant « juin de cette année », parallèlement à la prolongation jusqu'à mai d'un crédit stand by venant à expiration le 27 mars. Les éléments d'une nouvelle phase dans la stratégie de la dette devraient rapidement être réunis. Une évolution dont un pays proche de l'Amérique latine par l'importance de son endettement, le Nigeria, pourrait tenter lui aussi de tirer parti. Sur des bases quelque peu différentes puisque, prenant plutôt exemple sur le Brésil, les Nigerians souhaitent obtenir un rééchelonnement de quelque 7 milliards de dollars d'échéances à moyen et long terme auprès des banques privées sans en passer au préalable par un accord en bonne et due forme avec le FMI. Lagos à peu de chance d'aboutir. Mais dans ce vaste jeu de poker qui reprend autour des problèmes de la dette, les Nigerians espèrent que les atouts des pays endettés ne s'annuleront pas.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

L'Arabie saoudite veut ramener les prix pétroliers à un « niveau équitable »

L'Arabie saoudite a rompu le silence le 22 février et demandé aux pays producteurs non membres de l'OPEP de « coopérer » avec les membres de l'organisation pour mettre un terme à la dégradation de la situation sur le marché pétrolier.

Dans un communiqué du ministère saoudien du pétrole, Ryad souligne que cette coopération est devenue « impérative, car les pays membres de l'OPEP ne peuvent plus supporter, à eux seuls, le fardeau de la défense des prix ».

Mise en accusation par plusieurs des pays membres de l'OPEP, l'Arabie saoudite précise qu'elle continuera à « refuser une rapide fluctuation des prix, à la hausse ou à la baisse, comme elle le fait depuis le début des années 70 » et ajoute que Ryad « déploie ses efforts pour remédier à la situation et ramener les prix à des niveaux acceptables et équitables ». Le signal, selon de nombreux analystes pétroliers, que Ryad estime désormais que les prix sont tombés assez bas.

Arbitre du marché pétrolier depuis plusieurs années, alors que la discipline de la plupart des autres membres de l'OPEP était pour le moins incertaine, l'Arabie saoudite souhaite, avec la publication de ce communiqué, « mettre fin à la campagne l'accusant d'avoir une part de responsabilité dans la détérioration actuelle du marché ».

Pratiquement dans le même temps où était publié ce communiqué la « Middle East Economic Survey, qui véhicule souvent les messages officieux du royaume wahabite, signalait que l'extraction moyenne de l'Arabie saoudite en janvier n'aurait atteint que 3,79 millions de barils par jour contre 4,28 en décembre et un quota théorique de 4,35 millions de barils par jour.

Les pays les plus hostiles à la politique pétrolière menée depuis quelques semaines par Ryad – l'Iran, la Libye et l'Algérie – vont d'ailleurs proposer, si l'on en croit le ministre iranien, M. Aqazadeh, un arrêt temporaire de la production, pendant deux semaines à un mois, de façon à contrarier la chute des prix. Une politique qui sera d'autant plus facile à appliquer pour Téhéran que son terminal pétrolier de Kharg a subi, au cours du week-end, son quatre-vingtième raid aérien irakien depuis le mois d'août.

La volonté des pays membres de l'OPEP de recouvrer la maîtrise du marché risque toutefois de se heurter au mode de fixation des prix décidé par certains producteurs. Ainsi le Mexique vient-il d'annoncer que ses cours à l'exportation seront fixés au jour le jour, à compter du 1er mars, en fonction des prix internationaux. Jusqu'à présent, la PEMEX fixait ses prix au début de chaque mois, avec application rétroactive.

En outre, la Grande-Bretagne semble, plus que jamais, décidée à rester en dehors de toute concertation. Deux études de conjoncture – l'une de la London Business School et l'autre du syndicat patronal CBI (Confédération de l'industrie britannique) publiées pendant le week-end montrent que la baisse des prix du brut, accompagnée d'une dévalorisation de la livre, malgré une perte de revenus pour le Trésor, va stimuler l'activité économique en 1986. Ainsi, pour la première fois depuis 1964, la croissance serait plus rapide que le rythme de l'inflation. Des arguments qui risquent de conforter Mme Thatcher dans son refus de toute coopération avec l'OPEP.

AGRICULTURE

AGACÉ PAR LES CRITIQUES FRANÇAISES

M. Andriessen fait valoir le dynamisme de la politique d'exportation de la CEE

Le marathon agricole, version 1986-1987, couru pour la première fois à douze, a commencé le lundi 24 février, à Bruxelles. La fixation des prix, dans un contexte de limitation budgétaire et d'accroissement des stocks, s'annonce comme un exercice des plus difficiles. Les marchandages risquent d'être retardés par les échéances électorales, en mars en France et en juin en Allemagne fédérale (élections régionales). Théoriquement, les prix devraient être fixés avant le 1er avril, mais cette date ne sera certainement pas respectée. La Commission a proposé un gel des prix de la plupart des productions, ainsi que des réformes des règlements de marché des céréales et de la viande bovine. Pour des raisons opposées, ces propositions ne satisfont pas les différents gouvernements, dont la France qui estime, selon une déclaration de M. Nallet, que la Commission, sans perspectives claires, agit dans la précipitation. En prologue à cette négociation, le commissaire européen, chargé de l'agriculture, M. Andriessen, a voulu rappeler à Paris que la politique d'exportation de la CEE était surtout bénéfique aux productions agricoles françaises.

Bruxelles. – En dépit de l'offensive déclenchée par les Etats-Unis pour repartir à la conquête du marché mondial, les exportations agricoles de la CEE ont atteint en 1985 le niveau record de 34 milliards d'ECU, soit environ 230 milliards de francs. Elles ont progressé de 8 % par rapport à 1984, alors que leur rythme moyen d'augmentation au cours des trois années précédentes avait été de 6 %. La Communauté est parvenue de la sorte à consolider sa part dans les exportations mondiales de produits agricoles qui, en 1984, était de 11 %.

Ces résultats, qui figurent dans un rapport établi par les services de la Commission européenne, illustrent le dynamisme de la politique menée par cette dernière pour affirmer la présence de la CEE sur les marchés extérieurs.

On sent en effet M. Frans Andriessen, vice-président de la commission, chargée des affaires agricoles, agacé par les critiques de manque de hardiesse adressées à sa gestion, notamment par les Français, qu'ils appartiennent au gouvernement ou bein à l'opposition, alors qu'il a l'impression de prendre des risques non négligeables pour maintenir une stratégie d'exportation particulièrement favorable à la France.

Une telle politique, les auteurs le rappellent, coûte cher : les restitution c'est-à-dire les subventions à l'exportation versées par le Fonds européen agricole, ont atteint en 1985 6,7 milliards d'ECU, soit 45,5 milliards de francs. Mais elle est payante. En dépit d'une demande mondiale en baisse d'environ 10 %, les commandes de blé se situent aujourd'hui à 11 millions de tonnes, soit sensiblement le même niveau qu'un an plus tôt. Compte tenu de la détérioration de la situation constatée ces dernières semaines, la commission ne croit pas que la Communauté sera en mesure d'atteindre, pour l'ensemble de la campagne, le montant record de 17 millions de tonnes de blé vendues en 1984-1985.

Mais elle devrait cependant maintenir sa part relative du marché. Pour y parvenir, il lui a fallu répliquer au programme BICEP d'aide en nature à l'exportation (l'administration fournit à l'opérateur des céréales provenant des stocks publics) mis en œuvre par les Etats-Unis. « Les réactions de la Communauté aux actions américaines sur les marchés d'Egypte et du Maghreb ont été immédiates et graduées », note le rapport, qui souligne ainsi « la capacité permanente d'adaptation... discrète et efficace » de la commission.

Grâce à la politique agricole commune, le volume des affaires des céréaliers français demeure considérable. Certes, calculent les experts bruxellois, leurs ventes de blé et de farine vers les pays tiers vont reculer de 12,5 millions de tonnes en 1984-1985 à 10,9 millions de tonnes en 1985-1986. Mais, en revanche, les livraisons aux autres Etats membres progressent, elles, de 6,1 à 7,6 millions de tonnes, si bien qu'au total les exportations françaises (intra plus extracommunautaires) vont s'établir à peu près au même niveau que l'année passée, soit une progression de 25 % à 30 % par rapport à 1983-1984. Les exportations communautaires de viande bovine se sont maintenues en 1985 au niveau record de 800 000 tonnes atteint l'année précédente. Les montants enregistrés à l'automne laissaient prévoir une baisse de 10 %. La politique d'exportation « à conditions spéciales » (c'est-à-dire à très bas prix) de viande provenant des stocks publics, qui fut déclenchée alors par Bruxelles, a permis le rattrapage. La commission observe que la France a été la première bénéficiaire de cette politique.

S'agissant des produits laitiers, le bilan est, là aussi, satisfaisant. La Communauté, en 1985, a exporté 12,7 millions de tonnes d'équivalents lait, ce qui représente 46 % des exportations mondiales de produits laitiers, à peine moins qu'en 1984. Le rapport note que la France a enregistré une augmentation de ses exportations de poudre de lait écrémé, d'aliments composés incorporant de la poudre de lait, de beurre, de butter oil et de fromages.

Conclusion : les Français « dont les exportations agricoles et alimentaires représentent près de 17 % des ventes totales à l'étranger et constituent de ce fait un élément fondamental de leur commerce extérieur » seraient avisés d'y regarder à deux fois avant de critiquer une gestion qui leur est éminemment favorable.

PHILIPPE LEMAITRE.

Pour relancer la recherche

UN INSTITUT DE LA FRAISE SERA CRÉÉ A BERGERAC

Un institut national de la fraise va être créé à Bergerac (Dordogne). Une convention en ce sens a été signée le 22 février par M. Nallet, ministre de l'agriculture. Cet institut, financé par les professionnels, l'Etat et la CEE (au titre des programmes intégrés méditerranéens), sera chargé de coordonner les recherches sur la filière. Il bénéficiera du concours de la station de l'Institut national de la recherche agronomique de Bordeaux. Cette nouvelle structure permettra surtout de reprendre les travaux de recherche variétale « abandonnés par l'INRA depuis dix ans, faute de moyens », a indiqué M. Robert Coste, président du Centre interrégional de recherche et d'expérimentation de la fraise, dont le futur institut occupera les locaux. Les producteurs français ne cultivent pratiquement qu'une seule variété, la Gorella. Ce manque de diversité paraît imprudent.

La production française de fraises, qui représentait en 1982 14 % de la valeur de la production totale de fruits, oscille autour de 80 000 tonnes depuis une dizaine d'années (89 000 tonnes en 1984, dont près de 50 % en provenance de la Dordogne et du Lot-et-Garonne). La balance commerciale est déficitaire d'environ 100 millions de francs. La France importe d'Espagne, où la production a atteint en quelques années 180 000 tonnes, et d'Italie, premier producteur européen avec un volume comparable.

PROJET D'ACCORD SUR L'ÉTAIN

Le Conseil international de l'étain (CIE) et ses créanciers ont mis au point un projet d'accord pour sortir de la crise qui date du 24 octobre dernier. Selon ce projet, une nouvelle entreprise sera créée, afin de vendre en trois ans, les impressionnants stocks d'étain accumulés. Cette société, Newco disposerait d'un capital de 270 millions de livres (2 781 millions de francs). Le gouvernement britannique a accepté de contribuer pour 50 millions de livres, le CIE pour plus de 100 millions, et les créanciers pour 100 millions également. Il ne reste plus que 20 millions de livres à trouver. Les négociateurs demandent une réponse définitive sur le montage d'ici au 28 février. Si elle est positive, la nouvelle société devrait pouvoir prendre forme pour le 5 mars prochain.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Démission du président de l'Union des industries textiles.** – M. René Boit, président de l'Union des industries textiles (UIT), a donné sa démission. Sa décision s'expliquerait par des divisions apparues au sein des adhérents, les grandes entreprises du secteur estimant que l'UIT les représente mal. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs réduit leurs cotisations à l'UIT pour 1986.

● **La CEE autorise la France à suspendre temporairement des importations textiles.** – La Commission européenne a annoncé le vendredi 21 février qu'elle autorisait la France à suspendre temporairement certaines importations indirectes de produits textiles. Il s'agit d'importations transitant par d'autres pays de la CEE. Cette autorisation concerne les tissus de coton en provenance de Corée du Sud (jusqu'au 31 mai), les robes de Turquie (jusqu'au 31 juillet) et les tissus de polyéthylène et polypropylène de Taiwan (jusqu'au 31 octobre).

● **Accord de coopération entre les patronats espagnol et français.** – Le Conseil national du patronat français (CNPF) et son homologue espagnol CEOE (Confédération espagnole des chefs d'entreprise) ont signé, le 20 février, à Madrid, un accord en vue de créer un « bureau franco-espagnol de relations patronales ». L'accord a pour objectif « la recherche par des entreprises espagnoles et françaises de nouvelles stratégies et l'intensification de leur coopération ». C'est la première fois que le CNPF signe un accord de ce genre avec un autre pays, a souligné M. Brana, vice-président du CNPF.

Social

● **Manifestation de cheminots à Montpellier.** – A l'appel de la CGT, environ 2 000 personnes ont défilé, le jeudi 20 février, dans les rues de Montpellier (Hérault) pour protester contre des sanctions requises par la direction de la SNCF contre des cheminots. Huit cheminots de la ligne de Cerdagne (Pyrénées Orientales) sont passibles de sanctions diverses pouvant aller, selon la CGT, jusqu'à la révocation. La direction leur repproche notamment d'avoir « retenu » deux techniciens en gare de Fontpédrouse le 19 novembre dernier.

● **Journées CGT sur les libertés : vers des débrayages très limités à la RATP.** – Dans le cadre de la journée nationale pour les libertés syndicales organisée par la CGT le 25 février, la centrale a appelé le personnel de la RATP à participer à « des rassemblements soutenus par des débrayages » dans la matinée de mardi. La direction s'attend à des « débrayages très limités ». Elle a toutefois reporté une réunion prévue pour le 25 février avec les syndicats sur les suites de la grève du 20 décembre – avec à l'ordre du jour une discussion sur l'idée d'un service minimum en cas de grève – au 27 février.

● **Conflits en 1985 : 880 000 journées individuelles perdues.** – Selon les résultats officiels du ministère du travail, les conflits localisés du travail en décembre ont touché 124 établissements occupant habituellement 47 200 salariés, parmi lesquels 11 500 ont cessé le travail entraînant la perte de 17 300 journées. Les conflits généralisés ont touché 26 établissements employant 13 300 salariés : 1 500 salariés ont cessé le travail, entraînant une perte de 800 journées individuelles de travail. Pour l'ensemble de l'année 1985 (le Monde du 21 février), les conflits localisés et généralisés ont entraîné la perte de 880 000 journées individuelles. « Pour retrouver un chiffre inférieur, indique le ministère, il faut remonter à 1946, avec 312 000 journées individuelles non travaillées. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	7,0490	7,0520	+ 30	+ 45	+ 65	+ 95	+ 230	+ 330
$ can.	5,0932	5,0991	– 180	– 162	– 333	– 298	– 562	– 474
Yen (100)	3,8534	3,8571	+ 61	+ 73	+ 139	+ 162	+ 519	+ 581
DM	3,0701	3,0728	+ 88	+ 102	+ 199	+ 219	+ 602	+ 661
Florin	2,7169	2,7191	+ 54	+ 63	+ 120	+ 136	+ 372	+ 420
F.B. (100)	14,9979	15,0106	– 199	– 136	– 434	– 276	– 812	– 413
F.S.	3,6647	3,6681	+ 119	+ 136	+ 280	+ 296	+ 825	+ 899
L (1 000)	4,5099	4,5147	– 325	– 287	– 739	– 679	– 1739	– 1628
£	10,2690	10,2804	– 330	– 294	– 674	– 617	– 1638	– 1460

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	7 7/8	8	7 7/8	8	7 7/8	8
DM	4 3/8	4 5/8	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16
Florin	5 3/4	6	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16
F.B. (100)	9	10	10 1/8	10 5/8	10 1/4	10 3/4	9 5/8	10 1/8
F.S.	1	2	4 1/16	4 3/16	4	4 1/8	3 15/16	4 1/16
L (1 000)	14	16	17	18	17 3/4	18 1/2	16 5/8	17 1/8
£	12 1/2	12 3/4	12 11/16	12 3/4	12 9/16	12 13/16	12 1/16	12 3/16
F. franç.	8 3/8	8 5/8	12 1/8	13 1/8	13 1/2	14 1/4	12 1/2	13 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FINANCES

Mme HÉLÈNE PLOIX REPRÉSENTERA LA FRANCE AU FMI ET A LA BANQUE MONDIALE

Mme Hélène Ploix représentera la France au conseil d'administration du FMI et de la Banque mondiale à Washington, en remplacement de M. Bruno de Maulde, nommé, fin janvier, président du Crédit du Nord. Les fonctions de Mme Ploix prennent effet à compter de ce lundi 24 février. Auparavant, un arrêté avait mis fin – à sa demande – aux fonctions de conseiller technique qu'elle exerçait, à Matignon, depuis août 1984.

Mme Ploix avait été conseiller de direction chez Mac Kinsey, conseiller au cabinet de Mme Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation dans le gouvernement Barre, directrice à la Compagnie européenne de publication (CEP), présidente, en 1982, de la Banque industrielle et mobilière privée.

AFFAIRES

Renault : l'année prochaine à Southfield

A Detroit, capitale américaine de l'automobile, les chiffres tombent, tous les dix jours, implacables : – 20 %, – 30 %, – 40 %... Les ventes de voitures d'American Motors Corp., *filiale à 46 % de Renault*, sont en chute libre. Vue de France, la situation paraît quasi désespérée.

Au siège d'AMC, à Southfield, un district proche de Detroit, l'ambiance est plus sereine. Sans doute davantage encore depuis que José Dedeurwaerder, directeur général d'AMC, est devenu, début 1986, directeur commercial de la Régie tout en restant à la tête de la firme américaine.

Pour les gens d'AMC, l'activité ne se réduit pas, heureusement, aux seules ventes des Alliance et des Encore, les versions américaines de la R9 et de la R11, dont les statisti*ques dénoncent imperturbablement* la mévente. AMC, c'est aussi – et surtout, dans la période actuelle – la *famille des Jeep.* De l'ancêtre, la CJ (Civilian Jeep) – à la silhouette popularisée par l'armée américaine et dont la fabrication s'est achevée en janvier après quarante ans de bons et loyaux services. – à son héritière, la Wrangler, qui sera produite dans l'usine canadienne d'AMC à Brampton, en passant par deux autres véhicules tout terrain aux noms suggestifs, la Jeep Cherokee et la Jeep Comanche, un petit « pick up ».

Attrait pour l'aventure, les loisirs en plein air, engouement pour les 4 × 4, les Américains, insouciants, ont oublié le temps de l'essence *chère*, et les Jeep se vendent comme des petits pains. A une heure de route de Detroit, l'usine de Toledo, sorte de grand bazar à étages et à recoins, les sort, tous modèles confondus, au rythme de 1 100 à 1 200 unités par jour. A la limite de ses possibilités. *« On tourne à cent trente pour cent »*, affirme Philippe *Cabassol, le jeune directeur* de l'usine.

Hémorragie

L'équipe, qui s'est mise au travail en 1980, après l'entrée en force de Renault dans le capital d'AMC, ne saurait trop se féliciter d'avoir eu le flair de développer rapidement les modèles Jeep qui font aujourd'hui les beaux jours d'AMC, à défaut de faire ses bénéfices : 181 000 véhicules vendus en 1985 contre 154 000 en 1984, et 200 000 prévus pour 1986. Ce *« Jeep boom »* n'a pas empêché le constructeur de continuer à subir l'hémorragie financière (125 millions de dollars de pertes en 1985 pour un chiffre d'affaires de 4 milliards) due à ses voitures particulières et aggravée par la « guerre des crédits » déclenchée durant l'été par les « trois grands » pour stimuler leurs ventes et que AMC a bien été obligée de suivre. Sans pour autant enregistrer de performances commerciales, ce qui lui a valu de se voir reléguer en 1985 du rang de quatrième constructeur américain à celui de cinquième par le japonais Honda.

Les Alliance et les Encore, lancées à une époque où le coût de l'énergie avait donné aux petites voitures le quart du marché américain, ont subi de plein fouet le revirement de la clientèle en faveur des grosses voitures, et la concurrence des Japonais sur un créneau désormais bien encombré. En 1985, vingt-quatre marques (pour les deux tiers japonaises) se sont partagé le marché des petites voitures, qui ne représente plus que 17 % du total des immatriculations aux Etats-Unis.

Palliatifs

La réduction des coûts, avec la diminution de 30 % des effectifs et l'abaissement du point mort, n'ont pas suffi à compenser la chute des deux modèles Renault, qui, après avoir atteint le record de 190 000 ventes en 1984, ne devraient pas dépasser le cap des 80 000 en 1986 (contre 110 000 en 1985). Ce recul est ressenti d'autant plus douloureusement qu'aucun nouveau modèle n'est venu stimuler le réseau et la clientèle depuis deux ans et que le vide se prolongera jusqu'en 1987. Un vide que José Dedeurwaerder n'a cessé de dénoncer.

« Je disais à Bernard Hanon qu'on était en train de lui construire une société automobile qui n'avait pas de produits automobiles », se souvient-il aujourd'hui. Les quelque palliatifs imaginés n'ont pas très bien, pour ne pas dire jamais, fonctionné. Les problèmes de climatisation et de démarrage par temps froid ont sonné le glas de l'importation des R 18 et des Fuego. Le coût de mise aux normes locales a fait abandonner le projet d'américanisation de l'Espace, et le peu d'enthousiasme des Américains testés, celui de la R 25.

Dernier malheur pour AMC : l'abandon de la « 52 », le nom de code d'une grosse Alliance, prévue pour mi-1986. Le projet est mort-né en janvier 1985, quand les banques, en Europe, ont refusé les financements, au moment même où M. Besse prenait la succession de M. Hanon à la tête de Renault. Résultat pour AMC : une année de plus sans modèle et une provision qui a grevé les comptes 1985, alors que M. Dedeurwaerder pensait terminer l'exercice à l'équilibre. Un équilibre désormais espéré pour 1986.

AMC aura mis sa longue période de jeûne à profit pour discuter avec les Japonais et les Sud-Coréens en vue d'une possible coopération (notamment pour la fourniture d'organes mécaniques) que M. Dedeurwaerder n'estime cependant pas imminente. En revanche, ce qui est sûr, c'est l'abondance de modèles que connaîtra AMC en 1987 : ce sera coup sur coup l'arrivée de la R 21, lancée en mars 1986 en France et importée en mars 1987 aux Etats-Unis, avec un objectif de ventes de 60 000 voitures par an. Ce sera ensuite l'Alpine (10 000 à 15 000 par an) et enfin la « 58 », une voiture haut de gamme de conception américaine, produite dans la nouvelle usine canadienne de Brampton. Sans oublier l'après-1988 avec le remplacement des Alliance et Encore. Car M. Dedeurwaerder estime que AMC, pour vivre convenablement, doit disposer de trois principales familles de modèles : deux « domestiques », une importée, pour répartir au mieux les risques de change. Reste le choix de la future implantation pour la production des héritières des Alliance et des Encore. La vieille usine de Kenosha (Wisconsin), qui monte celles-ci, ne sera plus utilisable. La décision ne presse pas. Et les dirigeants d'AMC peuvent se payer le luxe de laisser les Etats américains intéressés les courtiser avec force subventions à l'appui – chômage oblige – pour oublier, pendant les douze prochains mois, les courbes fléchissantes de leurs « poor lonesome » Alliance et Encore...

CLAIRE BLANDIN.

British Telecom obtient le feu vert pour le rachat de Mitel

En échange de son engagement à limiter ses importations, en Grande-Bretagne, de produits de Mitel, British Telecom a obtenu du gouvernement britannique l'autorisation de racheter le fabricant canadien d'autocommutateurs. British Telecom a donc confirmé son intention de racheter 51 % du capital de Mitel, pour environ 230 millions de dollars canadiens (1,2 milliards de francs). Les restrictions à l'importation avaient été réclamées par les concurrents britanniques de British Telecom, dont la filiale locale de l'américain General Electric, celle de Philips, et le constructeur national Plessey.

La CGE réduit sa participation dans Olivetti

Le groupe nationalisé français CGE (Compagnie générale d'électricité), qui possédait 7 % du capital d'Olivetti, a vendu 2 % à la CIR, holding qui détient 14 % du groupe italien d'informatique. Cette opération apporte 400 millions de francs à la CGE et renforce le désengagement français dans Olivetti. Le groupe français Saint-Gobain possédait en effet quelque 30 % du capital du groupe italien avant la nationalisation. Au moment de celle-ci, Saint-Gobain avait cédé 10 % de sa participation à la CGE et revendu 20 % à Olivetti. La participation française avait encore été réduite en 1984 à l'occasion d'une augmentation de capital pour l'entrée de l'américain ATT chez Olivetti.

Dénationalisation mode d'emploi

Ils étaient quelque cent cinquante anciens actionnaires du Crédit commercial de France à avoir répondu à M. Jean-Maxime Lévêque, l'ancien président de « leur » banque, pour l'entendre parler de l'après 16- mars. Age élevé, élégance discrète, cet aréopage distingué à majorité masculine voulait savoir comment il allait rentrer en possession de ses biens en cas de victoire de la majorité.

Tout a déjà été dit sur le mode de dénationalisation des banques, des assurances et des groupes industriels, sur la loi cadre qu'il faudra faire voter pour permettre ensuite d'agir par décret, sur les délais (*« cinq ans et même peut-être plus vite »* selon M. Lévêque), les priorités. L'ancien président du CCF y ajoutera *« une priorité aux anciens actionnaires »* bienvenue en ce lieu et rappellera que de *« nombreux groupes financiers, parfois à l'étranger, ce qui pose des problèmes, sont en train de se former pour prendre des positions »*. Nul n'ignore que M. Eskenazi, un ancien de Paribas, associé aujourd'hui d'Albert Frères à Bruxelles, s'intéresse à son ancienne maison. Et que des émissaires de tel ou tel ancien dirigeant d'avant 1981 cherchent de l'argent qui en Belgique, qui au Luxembourg, en Suisse ou en Grande-Bretagne. M. Lévêque ne cache d'ailleurs pas qu'*« il faudra adopter une attitude libérale en ce qui concerne les investissements étrangers en France »* (si l'on veut pouvoir dénationaliser rapidement) *« même si*, ajoute-t-il, *il y a des limites à ne pas dépasser »*.

Mais, dans ce genre de réunion, l'intéressant c'est, plus que l'exposé liminaire cent fois entendu, l'humeur de la salle. Il y aura le revanchard qui veut des têtes : *« je suis un ancien directeur adjoint du groupe Thomson. Les dirigeants des groupes nationalisés seront-ils rapidement écartés ? »* L'inquiet : *« Le Conseil constitutionnel peut-il empêcher la dénationalisation ? »* Le prudent : *« Pour que la privatisation ne soit pas un échec il faut que les actions des entreprises dénationalisées soient largement diffusées dans le public. Quelles dispositions comptez-vous prendre pour y parvenir. »* Le joueur : *« Une entreprise en voie de dénationalisation pourra-t-elle prendre le contrôle d'une autre entreprise en voie de dénationalisation ? »*

M. Lévêque répond, tel un ministre qu'il ne sera peut-être pas, qu'il faudra rapidement confirmer ou remplacer les dirigeants, que ce que la loi a fait, la loi peut le défaire, que les actions bénéficieront d'une fiscalité au moins aussi avantageuse que les obligations, que toutes les prises de contrôle seront permises. De quoi réjouir une assistance qui n'attend plus qu'une chose : le 17 mars.

B. D.

SOCIAL

En modifiant le système des remboursements aux hôpitaux l'Etat américain bouleverse le marché de la santé

Au pays du libéralisme c'est l'intervention des pouvoirs publics qui fait baisser les coûts...

La croissance des dépenses de santé va-t-elle se ralentir aux Etats-Unis? En 1984, elles n'ont augmenté « que » de 9%, après dix-neuf années d'augmentation « à deux chiffres », qui ont donné aux Etats-Unis le « ruban bleu » dans ce domaine (1) : en 1983, elles atteignaient 10,8 % du PIB contre 9,3 % en France et 7,6 % en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Une inflexion remarquable donc si le « refroidissement » se prolongeait, comme au cours des premiers mois de 1985.

Cette évolution a sans doute été aidée par des éléments conjoncturels, comme la baisse des admissions dans les hôpitaux (de 8 % par an sur les deux dernières années). Mais le *facteur décisif* a *été l'action* des pouvoirs publics – paradoxe dans un pays présenté comme la parangon du libéralisme – pour contrôler la croissance des dépenses médicales. En 1983, en effet, le département fédéral de la santé a modifié, avec l'appui du Congrès, le mode de remboursement des hôpitaux par le Medicare, l'assurance-maladie des personnes âgées financé par l'Etat fédéral, dont les versements ont fourni 40 % des recettes des hôpitaux.

Au lieu de rembourser sur la base des notes présentées par les établissements, le Medicare a décidé d'appliquer des tarifs par maladie, les DRG *(diagnostic related groups)*, ces *« groupes homogènes de malades »* que l'on cherche à définir pour les hôpitaux français (*le Monde* du 19 janvier 1985). Le système sera généralisé au 1er octobre prochain. D'autre part, le Congrès a gelé jusqu'à la fin de 1986 les tarifs du *Medicare* à leur niveau du début 1985.

Suivant l'exemple des pouvoirs publics, nombre de grandes entreprises qui voyaient leurs dépenses d'assurance-maladie augmenter fortement (14 % par an depuis 1980 pour General Motors par exemple) se sont efforcées de contrôler les hospitalisations. Avec l'appui, souvent des syndicats, notamment ceux de l'automobile (United Automobile Workers (UAW), des mines United Mine Workers (UMW) ou des transports (Teamsters). Les deux grandes chaînes de services de santé Blue Shield (Ecu bleu) et Blue Cross (Croix bleue) et les assurances commencent à leur emboîter le pas.

Résultat : les durées d'hospitalisation ont fortement diminué : selon le département fédéral de la santé, la durée moyenne pour les personnes âgées est passée de 9,3 jours en 1983 à 7,7 au début de 1985. Même des établissements qui gardaient moins longtemps leurs malades ont suivi le mouvement : le dernier numéro de *Harvard-l'Expansion* cite, par exemple, l'hôpital du Bon-Samaritain de Portland (Oregon), qui a ramené la durée moyenne de séjour de 7,4 jours en 1983 à 5,3 fin 1985 (2). D'autre part, la progression des dépenses hospitalières s'est considérablement ralentie : elle n'a *été que de 5,5 % en 1985* contre 15,8 % en 1982.

Cette pression sur les hôpitaux par le biais du Medicare n'est pas sans risques. Une enquête de quatre mois menée par une commission spéciale sénatoriale sur les personnes âgées a constaté que des établissements refusaient d'admettre des personnes âgées, *ou les faisaient sortir* trop rapidement, utilisant parfois comme des maxima les durées moyennes de séjour sur lesquelles sont établies les tarifs des DRG, afin de préserver leurs bénéfices. D'autres critiques ont exprimé la crainte que l'on ne refuse d'hospitaliser les pauvres, qui coûtent plus *cher à soigner*.

La réduction des durées de séjour a eu aussi pour effet d'augmenter le prix de journée de 23 % en 1984, ce qui relèvera d'autant la part des dépenses laissées à la charge des personnes âgées hospitalisées, alignée sur celui-ci.

Ces effets pervers proccupent beaucoup le Congrès, mais ne devraient entraîner aucun relâchement de la pression sur les hôpitaux. D'autant que la loi Gramm-Rudman sur la limitation des dépenses budgétaires pousse à des économies sur le programme Medicare (71 millions de dollars en 1985). Le Congrès envisage d'étendre les DRG au remboursement des dépenses d'équipement des hôpitaux; d'autre part, l'administration souhaite les perfectionner en y ajoutant un *« indice de gravité »* des maladies tenant compte des complications.

L'apparition de « conglomérats » médicaux

Ces mesures vont aiguiser une concurrence déjà féroce, par suite de l'excédent de lits hospitaliers (200 000 au moins sur 1,3 million, selon Harvard-*l'Expansion)*. Ce suréquipement va entraîner des fermetures par suite de déficits irrémédiables – *18 %* des services d'aigus seraient déjà dans le rouge, selon *Business Week* – ou par décision des autorités politiques : ainsi une commission parlementaire du Maryland a déjà estimé nécessaire de supprimer un tiers des lits hospitaliers de l'Etat.

Cette concurrence accélèrera-t-elle le mouvement actuel de concentration ? Les années 70 ont été marquées par le développement des chaînes hospitalières et des établissements à but lucratif – ce que le sociologue Paul Starr appelle la *« corporate medicine »* (3). On comptait déjà 200 de ces chaînes en *1980 alors qu'il n'y* en avait qu'une cinquantaine en 1970; elles réunissaient 300 000 lits, soit près de 30 % de la capacité hospitalière américaine. Si la majorité de ces lits (57 %) appartenaient encore à des établissements à but non lucratif, ce sont les chaînes à but lucratif qui s'étendaient le plus – 65 % des lits *créés en 1980 en faisaient partie. Et* trois chaînes contrôlaient les trois quarts des lits « lucratifs » : Hospital Corporation, qui, à elle seule, en détenait un tiers, avec 43 000 lits et 300 hôpitaux, Humana (92 hôpitaux) et American Medical International, implantées particulièrement dans l'ouest et le sud des Etats-Unis (Floride, Texas et Californie).

La formation des chaînes a été une première réponse aux contraintes financières : pouvant se doter d'équipes de planificateurs, de conseillers juridiques et d'avocats, elles ont pu rationaliser leur gestion – moins peut-être pour diminuer leurs prix de revient que pour choisir *les domaines* les *plus profitables*, – mieux se diriger dans la complexité des règlements et réussir un *lobbying* plus efficace auprès des autorités locales. Aujourd'hui, la nouvelle réglementation semble plutôt favoriser la formation de « conglomérats » réunissant différents services particulièrement rémunérateurs : *hôpitaux plus ou moins spé*cialisés, cliniques de jour (qui se développent rapidement avec l'apparition d'opérations sans hospitalisation), centres de soins (dialyse rénale, par exemple), cabinets dentaires ou de radiologie, laboratoires, maisons de cure médicale ou de rééducation.

En revanche, il n'est pas sûr que les contraintes exercées sur l'hôpital profitent aux médecins libéraux. Chez eux aussi, la concurrence s'aggrave. Le nombre de praticiens est passé de 377 000 en 1975 à 450 000 en 1980, et devrait atteindre 600 000 à la fin de la décennie, soit un médecin pour 404 habitants au lieu d'un pour 505 en 1975. La consommation risque de ne pas augmenter dans les mêmes proportions : selon des statistiques de l'American Medical Association (AMA), le nombre de visites par médecin a déjà baissé de 12 % entre 1970 et 1980. Or le département fédéral de la santé envisage d'étendre les DRG aux praticiens pour les soins aux personnes âgées payés par le Medicare...

GUY HERZLICH.

(1) *Business Week* des 21 octobre 1985 et 13 janvier 1986.

(2) Dean C. Coddington, Lowell E. Palmquist et William V. Trollinger, « Stratégies de survie dans l'industrie hospitalière ».

(3) Paul Starr, *« The Social Transformation of American Medicine »*, Basic Books, Harper Colophon 1984.

ionalisation mode d'emploi

B. D.

ements aux hôpitaux
rché de la santé

GUY HERZLICH

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



France-Garantie

Société d'Investissement à Capital Variable

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 6 février 1986 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie sur première convocation le 15 avril 1986 de fixer le dividende de l'exercice 1985 à 29,00 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 2,11 F. Le coupon n° 29 serait détaché, le 5 mai 1986.



SICAV ASSOCIATIONS

SOCIETE POUR LA GESTION DE L'EPARGNE A COURT TERME DES ASSOCIATIONS

Société d'Investissement à Capital Variable

Le conseil d'administration réuni le 30 janvier 1986 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985. Il a constaté à cette occasion que la gestion suivie en 1985 avait permis d'atteindre l'objectif de la SICAV à un double point de vue :

– offrir aux actionnaires un produit de qualité constante, en recherchant une progression aussi régulière que possible, et indépendante des variations erratiques des cours de bourse, de la valeur liquidative. L'évolution quotidienne de la valeur liquidative exprimée en taux annualisé a ainsi évolué entre 9,83 % et 7,46 % au cours de l'exercice ;

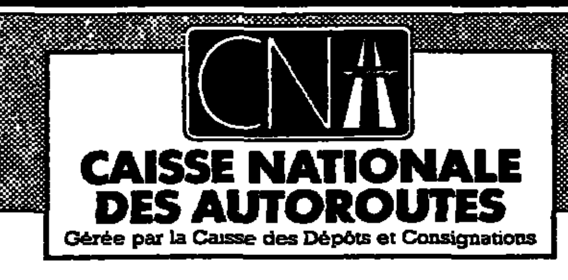
– privilégier la capitalisation par rapport à l'acquisition de revenus distribuables. C'est ainsi que pour le deuxième exercice consécutif, la SICAV n'aura pas à procéder à la mise en paiement d'un coupon, revenu dont la nature ne présente pas d'avantage particulier pour les ASSOCIATIONS, qui ne peuvent bénéficier des crédits d'impôts qui y seraient attachés. Ceci permet en outre aux ASSOCIATIONS d'éviter des formalités administratives relativement lourdes.



NORD-SUD DEVELOPPEMENT

Société d'Investissement à Capital Variable

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 7 février 1986 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie sur première convocation le 11 avril 1986 de fixer le dividende de l'exercice 1985 à 70,56 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 6,72 F. Le coupon n° 1 serait détaché le 6 mai 1986.



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

EMPRUNTS FEVRIER 1986

EMPRUNT A TAUX FIXE :
2 milliards de F

soit 400 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 966 F

Taux nominal : **10,20 %**

Taux de rendement actuariel brut : **10,30 %**

Durée : 12 ans

EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE :
1 milliard de F

soit 200 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 943 F
Taux d'intérêt du 1[er] coupon : **10,20 %**
payable le 10 mars 1987

Coupons suivants : taux d'intérêt annuel égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, établi par l'INSEE, pour le mois de janvier précédant la date de révision. Taux minimum 6,50 %.

Durée : 10 ans

MODALITÉS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS
Amortissement : in fine
Jouissance, règlement : 10 mars 1986

Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisses d'Epargne, Agents de Change et Comptables du Trésor.
Une fiche d'information (visa C.O.B. n° 86-65 du 18/02/86) peut être obtenue sans frais auprès de la **CNA, 56, rue de Lille 75007 Paris** et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA CNA
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration s'est réuni le 19 février sous la présidence de Jérôme Seydoux. Il a pris connaissance des premiers éléments d'information sur les comptes de l'exercice 1985 dont les chiffres définitifs seront examinés dans sa séance du 16 avril.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 12,5 milliards de francs, contre 11,8 milliards de francs en 1984 (+ 6 %).

Le bénéfice consolidé devrait enregistrer une hausse de l'ordre de 40 % et se situer autour de 450 millions de francs au lieu de 321 millions de francs.

Comme en 1984, le bénéfice a été réalisé par les secteurs des transports aériens (UTA) et des produits de consommation et industriels (Spontex, Seppic, Novacel, Unitan, Lainière de Picardie, teintures et apprêts des textiles), alors que les transports maritimes (Chargeurs Réunis, Cétramer) et les croisières (Paquet) ont continué à dégager des résultats fortement déficitaires. Un certain nombre des sociétés de Chargeurs SA ont bénéficié de la baisse du dollar et des taux d'intérêt.

Des mesures de restructuration importantes sont en cours chez Chargeurs Réunis et Paquet ; les frais y afférents sont provisionnés dans les comptes de 1985.

La Société d'études et de participations dans la communication – SEPC – qui détient 60 % du capital de France 5 vient de porter son capital à 300 millions de francs par des apports en numéraire. Chargeurs SA a participé à cette opération à concurrence de ses droits de 52 % dans le capital de la SEPC.

L'exercice 1986 bénéficiera de la baisse des produits pétroliers, des restructurations dans les secteurs maritimes mais supportera les pertes de la première année d'exploitation de la Cinq. Au total, l'année en cours se présente favorablement.

ENELFI-BRETAGNE

Le conseil d'administration d'ENELFI-Bretagne, réuni le 18 février 1986 sous la présidence de M. Michel Mauchant, a pris connaissance des résultats provisoires de l'exercice 1985, dans la ligne de la progression régulière des années précédentes, avec un résultat net d'activité courante de 9,9 millions de francs environ, hors toutes plus et moins-values de cessions de titres, et un bénéfice net de l'ordre de 17,3 millions de francs.

Ce résultat devrait permettre au moment de l'arrêté définitif des comptes une proposition de dividende en augmentation sensible, conformément aux prévisions indiquées lors de l'OPE de juin 1985, qui a donné à la société le contrôle de la Compagnie franco-marocaine.

Le conseil a noté avec satisfaction la cession, en complet accord avec les autorités marocaines, des participations d'ENELFI-Bretagne et de ses filiales dans le groupe de la Société africaine de tourisme, après un concours de plus de vingt ans à la mise en valeur du site de Cabo-Negro, sur la côte méditerranéenne du Maroc.

Le conseil et celui de la Compagnie franco-marocaine, réuni le même jour, ont examiné les conditions de cession de la participation de celle-ci dans Le Secours SA, compte tenu des précisions publiées récemment par la Chambre syndicale des agents de change, les possibilités de plus-values correspondantes et les opportunités de remploi des disponibilités attendues de cette opération.



BANQUE INDOSUEZ

OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE

DE TITRES PARTICIPATIFS FEVRIER 1984
EMIS PAR LA BANQUE INDOSUEZ

CONTRE

DES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT PRIVILEGIES NOUVEAUX
A EMETTRE PAR LA COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Bénéficiaires : *tous les porteurs de titres participatifs février 1984 émis par la Banque Indosuez*

Base de l'échange : *CINQ titres participatifs Banque Indosuez contre SIX certificats d'investissement privilégiés nouveaux Compagnie Financière de Suez*

Montant : *au maximum 700.000 titres participatifs au minimum 100.000 titres participatifs*

Durée : *du 28 janvier au 28 février 1986*

Avis à la Cote Officielle des Agents de Change : 27 janvier 1986.
Fiche d'information tenue à la disposition du public (visa COB n° 86-33 du 27 janvier 1986)

VALEURS DE FRANCE

Le 14 février 1986, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE » (Société d'investissement à capital fixe) gérée par la BRED, était de 311,74 F contre 302, 52 F le 31 janvier 1986.

« VALEURS DE FRANCE » cotait, le 14 février, 311 F (302,50 F le 31 janvier 1986).

GROUPE DE L'AIR LIQUIDE

LE GROUPE DE L'AIR LIQUIDE DÉVELOPPE SES ACTIVITÉS AUX ÉTATS-UNIS

Liquid Air Corporation, filiale de L'Air liquide en Amérique du Nord, vient d'annoncer l'acquisition par sa filiale Cardox des activités concernant le gaz carbonique liquide de la société CS Industries, de Baton-Rouge, en Louisiane, pour un montant proche de 10 millions de dollars.

Cardox est la deuxième société de gaz carbonique sur le marché américain. Les principaux débouchés de ce gaz se trouvent dans les industries alimentaires, notamment les boissons gazeuses, le conditionnement des denrées périssables, le soudage, la récupération assistée du pétrole, etc.

En outre, la société Lipha (Lyonnaise industrielle pharmaceutique), filiale de L'Air liquide, vient d'acquérir, par le canal de sa filiale aux Etats-Unis, Lipha Chemicals Inc., la totalité du capital de Nitragin Corp. (Milwaukee). Nitragin Corp. est le premier fabricant américain de fertilisants biologiques. Nitragin et Lipha Chemicals uniront leurs moyens pour développer, dans le domaine phytosanitaire, les produits de haute technologie qui composent leurs deux gammes.

Cet emprunt ayant été entièrement souscrit, le présent avis est publié à titre d'information seulement

Crédit National



FRF 500.000.000
Emprunt Obligataire Rétractable
10 5/8 % - 1986-2000

Garanti inconditionnellement par

La République Française

Prix d'émission : 99,75 %

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

BANQUE NATIONALE DE PARIS
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE
MORGAN GUARANTY LTD

ALGEMENE BANK NEDERLAND N.V. — ARAB BANKING CORPORATION (ABC)
BANK AMERICA CAPITAL MARKETS GROUP — BANKERS TRUST INTERNATIONAL LIMITED
BANQUE BRUXELLES LAMBERT SA — BANQUE INDOSUEZ
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG SOCIÉTÉ ANONYME — BANQUE PARIBAS CAPITAL MARKETS LTD
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS — CRÉDIT AGRICOLE
CHASE INVESTMENT BANK — CITICORP INVESTMENT BANK LIMITED
COMMERZBANK AG — CRÉDIT LYONNAIS
DAIWA EUROPE LIMITED — DEUTSCHE BANK CAPITAL MARKETS LIMITED
DRESDNER BANK AKTIENGESELLSCHAFT — GENERALE BANK
HAMBROS BANK LIMITED — INDUSTRIEBANK VON JAPAN (DEUTSCHLAND) AKTIENGESELLSCHAFT
LLOYDS MERCHANT BANK LIMITED — MITSUI FINANCE INTERNATIONAL LIMITED
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE, LUXEMBOURG

JANVIER 1986



American Airlines assure depuis avec succès les vols sans escale Paris-Orly/Dallas-Fort Worth.

American Airlines, la compagnie préférée des hommes d'affaires en Amérique.

Ces dix dernières années, les hommes d'affaires ont élu American Airlines *"Meilleure compagnie aérienne des États-Unis"*. Les raisons d'une telle distinction ? Multiples.

D'abord, le service que nous offrons, à la fois amical, rapide et efficace, aussi bien en vol qu'au sol. Notre système de réservation par ordinateur est sans faille.

Quant à notre cuisine internationale, elle contribue grandement à rendre les voyages littéralement délicieux.

Ajoutez à cela un réseau international, couplé d'un réseau national (aucune autre compagnie transatlantique ne dessert plus d'endroits en Amérique). Vous comprenez maintenant pourquoi nous sommes la meilleure compagnie.

Et comme si cela ne suffisait pas, en plus de *notre Paris-Orly/Dallas-Fort Worth sans escale*, nous ouvrons dès le 2 mai 1986* une liaison quotidienne Paris-Orly/Chicago sans escale. Une exclusivité American Airlines.

Et de Chicago, nous vous proposons plus de 130 destinations aux États-Unis, vers le Canada ou le Mexique.

Toujours avec rapidité, efficacité et confort.

Alors, la prochaine fois que vous allez aux États-Unis, prenez American Airlines pour vérifier ce qui nous distingue des autres.

Pour plus d'informations ou réservations, contactez American Airlines (tél. : 1/47.23.00.35) ou votre agence de voyages.

American Airlines
"The American Airline."**

* Sous réserve d'approbation gouvernementale
** La compagnie typiquement américaine.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 13 février
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	381 480
dont :	
Or	210 163
Disponibilités à vue à l'étranger	90 907
ECU	63 254
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 165
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 762
dont :	
Concours au Trésor public	25 640
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	147 198
dont :	
Effets escomptés	82 551
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	62 165
5) DIVERS	8 543
Total	633 159

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	205 375
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 494
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	18 457
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	82 383
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	21 561
5) ECU A LIVRER AU FECOM	59 987
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 888
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	9 562
Total	633 159

LA WESTDEUTSCHE LANDESBANK PASSE A NOUVEAU SON DIVIDENDE

AGEFI. – Le bénéfice d'exploitation de la Westdeutsche Landesbank Girozentrale (Westl-B) s'est chiffré, pour 1985, à environ 1,1 milliard de deutschemarks, après 1 019 millions de deutschemarks l'année précédente. Néanmoins – et pour la cinquième fois consécutive, – la première banque « de droit public » ouest-allemande passera son dividende : le montant restant après impôt et dotation des réserves de la caisse d'épargne-construction (LBS) sera affecté aux provisions pour risques liés notamment aux problèmes de la Deutsche Anlagen-Leasing CmbH (DAL) et aux risques étrangers. Le total du bilan, au 31 décembre, s'inscrivait à 134 milliards de deutschemarks, contre 132,6 milliards douze mois auparavant, les opérations relevant du service public, passant, pour leur part, à 38,8 milliards de deutschemarks, contre 37,7 milliards de deutschemarks. Globalement, le volume d'affaires ressortait ainsi à 178,7 milliards de deutschemarks, contre 175,8 milliards de deutschemarks fin 1984.

Il convient également de relever qu'en fin d'exercice le volume d'obligations Westl-B en circulation affichait un progrès de 200 millions de deuschemarks à 60,2 milliards ; d'autre part, le volume des créances sur la clientèle marquait un tassement de quelque 100 millions de deutschemarks pour revenir à 63,1 milliards de deutschemarks.

Après avoir indiqué que les résultats du groupe dans son ensemble devraient, eux aussi, avoir augmenté l'an dernier, la Westl-B annonce avoir acquis auprès de la Landesbank Rheinland-Pfalz une participation des trois quarts dans la BKA Bank für Kredit und Aussenhandel AG de Zurich. Cette opération permet apparemment à la Westl-B de « rendre service » à son homologue de Mayence, encore plus durement touchée par les retombées de l'affaire DAL, tout en renforçant son implantation helvétique.

D'autre part, la grande banque de Düsseldorf veut percer en Extrême-Orient : elle a sollicité l'autorisation d'implanter une « investment bank » à Tokyo, où elle vient, en outre, de créer une filiale de conseil, Japan-Markt Service, et se propose d'ouvrir, en avril, un bureau de représentation à Pékin. La Westl-B précise, enfin, avoir déposé un dossier auprès des autorités soviétiques concernant l'ouverture d'un bureau de représentation à Moscou.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CLUB MÉDITERRANÉE. – Le dividende global de 13,02 F, identique au précédent, s'applique à un capital majoré en juin 1985 (une action gratuite pour dix anciennes et une pour cinq à titre onéreux).

L'AIR LIQUIDE. – Liquid Air Corporation, filiale américaine de L'Air liquide, a annoncé l'acquisition, par sa propre filiale Cardox, des activités concernant le gaz carbonique liquide de la société CS Industries, de Bâton-Rouge, en Louisiane, pour un montant de 10 millions de dollars (70 milliards de francs). Cardox est le numéro deux américain du gaz carbonique, utilisé pour les boissons gazeuses, le conditionnement des denrées alimentaires périssables et la récupération assistée du pétrole.

AMAX. – Pour l'année 1985, AMAX a enregistré une perte nette de 621 millions de dollars (4,3 milliards de francs), soit 9,35 dollars par action, contre 228 millions de dollars (1,6 milliard de francs) en 1984. Le directeur général, M. Born, a déclaré que l' « objectif était d'équilibrer les comptes en 1986 ».

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	20 fév.	21 fév.
Valeurs françaises	118,4	122,5
Valeurs étrangères	101,4	103,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 31 déc. 1981)

	20 fév.	21 fév.
Indice général	306,7	313,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 24 février .... 8 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 fév.	24 fév.
1 dollar (en yens)	182,10	182,80

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	32 40	1 184
5 %	....	0 288
3 % amort. 45-54	....	1 885
Emp. 7 % 1973	7369	..
Emp. 8,80 % 77	124 38	6 630
9,80 % 78/93	100 15	6 041
8,80 % 78/86	99 93	1 736
10,80 % 79/94	103 10	5 060
13,25 % 80/90	106 42	9 584
13,80 % 80/87	106 60	4 877
13,80 % 81/89	110 43	1 437
16,75 % 81/87	110 35	7 572
16,20 % 82/90	120 48	1 775
16 % juin 82	121 45	11 310
E.D.F. 7,8 % 61	149 50	1 189
E.D.F. 14,5 % 80-92	....	9 618
Ch. France 3 %	185 40	..
CNB Bques janv. 82	101 53	1 536
CNB Paribas	104 90	1 536
CNB Suez	104 40	1 536
CNI janv. 82	101 55	1 536
CRH 10,90% déc.85	105	1 461

BOURSE DE PARIS – Comptant – 21 FEVRIER

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paternelle-R.D.	2800	2801
Alain Manoukian	501	501
BAFIP	910	950
B.I.P.	765	770
Bolloré Technologies	570	560
Calberson	520	540
Cardif	1300	1362 d
Cap Gemini Sogeti	1405	1412
C.D.M.E.	827	860
C. Equip. Elect.	298 50	299
C. Occid. Forestière	122	122
Dafsa	201	200
Dauphin O.T.A.	1580	1580
Davanlay	919	940
Deville	880	889
Drouot-Assurances	500	495
Editions Belfond	164 20	170 80
Elect. S. Dassault	829	830
Expand	267	265
Filipacchi	600	603
Guy Degrenne	820	820
I.C.C.	320	....
IN Informatique	405	407
Loca-Investissement	339	341
Manutan	410	420
Marlin Immobilier	510	500
Métallurg. Minière	190	194 90
M.M.B	465	466
Navale-Delmas	845	870 d
Om. Gest. Fin.	305	312
Petit Bateau	302 70	305
Petrofigaz	1007	....
Rexel	850	850
St-Gobain Emballage	1032	1073
S.C.G.P.M.	225	222
Sema-Metra	729	742
S.E.P.	811	843
S.E.P.R.	1240	1259
Sofibus	267	270
Valeurs de France	311	313
Molex	290	290

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A	1600	1620
C.E.M.	....	....
Cochery	61 20	....
Coparex	425	412
Dubois Inv. (Casto.)	600	575
Hydro-Energie	285	....
Rorento N.V.	130 40	129 20
S.P.R.	175	....
Ufinex	315	....
Union Brasseries	147 80	148 50

SICAV 21/2

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
France-Investiss.	503 96	481 11	Oblicoop Sicav	1348 80	1320 39
France-Net	124 38	121 58	Obillion	1040 53	1012 68
France-Obligations	425 86	421 64	Orient-Gestion	121 81	116 38
Francic	337 46	322 16	Paneurope	730 32	697 20

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1545	4,5 % 1973	1520 50	1580	1570	+ 3 25
3700	C.N.E. 3%	3720	3723	3723	+ 0 08
1056	B.N.P.	1065	1059	1059	– 0 56
1132	C.C.F.	1132	1132	1132	....
220	Elf-Aquitaine	220	223	224 50	+ 2 04
205	– (certific.)	206	209	209	+ 1 46
1830	Epeda-B-Faure	1830	1845	1845	+ 0 81
2030	Essilor	2040	2200	2200	+ 7 84

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
2450	T.R.T.	2421	2450	2450	+ 1 19
965	U.F.B.	955	970	977	+ 2 30
905	U.I.S.	908	920	920	+ 1 54
530	U.C.B.	530	550	550	+ 3 77
580	Valéo	585	595	594	+ 1 53
197	Vallourec	199 50	210	214	+ 7 28
3620	V. Clicquot-P.	3620	3620	3620	....
585	Via Banque	590	708	708	+ 20
750	Elf-Gabon	750	790	790	+ 5 33
93	Amax Inc.	93	95 60	95 60	+ 2 68
435	Amer. Express	436	455	455	+ 4 35
154	Amer. Teleph.	153 20	160	161	+ 5 09
101	Anglo Amer. C.	103	103 50	103 90	+ 0 87
580	Amgold	567	594	594	+ 4 76
930	BASF (Akt)	924	975	970	+ 4 97
970	Bayer	972	1000	1000	+ 2 88
185	Buffelsfont.	184 90	189	188 50	+ 1 94
23	Charter	23 20	23 10	23 20	....
580	Chase Manh.	558	564	563	+ 0 89
215	Cie Pétr. Imp.	216 60	219 80	218 50	+ 0 87
46	De Beers	45 50	47 35	47 50	+ 4 39
2440	Deutsche Bank	2437	2440	2448	+ 0 45
73	Dome Mines	73 10	73 50	70	– 4 24
138	Driefontein Cld	138 80	142 50	143	+ 3 02
500	Du Pont-Nem.	501	519	519	+ 3 59
385	Eastman Kodak	370	371	371	+ 0 27
37	East Rand	36 50	38	37 95	+ 3 97
250	Electrolux	250	251	251 80	+ 0 72
240	Ericsson	241 80	240	240	– 0 74
370	Exxon Corp.	370	379	379	+ 2 43
500	Ford Motors	498	535	535	+ 7 42
91	Gencor	91	94 90	94 90	+ 4 28
535	Gén. Electr.	528	555	554	+ 4 92
355	Gén. Belgique	355	438	412	+ 16 05
575	Gen. Motors	573	590	592	+ 3 31
48	Goldfields	48 50	49 50	49 50	+ 2 06
40	GdMetropolitain	39 60	41 30	41 50	+ 4 79
90	Harmony	89	94 60	94 60	+ 6 29

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
28	Hitachi	28 55	28 75	28 60	+ 0 17
940	Hoechst Akt.	939	959	959	+ 2 12
91	Imp. Chemical	91 10	91 10	91	– 0 10
99	Inco. Limited	99 20	102	101	+ 1 81
1130	IBM	1131	1165	1168	+ 3 27
295	ITT	292 50	298 10	298 10	+ 1 91
132	Ito-Yokado	132	133	131 50	– 0 37
46	Matsushita	46 40	48	48 20	+ 3 87
1070	Merck	1060	1105	1100	+ 3 77
720	Minnesota M.	705	714	714	+ 1 27
205	Mobil Corp.	203 10	212 90	212 90	+ 4 82
32880	Nestlé	32880	32850	32850	– 0 09
122	Norsk Hydro	120 60	122 50	123 50	+ 2 48
975	Petrofina	977	989	989	+ 1 22
725	Philip Morris	725	733	737	+ 1 65
177	Philips	176 80	175 20	175 20	– 0 90
435	Quilmès	433	435	439	+ 1 38
655	Randfontein	660	672	672	+ 1 81
480	Royal Dutch	481	483	480 50	– 0 10
59	Rio Tinto Zinc	60 50	59 85	60	– 0 82
103	St Helena Co	102 70	106 20	106 20	+ 3 40
210	Schlumberger	206	218	218	+ 5 82
69	Shell transp.	69 40	69 20	69 20	– 0 28
2360	Siemens A.G.	2370	2345	2385	+ 0 63
140	Sony	140	140 90	140 90	+ 0 64
145	T.D.K.	145 20	152 50	152 50	+ 5 02
14	Toshiba Corp.	14 10	14 20	14 20	+ 0 70
1010	Unilever	1013	1021	1021	+ 0 78
375	Unit. Techn.	375	384 20	384 20	+ 2 45
595	Vaal Reefs	620	626	625	+ 0 80
315	Volvo	315 10	319 50	319	+ 1 23
290	West Deep	288 50	306	306	+ 6 06
485	Xerox Corp.	481	496	496	+ 3 11
1 58	Zambia Corp.	1 59	1 70	1 70	+ 6 91

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/2	Cours des billets aux guichets – Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 072	7 113	6 830	7 380
ECU	6 850	6 847	....	....
Allemagne (100 DM)	307 110	307 040	298	316
Belgique (100 F)	15	14 991	14 400	15 260
Pays Bas (100 fl.)	271 940	271 850	263 500	280 500
Danemark (100 krd)	83 190	83 310	79	86
Norvège (100 k)	98 380	98 470	94 500	101
Grande-Bretagne (£ 1)	10 328	10 262	9 950	10 600
Grèce (100 drachmes)	4 998	4 990	3 900	5
Italie (1 000 lires)	4 513	4 513	4 250	4 750
Suisse (100 fr.)	370 550	367 250	358	376
Suède (100 krs)	96 690	96 800	93 500	100
Autriche (100 sch)	43 730	43 700	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	4 879	4 879	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 698	4 700	4 300	5 200
Canada ($ can 1)	5 083	5 116	4 850	5 250
Japon (100 yens)	3 940	3 880	3 730	3 800

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/2
Or fin (kilo en barre)	77500	78250
Or fin (en lingot)	78000	78050
Pièce française (20 fr)	555	581
Pièce française (10 fr)	478	.....
Pièce suisse (20 fr)	521	521
Pièce latine (20 fr)	480	485
Souverain	629	626
Pièce de 20 dollars	3620	3640
Pièce de 10 dollars	1800	1760
Pièce de 5 dollars	1280	.....
Pièce de 50 pesos	3200	3180
Pièce de 10 florins	520	516
Or Londres	339 25	339
Or Zurich	340 50	338 50
Or Hongkong	338 50	340 50
Argent Londres	5 90	5 88

Le Monde

APRÈS SIX JOURS DE RECHERCHES DANS LE SUD DU LIBAN

Israël admet tout ignorer du sort des deux soldats enlevés par la résistance islamique

De notre correspondant

Jérusalem. – L'armée israélienne a mis fin, samedi 22 février, à son opération de ratissage au Liban du Sud sans pouvoir parvenir à retrouver les deux soldats blessés enlevés en début de semaine par un commando apparemment affilié au mouvement extrémiste chiite Hezbollah.

Après six jours de recherches infructueuses, les quelque mille cinq cents hommes engagés dans cette opération se sont repliés dans la « zone de sécurité » que contrôlent l'Etat juif et ses alliés de l'Armée du Liban du Sud (ALS). La majorité d'entre eux sont revenus en Israël, mais une unité résiduelle, aux effectifs non précisés, restera au Liban – à titre provisoire – pour épauler les quelques centaines de conseillers qui stationnent en permanence dans la région frontalière.

L'ordre de repli a été donné après que les Israéliens eurent acquis la quasi-certitude que les soldats kidnappés – Yossi Fink et Rahamin Alsheikh – ne se trouvaient plus dans le secteur opérationnel. M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, a admis dimanche qu'il ignorait tout du sort des deux disparus. « *Nous continuerons*, a-t-il dit, *à rassembler des informations à leur sujet par d'autres moyens.* » Israël a offert une somme de 100 000 livres libanaises à quiconque lui fournirait des renseignements pouvant conduire à la découverte des soldats.

Selon des chiffres officieux, l'armée a « *nettoyé* » une vingtaine de villages chiites – certains plusieurs fois – dont la grosse localité de Tibnine, interrogé environ trois mille personnes et maintenu en détention quatre-vingts d'entre elles soupçonnées d'appartenance aux Hezbollah. Jérusalem pourrait bien garder ces suspects en otage et les utiliser comme monnaie d'échange lors d'un éventuel marchandage avec le mouvement chiite.

Fragile équilibre des forces

Israël a aussi découvert des *dizaines de caches d'armes.* L'une d'elles abritait une centaine de roquettes Katioucha. La plupart de ces armes ont été trouvées dans le *secteur contrôlé par le contingent* irlandais de la FINUL. Israël ne manque pas d'y voir une preuve supplémentaire de l'incapacité des « casques bleus » à prévenir les infiltrations d'armes vers la région frontalière. « *Les armes confisquées seront remplacées, car personne ne peut empêcher leur acheminement* », a prédit le porte-parole de la FINUL.

Pour justifier la cessation de l'opération, M. Rabin a invoqué – outre la vanité des recherches entreprises – « *la contradiction apparue entre le besoin de protéger la Galilée et la nécessité morale de retrouver les soldats* ». Autrement dit, poursuivre les ratissages au-delà d'une durée raisonnable aurait transformé la nature de l'opération et risquait de produire plus de mal que de bien. La crainte d'un effet boomerang a d'évidence hâté la décision israélienne.

De l'avis général, le repli est donc survenu à point nommé. En prolongeant l'opération, l'Etat juif courait le risque majeur de détruire le fragile équilibre des forces qui règne au Sud depuis la fin officielle, il y a *huit mois, de la guerre israélienne* au Liban. En braquant encore plus la population contre elle, l'armée ne pouvait que faire le jeu de son pire *ennemi – les Hezbollah – au détriment* du mouvement Amal, contraint à toutes les surenchères pour garder son crédit aux yeux de la communauté chiite.

M. Rabin a reconnu qu'une telle radicalisation était en cours. « *Une bonne part des katiouchas tombées sur la Galilée* [une douzaine en quarante-huit heures], a-t-il dit, *ont été lancées par Amal.* » Selon M. Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban, « *les extrémistes ont exercé une énorme pression sur Amal en l'accusant d'abandonner la population à son sort au moment de l'épreuve* ». En lançant des katiouchas, Amal a voulu échapper à ce reproche et montrer qu'il rispostait lui aussi à l'adversaire israélien.

J.-P. LANGELLIER.

● *Journée de solidarité avec les otages français.* – Des manifestations de solidarité en faveur des quatre otages français détenus au Liban ont eu lieu, samedi 22 février, dans une dizaine de grandes villes françaises, à l'occasion du neuvième mois de détention du journaliste Jean-Paul Kauffmann et du chercheur Michel Seurat, enlevés le 22 mai dernier à Beyrouth.

● *Accrochages entre communistes et Hezbollah.* – M. Souheïl Tawilé, membre du comité central du Parti communiste libanais (PCL), *a été enlevé dans la nuit du* dimanche 23 au lundi 24 février par des Hezbollah à son domicile, situé dans un immeuble jouxtant celui qui abrite les locaux de l'ambassade d'Iran dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth. Des accrochages aux armes automatiques et aux roquettes anti-chars de type RPG ont opposé, jusqu'à une heure avancée de la nuit de dimanche, les miliciens du PCL et les Hezbollah, notamment dans le quartier de Bourj-Abi-Haïdar où se trouve la chancellerie iranienne. Un Hezbollah a été tué et trois autres blessés. Selon le PCL, six militants communistes ont été blessés, dont un grièvement. – *(AFP.)*

Sur le vif

Casse-pieds

C'est vrai qu'ils sont mal embouchés, les gens, dans ce pays, agressifs, grincheux, désobligeants. Jamais un sourire, jamais un mot gentil. Quoi que vous fassiez, où que vous alliez, une banque, un restaurant, un taxi, un bureau de poste, une mairie, un garage, une boutique, on vous traite comme un chien, on vous aboie au nez. Si je vous parle de ça aujourd'hui, c'est parce que je suis en train de lire « Service compris », de Philippe Bloch et consorts. Ils se sont mis à trois pour ramasser toute une série d'exemples très marrants, très percutants, sur l'accueil réservé au client ici et à l'étranger. Ça fait une drôle de différence, croyez-moi. Ils ont cent fois raison, c'est pas possible d'être aussi malpoli. Tenez, moi, ce matin encore, le téléphone sonne dans mon bureau. C'est un mec qui me baragouine un truc incompréhensible :

– Pardon, madame, je suis un vieux lecteur. J'habite Biarritz. Là, j'ai acheté quelques actions et, dans « le Monde », il y a bien le cours de la Bourse, mais c'est celui de l'avant-veille. Alors pour la cote...

– Quoi ? Quelle Bourse ? Quelle cote ? Qu'est-ce que vous me chantez ?

– Je suis simplement surpris de ne pas trouver...

– Qu'est-ce que vous voulez que ça me fiche que vous soyez surpris ou pas ?

– Non, mais comprenez-moi, il y a trois semaines, j'ai gagné au loto sportif, oh ! une petite somme ! Et alors là, comme les cours montent très fort, je me suis risqué à...

– *Vous n'avez pas bientôt fini de me raconter votre vie ?*

– C'est pas ma vie, c'est ma Bourse ! Je voudrais savoir pourquoi vous ne passez pas les cours du jour.

– J'en sais rien, moi ! Où vous croyez que vous êtes, là ?

– Au service économique du « Monde ».

– N'importe quoi ! C'est pas ici. Et vous commencez à me casser les pieds.

– Oh ! je suis désolé. Je ne voulais pas vous déranger. Est-ce que vous pourriez m'indiquer à qui je dois m'adresser ?

– Et puis quoi encore ? Pour qui vous me prenez ? Je suis pas le standard.

Et je lui ai raccroché au nez. Non, c'est vrai, il faut les remettre à leur place, les Français. Ils vous traitent avec un de ces mépris ! Ils se croient tout permis, ma parole.

CLAUDE SARRAUTE.

QUATRE RESSORTISSANTS FRANÇAIS ARRÊTÉS A TÉHÉRAN

Téhéran *(AFP).* – Quatre ressortissants français ont été arrêtés, lundi matin 24 février, à Téhéran et sont détenus par les autorités iraniennes, apprend-on de source diplomatique dans la capitale iranienne. Le ministère iranien des affaires étrangères, joint au téléphone par l'AFP, n'a pas été en mesure de préciser s'ils étaient sous le coup d'un arrêté d'expulsion. Les arrestations ont été confirmées à Paris, où l'on indique que le chargé d'affaires iranien a été convoqué au Quai d'Orsay.

DEUX ENQUÊTES SONT OUVERTES APRÈS LE NAUFRAGE DU « SNEKKAR-ARTIC »

C'est probablement l'embarquement par l'arrière d'un énorme *paquet de mer qui a provoqué* le naufrage du chalutier dieppois *Snekkar-Artic*, au large de l'Ecosse, dans la nuit du 20 au 21 février. Ce *drame a fait quinze disparus et trois* morts.

Les neufs marins rescapés ont débarqué dimanche dans le petit port de Stornoway aux Hébrides, et ils sont arrivés par avion charter le soir au Havre. Selon leurs rares témoignages rendus publics puisque des enquêtes sont ouvertes, le *Snekkar-Artic* a embarqué une énorme vague qui aurait fait disjoncter le tableau de bord électrique, provoquant la paralysie des pompes qui devaient évacuer l'eau (1). Le bateau s'est alors couché puis a sombré.

M. Laurent Fabius a assisté dimanche à Fécamp à une messe à la mémoire des disparus. Il avait visité il y a une semaine le chalutier, avant son départ pour les bancs.

(1) Deux enquêtes sont ouvertes. La première, nautique et pénale, diligentée par l'administrateur des affaires maritimes du quartier de Dieppe, M. Poisson. Agissant comme juge d'instruction, il devra rechercher les éventuelles responsabilités. La seconde enquête est technique.

Au Tchad

La pitoyable aventure des « mercenaires » de la Libye

Alors que la situation était calme au Tchad sur le plan militaire, les initiatives diplomatiques ont été nombreuses ce week-end en Afrique. M. Ibrahima Fall, ministre sénégalais des affaires étrangères, a déclaré samedi 22 février à N'Djamena, où il a été reçu par le président Habré, que *« l'OUA n'avait d'autre choix que celui d'une position claire et d'une action concrète pour que le Tchad retrouve son intégrité territoriale »*. Le président Habré a envoyé un émissaire personnel, M. Mahmat Noury, au Caire pour demander une *« assistance militaire »* à l'Egypte. L'émissaire a précisé qu'il s'agit d'une *« aide matérielle »* et non de l'envoi de troupes.

De notre envoyé spécial

N'Djamena. – Dix hommes, dont trois avec des béquilles, descendent d'une Toyota pleine de soldats méfiants arborant la panoplie traditionnelle des combattants tchadiens : fusil d'assaut, pistolet, cartouchières *et poignard toubou. Correctement* vêtu, mais pieds nus, ces dix hommes prisonniers de guerre ou « mercenaires libyens », comme *le dit M. Soumaila*, ministre de l'information, sont tchadiens, du Sud pour la plupart. Leur histoire individuelle est presque banale à force de les entendre, tour à tour, raconter qu'ils ont été *« enrôlés de force »* dans les rangs des troupes du *« fou de Syrte »*, le colonel Kadhafi, ainsi surnommé à N'Djamena, puis comment ils ont été capturés, là-haut, dans le Nord désertique, du côté de Kalait, Oum-Chalouba, Kouba-Oulanga ou Siguey.

De pauvres diables sans emploi, sans espoir, dont certains ont dû, à un moment ou à un autre, abandonner femme et enfants au village pour chercher du travail. Alors, beaucoup d'entre eux sont allés à Maiduguri, dans le nord-est du Nigéria, une ville où leurs compatriotes ont toujours été très bien implantés, y compris dans l'administration locale. A partir de là, les versions divergent : ce sont des *« Libyens blancs »*, des *« éléments du GUNT »*, des *« Tchadiens »* qui leur ont fait miroiter un travail, de l'argent, une solution en somme. Certains assurent même avoir été emmenés de force. Et ils ont *suivi* la filière, celle de Cotonou, au Bénin, puis la Libye. Ensuite, à entendre leurs récits, l'enfer a commencé.

Leur *« formation militaire »* a duré entre trois et six mois, dans des conditions éprouvantes : *« C'était de l'esclavagisme pur et simple, comme si on conduisait des animaux au pâturage. On nous tabassait. Certains sont morts de faim ; là-bas, en Libye, c'était la loi de la jungle. »* Bref, prisonniers déjà, constamment surveillés par les hommes de Tripoli, sans communications possibles avec les gens du GUNT, ils ont été ensuite envoyés au front, à partir de Faya-Largeau et de Fada, troupeau docile et chair à canon...

Le reste relève de la caricature. Prisonniers, certes, mais contents de l'être : *« On mange bien, on boit bien, on est bien traités, nous sommes très contents d'être chez nous. »* La presse internationale, censée interroger ces pitoyables « mercenaires », se tait, gênée. C'est trop. Mais comment leur en tenir rigueur ? *« L'intention de la Libye n'est pas de s'arrêter au Tchad, c'est de conquérir tous les pays africains. Nous ne sommes que des exécutants, nous avons été intoxiqués. Même les épouses de nos frères ont été emmenées de force pour être prostituées. »* M. Soumaila abonde dans ce sens : *« En 1980, trois mille Tchadiennes ont été emmenées en Libye dans les harems. »*

L'inflation des chiffres se poursuit. Le ministre assure que le gouvernement de N'Djamena détient mille prisonniers. *Ceux-là* ne sont qu'un échantillon désigné, le samedi 22 février, pour cette confrontation avec la presse. Ils ne savent rien, ou presque. A Faya-Largeau, dit l'un, il y a trois mille ou quatre mille Libyens. A Kirdimi, raconte l'autre, des blindés sont concentrés. A Bir-Nasara, assure un troisième, les combattants du CDR (la principale composante politico-militaire du GUNT) sont regroupés.

Que faire de ces prisonniers ? M. Soumaila se montre magnanime : *« Nous sommes tolérants. Le moment viendra où, probablement, il y aura une amnistie. Nous éprouvons plus de pitié que de méfiance ou de sentiment revanchard envers eux. »* Quant au *« message »*, il faudrait être sourd pour ne pas l'entendre : le GUNT *n'existe pas, il n'y a pas d'opposition* organisée au Tchad, ce ne sont que des mercenaires enrôlés par Kadhafi. La preuve, tous ces *prisonniers n'ont pas rencontré* les gens du GUNT.

LAURENT ZECCHINI.

La vague de froid perturbe les circulations routière et ferroviaire dans l'Ouest et en région parisienne

Les conditions climatiques ont sérieusement perturbé la circulation routière et le trafic ferroviaire, dans l'après-midi et la soirée du dimanche 23 février. L'apparition du verglas et des chutes de neige accompa*gnées de coups de vent ont pratique*ment interdit la circulation dans les quatre départements bretons. Entre Rennes et Nantes, cinq cents voitures sont restées bloquées et des hébergements de fortune ont été mis en place pour les automobilistes.

Le mauvais temps s'est ensuite déplacé vers le Val-de-Loire où l'on ne comptait plus les véhicules dans le fossé. Le plan ORSEC a été déclenché dans le Loiret. La neige, qui a bloqué les aiguillages et givré les caténaires à Tours, à Vierzon et à Orléans, a obligé la SNCF a remplacer les locomotives électriques par des diesels. Cette permutation a provoqué la suppression de certains trains et des retards dépassant quatre heures pour d'autres sur les lignes desservant Paris-Austerlitz. La circulation était redevenue presque normale dans la matinée du lundi 24 février.

Plus à l'est, les départements de l'Essonne et de la Seine-et-Marne ont été touchés à leur tour. Dans la région d'Etampes, les pompiers ont dénombré cent cinquante automobilistes immobilisés sur des routes secondaires par des congères. Ils les ont hébergés pour la nuit au château de Valnay et dans la salle des fêtes. L'autoroute du Sud a *été coupée* en plusieurs endroits par la neige, notamment à Nemours et dans le Morvan. Dans ces conditions, les bouchons routiers ont pris des proportions inhabituelles et l'on a relevé, dans le sens province-Paris, 24 kilomètres de véhicules roulant au pas sur l'autoroute du Sud jusqu'à la hauteur de Chilly-Mazarin (Essonne).

La vague de froid a eu aussi pour effet de paralyser la circulation fluviale sur le canal de la Sambre à l'Oise à Landrecies (Nord) et sur le canal du Nord en amont de Péronne (Somme).

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)

LUNDI 24 FÉVRIER
Allô « le Monde »
Politique et terrorisme
Un nouvel épisode avec LAURENT GREILSAMER
Emission présentée par FRANÇOIS KOCH

MARDI 25 FÉVRIER
« Le Monde » reçoit JOHN FRETWELL ambassadeur de Grande-Bretagne en France avec PHILIPPE BOUCHER

Le numéro du « Monde » daté 23-24 février 1986 a été tiré à 414 022 exemplaires

A B C D E F G